



La médiatisation des idéologies linguistiques : tradition et continuité dans la presse écrite

Contenu: Numéro thématique dirigé par Wim Remysen (Université de Sherbrooke), Sabine Schwarze (Universität Augsburg) et Juan Antonio Ennis (Universidad Nacional de La Plata – CONICET)

Publication: Numéro 1 (printemps 2015)

ISSN: 2369-6761

Directeurs: Wim Remysen et Sabine Schwarze

Éditeur: Les Éditions de l'Université de Sherbrooke (ÉDUS)

URI: <http://hdl.handle.net/11143/7981>

DOI: 10.17118/11143/7981



Éditorial

Présentation de la revue <i>Circula</i>	1
Wim Remysen, Sabine Schwarze	

Partie 1 : Les idéologies linguistiques dans la tradition de la presse périodique

Prolégomènes à l'étude des idéologies et attitudes linguistiques dans la presse périodique sous l'Ancien Régime.....	4
Mairi McLaughlin	

La satire des mots à la mode dans la presse française : idéologie linguistique et idéologie politique.....	26
Agnès Steuckardt	

La persistance de l'idéologie linguistique des remarqueurs dans les chroniques de langage de 1925 à nos jours	44
Wendy Ayres-Bennett	

<i>El Diario Español</i> y el debate sobre la enseñanza del castellano en la Argentina (1927-1928).....	69
Esteban Lidgett	

Italiano e dialetti nei giornali siciliani del novecento	87
Rosaria Stuppia	

Partie 2 : Enjeux sociaux et politiques des questions de langue et de norme

Ideologías lingüísticas del español: la dimensión política del panhispanismo en los Congresos Internacionales de la Lengua Española 110
Carmen Marimón Llorca

La percezione della norma linguistica attraverso il periodico *La Crusca per voi* 130
Dalila Tassone

La « langue française » dans la presse francophone : idéologies, représentations et enjeux discursifs 153
Chiara Molinari

Dalla questione della lingua all'aggressione linguistica: le idee sulla lingua nei giornali italiani dell'ultimo decennio 173
Fabio Rossi

Academia y hablantes frente al sexismo lingüístico: ideologías lingüísticas en la prensa española 196
Carmen Llamas Sáiz

Ideologia linguistica della stampa nella campagna elettorale per le politiche del 2013 216
Fabio Ruggiano

Comptes rendus

Comptes rendus/Recensioni/Reseñas 235



TITRE: ÉDITORIAL – PRÉSENTATION DE LA REVUE *CIRCULA*

AUTEUR(S): WIM REMYSEN, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE & SABINE SCHWARZE, UNIVERSITÄT AUGSBURG

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 1-3

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/7996](http://hdl.handle.net/11143/7996)

Éditorial – présentation de la revue *Circula*

Wim Remysen, Université de Sherbrooke
Wim . Remysen @ USherbrooke . ca

Sabine Schwarze, Universität Augsburg
sabine . schwarze @ phil . uni-augsburg. de

La recherche sur les idéologies linguistiques a connu un développement considérable au cours des dernières décennies. Depuis les années 1970 et 1980, le concept d'idéologie n'a de cesse d'être convoqué pour éclaircir les liens existant entre pratiques linguistiques (et discursives) et pratiques sociales (et culturelles) dans plusieurs travaux en sciences humaines et sociales. Il s'est ainsi progressivement imposé comme une notion-clé permettant de réunir des réflexions autant sur les idées qui circulent à propos du fonctionnement de la langue que sur la place que la langue occupe dans la société. En plus de démystifier certaines croyances à propos des langues et de leurs prétendues qualités intrinsèques, ces travaux ont permis de mettre en évidence la façon dont les idéologies linguistiques traduisent et reproduisent des différences sociales, souvent en consolidant la position de certains groupes dominants dans des sphères variées de la société (éducation, justice, médias). Une partie non négligeable de ces travaux a en outre fait la lumière sur l'impact que les idéologies ont eu sur le développement de la linguistique, comme discipline, ou encore sur l'historiographie de certaines langues, les linguistes n'étant pas à l'abri de préconceptions sur la langue, sa nature sociale et son développement.

La revue électronique *Circula*, lancée à l'automne 2015 aux Éditions de l'Université de Sherbrooke, souhaite contribuer à la recherche sur les idéologies linguistiques en offrant à la communauté scientifique un lieu d'échange et de diffusion. Émanant d'un groupe de recherche homonyme, *Circula* souhaite plus particulièrement accueillir des travaux consacrés à la conceptualisation, la construction et la circulation d'idéologies sur la langue, et ce, à partir de corpus tant contemporains qu'historiques. La revue s'adresse en premier lieu aux chercheurs qui travaillent sur les communautés de langue romane, que ce soit ou non en comparaison avec d'autres communautés linguistiques. Si les travaux portant sur les conditions socioculturelles qui ont façonné les idées les plus courantes sur la langue dans ces communautés aux origines linguistiques communes connaissent une longue tradition, ce n'est que plus récemment que sont apparues les études qui se réclament ouvertement du concept d'idéologie. Or malgré ce développement important, il n'existe pas encore de revue où les chercheurs qui s'intéressent à cette thématique dans la *Romania* peuvent partager et confronter leurs idées.

S'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de cadre théorique unifiant l'ensemble des travaux sur les idéologies linguistiques, la thématique a été largement investie par l'anthropologie linguistique, puis reprise par la sociolinguistique. Pour sa part, la revue souhaite ne pas se limiter à un cadre d'analyse particulier. Elle propose plutôt d'adopter une perspective assez large, à la fois sur le plan théorique et méthodologique, et d'accueillir des articles émanant de plusieurs traditions disciplinaires, qu'elles se réclament ou non explicitement du concept d'idéologie linguistique, incluant par exemple la pragmatique, la linguistique profane ou perceptuelle, l'analyse de discours et la rhétorique, la médiologie et la sociologie de la connaissance. Interdisciplinaire, la revue est aussi ouverte à des contributions qui abordent des thématiques connexes comme le multilinguisme et les identités linguistiques, autant de questions en lien avec la langue qui ont une portée idéologique évidente.

Il nous semble que les travaux sur le thème des idéologies linguistiques est encore largement investie à l'heure actuelle par de très nombreuses publications en anglais, ce qui s'explique sans doute par la place importante qu'occupe dans ce champ de recherche l'anthropologie linguistique d'inspiration anglo-saxonne, dont de nombreux chercheurs empruntent l'appareillage théorique et méthodologique. En plus de vouloir réunir des travaux portant sur les communautés de langue romane, la possibilité même de publier dans une langue romane était pour nous une motivation importante lors de la fondation de cette revue dont la politique consiste à publier des articles en français, en italien et en espagnol.

Le nom de la revue, qui puise dans les racines latines communes aux langues romanes, a été choisi en premier lieu pour souligner le caractère dynamique et fluctuant des idéologies. Il rappelle aussi notre volonté de décroquer la recherche (qui se limite souvent à un espace linguistique donné) et d'encourager les études contrastives. L'importance de faciliter la diffusion de la recherche ainsi que d'assurer l'accès simple aux travaux émanant du milieu académique est d'ailleurs à l'origine de notre choix de fonder une revue électronique. Pour assurer que le contenu soit facilement consultable, nous avons choisi de travailler avec un éditeur qui a fait de l'accès libre aux publications un élément essentiel de sa mission. Nous le remercions de son engagement et de son soutien à l'égard de la revue.

En terminant, la fondation de la revue *Circula* n'aurait pas été possible sans la collaboration et l'appui de nombreuses personnes qui ont contribué à la réflexion sur les orientations générales de la revue. Concrètement, le projet a pu prendre forme grâce à l'implication des membres de notre comité scientifique, formé de plusieurs collègues romanistes et linguistes œuvrant en Europe et en Amérique. La revue a en outre reçu le soutien financier des gouvernements québécois et bavarois, activement engagés dans la promotion de la collaboration scientifique au niveau international, dans le cadre du Groupe de travail sur la coopération Québec-Bavière (GTQB). Nous remercions enfin nos universités respectives, l'Université de Sherbrooke et l'Universität Augsburg, et notamment le Centre de recherche interuniversitaire sur le français en usage au Québec (CRIFUQ, Sherbrooke) et le Jakob-Fugger-Zentrum Forschungskolleg für Transnationale Studien (Augsburg), pour leur appui logistique et financier.

Sherbrooke/Augsburg, octobre 2015



TITRE: PROLÉGOMÈNES À L'ÉTUDE DES IDÉOLOGIES ET ATTITUDES LINGUISTIQUES DANS LA PRESSE PÉRIODIQUE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

AUTEUR(S): MAIRI MCLAUGHLIN, UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 4-25

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/7993](http://hdl.handle.net/11143/7993)

DOI: 10.17118/11143/7993

Prolégomènes à l'étude des idéologies et attitudes linguistiques dans la presse périodique sous l'Ancien Régime¹

Mairi McLaughlin, University of California, Berkeley
mclaughlin@berkeley.edu

Résumé : Cet article examine si la presse a pu participer à la construction de l'idéologie et des attitudes linguistiques aux XVII^e et XVIII^e siècles. La recherche est fondée sur l'analyse d'un corpus de périodiques généralistes comprenant trois journaux d'actualité (la *Gazette*, la *Gazette d'Amsterdam*, le *Journal de Paris*), le *Journal des savans* et le *Mercure galant*. Nos analyses visent à déterminer si et comment ces supports médiatiques ont pu toucher l'image de la langue. Il est possible de comparer le discours métalinguistique de la presse pré-moderne à deux autres types de textes : les livres de remarques produits au siècle classique, et les chroniques de langue dans la presse moderne.

Mots-clés : histoire de la langue ; idéologie de la langue ; attitudes linguistiques ; histoire de la presse ; remarqueurs

Abstract: This article investigates whether the French press contributed to the construction of language attitudes and ideologies in the 17th and 18th centuries. The research is based on the analysis of a corpus of generalist periodicals. The corpus includes three newspapers (the *Gazette*, the *Gazette d'Amsterdam*, and the *Journal de Paris*) as well as the *Journal des savans* and the *Mercure galant*. In the analysis, I explore whether and how these different titles played a role in the formation of the image of the French language. I also suggest that the metalinguistic discourse of the French press from the 17th and 18th centuries should be considered in relation to two other text types : books of "remarks" written in 17th-century France, and the language columns published by newspapers in the 20th and 21st centuries.

Keywords: history of French; language ideology; linguistic attitudes; history of the press; the "remarqueurs"

1. Nous remercions Wendy Ayres-Bennett, Olivia Walsh et les lecteurs anonymes pour leurs commentaires détaillés sur une première version de cet article.

1. Introduction

Cet article s'inscrit dans le contexte plus large d'un projet concernant les origines et l'évolution du français journalistique². Le développement de la sociolinguistique historique a mené à une diversification des types de textes utilisés dans la recherche portant sur l'histoire du français³, mais nous n'avons trouvé que quelques analyses ponctuelles qui s'intéressent à la langue de la presse historique. Citons, à titre d'exemple, les travaux de Ayres-Bennett (2004 : 82-108) et de Lodge (2004 : 171-190) sur les mazarinades, ainsi qu'une analyse courte mais révélatrice d'un extrait du *Mercur de France* publié en 1732 (Ayres-Bennett, 1996 : 207-211). L'absence d'études approfondies de la presse historique de langue française constitue une lacune sérieuse dans la linguistique française. Notons, d'une part, qu'un contraste net apparaît entre la linguistique historique du français et la linguistique historique d'autres langues européennes parce que de nombreux travaux ont déjà été consacrés à l'étude de la langue de la presse historique de langue anglaise⁴. D'autre part, la langue des médias contemporains est une importante source de données linguistiques utilisées par les chercheurs travaillant sur le français contemporain⁵. Dans ce contexte, l'objectif de notre projet est de fournir la première étude systématique de la langue utilisée dans la presse historique de langue française.

Le présent article a pour but d'étudier le rôle éventuel de la presse historique dans la construction et l'évolution des idéologies et attitudes linguistiques aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les histoires de la langue ont en commun d'accorder une place importante aux discours métalinguistiques qui circulaient à l'époque ; ces discours ont contribué à la construction d'idéologies et d'attitudes linguistiques concernant le français standard, les variétés du français, et les autres langues. Comme le note Seguin (1999 : 227), les époques classique et post-classique ont « fortement contribué à former l'image que nous avons encore de notre langue et à imprimer à celle-ci un caractère qui la distingue de celles des pays avoisinants : nulle part un mouvement aussi soutenu n'a porté vers l'uniformisation et la recherche de règles suffisamment nettes ». La présente étude se place dans le contexte général de la recherche sur les idéologies et attitudes linguistiques du passé⁶. Citons, pour la période pré-moderne, la recherche centrée sur le rôle joué par les remarqueurs (Ayres-Bennett, 1987 ; Caron, 2004 ; Ayres-Bennett et Seijido, 2011). La méthodologie que nous employons dans la présente étude est similaire à celle décrite par Sairio et Pallander-Collin (2012) qui s'intéressent à la reconstruction

2. Voir McLaughlin (à paraître) ; le projet de recherche intitulé « The origins and evolution of journalistic French » est financé par une bourse du Hellman Fellows Fund (2012-2014).

3. Deux volumes ont paru récemment traitant de l'histoire du français sous cette perspective (Aquino-Weber, Cotelli et Kristol, 2009 ; Pooley et Largarotte, 2011).

4. Voir, par exemple, les actes du colloque *CHINED* sur le discours journalistique historique (Brownlees, 2006 ; Jucker, 2009).

5. Voir, par exemple, le projet et la série de colloques intitulés *Le Français parlé des médias* (<http://www.aston.ac.uk/lss/news/events/francais-parle-dans-les-medias/francais-parle-dans-les-medias-versionfranaise/>) ou un domaine de recherche comme celui concernant l'usage des temps verbaux en français.

6. Pour un résumé d'études récentes qui offre un survol des différentes méthodes utilisées dans la recherche contemporaine, voir Preston (2013).

des hiérarchies linguistiques du passé. Leur approche repose sur la multidisciplinarité : c'est l'histoire qui permet de déterminer quels groupes sociaux étaient prestigieux à une époque donnée, et c'est l'analyse des textes contemporains qui permet de découvrir les attitudes et idéologies (Sairio et Pallander-Collin, 2012 : 636). L'étude se situe aussi dans le contexte des nombreux travaux sur la rubrique des chroniques de langage dans la presse francophone⁷, même si la rubrique telle que la définit Remysen (2005) n'existe pas aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Il importe de noter ici que les historiens n'ont pas manqué de porter leur attention sur la première publication périodique consacrée à la langue française elle-même, le *Journal de la langue française, soit exacte soit ornée*, fondé en 1784 par Urbain Domergue (1745-1810)⁸. Grâce en partie au travail de Busse et Dougnac (1992), l'importance de sa contribution à l'évolution des idéologies et des attitudes linguistiques est bien documentée⁹. Ce n'est pas pour rien que Domergue est considéré, aujourd'hui comme à l'époque, comme le « grammairien patriote » de la Révolution. Busse et Dougnac ont expliqué le rôle joué par le périodique lui-même en soulignant sa contribution à la vulgarisation du savoir parce que Domergue était « le seul grammairien sous la Révolution à servir d'intermédiaire entre les dirigeants politiques et la masse des citoyens pour porter à la connaissance de ceux-ci les problèmes linguistiques auxquels se heurtaient les premiers » (Busse et Dougnac, 1992 : 14-15). Ils expliquent que le périodique a surtout aidé ceux qui habitent dans les provinces à « se défaire des régionalismes pour avoir accès au bon usage du français » (Busse et Dougnac, 1992 : 56), et qu'il a promu le développement de néologismes, tels que sa fameuse invention *loyaume* pour remplacer le terme qui dénotait l'ancienne notion de *royaume* (Busse et Dougnac, 1992 : 98-99). Notre étude se situe dans la lignée des travaux sur le *Journal de la langue française*, mais la période couverte est antérieure à sa fondation. Aussi vise-t-elle à élargir le terrain de recherche en examinant les contributions éventuelles d'un certain nombre de sous-genres journalistiques qui ont précédé la parution de la première revue spécialisée consacrée à la langue elle-même.

Si cet article s'inscrit dans le cadre de travaux sur les attitudes linguistiques (historiques), l'approche qu'il adopte repose sur une combinaison de méthodes tirées de ce domaine et de celui de la linguistique historique. Plus précisément, nous profitons du corpus de publications périodiques historiques que nous avons construit pour notre projet sur les origines et l'évolution du discours journalistique historique. Le projet commence en 1631 parce que c'est la date de parution du premier périodique de langue française à avoir connu un succès à long terme ; il s'agit de la *Gazette (de France)* dont le premier numéro a été imprimé à Paris le 30 mai¹⁰. Le projet se termine avec la Révolution en 1789

7. Citons, à titre d'exemple, l'article classique de Cellard (1983) ainsi que les travaux plus récents de Bochnakowa (2005, 2013). Les études de Remysen, qui portent pour leur part sur la presse canadienne, présentent l'avantage d'adopter une perspective diachronique et de remonter au XIX^e siècle (par exemple, Remysen, 2012).

8. Ce titre a été publié pendant une période de 11 années (entre le 1^{er} septembre 1784 et le 7 août 1795), mais sa publication a été interrompue à plusieurs reprises ; au total, 166 numéros sont disponibles aujourd'hui. Pour plus d'informations, voir Dougnac (1991).

9. Voir aussi Choi (2007).

10. Une poignée de publications périodiques de langue française précède la *Gazette*, mais aucun de ces autres titres n'a

à cause des changements politico-sociaux qui ont bouleversé le système médiatique français de manière définitive. Le corpus que nous avons constitué est présenté dans le Tableau 1.

Tableau 1 : Corpus analysé¹¹

Titre	Année de fondation	1632	1657	1682	1707	1732	1757	1782
<i>Gazette</i>	1631	jan	mar	mai	jui	sep	nov	jan
<i>Journal des savans</i>	1665			mai	jui	sep	nov	jan
<i>Mercure galant</i>	1672			mai	jui	sep	nov	jan
<i>Gazette d'Amsterdam</i>	1688				jui	sep	nov	jan
<i>Journal de Paris</i>	1777							jan

Il se compose de cinq titres représentant des genres périodiques différents. La *Gazette* et la *Gazette d'Amsterdam* sont toutes deux des journaux d'actualité qui publient de courtes dépêches écrites par des correspondants et qui rappellent les dépêches publiées par les agences de presse de nos jours. Le *Journal des savans*, en revanche, s'occupe du monde du livre. Il offre des comptes rendus détaillés d'ouvrages scientifiques, dans son acception la plus large. Le *Mercure galant* offre ce que Vincent (2005 : 9) appelle « un contrepoint léger » aux gazettes et au *Journal des savans* « en jetant sur les événements un regard curieux et parfois ludique ». Le *Journal de Paris*, quant à lui, est le premier quotidien de langue française et il présente un mélange de types de textes journalistiques. On peut le considérer comme l'ancêtre des journaux d'actualité contemporains. Comme l'indique le Tableau 1, ces cinq publications ont été fondées pendant la période qui nous intéresse et elles circulaient encore à la fin de la période sous examen.

Nous avons employé deux outils conceptuels pour assurer que le corpus constitue un échantillon représentatif de ces cinq périodes historiques qui peut être analysé en détail. La notion de « génération » a permis de choisir un an par tranche de 25 ans¹². L'échantillon commence en 1632, année pour laquelle il existe une série complète de numéros de la *Gazette*. La notion d'« année construite » (développée à partir de celle de « semaine construite » issue des études des médias¹³) a ensuite permis de choisir un mois différent pour chaque année. Pour chacun des mois inclus dans le corpus, nous

connu le succès qu'a eu la *Gazette* de Renaudot. Pour plus d'informations, voir Feyel (1999, 2000).

11. À cause des histoires parfois complexes des différents périodiques, nous n'avons indiqué que la date de leur fondation mais tous les périodiques ont été publiés jusqu'à la fin de la période sous examen. Pour plus d'informations sur les différentes publications, voir les articles qui leur sont consacrés dans le *Dictionnaire des journaux* (Sgard, 1991).

12. La discussion du découpage de la langue en tranches correspondant à des générations différentes par Ayres-Bennett et Seijido (2011 : 269-270) illustre la variété des définitions de la notion de « génération ». L'intervalle de 25 ans que nous avons employé ici représente un minimum.

13. Voir par exemple Valenzuela et Correa (2009) qui utilisent la semaine construite pour examiner la représentation générée des candidat(e)s aux élections présidentielles au Chili.

prenons en compte tous les numéros de chaque périodique¹⁴. Nous avons transcrit tous les numéros pour les mois indiqués en caractères gras : il s'agit des premiers et derniers numéros de chaque périodique dans l'échantillon, ainsi que tous les numéros dans l'échantillon pour le *Journal des savans* et pour la *Gazette d'Amsterdam*¹⁵. Ces transcriptions facilitent l'analyse de certains périodiques, mais nous aurons aussi recours à d'autres ressources qui répertorient les articles publiés dans le *Journal des savans* et dans le *Mercure galant*¹⁶.

L'organisation de l'article tient compte des trois sous-genres périodiques présents dans le corpus. Une analyse de l'impact éventuel des journaux d'actualité est suivie par l'examen du *Journal des savans*. Avant de conclure, nous présentons les résultats de notre analyse du *Mercure galant*.

2. Les journaux d'actualité : la *Gazette*, la *Gazette d'Amsterdam* et le *Journal de Paris*

Grâce à nos lectures des journaux historiques, nous avons établi une liste de mots-clés à utiliser pour identifier dans les transcriptions des gazettes et du *Journal de Paris* les articles qui pourraient toucher aux idéologies et aux attitudes linguistiques. Les mots-clés les plus pertinents sont *françois*, *langage* et *langue*¹⁷. Il faut remarquer d'abord la relative rareté de références explicites à la langue dans les journaux d'actualité du passé. Par exemple, le mot *langue* n'apparaît que 5 fois dans tous les numéros de la *Gazette d'Amsterdam* du corpus, c'est-à-dire 0,03 fois par tranche de 1 000 mots. Ce constat met immédiatement en évidence un contraste important entre les journaux pré-modernes et les journaux modernes qui ont parfois accordé une place importante à la rubrique de la *chronique du langage*¹⁸. Ce contraste s'explique par les nombreuses différences qui séparent les gazettes historiques des journaux contemporains. Au lieu d'envisager une filiation directe entre les gazettes de la période pré-révolutionnaire et les quotidiens contemporains, ce sont les dépêches d'agences contemporaines qui représentent les descendants des gazettes. Cela dit, nous avons identifié deux types de nouvelles et un type de textes que l'on peut lier aux attitudes linguistiques.

14. La longueur du *Mercure galant* et du *Journal de Paris* nous a conduite à un deuxième découpage pour ces deux titres, de nouveau grâce à la notion de « semaine construite ».

15. Nous remercions notre assistante de recherche, Jenelle Thomas, qui a transcrit les numéros du *Mercure galant* et de la *Gazette* pour l'année 1782. Son travail a été financé par une bourse du Diplomacy and Culture Colloquium (UC Berkeley) et par le groupe Early Modern Patterns financé par la University of California Humanities Research Institute.

16. Voir la partie de la bibliographie consacrée aux tables analytiques.

17. Parmi les autres mots-clés, citons le mot *dialecte* qui a paru une fois dans les journaux, et le mot *patois* qui n'était pas présent dans les journaux d'actualité mais qui est utilisé dans le discours citant accompagnant une citation du picard dans le *Journal des savans* (novembre 1757). Les noms de langue (*hollandais*, *latin*) et le mot *traduction* permettent surtout d'extraire des textes publicitaires discutés ci-dessous.

18. Il est à noter que l'importance de cette rubrique varie selon le titre et selon la période : Muller (2004) considère les années 1950 et 1960 comme « l'âge d'or » de ces descendants des remarqueurs dans la presse.

Le premier type de dépêches traite des informations concernant les relations avec un pouvoir étranger. Quand il s'agit de rapporter un échange diplomatique, le journaliste précise souvent dans quelle langue l'interaction a eu lieu. Les premiers exemples de ce type dans notre corpus datent du tout début de la période :

(1) On ne sçait icy quelle chere faire à l'Ambassadeur de Pologne, qui est logé chez le Comte de Grombech. Il eut audience de son Altesse le 20. du courant : sa premiere harangue fut en Latin, la seconde en François, qu'il continua le 22. (*Gazette de France*, 2 janvier 1632¹⁹)

(2) CE cercle veut aussi entrer en l'alliance de Suede à l'imitation du precedent. Aldringer & Foucre y commançoient à former une armée pour la pousser en l'Alsace : mais le Roy de Suede ayant envoyé vers la noblesse pour les faire declarer amis ou ennemis, ils ont en fin parlé François. (*Gazette de France, Relations*, 4 février 1632)

L'intérêt de ces exemples réside dans le fait qu'ils présentent la langue française comme langue de la diplomatie. Nous savons que la langue française avait déjà été présentée comme langue universelle bien avant le fameux *Discours sur l'universalité de la langue française* en 1783 de Rivarol, entre autres par Bouhours (1671 : 37-38)²⁰. Néanmoins, ces exemples laissent supposer que la presse d'actualité a pu également jouer un rôle à côté du discours métalinguistique des remarqueurs. Les informations concernant les choix de langue dans le contexte de la rencontre diplomatique peuvent aussi constituer un commentaire afférent à la hiérarchie linguistique : en (1), le français est placé au même niveau que le latin, langue toujours fort prestigieuse en ce début du XVII^e siècle. La présentation des nouvelles en (1) et (2) montre que le choix de langue est inclus dans la dépêche comme une information de premier plan et non pas comme une information accessoire. Ajouté au fait que de tels exemples ne sont pas rares dans le corpus, ce constat nous permet de souligner l'importance éventuelle des informations diplomatiques pour ce qui concerne l'image de la langue.

Un deuxième type d'informations qui peut être lié à la construction de l'image de la langue concerne les académies. Il est des cas qui sont similaires à (1) et (2) parce qu'ils traitent d'un choix de langue ; cette fois-ci il s'agit de la langue utilisée dans le cadre d'un appel à soumissions. Dans l'exemple (3), par exemple, l'académie laisse aux candidats à choisir entre le latin et le français, ce qui indique que le latin est toujours associé aux sciences et à l'érudition :

(3) PROGRAMME de l'Academie Royale des Belles-Lettres, Sciences & Arts.

L'Academie ayant été obligée de reserver un des deux Prix de cette année, elle en propose encore deux aux Savans de l'Europe, qui seront distribuez le 25. Août 1733. Elle destine un de ces Prix à celui qui expliquera avec le plus de probabilité le Systeme de la Circulation de

19. Nous suivons les conventions de transcription utilisées par Ayres-Bennett et Seijido (2011), ce qui veut dire, entre autres, que l'orthographe et la ponctuation de l'original sont conservées ; les ß sont remplacés par ss ; et l'usage de u/v et de i/j suit l'usage moderne (voir Ayres-Bennett et Seijido, 2011 : 17, note 1).

20. Nous remercions Wendy Ayres-Bennett d'avoir signalé l'intérêt de ce texte pour la présente étude.

la Seve dans les Plantes, ou qui établira le mieux l'opinion contraire. L'autre est destiné à celui qui donnera l'explication la plus probable de la Nature de l'Air & de ses Proprietez. Il sera libre d'envoyer les Dissertations en François ou en Latin : On demande qu'elles soient écrites en Caracteres lisibles ; elles ne seront reçûes pour le concours que jusqu'au 1er. (Gazette d'Amsterdam, 16 septembre 1732)

Qui plus est, la *Gazette d'Amsterdam* a publié des résumés des activités de l'Académie française comme illustré en (4) :

(4) L'Académie Française célébra le même jour la Fête de ce Saint : Pendant la Messe, on chanta un Pseaume en Musique, & l'Abbé du Rosnel prononça le Panégirique du Saint avec beaucoup d'éloquence. L'après-midi, l'Académie donna le Prix de Poésie à l'Abbé Segui, & elle déclara qu'elle avoit reservé celui d'Eloquence pour l'année prochaine. (*Gazette d'Amsterdam*, 5 septembre 1732)

La place importante accordée aux informations concernant l'Académie française par la *Gazette d'Amsterdam* a pu être perçue comme une légitimation de cette institution de la langue. Par ailleurs, nous ne pouvons omettre de rappeler que la *Gazette d'Amsterdam* circulait en dehors de la France. Cela laisse supposer qu'elle aurait aussi pu contribuer à la propagation de l'idée de la gouvernance linguistique que représente l'Académie française dans d'autres pays européens²¹.

Il est également possible d'esquisser un lien éventuel entre les textes publicitaires dans les gazettes et la construction des attitudes linguistiques²². Les publicités commencent à paraître dans notre corpus à partir de 1782 dans la *Gazette* et elles y sont présentes dès le début dans la *Gazette d'Amsterdam* et dans le *Journal de Paris*. Elles se trouvent à la fin du journal après les dépêches et s'en distinguent aisément par leur mise en page²³. Nous suggérons que les publicités ont pu toucher les attitudes linguistiques quand elles faisaient la promotion de livres qui étaient des traductions (5, 6) ou qui étaient publiés en plusieurs langues (7). De telles publicités sont très fréquentes dans la presse d'actualité au XVIII^e siècle.

(5) Pierre Husson, *Marchand Libraire à la Haye, imprime actuellement les Lettres de Ciceron à ses Amis, traduites en François, le Latin à côté, suivant l'Edition de Gravins. (Gazette d'Amsterdam, 8 juillet 1707)*

21. Monroe (1910 : 3) ne doute pas que les nombreux appels à la création d'une académie linguistique de langue anglaise aient été inspirés par l'Académie française.

22. De nombreux chercheurs ont déjà signalé la proximité des genres journalistique et publicitaire, même dans la presse historique. Par exemple, ces deux types de textes sont traités dans le même chapitre dans le *Handbook of Historical Sociolinguistics* (Percy, 2012).

23. Les variantes typographiques comprennent le nombre de colonnes, la taille de police et l'usage des italiques.

(6) *Le même Libraire donnera aussi dans peu au Public le 7. & le 8. vol. des Mille & une Nuit, Contes Arabes, traduits en François par Mr. Galland, de l'Academie Royale des Inscriptions & Médailles. (Gazette d'Amsterdam, 8 juillet 1707)*

(7) *Il se débite chez Th. & J.A. CRAJENSCHOT, Libraires à Amsterdam, & chez d'autres Libraires dans les principales Villes de ces Provinces, ainsi qu'en celles de Brabant & la Flandre, l'utile & agréable ALMANACH D'ETAT pour l'année 1782, tant en François qu'en Hollandais. (Gazette d'Amsterdam, 8 janvier 1782)*

Il est évident que la promotion de traductions peut influencer sur l'évaluation du prestige des langues impliquées. Les historiens de la langue ont associé le développement des traductions vernaculaires des textes classiques au temps de la Renaissance à l'accession des langues vulgaires au statut de langue littéraire²⁴. Un exemple comme (5) pourrait donc être lié à une sorte de maintien du prestige de la langue française qui est déjà reconnue comme une langue littéraire prestigieuse. La publicité en (6) est peut-être plus intéressante parce qu'elle promeut une traduction à partir d'une langue qui n'était que rarement traduite à cette époque²⁵. Ici il ne s'agit pas d'altérer le statut du français comme langue cible mais plutôt l'image de la langue source, l'arabe, qui en émerge comme langue littéraire. En raison de son lieu d'impression, la *Gazette d'Amsterdam* contient régulièrement des publicités comme (7), où le livre promu est publié en français et en « Hollandais »²⁶. L'effet d'une telle publicité est de mettre le français et le néerlandais au même niveau dans la hiérarchie linguistique.

Les premières informations concernant les belles-lettres en dehors de la presse savante *stricto sensu* se trouvent dans le *Journal de Paris* qui publie à la fin du XVIII^e siècle un type de textes qui semble représenter un mélange du compte rendu et de la publicité (8) :

(8) *ÉTRENNES du Parnasse. Choix de Poésies par M. le Prevost d'Exmes. A Paris, chez Couturier fils, Libraire, quai & près l'Eglise des Augustins, au Coq. Petit in-12 d'environ 250 pages. [...]*

Ce Recueil est suivi de différentes Traductions de *Poésies étrangères* en vers François. L'Editeur (M. le Prevost d'Exmes), a aussi inséré dans cet article des Pièces qui ont paru depuis longtemps ; il s'est ainsi ménagé les moyens de faire un choix plus agréable. On trouvera parmi ces traductions des morceaux déjà connus de M^{rs} François de Neufchateau, Blin de Sain-more, Harduin, de St. Ange, de la Harpe, &c. Il y en a plusieurs qui paroissent pour la première fois, entre autres cette Fable imitée de l'Allemand, par M. de Monvel. Le fond est intéressant & le style a la simplicité convenable à l'Apologue. (*Journal de Paris*, 21 janvier 1782)

24. Voir par exemple McLaughlin (2014).

25. Un certain nombre de textes scientifiques avaient été traduits de l'arabe en moyen français mais ce n'est qu'au XVIII^e siècle que commencera la traduction de textes arabes littéraires. Dotoli (2010 : 179) évoque une certaine mondialisation de la traduction au siècle des lumières : « Le XVIII^e siècle veut comprendre, et il traduit de toute matière et de tout monde. »

26. Le terme *hollandais* est utilisé plus souvent que *flamand* dans les publicités que nous avons examinées.

Quand ils traitent de traductions, ces textes ont pu avoir des effets similaires à ceux produits par les publicités dans les gazettes. Il est à noter, en revanche, que c'est dans ce quotidien que l'on trouve les premiers commentaires dans la presse d'actualité qui traitent explicitement des variétés particulières de la langue française. En (8), par exemple, le style est loué pour sa simplicité et ailleurs, le journaliste fait l'éloge d'un livre pour enfants au nom de son « langage simple & naïf »²⁷. Ainsi s'illustre la capacité primitive qu'a eue la presse d'actualité de contribuer non pas seulement à la construction de l'image de la langue française dans son ensemble, mais aussi aux attitudes concernant ses variétés particulières, et surtout la variété de prestige.

Cette analyse d'un corpus de journaux d'actualité permet de constater que même sans la rubrique de la chronique du langage, la presse d'actualité a pu toucher les attitudes et idéologies linguistiques aux XVII^e et XVIII^e siècles. La relative rareté de la thématisation de la langue empêche certes d'accorder à la presse historique un rôle aussi important que celui de la presse contemporaine qui, elle, semble pouvoir toucher simultanément plusieurs aspects de l'idéologie linguistique. Il paraît plutôt que la presse historique a pu participer à la construction et à la circulation d'une partie particulière de l'idéologie de la langue, à savoir l'image de la langue qui est centrée d'une part sur le rang élevé qu'elle occupe dans les hiérarchies linguistiques et d'autre part sur son universalité. Nous avons vu que cette image s'applique dans deux domaines spécifiques : la diplomatie internationale et le monde des sciences et de l'érudition. Les chercheurs tels que Milroy (2004 : 166) ont déjà souligné l'importance de l'histoire dans l'établissement d'idéologies qu'elle considère être « profondément ancrées dans l'histoire » et « complètement naturalisées » (notre traduction). L'histoire du discours journalistique aide donc à expliquer pourquoi l'universalité de la langue française semble une évidence à la fin du XVIII^e siècle car cette image de la langue a été promue par, entre autres, la presse dès le début du siècle classique. Si nous avons aussi insisté sur l'importance des informations concernant les académies, c'est parce que ce type d'informations a dû renforcer le prestige non pas de la langue elle-même, mais d'une des institutions clés de la standardisation de la langue aux XVII^e et XVIII^e siècles, c'est-à-dire l'Académie française. De cette façon, on peut aussi lier les premiers journaux d'actualité à la construction et à la circulation de l'idéologie du standard en France : soutenir l'autorité c'est aussi soutenir le processus.

3. Le *Journal des savans*

Le *Journal des savans* est considéré comme une publication généraliste à cause de la vaste étendue de sujets couverts par ses comptes rendus qui concernent, entre autres, la théologie, l'astronomie, la médecine, l'architecture et l'histoire. Parmi tous ces sujets, certains sont plus pertinents que d'autres pour l'image de la langue. Nous proposons donc une analyse de l'éventuelle contribution de deux types de comptes rendus qui nous semblent les plus prometteurs : d'une part, les comptes rendus de recueils d'observations et de remarques sur la langue française et, d'autre part, les comptes rendus

27. Voir le *Journal de Paris*, 5 janvier 1782.

de traductions. Nous nous sommes servie de la *Table générale des matières contenues dans le journal des savans* (1759) afin de repérer les comptes rendus d'ouvrages traitant de livres de remarques entre 1665 et 1750²⁸. L'analyse de comptes rendus de traductions se base sur la même *Table générale* mais porte également sur les numéros du *Journal des savans* inclus dans notre corpus (voir Tableau 1).

En lisant les comptes rendus des livres de remarques publiés entre la fondation du périodique et 1750, nous avons identifié plusieurs grands thèmes. Il est d'abord évident que l'utilité de ce type de textes métalinguistiques n'est jamais remise en question. Leur lecture est en effet présentée comme un élément essentiel du travail de celui qui aspire à la « pureté du stile » et au bon usage²⁹. Dans un compte rendu des remarques d'Alemand (1688), le journaliste souligne cette nécessité en insistant sur l'incertitude qui règne en matière de langue – due en grande partie aux querelles entre commentateurs³⁰ – et valorise en même temps la pureté stylistique et le bon usage :

(9) Il semble même qu'il étoit nécessaire en ce tems-ci, où les contestations des Grammairiens sont arrivées à un point où l'on ne connoît presque plus l'état véritable de notre langue. La différence des sentimens que les uns & les autres soutiennent avec opiniâtreté, jette dans des doutes embarrassans ceux qui souhaitent de parler & d'écrire purement, & qui pour cet effet cherchent le bon usage. (*Journal des savans*, 11 avril 1689)

Certains comptes rendus permettent de comprendre ce qui incite les lecteurs à lire les recueils de remarques : le plaisir qu'ils éprouvent et une certaine autosatisfaction sont tous deux illustrés par les commentaires du journaliste en 1726 dans un compte rendu des remarques de Malherbe (1725). Le journaliste commence par souligner dans une perspective comparative la difficulté du positionnement de l'adjectif en français :

(10) La Langue Gréque, la Langue Latine, & la plupart des autres Langues laissent la liberté de placer l'adjectif devant ou après le substantif. Il n'en est pas de même en François ; & c'est une difficulté considérable pour ceux qui apprennent cette Langue. (*Journal des savans*, février 1726)

Il explique ensuite l'intérêt qu'il y a à lire les remarques de Malherbe :

(11) Quoique M. Malherbe, qui traite cet article à la page 183, ne dise rien, que l'usage n'ait appris à un François, quelque ignorant qu'il soit d'ailleurs sur les regles de sa Langue ; c'est néanmoins avec un espèce de plaisir que l'on voit cet usage, auquel on est fait, réduit en prin-

28. La *Table générale* présente certaines autres catégories qu'il serait utile d'examiner dans une étude future. Citons, à titre d'exemple, les comptes rendus de livres traitant des origines des langues, des langues particulières et de l'Académie française.

29. *Journal des savans*, 4 août 1698.

30. Voir Ayres-Bennett et Seijido (2011 : 12-42) pour une discussion détaillée des rapports entre les principaux livres de remarques du siècle classique.

cipes, & que l'on s'aperçoit que malgré soi l'on parle bien, sans sçavoir pourquoi. (*Journal des savans*, février 1726)

Mais tout au long de la période, les éloges les plus flatteurs sont réservés pour le triumvirat de Vaugelas, Ménage et Bouhours et ceci même dans des comptes rendus d'ouvrages publiés par d'autres auteurs, comme l'illustre (12) où est reproduite la première phrase d'un compte rendu d'Aisy (1698) :

(12) Le meilleur moyen d'acquérir la connoissance de notre Langue est de bien étudier les remarques de M. de Vaugelas, celles de M. Menage, & du P. Bouhours. (*Journal des savans*, 4 août 1698)

Il est notable que même à la fin du XVII^e siècle, c'est toujours Vaugelas, auteur du premier recueil de remarques, qui reçoit les éloges les plus enthousiastes : en 1690, par exemple, le journaliste écrit qu'« il suffit de dire que ces nouvelles Remarques sont de Mr. de Vaugelas, pour les faire estimer de tout le monde » (*Journal des savans*, 10 avril 1690). Ceci s'aligne bien sur notre conception contemporaine de l'ouvrage de Vaugelas : Ayres-Bennett et Seijido (2011 : 42), par exemple, lui accordent le statut de « modèle ». Cela ne veut pourtant pas dire que les premiers livres de remarques sont lus sans critique. Les critiques concernent surtout un manque d'ordre dans les premiers recueils de remarques³¹ ; la prétention au XVIII^e siècle que les remarqueurs du siècle classique ne s'étaient pas concentrés sur la syntaxe³² ; et la reconnaissance que la langue a changé depuis les premiers volumes de remarques, d'où le besoin de modifier certaines règles³³.

En proposant un mélange d'évaluation critique et de promotion, les comptes rendus de livres de remarques ne faisaient pas que promouvoir les livres : grâce à leur apparition régulière dans le *Journal des savans* entre 1665 et 1750, ils ont dû aussi participer à la construction de l'image de la langue française et des attitudes envers ses variétés. Une analyse détaillée de leur contenu a montré surtout qu'ils auraient contribué à répandre l'idéologie de la langue qui tourne autour du bon usage, du mot juste et de la pureté du style. Ils ont aussi renforcé la légitimité des autorités linguistiques, à

31. Dans son compte rendu du *Genie de la langue françoise*, par exemple, le journaliste explique que « ce qui fait de la peine à ceux qui lisent ces trois auteurs [Vaugelas, Ménage et Bouhours], & sur-tout aux étrangers, c'est qu'ils n'ont observé aucun ordre dans leurs remarques » (*Journal des savans*, 4 août 1698 ; voir aussi le *Journal des savans*, 16 avril 1685). Ayres-Bennett et Seijido (2011 : 43-44) considèrent le manque d'ordre comme un trait caractéristique du genre des remarques.

32. Voir par exemple un compte rendu d'Olivet (1738), où le journaliste note : « A l'occasion de ses deux vers, & dans la vûë d'enrichir notre Syntaxe, que les remarques de Vaugelas, non plus que celles de Ménage & du P. Bouhours, n'ont pas à beaucoup près épuisée ; M. l'A. d'O. propose une règle fondamentale... » (*Journal des savans*, juillet 1738). Ayres-Bennett et Seijido (2011 : 140) donnent une image plus nuancée : selon leurs calculs, 40 % des remarques de Vaugelas traitent de la syntaxe ; le chiffre pour Bouhours se situe entre 18 % et 25 %, tandis que « Ménage se démarque assez nettement en les développant peu ».

33. Le journaliste évoque le fait que la langue a changé parmi les nombreuses raisons qui expliquent l'intérêt des *Nouvelles remarques de Mr. de Vaugelas* publiées par Alemand (Vaugelas, 1690) : « Mr. Alemand a cru devoir faire des observations sur ces Remarques, à cause qu'il y a des décisions qui estoient bonnes au temps de Mr. de Vaugelas, & qui ne le sont plus aujourd'hui » (*Journal des savans*, avril 1690).

commencer par celle des remarqueurs et de leurs livres. Il ne devrait pas surprendre que l'Académie française figure ici comme autorité responsable de remarques et d'autres publications métalinguistiques comme le dictionnaire (Académie française, 1694). La légitimité de l'Académie française comme autorité linguistique est explicitement construite dans un compte rendu des *Remarques et décisions de l'Académie française* recueillies par Tallemant (1698), où le journaliste fait remarquer que « La Reputacion de l'Académie Française, donnera toujours un grand poids aux décisions qui paroîtront venir d'elle sur les doutes, & sur les difficultés de la Langue » (*Journal des savans*, 15 décembre 1698). L'analyse des livres de remarques qu'offrent les journalistes a aussi renforcé l'autorité des grands auteurs parce qu'ils ont souvent choisi de commenter les sources utilisées par les remarqueurs. L'exemple le plus évident est un compte rendu des *Remarques de grammaire sur Racine* par Olivet (1738), où le journaliste explique et semble soutenir sa décision d'étudier « non des meilleures traductions en notre Langue », « mais ceux de nos Ouvrages François originaux, dont le mérite, depuis 50. ou 60. ans, est avoué de tout le monde » (*Journal des savans*, juillet 1738).

Un examen de comptes rendus de traductions publiés par le *Journal des savans* a indiqué que ce ne sont pas que les comptes rendus de remarques qui ont pu participer à la propagation de l'idéologie du bon usage et des attitudes envers la pureté du style. En effet, les journalistes se servent des mêmes termes que les remarqueurs pour faire l'éloge des traductions. Ayres-Bennett et Seijido (2011 : 271) ont noté qu'« [à] partir de Vaugelas la plupart des remarqueurs mettent l'accent sur trois qualités essentielles : la pureté, la netteté et la propriété ». Dans l'exemple (13), par exemple, le journaliste loue la « manière aisée » et la « netteté du style » de la traduction de Cicéron par l'Abbé Gonthier :

(13) Quoy qu'on fasse fort difficilement parler François Ciceron, la maniere aisée & la netteté du style avec lesquelles M. l'Abbé Gonthier a traduit cette piece ne luy fait rien perdre de sa beauté. (*Journal des savans*, 16 février 1682)

De même, l'exemple (14) inclut toute une série de termes (*poli, juste, délicatesse, naïveté*) qui s'associent eux aussi à la métalangue des remarqueurs :

(14) Comme la Grece n'a jamais rien eu de plus galand ni de plus poli que les poësies de Sapho & d'Anacreon, nous pouvons dire que la France n'a guere rien veu de plus juste que cette traduction, tant par la delicatesses avec laquelle Mademoiselle le Fevre a imité dans cette copie la naïveté presque inimitable de l'original, que par le secret qu'elle a sceu trouver la premiere, de faire passer dans une prose fidelle toutes les graces que l'on trouve dans les vers Grecs. (*Journal des savans*, 16 février 1682)

Nous n'avons cité que deux exemples ici pour illustrer l'usage de ces termes, mais il en est certes d'autres. Nous voulons attirer l'attention sur ces termes parce qu'ils renforcent la conclusion que le *Journal des savans* a contribué à la circulation de l'idéologie de la langue développée dans l'œuvre des remarqueurs. Dans une étude future, il serait intéressant de développer cette piste en examinant des comptes rendus d'autres types de textes, comme les dictionnaires et les grammaires. Il

pourrait également être utile d'élargir le champ de l'enquête en tenant compte d'autres sous-genres périodiques tels que les « bibliographies ». Ces périodiques qui émergent au tournant du XVII^e siècle rendaient compte de livres publiés dans d'autres pays et pourraient être une source importante de commentaires concernant le style.

Avant de passer à l'analyse du *Mercure galant*, arrêtons-nous un instant sur l'impact éventuel non pas des commentaires des journalistes mais de la pratique éditoriale du *Journal des savans* en ce qui concerne la sélection des livres à passer en revue. Nous suggérons que tout comme les publicités diffusées dans les journaux d'actualité, les comptes rendus de traductions et d'ouvrages publiés dans des langues autres que le français auraient également pu toucher les attitudes linguistiques à un niveau plus général en affectant la construction des hiérarchies linguistiques de l'époque. Ailleurs, nous avons examiné la fréquence de différents types d'ouvrages dont rend compte le journaliste du *Journal des savans* entre 1682 et 1782 (McLaughlin, à paraître) : il s'agit d'ouvrages écrits en français, d'ouvrages traduits en français d'une autre langue (qu'elle soit morte ou vivante), et d'ouvrages non traduits écrits en une autre langue. Il ressort de cette analyse que les ouvrages de langue française non traduits ne représentent guère plus de la moitié des comptes rendus³⁴. Ce multilinguisme des ouvrages commentés par le *Journal des savans* découle de la nature même de l'entreprise du périodique dont le dessein explicite était de « faire sçavoir ce qui se passe de nouveau dans la République des lettres », un espace défini par le fait de dépasser les limites territoriales (« L'Imprimeur au lecteur », *Journal des savans*, 1665). Mais pour ce qui nous intéresse ici, il convient de souligner une diminution du nombre d'ouvrages en langues autres que le français passés en revue tout au long de la période sous examen, diminution qui s'accompagne d'une augmentation du nombre de traductions. Il est possible de lier la pratique de cette publication savante à la perception du statut de la langue française parmi les autres langues parce que la préférence pour les traductions qui s'établit dans le corpus au milieu du XVIII^e siècle aurait pu être interprétée comme une indication de l'importance de la langue française dans la République des lettres. Il semble en particulier que la réduction du nombre de comptes rendus d'ouvrages scientifiques écrits en latin aurait pu contribuer à l'affirmation du statut du français comme langue de science³⁵.

En ce qui concerne la contribution des périodiques à la formation de l'idéologie linguistique, on peut constater un certain nombre de similarités générales entre les journaux d'actualité et le *Journal des savans*. C'est surtout dans la représentation du français comme langue scientifique qu'ils coïncident le plus. Les deux sous-genres périodiques partagent aussi le fait de renforcer le statut de certaines autorités linguistiques. Nous avons vu dans les deux cas des articles qui affirment l'autorité institutionnelle de l'Académie française en matière de langage. La contribution du *Journal des savans* paraît plus significative dans ce domaine parce que les comptes rendus de livres de remarques ont

34. Sur un total de 45 comptes rendus publiés aux mois de mai 1682, de juillet 1707, de septembre 1732, de novembre 1757 et de janvier 1782, 26 traitent d'ouvrages français non traduits. Pour plus de détails sur ces calculs, voir McLaughlin (à paraître).

35. Comme l'explique Siouffi (2007 : 778), bien que le remplacement du latin dans le domaine scientifique ait commencé au XVI^e siècle, ce processus ne s'est terminé qu'au XVIII^e siècle.

aussi pour effet de souligner – parfois explicitement – l'autorité des remarqueurs eux-mêmes, ainsi que celle des auteurs et des sources métalinguistiques qu'ils invoquent. Mais dans cet article sur les attitudes et idéologies linguistiques, il est plus important de constater qu'en commentant les livres de remarques et les traductions, le *Journal des savans* a contribué à la propagation de l'idéologie linguistique des remarqueurs. Un travail récent par Ayres-Bennett et Seijido (2013) a montré que la pensée linguistique des remarqueurs doit faire l'objet d'une approche nuancée. Elles ont illustré l'hétérogénéité de leurs attitudes envers la seule notion du « bon usage » (Ayres-Bennett et Seijido, 2013 : 10). Au lieu de concevoir l'idéologie des remarqueurs comme une construction uniforme, nous préférons ici donc souligner les différents aspects de leur idéologie qui sont repris dans le *Journal des savans*. Dans les comptes rendus de traductions, nous avons identifié surtout la recirculation des qualités linguistiques prônées par les remarqueurs telles que la pureté, la délicatesse, la justesse, la propreté et la netteté. Les propos de Seguin (1999 : 227) cités ci-dessus soulignent l'importance de cette conceptualisation particulière du bon usage dans l'histoire de la langue française parce qu'elle reste au cœur de l'image de la langue française aujourd'hui. Les comptes rendus de livres de remarques, pour leur part, font la promotion de l'idéologie de la langue associée au bon usage en général. Il est donc clair que le *Journal des savans* a contribué à la propagation de l'idée de l'existence de formes correctes en matière de langage et qu'il a ainsi contribué à la diffusion de l'idéologie du standard mais de manière plus directe que ne l'a fait la presse d'actualité.

4. Le *Mercure galant*

Si le *Mercure galant* se distingue du *Journal des savans* de par son ton moins sérieux, il présente une diversité de matériaux comparable. Vincent (2005 : 11) résume ainsi les grandes thématiques du périodique : « l'actualité d'intérêt public (champ où se joue la concurrence avec la *Gazette* et où apparaissent aussi le théâtre et le roman), la chronique familiale et mondaine, la vulgarisation scientifique, la musique et enfin la poésie ». Il s'ensuit qu'on pourrait trouver des commentaires liés à la langue dans des discussions de plusieurs sujets différents. Nous nous concentrons donc ici sur deux types de sujets abordés dans le *Mercure galant* : la parution de livres de remarques et les questions linguistiques. Nous avons utilisé la table analytique de Vincent (1988) pour identifier les articles pertinents.

En dépit des différences formelles fondamentales entre le *Journal des savans* et le *Mercure galant*, il existe un chevauchement important entre leur traitement de nouvelles parutions dans le monde des livres. Tout comme le journaliste du *Journal des savans*, le journaliste du *Mercure galant* s'intéresse à la parution de recueils de remarques sur la langue française et lui aussi les présente sous une lumière positive. En 1672, par exemple, le journaliste du *Mercure galant* commente la parution des observations de Ménage (1672) et la citation (15) illustre le type d'éloges dont est accompagnée la parution de tels livres de remarques :

(15) Quoy qu'on ne doive pas toujours estimer un Ouvrage par son succès, on peut neantmoins juger du mérite de celui-cy par le grand bruit qu'il fait, puis que c'est avec justice qu'il plaist ; & je ne doute point que dans quelque temps, au lieu de dire *parler Vaugelas*, pour louer ceux qui parleront bien, on ne dise *parler Ménage*. (*Mercuré galant*, mai 1672)

Il est possible d'observer plusieurs similarités entre cet exemple et les comptes rendus publiés dans le *Journal des savans*. Il est d'abord évident que l'on peut lier de tels commentaires à la circulation de l'idéologie du bon usage, du « bien parler ». De même, le journaliste confère une légitimité aux autorités linguistiques, que ce soient des individus – Vaugelas, Ménage, Bouhours – ou bien leurs écrits.

Il reste cependant certaines différences entre la présentation des ouvrages de remarques dans le *Journal de savans* et dans le *Mercuré galant*. On observe surtout une certaine franchise dans les propos du journaliste du *Mercuré galant* qui exprime ses opinions de manière claire et accessible. Ce trait est sans doute lié à une différence générique entre les deux périodiques car au départ, le *Mercuré galant* s'adresse sous forme de lettre à une « Madame » anonyme habitant en province³⁶ ; la forme épistolaire (factice) et la femme destinataire annoncent un ton plus léger³⁷. De même, l'évaluation critique concernant, par exemple, la structuration des remarques n'est pas présente dans ce périodique et on peut supposer que c'est dû à son ton plutôt léger. Il convient de rappeler ici le travail de Vincent (2005 : 9) qui souligne l'importance de ce périodique qui, selon elle, « se révélera un incomparable déclencheur de relations intellectuelles ». Le style plus intime de ce périodique semble permettre au journaliste de participer de manière plus directe à la construction des attitudes et idéologies linguistiques. Ceci est bien illustré par l'exemple (15) parce que la manière directe dont le journaliste s'adresse à sa lectrice montre que ce dernier a cherché à peser sur la réception de l'ouvrage de ce remarqueur en l'infléchissant dans un sens positif. Il note que c'est « avec justice qu'il plaist » et il termine son commentaire sur un ton exagéré en suggérant que Ménage va remplacer Vaugelas.

Ce ne sont pas que les discussions de textes métalinguistiques qui nous intéressent ici ; nous voulons également attirer l'attention sur les instances où le journaliste aborde des questions linguistiques de manière directe. Siouffi (2010 : 9) n'est pas le seul à avoir souligné l'importance de la conscience linguistique au siècle classique et ce fait expliquerait la présence d'un nombre non négligeable d'articles traitant de questions linguistiques dans ce périodique. Citons, à titre d'exemple, un petit « ouvrage » sur les « avantages » de la langue française publié dans un numéro du *Mercuré galant* (octobre 1694). L'introduction fournie par le journaliste est reproduite en (16) :

36. L'auteur s'adresse ainsi à la lectrice dans le premier numéro du *Mercuré galant* : « Madame, Il n'estoit pas besoin de me faire souvenir que lors que vous partîtes de Paris, je vous promis de vous mander souvent des nouvelles capables de nourrir la curiosité des plus Illustres de la Province qui doit avoir le bonheur de vous posséder si long-temps » (*Mercuré galant*, janvier 1672).

37. Ayres-Bennett (2004 : 120) décrit les traits stylistiques qui étaient censés convenir à un public féminin au XVII^e siècle : « In presenting specialist knowledge to a broader, female audience, it was considered important to avoid the possibility of boredom, by presenting the material in a clear but brief way, and shunning a pedantic tone and technical terminology ».

(16) Le petit Ouvrage qui suit vous plaira sans doute, puis qu'il nous fait voir quels sont les avantages de nostre Langue, & que vous en connoissez toutes les beautez, vous estant toujours attachée à bien parler, & à bien écrire. (*Mercuré galant*, octobre 1694)

Les propos du journaliste témoignent de sa capacité de commenter l'image de la langue dans ce périodique : il parle des « avantages » et des « beautez » de la langue. Le fait qu'il ait choisi de flatter sa lectrice en disant qu'elle a toujours voulu « bien parler » et « bien écrire » est aussi révélateur parce qu'il met en évidence la valeur associée au bon usage. Il est une partie de l'ouvrage qui nous concerne tout particulièrement ici parce que son auteur met l'accent explicitement sur l'universalité de la langue française :

(17) « L'étenduë de la Langue Françoisé est digne de la noblesse de son origine. Elle passe les limites du Royaume. Elle ne se borne ny par les Pyrenées & les Alpes, ny par le fleuve du Rhin. On entend le François dans toute l'Europe. La Langue Françoisé a son Academie, le Tribunal de ses Juges en France ; mais elle a dans les autres Etats des Ecoles & des Maistres qui l'enseignent ; elle est connuë dans toutes les Cours, les Princes & les Grands la parlent, les Ambassadeurs l'écrivent, & le beau monde en fait une mode, & un air de politesse. Elle merite d'estre ainsi universelle. » (*Mercuré galant*, octobre 1694)

L'on voit s'articuler ici à la fin du siècle classique l'idéologie de langue française comme langue universelle. Cet exemple vient également soutenir nos propres observations concernant la description des échanges diplomatiques dans les gazettes (voir ci-dessus) parce qu'il lie explicitement l'usage du français dans la sphère diplomatique à son statut de langue universelle³⁸. Notons enfin que l'auteur de l'ouvrage qui est reproduit dans le *Mercuré galant* perçoit – et ainsi renforce – un lien entre l'Académie française et le prestige de la langue française, une observation non sans importance étant donné la fréquence avec laquelle le journaliste participe à la légitimation de l'Académie française dans les pages du périodique³⁹. On ne peut omettre de faire remarquer ici que l'Académie française est un des rares thèmes qui réunissent tous les périodiques dans notre corpus.

Il est un deuxième type de discussions de questions linguistiques qu'il importe d'évoquer. Il s'agit de courts commentaires concernant l'usage douteux que l'on pourrait comparer à ceux des remarques publiées au XVII^e siècle, ou même aux chroniques de langage de la presse du XX^e siècle. De tels commentaires ne sont pas rares dans le *Mercuré galant*. À titre d'exemple, citons les titres suivants qui sont indiqués dans la table des matières des numéros particuliers : « Diamant brut ou diamant brute ? » (*Mercuré galant*, mai 1678) ; « Profil ou porfil ? » (*Mercuré galant*, août 1678) ; « Prononciation du mot

38. Voir aussi une courte discussion de cet extrait dans le contexte de l'idée de l'universalité par Brunot (1917 : 137).

39. Ailleurs dans le *Mercuré*, le journaliste loue le dictionnaire de l'Académie et il conseille son achat de manière directe à sa lectrice (« rien ne vous doit empescher de faire acheter son fameux dictionnaire ») et lui-même met l'accent sur son autorité (« Le Dictionnaire de l'Academie Françoisé est un Ouvrage qui doit faire autorité », *Mercuré galant*, janvier 1695). De même, l'auteur d'une histoire fait appel aux immortels pour servir d'arbitres lors d'une querelle violente concernant le participe passé du verbe *paistre* (*Mercuré galant*, août 1680). Dans ce numéro, il dit qu'« ils sont reconnus pour les Maistres de la Langue, & leur jugement sera sans appel » (*Mercuré galant*, août 1680).

“payen” » (*Mercuré galant*, novembre 1679) ; « Question : doit-on écrire Bordeaux ou Bourdeaux ? » (*Mercuré galant*, janvier 1695). Ces discussions soulignent la capacité qu’avait la presse périodique déjà dans le premier siècle de son existence à jouer un rôle dans le processus de la standardisation de la langue française. Il est surtout frappant que l’usage douteux a été traité de manière similaire dans des publications qui appartiennent à des sous-genres distincts. S’il est vrai que dans de tels articles les journalistes se servent souvent de l’autorité de l’usage comme dernier arbitre, le fait même de traiter de doutes linguistiques implique la possibilité de les lever. Il est possible de comparer ces textes aux articles publiés un siècle plus tard par Domergue dans le *Journal de la langue française*. On peut également citer un article publié dans un des premiers numéros du *Journal des savans* qui discute du genre grammatical du mot *comète* (*Journal des savans*, 2 février 1665). Un examen du dernier paragraphe montre que la fonction de tels articles qui traitent de l’usage douteux ne se borne pas à illustrer le débat : ils essaient souvent de le conclure. Le journaliste prend le parti des modernes en insistant sur l’importance de l’usage et en rejetant l’idée qu’il faudrait rétablir le genre grammatical masculin du mot latin.

Cette analyse a mis en évidence des similarités entre le *Mercuré galant* et les autres périodiques sous examen ici en ce qui concerne les différents aspects de l’idéologie de la langue qui sont touchés par le matériel qu’ils publient. Le fait que les auteurs du *Mercuré galant* s’intéressent eux aussi aux livres de remarques veut dire que ce périodique peut être lié, tout comme le *Journal des savans*, à la diffusion de l’idéologie linguistique des remarqueurs. Le ton plus conversationnel du *Mercuré galant* veut dire qu’on peut l’associer à la diffusion d’une idéologie plus directe et simple qui tourne autour de l’idée du bon usage. Non seulement les critiques de certains aspects des livres de remarques sont-elles absentes, mais les auteurs insistent à plusieurs reprises sur la valeur du bien parler et du bien écrire en général. Le *Mercuré galant* s’est aussi avéré similaire aux autres périodiques en ce qu’il a la capacité de construire l’autorité d’institutions linguistiques comme l’Académie française. De même a-t-on trouvé un exemple où le caractère universel de la langue est souligné dans le *Mercuré galant*, tout comme il l’est dans les journaux d’actualité, quoique de manière moins explicite. Mais le *Mercuré galant* se distingue des autres périodiques par la présence de deux types d’articles particuliers : ceux qui thématisent la langue même et ceux qui traitent de doutes ou de difficultés linguistiques. L’importance de ces deux types d’articles pour la construction et l’évolution de l’idéologie de la langue émerge clairement de la comparaison entre les trois sous-genres journalistiques examinés ici. L’exemple (17) illustre la richesse des commentaires sur la langue qui touchent des aspects fondamentaux de son idéologie : le prestige de ses origines, sa gouvernance par l’Académie française et son universalité. Les articles traitant de doutes et de difficultés sont importants eux aussi parce que leur existence signale l’importance de l’usage des formes correctes. De tels articles contribuent donc à la fois à la promotion de l’idéologie du standard et à la standardisation elle-même en diffusant des opinions et jugements. De la perspective de l’histoire des textes métalinguistiques, nous suggérons enfin que ces articles devraient être considérés comme une étape importante dans l’histoire de ce que Siouffi (2004 : 9-10) appelle le « journalisme grammatical ». La place du *Journal de la langue française* (1784-1795) dans la lignée de textes qui vont des remarques jusqu’aux chroniques du langage

a déjà été reconnue par Ayres-Bennett et Seijido (2011 : 263). Nous suggérons ici qu'il est possible d'interpréter les articles traitant de doutes et de difficultés dans une revue telle que le *Mercure galant* comme l'antécédent de la pratique d'Urbain Domergue.

5. Conclusion

Le but de cet article était de déterminer si et comment la presse de langue française a pu toucher l'idéologie et les attitudes linguistiques aux XVII^e et XVIII^e siècles. La recherche comparative effectuée ici sur un corpus de journaux historiques semble indiquer que le lien entre la presse et les idéologies linguistiques date du tout début des publications périodiques. Même si nous avons identifié des différences entre les trois sous-genres journalistiques analysés ici, il semble possible de parler de la présence d'une idéologie de la langue dans la presse aux siècles classique et postclassique. Cette idéologie repose premièrement sur le prestige et l'utilité de la langue, que ce soit en France ou en dehors des frontières nationales, dans les échanges diplomatiques ou encore dans le monde du livre. Une deuxième partie de l'idéologie concerne l'idéologie du standard et tout particulièrement les différents éléments de l'idéologie de la langue associés aux remarqueurs. La dernière partie concerne les institutions de la langue : le français est présenté comme une langue soutenue par l'autorité exceptionnelle de l'Académie française et par le modèle des grands auteurs, traducteurs et remarqueurs du siècle classique. Un lecteur contemporain ne peut ne pas être frappé par la familiarité de ces trois aspects de l'image de la langue qui est présentée par la presse historique des XVII^e et XVIII^e siècles. Il y a pourtant un aspect de l'idéologie qui manque, à savoir celui qui concerne les attitudes envers les différentes variétés de la langue. Le fait de renforcer l'importance du bon usage signale le rejet des autres variétés de manière implicite mais on ne trouve presque aucun commentaire sur les variétés particulières qui sont touchées par la presse contemporaine telles que la langue des jeunes.

Ce travail fondé sur notre corpus ne fait qu'ouvrir une piste de recherche concernant l'idéologie de la langue et la presse historique. Nous voulons donc terminer l'article avec quelques suggestions pour des recherches futures. Il sera d'abord nécessaire d'élargir le champ de recherche pour inclure tous les numéros de certains périodiques au lieu d'utiliser la combinaison d'un corpus sélectif et des tables analytiques que nous avons employée ici. Aussi sera-t-il nécessaire de viser des périodiques plus populaires et les périodiques non généralistes que nous avons dû exclure de la présente étude. Il sera surtout important dans d'études futures de prendre en compte la réception des périodiques pour accéder à une compréhension plus fine des effets du discours métalinguistique de la presse historique.

Références

Tables analytiques

Journal des savans (1753-1764), *Table générale des matieres contenues dans le Journal des Savans. Depuis l'année 1665. Qu'il a commencé, jusqu'en 1750. Inclusivement ; avec les noms des Auteurs, les Titres de leurs Ouvrages, & l'extrait des Jugemens qu'on en a portés*, 10 vols, Paris, Briasson.

Vincent, Monique (1988), *Mercure Galant. Extraordinaire, Affaires du temps. Table analytique contenant l'inventaire de tous les articles publiés 1672-1710*, Paris, H. Champion.

Textes du XVII^e et du XVIII^e siècles

Académie française (1694), *Le Dictionnaire de l'Académie Française*, 1^{re} éd., 2 vols, Paris, La Veuve de J. B. Coignard et J. B. Coignard.

Aisy, Jean d' (1698), *Le Genie de la langue française*, Paris, L. d'Houry.

Alemand, Louis-Augustin (1688), *Nouvelles Observations, ou Guerre civile des François, sur la langue*, Paris, J.-B. Langlois.

Bouhours, Dominique (1671), *Les Entretiens d'Ariste et d'Eugène*, Paris, S. Mabre-Cramoisy.

Malherbe, V. (1725), *La langue française, expliquée dans un ordre nouveau, où l'on trouve des principes certains sur toutes les Parties du Discours. Plusieurs Lettres choisies, tirées des meilleurs Auteurs, avec des Remarques Critiques & un Abregé de la Versification*, Paris, Nicolas Le Breton.

Ménage, Gilles (1672), *Observations de Monsieur Ménage sur la langue française*, Paris, C. Barbin.

Olivet, M. l'Abbé d' (1738), *Remarques de grammaire sur Racine*, Paris, Gandouin.

Tallemant, Paul (1698), *Remarques et decisions de l'Académie française*, Paris, J.-B. Coignard.

Vaugelas, Claude Favre de (1647), *Remarques sur la langue française utiles à ceux qui veulent bien parler et bien écrire*, Paris, Veuve J. Camusat et P. le Petit.

Vaugelas, Claude Favre de (1690), *Nouvelles Remarques de M. de Vaugelas sur la langue française. Ouvrage posthume. Avec des Observations de M.*****, Avocat au Parlement*, Paris, G. Desprez.

Références secondaires

Aquino-Weber, Dorothee, Sara Cotelli et Andres Kristol (dir.) (2009), *Sociolinguistique historique du domaine gallo-roman : enjeux et méthodologies*, Berne, Peter Lang.

Ayres-Bennett, Wendy (1987), *Vaugelas and the development of the French language*, Londres, The Modern Humanities Research Association.

- Ayres-Bennett, Wendy (1996), *A history of the French language through texts*, Londres/New York, Routledge.
- Ayres-Bennett, Wendy (2004), *Sociolinguistic variation in seventeenth-century France : methodology and case studies*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Ayres-Bennett, Wendy et Magali Seijido (2011), *Remarques et observations sur la langue française : histoire et évolution d'un genre*, Paris, Classiques Garnier.
- Ayres-Bennett, Wendy et Magali Seijido (2013), « Introduction », dans Wendy Ayres-Bennett et Magali Seijido (dir.), *Bon usage et variation sociolinguistique : perspectives diachroniques et traditions nationales*, Lyon, ENS Éditions, p. 7-19.
- Bochnakowa, Anna (2005), *Le bon français de la fin du XX^e siècle : chroniques du « Figaro » 1996-2000*, Cracovie, Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego.
- Bochnakowa, Anna (2013), « Chroniques de langage dans *Le Figaro* (1996-2000) », dans Wendy Ayres-Bennett et Magali Seijido (dir.), *Bon usage et variation sociolinguistique : perspectives diachroniques et traditions nationales*, Lyon, ENS Éditions, p. 171-177.
- Brownlees, Nicholas (dir.) (2006), *News discourse in early modern England*, Berne, Peter Lang.
- Brunot, Ferdinand (1917), *Histoire de la langue française des origines à 1900*, vol. 5, Paris, A. Colin.
- Busse, Winfried et Françoise Dougnac (1992), *François-Urbain Domergue : le grammairien patriote (1745-1810)*, Tübingen, Gunter Narr.
- Caron, Philippe (dir.) (2004), *Les remarqueurs sur la langue française du XVI^e siècle à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Cellard, Jacques (1983), « Les chroniques de langage », dans Edith Bédard et Jacques Maurais (dir.), *La norme linguistique*, Québec/Paris, Conseil de la langue française/Le Robert, p. 651-666.
- Choi, E-Jung (2007), « Quels facteurs (linguistiques ou historiques) considérer dans l'accord en français? Etude de certains cas dans le *Journal de la langue française* (1784-1792) d'Urbain Domergue », dans Douglas A. Kibbee (dir.), *History of Linguistics 2005*, Amsterdam, Benjamins, p. 183-196.
- Dotoli, Giovanni (2010), *Traduire en français du moyen âge au xxi^e siècle*, Paris, Hermann.
- Dougnac, Françoise (1991), « Journal de la langue française (1784-1795) », dans Jean Sgard (dir.), *Dictionnaire des journaux 1600-1789*, vol. 2, Oxford, Voltaire Foundation, p. 658-696.
- Feyel, Gilles (1999), *La presse en France des origines à 1944*, Paris, Ellipses.
- Feyel, Gilles (2000), *L'annonce et la nouvelle : la presse d'information en France sous l'ancien régime (1630-1788)*, Oxford, Voltaire Foundation.
- Jucker, Andreas H. (dir.) (2009), *Early modern English news discourse : newspapers, pamphlets and scientific news discourse*, Amsterdam/Philadelphie, J. Benjamins.

- Lodge, R. Anthony (2004), *A sociolinguistic history of Parisian French*, Cambridge, Cambridge University Press.
- McLaughlin, Mairi (2014), « La traduction comme source de changements linguistiques dans l'histoire de la langue française », dans Wendy Ayres-Bennett et Thomas M. Rainsford (dir.), *L'histoire du français. État des lieux et perspectives*, Paris, Garnier, p. 273-288.
- McLaughlin, Mairi (à paraître), « La traduction et l'innovation linguistique dans la presse d'information sous l'ancien régime », dans Patricia Marie Phillips et Florence Xiangyun Zhang (dir.), *Actes du colloque Translation as innovation: bridging the sciences and the humanities*, Champaign (IL), Dalkey Archive Press.
- Milroy, Lesley (2004), « Language ideologies and linguistic change », dans Carmen Faught (dir.), *Sociolinguistic variation : critical reflexion*, Oxford, Oxford University Press, p. 161-177.
- Monroe, B. S. (1910), « An English academy », *Modern philology*, vol. 8, n° 1, p. 107-122.
- Muller, Charles (2004), « Les années cinquante : l'âge d'or des remarqueurs », dans Philippe Caron (dir.), *Les remarqueurs sur la langue française du XVI^e siècle à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 243-250.
- Percy, Carol (2012) « Early advertising and newspapers as sources of sociolinguistic investigation », dans Juan Manuel Hernández-Campoy et Juan Camilo Conde-Silvestre (dir.), *The handbook of historical sociolinguistics*, Chichester, Wiley-Blackwell, p. 191-210.
- Pooley, Tim et Dominique Largorgette (dir.) (2011), *On linguistic change in French : socio-historical approaches. Studies in honour of R. Anthony Lodge*, Chambéry, Université de Savoie.
- Preston, Dennis R. (2013), « Language with an attitude », dans J. K. Chambers et Natalie Schilling (dir.), *The handbook of language variation and change*, 2^e éd., Malden (MA), Wiley-Blackwell, p. 157-182. [1^{re} éd., 2002.]
- Remysen, Wim (2005), « La chronique de langage à la lumière de l'expérience canadienne-française : un essai de définition », dans Julie Bérubé, Karine Gauvin et Wim Remysen (dir.), *Les journées de linguistique. Actes du 18^e colloque, 11-12 mars 2004*, Québec, Centre interdisciplinaire de recherches sur les activités langagières, p. 267-281.
- Remysen, Wim (2012), « Les représentations identitaires dans le discours normatif des chroniqueurs de langage canadiens-français depuis le milieu du XIX^e siècle », *Journal of French language studies*, n° 22, p. 419-444.
- Sairio, Anni et Minna Palander-Collin (2012), « The reconstruction of prestige patterns in language history », dans Juan Manuel Hernández-Campoy et Juan Camilo Conde-Silvestre (dir.), *The handbook of historical sociolinguistics*, Chichester, Wiley-Blackwell, p. 626-638.
- Seguin, Jean-Pierre (1999), « IV : la langue française aux XVII^e et XVIII^e siècles », dans Jacques Chaurand (dir.), *Nouvelle histoire de la langue française*, Paris, Éditions du Seuil, p. 227-344.
- Sgard, Jean (dir.) (1991), *Dictionnaire des journaux 1600-1789*, 2 vol., Oxford, Voltaire Foundation.

- Siouffi, Gilles (2004), « Préface », dans Philippe Caron (dir.), *Les remarqueurs sur la langue française du XVI^e siècle à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 7-16.
- Siouffi, Gilles (2007), « De la renaissance à la révolution », dans Alain Rey, Frédéric Duval et Gilles Siouffi (dir.), *Mille ans de langue française : histoire d'une passion*, Paris, France Loisirs, p. 457-957.
- Siouffi, Gilles (2010), *Le génie de la langue française : études sur les structures imaginaires de la description linguistique à l'âge classique*, Paris, H. Champion.
- Valenzuela, Sebastián et Teresa Correa (2009), « Press coverage and public opinion on women candidates : the case of Chile's Michelle Bachelet », *The international communication gazette*, vol. 71, n° 3, p. 203-233.
- Vincent, Monique (2005), *Le Mercure galant : présentation de la première revue féminine d'information et de culture, 1672-1710*, Paris, H. Champion.



TITRE: LA SATIRE DES MOTS À LA MODE DANS LA PRESSE FRANÇAISE : IDÉOLOGIE LINGUISTIQUE ET IDÉOLOGIE POLITIQUE

AUTEUR(S): AGNÈS STEUCKARDT, UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY-MONTPELLIER

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 26-43

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/8000](http://hdl.handle.net/11143/8000)

DOI: 10.17118/11143/8000

La satire des mots à la mode dans la presse française : idéologie linguistique et idéologie politique

Agnès Steuckardt, Université Paul-Valéry-Montpellier
agnes.steuckardt@univ-montp3.fr

Résumé : La satire des mots à la mode s'inscrit dans une longue tradition française. Elle entre dans la presse pendant la Révolution : les journalistes contre-révolutionnaires se moquent des néologismes imaginés par les révolutionnaires. Sans être l'apanage de la droite, elle présente des affinités avec un conservatisme politique dont témoignent, à la fin du XX^e siècle, les chroniques puristes du *Figaro*. Depuis 2008 cependant, *Libération* puis, à partir de 2011, *Le Monde* proposent des chroniques de langue d'une orientation sensiblement différente. Les usagers des mots à la mode y apparaissent comme les victimes inconscientes d'une novlangue venue de l'entreprise et des milieux de la communication. La satire des mots à la mode entre ainsi dans un schéma nouveau : ce n'est plus la droite qui reproche à la gauche d'abuser d'un jargon à la mode, mais plutôt la gauche qui raille un jargon à la mode initié par la droite.

Mots-clés : néologisme ; jargon ; mot à la mode ; presse ; gauche/droite

Abstract: The satire of buzzwords is part of a long French tradition. This phenomenon appears in the press during the French Revolution: counterrevolutionary journalists make fun of neologisms created by revolutionaries. Although not exclusively used by right-wing journals, it has affinities with political conservatism shown by the purist chronicles of *Figaro* at the end of the 20th century. Since 2008, however, *Libération* and, from 2011, *Le Monde* offer language columns of a substantially different orientation. Users of buzzwords appear as unconscious victims of Newspeak from the business and communication world. The satire of buzzwords enters a new paradigm: once the right criticized the left because it was abusing a fashionable jargon, today the left mocks a fashionable jargon created by the right.

Keywords: neologism; jargon; buzzword; press; left/right

1. Introduction

La satire des mots à la mode a-t-elle une couleur politique ? Cette activité, qui relève par nature de ce qu'on appelle volontiers aujourd'hui la « linguistique populaire », et plus précisément – par le jugement négatif qu'elle porte sur une forme de l'innovation langagière – de l'idéologie linguistique, relève-t-elle aussi de l'idéologie politique ? Se moquer des mots à la mode, est-ce de droite, est-ce de gauche ?

La légitimité même de la question peut être mise en doute : « La division droite-gauche a-t-elle un sens en dehors de la politique ? » se demandait René Rémond (1982 : 381). Il tranchait par l'affirmative, en s'appuyant en particulier sur une observation qui touche la langue française, et sa problématique mobilité :

Il est notoire qu'un écrivain de droite a plus de chance d'entrer un jour sous la Coupole qu'un écrivain de gauche ; au reste un écrivain de gauche ne tentera pas sa chance. C'est ainsi que l'Académie française fait figure de club conservateur. (Rémond, 1982 : 382)

Même si l'on admet la légitimité de la question, la définition de la droite et de la gauche étant elle-même éminemment fluctuante, il serait aventuré d'espérer y répondre selon une dichotomie tranchée.

Si l'on se rapporte cependant aux origines des notions de droite et de gauche, on peut souligner que, dans le contexte de la Révolution française, qui les a vu naître, la satire des mots à la mode a été essentiellement le fait des contre-révolutionnaires, et donc qu'elle est, au moins par cette origine, ancrée à droite¹. On voudrait remarquer ici une tendance relativement récente qui semble déporter vers la gauche la satire des mots à la mode. On en prendra pour indice le constat factuel suivant : alors que de 1996 à 2006, c'était dans *Le Figaro* que l'on pouvait lire des chroniques linguistiques épinglant les mots à la mode, depuis 2008, c'est dans les colonnes de *Libération*, puis du *Monde* qu'on a pu trouver des satires de ce type. Au vu de ces faits, on formulera l'hypothèse que la satire des mots à la mode s'est déplacée, au moins pour partie, d'une idéologie de droite vers une idéologie de gauche, ou du moins de centre gauche.

Pour explorer cette piste, on reviendra dans un premier temps sur l'association traditionnelle entre satire des mots à la mode et idéologie de droite. On montrera ensuite, à partir de deux corpus de presse, l'un tiré du journal *Libération* pendant la période juillet-août 2008, l'autre du journal *Le Monde* de mars 2011 à mars 2014, comment deux journaux idéologiquement ancrés respectivement à gauche et au centre gauche peuvent aujourd'hui porter ce type de discours.

1. Le genre de la « chronique de langage » n'est pas constitué en tant que tel dans la presse révolutionnaire. On s'appuie dans la présente étude sur les remarques linguistiques que l'on peut relever dans les journaux contre-révolutionnaires *L'année littéraire et politique* (Royou) et *Les Actes des Apôtres* d'une part, et d'autre part sur celles d'un proche de Mira-beau, Antoine Cérutti, qui contribua à plusieurs journaux (le *Journal de Paris*, la *Feuille villageoise*).

2. Un ancrage originel à droite

La notion de « mot à la mode », et la réaction critique que ces mots déclenchent, remontent probablement à la plus haute antiquité : chez les Romains par exemple, la mode des hellénismes s’attirait les critiques acerbes du poète-moraliste Juvénal². Plus généralement, les grammairiens et rhéteurs traditionnalistes de l’antiquité latine – Varron, Aulu-Gelle, Quintilien – regardaient les mots nouveaux comme un danger (Griffe, 2001 : 131-156). Nous nous intéresserons plus précisément ici à l’ancrage idéologique de cette notion dans l’aire culturelle française.

2.1. Satire des mots à la mode et stabilité sociale

Au XVI^e siècle, la propension des courtisans à farcir leur conversation d’italianismes suscite la colère d’un Henri Estienne, qui publie contre cette pratique un mordant pamphlet : les *Deux Dialogues du nouveau langage françois italianisé* (1578). Si la satire des mots à la mode est déjà effective, l’expression de *mot(s) à la mode* n’existe pas encore. Elle se diffusera au milieu du XVII^e siècle, pour nommer et stigmatiser les usages linguistiques des Précieuses : Gilles Siouffi la relève chez l’Abbé de Pure dans *La Prétieuse ou le Mystère des ruelles* (1656 ; Siouffi, Steuckardt et Wionet, 2014). Une requête dans le *Grand Corpus des grammaires, remarques et traités de langue (XIV^e-XVII^e siècles)* permet de repérer la récurrence des énoncés *ce mot est fort à la mode et ces mots sont fort à la mode* chez les grammairiens et remarqueurs du XVII^e siècle³. À la fin du XVII^e siècle, la lexie s’installe dans un usage moins spécialisé avec, en 1692, l’ouvrage de François de Callières intitulé *Les mots à la mode*, et, en 1694, la pièce de Boursault du même nom. Il serait bien sûr anachronique de situer ces textes idéologiquement à droite ou à gauche. On ne s’interdira pas toutefois d’en risquer une lecture sociopolitique. La question des mots à la mode s’inscrit d’emblée dans une problématique sociologique : elle oppose la vieille noblesse d’épée aux jeunes courtisans chez Callières, la bourgeoisie assumée contre la bourgeoisie à prétention nobiliaire chez Boursault (d’après le modèle mis en place par Molière dans les *Précieuses ridicules* ou *Les Femmes savantes*). Selon leurs détracteurs, les mots à la mode constituent un dissensus interne à la classe⁴ : ils clivent la noblesse chez Callières, la bourgeoisie

2. La *Satire III*, par exemple, se moque des ornements vestimentaires que croit devoir porter tel paysan romain pour suivre la mode et des noms grecs qui les désignent : « Rusticus ille tuus sumit trechidipna, Quirine,/Et ceromatica collo fert niceteria collo » (« Ce paysan dont tu es l’ancêtre, Quirinus,/Chausse des trechedipnes [*hapax* : “sandales”] et porte des niceteries [*hapax* : “médailles” ?] autour de son cou céromatique [*hapax*, “huilé”] »), *Satire III*, v. 67-68, [II^e siècle apr. J.-C.] 1965 : 54).

3. Par exemple, dans cette remarque de Vaugelas à propos des préfixés en *super* : « Ces mots au reste composez de cette particule *super* étoient fort à la mode autrefois. On disoit *superabondant*, *superabondance*, *supernaturel*, *supernaturellement*, *supernel*, *supernellement*, *supernuméraire*, *superscription*, *superseder*. Mais on ne souffre plus guères aujourd’huy ce *super* dans nos termes. Car nous disons *surabondant*, *surabondance*, *surabondamment*, *surnaturel*, *surnaturellement*, *surnuméraire*, & *suscription* » (Vaugelas, 1690 : 215-216). Dans le *Grand corpus des grammaires françaises, des remarques et des traités sur la langue (XIV^e-XVII^e siècles)*, la locution *à la mode* présente 79 occurrences, dont 31 portent sur les phénomènes lexicaux, prosodiques ou stylistiques.

4. « On pourrait conclure que le livre précédent [*Les Mots à la mode*] a, au moins fictivement, réussi à rassembler – ou à

chez Molière ou Boursault. La satire des mots à la mode signale alors une idéologie sociopolitique conservatrice, les adversaires des mots à la mode se présentant comme les défenseurs d'une unité et d'une stabilité du groupe social.

Au début du XVIII^e siècle, le genre de la satire linguistique prospère, notamment avec l'invention du qualificatif *néologique*, imaginé par l'abbé Desfontaines pour le titre d'un ouvrage destiné à railler les innovations lexicales et sémantiques des « modernes » : le *Dictionnaire néologique*, publié en 1726 (Steuckardt, 2011). Au cours du siècle cependant, les débats sur la langue se déplacent.

Le thème de l'abus des mots, philosophico-politique, devient central. Ce ne sont pas, dans le discours des philosophes, les mots nouveaux qui se trouvent dénoncés, mais des mots qu'ils jugent vagues ou porteurs de préjugés sociaux, tels *bassesse* et *honnêtes gens* analysés par Diderot dans l'*Encyclopédie des Sciences et des arts* (Ricken, 1982 ; Steuckardt, 2001, 2008). Parallèlement, les Encyclopédistes diffusent des mots créés dans le domaine des sciences et techniques, et des écrivains comme Restif de la Bretonne et Louis-Sébastien Mercier se font les promoteurs de la néologie. La faveur grandissante pour les mots nouveaux estompe le marquage péjoratif de *néologique* : son trait dépréciatif s'affaiblit, il devient un terme neutre, de langue de spécialité. Moins linguistique et plus sociale, la lexie *mots à la mode* continue à porter une appréciation négative sur les innovations linguistiques du moment, mais le genre de la satire des mots à la mode passe, pour ainsi dire, de mode.

2.2. *Satire des mots à la mode et contre-révolution*

L'événement révolutionnaire donne un sens nouveau aux prises de position linguistiques : la satire des mots à la mode y prend une signification politique. L'afflux de nouveaux mots et tours suscite en effet la raillerie des contre-révolutionnaires. Le thème de l'abus des mots, utilisé au long du XVIII^e siècle pour saper le vocabulaire d'ancien régime, est alors retourné contre les porteurs des idées politiques nouvelles. Au début de la Révolution, de petits opuscules comme *L'Abus des mots* (1789) ou *Les Synonymes nouveaux* (1789) attaquent les mots nouvellement diffusés tels que *aristocrate*, ou *nation*. La presse contre-révolutionnaire s'empare du thème. Ainsi *Les Actes des Apôtres*, journal contre-révolutionnaire dont l'un des rédacteurs est Rivarol, se gaussent-il du terme *aristocrassique*, entraîné par la vogue d'*aristocrate* :

rappeler à l'ordre de leur habitus social – les protagonistes nobles. Incités par le Commandeur à délaisser la mode, qui divisait leur propre groupe, ils montreraient, dans ce nouvel ouvrage, comment partager un seul usage, lequel pourrait s'imposer comme norme légitime aux bourgeois dominés. » (Merlin-Kajman, à paraître)

Les aristocrates ont répété avec une joie indécente que, le Jeudi, 19 novembre, M. de Robespierre, dans la chaleur de la discussion sur la démarche du Bureau renforcé du Cambresis, avait dit que ce Bureau était un corps *aristocrassique*, que l'esprit *aristocrassique* dirigeait uniquement, et qu'il fallait s'empresse de le détruire. Le mot *aristocrassique* fit sourire les Auditeurs ; cependant l'érudition, le goût, et les talents de M. de Robespierre, qui l'ont conduit à la Tribune nationale, sont connus de toute la France. Si le despotisme d'un pédant de Collège ne tolère pas un solécisme, la liberté de l'Assemblée doit souffrir parfois une expression qui s'éloigne si peu de la pureté du langage. (*Les Actes des Apôtres*, 1789 : 9-10)

La dérivation *aristocrassique* produit avec le mot *crasse* une fâcheuse consonance, dont l'effet immédiat est de « faire sourire les Auditeurs » et l'effet différé de susciter l'ironie du journaliste anonyme, qui utilise l'antiphrase pour saluer le « goût » de Robespierre, et la litote pour qualifier une expression « qui s'éloigne si peu de la pureté du langage ». De même que cette variation sur le mot honni d'*aristocrate*, le sur-emploi des « mots chéris » (Brunot, 1937 : 636) fait l'objet d'attaques satiriques. On lit par exemple dans *L'année littéraire et politique* de l'abbé Royou (continuation de *L'Année littéraire* de Fréron), à propos de la tragédie *Charles IX ou l'Ecole des rois* du révolutionnaire Marie-Joseph Chénier, les critiques suivantes :

J'avoue que je ne sais ni comment ni pourquoi on donne le nom de patriotique à la peinture de crimes bas et atroces de la cour de Charles IX. Mais ce mot de *patriotique*, ainsi que celui de *national* sont devenus à la mode et s'appliquent indistinctement aux objets auxquels ils ont le moins de rapport, au grand regret des bons citoyens qui gémissent de voir prodiguer, et, en quelque sorte, profaner des termes aussi respectables. (*L'année littéraire et politique*, n° 12, avril 1790, p. 194-195)

Dans cette conjoncture historique qui présente un caractère fondateur pour la société française, la satire des mots « devenus à la mode » tels que *national* et *patriotique* rencontre l'idéologie politique contre-révolutionnaire, que l'on peut aussi qualifier d'idéologie politique « de droite », la notion de « droite » émergeant précisément dans l'événement révolutionnaire.

Les notions de droite et de gauche s'élaborent dans le contexte spatial de la salle des Menus Plaisirs à Versailles, lors du débat sur le droit de veto du Roi. La configuration idéologico-spatiale sera conservée lorsque l'Assemblée s'installe dans la salle du Manège le 19 octobre à Paris. Le côté droit était celui du veto absolu, et donc des députés les plus conservateurs. De cette origine, la notion de « droite » garde, dans sa définition, une orientation vers le conservatisme, ainsi que le résume à grands traits Michel Winock :

La droite veut préserver ce qu'elle est en mesure de sauver de l'héritage du passé, de la tradition, de la coutume : stabilité d'abord ! La gauche n'a d'yeux que pour l'avenir, à construire de toutes pièces éventuellement : changement d'abord ! L'une est conservatrice, l'autre progressiste. (Winock, 2012 : 7)

La constitution historique de la droite semble la placer en position d'adversaire naturel des mots à la mode, et le combat linguistique mené par des journalistes tels que l'abbé Royou tend à confirmer cette représentation.

2.3. *Autodérision linguistique à gauche*

Il faut néanmoins nuancer d'emblée cette homologie entre idéologie politique et idéologie linguistique, car, dès les débuts de la Révolution, la satire des mots à la mode a pu trouver place sous la plume d'écrivains de gauche, comme Chantreau :

MODE : dans l'ancien régime, où l'on ne s'occupoit que de superfluités, c'étoit *la mode*, et les *modes françaises* étoient les modes de l'univers. On en rafolloit même à Vienne, à Berlin, à Madrid, à Naples, à Turin sur-tout, etc., etc. Aujourd'hui que nous avons brisé les pompons, et que sur les pots à rouge on lit *végétal national*, au lieu de *la mode* nous disons *le mode*, *un mode de gouvernement*, *fixer un mode pour la perception de tel impôt*, etc. (Chantreau, 2008 [1790] : 126-127)

Le très révolutionnaire Chantreau se montre capable de rire des usages linguistiques que l'événement révolutionnaire a mis à la mode. L'homonymie entre *la mode* et *le mode* permet un jeu de mot qui fonde le développement plaisant de l'article : à « la mode », associée aux valeurs d'une monarchie décadente, le discours politique révolutionnaire préfère « le mode », dont il use dans les expressions citées, et bien d'autres, comme l'indique le « etc. ». Au-delà de cette substitution significative, Chantreau se moque de la transposition de la terminologie politique dans des domaines inattendus : le vocabulaire politique lui-même est « à la mode » et va se loger jusque sur les « pots à rouge », la pâte de maquillage étant rebaptisée *végétal national*. Un journaliste comme Antoine Cérutti inscrit dans la presse un discours satirique du même type (Baecque, 2000 ; Guilhaumou, 2009). Donnons-en une illustration :

Pour exprimer une émotion légère qui n'avertiroit personne, servez-vous du mot commotion électrique qui frappera tout le monde. Au lieu de dire que les esprits sont en effervescence, chose qui est trop commune et ne représente qu'une chaleur obscure, dites qu'ils sont en incandescence, ce qui est le dernier terme de la chaleur physique, et semble environner de rayons toutes les têtes. (Micromégas [Antoine Cérutti], [1789] : 50)

Sous la forme d'un « ne dites pas... mais dites » ironique, Cérutti se moque de la mode des métaphores scientifiques et du style emphatique dans l'éloquence révolutionnaire. La satire des mots à la mode qui exprimait au XVII^e siècle un clivage interne à une classe sociale, prend avec la Révolution une signification plus clairement politique, en s'inscrivant dans un antagonisme gauche/droite. Cette activité épilinguistique n'est pas donc l'apanage de la droite, et ce dès la Révolution, mais elle entretient, par sa nature conservatrice, des affinités particulières avec la droite.

Il n'est pas possible, dans le cadre de cette étude, de suivre les inflexions politiques du discours sur les mots à la mode dans la presse des XIX^e et XX^e siècles : l'enquête menée ici interroge la continuité de cet ancrage initial à droite dans la presse contemporaine. Les chroniques de langage dans un journal contemporain situé à droite, *Le Figaro*, étudiées par Anna Bochnakowa (2005) semblent manifester une filiation entre conservatisme politique et purisme linguistique⁵.

3. « Le bon français » (*Le Figaro*, 1996 à 2006)

Dans les chroniques de langue du *Figaro*, Pierre Bénard, Jacques Capelovici, Alain Feutry, Jean Dutourd, Bernard Leconte, Maurice Druon⁶ se relayaient pour attaquer anglicismes branchés, féminisation des titres et noms de métiers ou réforme de l'orthographe. L'académicien Jean Dutourd épingleait les modes langagières du moment, comme par exemple dans le billet du 29 mai 1999, qui relève *j'hallucine pour je m'étonne, mon ego pour ma personne, ou maltraitance pour mauvais traitements* : on peut lire dans les termes choisis l'expression d'un antagonisme droite/gauche : un agacement du vieux conservateur à l'égard d'un *j'hallucine*, imputable aux outrances de la jeunesse, à l'égard d'un *ego*, témoignant d'une appréhension psychanalytique, à laquelle la gauche est réputée encline, à l'égard d'une *maltraitance* trop « politiquement correcte »⁷. Anna Bochnakowa, préférant structurer son ouvrage à partir d'un classement linguistique des mots commentés (« Prononciation », « Orthographe », « Morphologie », « Lexique », « Correction »), ne souhaite pas axer son analyse sur la dimension politique de ces chroniques⁸ ; elle ne peut se dispenser toutefois de consacrer un chapitre à la question de la féminisation (traitée sous la rubrique « Morphologie ») et souligne que « c'est une situation réelle, due à la politique d'un gouvernement comprenant des femmes qui a déclenché l'emploi de l'article féminin devant le mot ministre » (Bochnakowa, 2005 : 39). Ce gouvernement, c'est un gouvernement de gauche : celui que dirige Lionel Jospin de 1997 à 2002. La demande des ministres femmes du gouvernement, qui souhaitent se faire appeler « Madame la Ministre », déclenche

5. Bien sûr, la satire des mots à la mode n'est pas réservée à la presse de droite ; au XX^e siècle, les chroniques de Jacques Cellard dans *Le Monde*, de 1971 à 1985, témoignent par exemple de la présence du genre dans un journal situé au centre gauche. On notera cependant que des représentants particulièrement emblématiques de la lutte contre les mots à la mode, comme l'académicien Jean Dutourd ou Renaud Camus, fondateur du parti de l'In-nocence, se rangent politiquement dans un conservatisme de droite (voire d'extrême-droite, le programme du parti de l'In-nocence préconise par exemple de « réduire ou tarir les flux migratoires en direction de l'Europe et de la France », www.in-nocence.org, consulté le 1^{er} octobre 2014).

6. Pour ne citer que les chroniqueurs réguliers, cités par ordre décroissant du nombre de billets écrits (de 315 pour Pierre Bénard à 109 pour Maurice Druon pendant la période 1996-2000 explorée par Anna Bochnakowa (2005 : 99).

7. La notion de « politiquement correct », qui prend sa source dans les milieux universitaires américains et a fonctionné d'abord aux États-Unis comme une auto-désignation par la gauche de son propre discours, a été utilisée par les républicains américains, puis par la droite française pour stigmatiser une « police morale de la langue » (Furet, *Nouvel Observateur*, 29 août 1991, cité par Delporte, 2009 : 302).

8. « Nous éviterons les débats de cette nature [portant sur "les aspects sociaux et politiques"] tout en étant consciente non seulement de leur impact sur le discours relatif à la normativité dans l'enseignement mais aussi du rôle des institutions et des outils juridiques chargés par l'État de la codification et même de la protection du patrimoine national qu'est la langue française. » (Bochnakowa, 2005 : 14)

en septembre 1997 une polémique, dans laquelle les voix de droite, telles que celles de Maurice Druon et de Marc Fumaroli, s'élèvent contre cette nouvelle « mode ». Fumaroli, que l'on peut qualifier d'« historien de droite » (Peigne-Giuly, 1995), présente en effet la féminisation comme un phénomène de mode :

L'offensive actuelle de féminisation des titres en France est en réalité une imitation tardive, provinciale, coloniale, sur les traces du Canada et de la Wallonie, d'une mode sectaire qui a eu son épicerie dans les universités des États-Unis. Son application à la langue française, dont les structures grammaticales sont moins costaudes que celles de l'anglais aurait quelque chose de caricatural. (Fumaroli, 1998 : 1)

En adoptant les formes féminisées, les Français feraient donc preuve de suivisme à l'égard des États-Unis, dont le Canada et la Belgique seraient les premiers imitateurs, sans comprendre la catastrophe morphologique dans laquelle ils précipitent une langue française aux structures supposées « moins costaudes que celles de l'anglais ». Sur quoi l'historien fonde-t-il cette appréciation des structures syntaxiques du français ? Il ne le dit pas. Le désir de stabilité pour la langue française sert ici à dénoncer des féminismes présentés comme des mots à la mode, avec un arrière-plan idéologique clairement politisé.

La chronique « Le bon français » perdure dans le même esprit jusqu'en 2006. Le 11 janvier 2006, Alain Feutry signe une chronique raillant la dénomination *jeunes en déshérence* pour désigner les jeunes en difficulté. La rédaction a-t-elle jugé cette satire trop « droitière » ? En se moquant de la désespérance de la jeunesse pour préconiser un « désespoir roboratif », le chroniqueur serait-il allé trop loin ? Toujours est-il que la chronique « Le bon français » est alors abandonnée en ce début 2006. *Le Figaro* la remplace par une chronique de nature différente, « Le mot du jour », qui consiste à choisir un mot en relation avec l'actualité du jour, et à en faire le prétexte d'un développement thématique et non linguistique. Les chroniques de langage disparaissent-elles alors ?

4. Chroniques de langage dans *Libération* et *Le Monde* : un récent passage à gauche

Au cours des analyses de modalisateurs émergents que nous avons entrepris de mener, Gilles Siouffi, Chantal Wionet et moi-même (2011, 2012), nous nous sommes aperçus que les commentaires épilinguistiques sur les mots à la mode ne se trouvaient aujourd'hui pas tant dans *Le Figaro* que dans certains numéros d'été de *Libération*, et, depuis 2011, dans *Le Monde*.

4.1. *Libération* : « Mots qui fâchent », « Expressions à la con »

Pendant l'été 2008, *Libération* ouvre à Anne Diatkine une chronique intitulée « Les mots qui fâchent », dont la durée de vie sera relativement limitée (du 15 juillet au 23 août 2008), mais dont l'apparition

même dans un journal de gauche paraît révélatrice. La liste des mots traités par la journaliste permet de suivre comment elle cherche, et trouve son « genre ». Elle commence avec des mots ou expressions qui provoquent en elle une réaction d'agacement conforme à un certain purisme traditionnel, comme l'expression *les gens* (« oui, mais les gens ne comprendront pas ») qui lui déplaît par son caractère vague, ou le mot *rapports* (pour « rapports sexuels »), euphémisme bienséant. Mais elle en vient au repérage des modes langagières à partir de l'article « Pas d'amalgame », où l'on peut voir poindre une inflexion politique :

Ne nous demandons pas pourquoi les expulsions sont nommées « éloignements » par l'administration et ce que recouvre « l'invitation » à quitter le territoire français, et « l'harmonisation des flux ». Ce filtre des mots pour rendre invisible l'ignominie est un processus récurrent. Les techniciens nazis aussi employaient des mots propres, qui empêchaient de voir. On le note.

Avant toute possibilité de réflexion, on nous supplie : « Attention, pas d'amalgame ! » Alors même qu'on tente de déconstruire et d'analyser, afin d'éviter de tout fondre, la réflexion est bloquée. Les entreprises sont « restructurées », quand elles licencient et « les ressources humaines » en sont ainsi « optimisées ». Nous nous sommes habitués à ce vocabulaire policé, censé volatiliser le réel, au point qu'il contamine les échanges les plus privés. Comment désigner ces mots écrans qui agissent comme des anesthésiants ou des drogues hallucinogènes ? Tandis qu'à chaque grève, l'usager reste bien « pris en otage » ! (*Libération*, 26 juillet 2008)

Avec « Pas d'amalgame », la journaliste ouvre la boîte de Pandore des euphémismes de la langue contemporaine. Elle épingle dès lors une série de mots utilisés dans le discours sur les politiques migratoires (*éloignements, harmonisation des flux*) ou dans le jargon d'entreprise (*restructuré, ressources humaines, optimisé*). Pour une journaliste de gauche, la dénonciation de ce qui relève, sinon des modes langagières, du moins d'un jargon moderne, clairement ancré dans une idéologie de droite, ne fait pas problème. Lancée sur cette voie, Anne Diatkine continue avec des expressions qui, cette fois, relèvent clairement de la mode langagière : de *pas d'amalgame*, déjà ancien, elle passe à *pas de souci, le ressenti, c'est juste trop bien*. À la fin de l'été, la « Chronique des mots qui fâchent » tourne court. Pourquoi ? Sans doute fallait-il laisser place à l'actualité, plus pressante, de la rentrée ; peut-être aussi la journaliste ou sa rédaction ont-elles perçu un conflit entre ces chroniques satiriques et le style du journal lui-même. Anne Diatkine suspecte dans le *pas de souci* une zénitude quelque peu « baba cool » ; elle subodore à propos du « ressenti » : « l'expression est peut-être née dans le sillage de 1968 » (30 juillet 2008). Elle se surprend elle-même à utiliser le *juste* intensifieur :

Il n'a même pas fallu un an pour qu'on soit des millions, plutôt jeunes, je crois, à ponctuer toutes nos appréciations du mot « juste ». C'est « juste » génial, c'était « juste » un cauchemar, tu peux « juste » pas savoir ce qu'il m'est arrivé, j'ai rencontré un mec « juste » trop bien. Moi aussi, je peux « juste » parler ainsi. (*Libération*, 22 août 2008)

Dans la seule année 2008, *pas de souci* compte dans *Libération* 14 occurrences, *le/du ressenti* 15, et ses journalistes ne se privent pas d'utiliser *juste* comme intensifieur⁹. La satire des mots à la mode risque donc de se retourner contre l'idéologie post-soixantuitarde de *Libération* et sa pratique d'un parler « branché ». La chronique d'Anne Diatkine ne s'installe pas durablement.

À la faveur de l'accalmie estivale, des chroniques de langage ont cependant paru à nouveau dans *Libération*. Pendant l'été 2012, on a pu les lire sous la forme d'un bref feuilleton écrit à plusieurs mains¹⁰, en six épisodes, publiés six jours d'affilée, du 20 au 25 août. Les chroniqueurs s'insurgent contre une invasion de la langue de l'entreprise, qui pratique et impose *définir le périmètre, changer de logiciel, je reviens vers vous* ; ils reviennent vers *pas de souci*, devenu *Y a pas de souci*, pour saisir le paradoxe de son succès : « Notons d'ailleurs son regain depuis que la crise bancaire fait rage. "Y a pas de soucis", quand si, justement, tous azimuts, il y a beaucoup de soucis à se faire » (Lefort, *Libération*, 22 août 2012). Dans cette série, la corrélation entre idéologie de gauche et satire des mots à la mode semble s'être affirmée.

4.2. *Le Monde* : « *Juste un mot* »

C'est peut-être que, depuis 2011, un journaliste du *Monde* construit régulièrement, par sa chronique hebdomadaire, un ancrage au centre gauche de ce genre satirique. Didier Pourquery a commencé ses chroniques de langage, sous le titre « *Juste un mot* », en octobre 2011. Cette chronique perdure jusqu'à aujourd'hui¹¹. On a ainsi pu constituer, à partir de la base de données *Europresse* un corpus de 84 chroniques de langage, parues pendant la période du 3 octobre 2011 au 1^{er} mars 2014.

Les premières chroniques portent sur des mots de circonstance, suscitant des développements d'actualité tels que « *Forfait* » (10 octobre 2011, à propos des téléphones portables) ou « *Gentillesse* » (14 novembre 2011, à propos de la « *Journée de la gentillesse* »). Mais assez rapidement, comme Anne Diatkine, Didier Pourquery découvre l'intérêt de s'amuser des mots à la mode et enchaîne : « *Voilà* » (9 janvier 2012), « *Trublion* » (16 janvier 2012), « *S'inviter* » (23 janvier 2012, comme dans « *Le mariage homosexuel s'invite dans la campagne* »), « *Carrément !* » (30 janvier 2012, comme dans ce dialogue : « – Tu viendras jeudi prochain ? – *Carrément !* »), « *Clivant* » (6 février 2012), « *Sur* » (13 février 2012)¹², sans s'interdire toutefois des retours à des articles plus thématiques comme « *Libertin* » (27 février 2012). L'exploration linguistique de Didier Pourquery s'étend maintenant sur une durée suffisamment longue pour nous permettre de décrire les groupes sociolinguistiques auxquels il impute

9. Ainsi dans « *juste la plus belle découverte du millénaire* » (25 septembre 2008), « *juste une tuerie* » (11 octobre 2008), « *juste la fin du monde* » (18 novembre 2008), « *juste inoubliable* » (5 décembre 2008).

10. Bruno Icher, Gérard Lefort, Emmanuelle Peyret, Didier Péron, Philippe Lançon.

11. Elle paraît, depuis avril 2013, dans les pages du *Monde* « *Magazine* ».

12. « *J'ai compris que c'était fichu avec cette petite annonce, lue sur Internet : un professeur de français y propose "des cours particuliers sur Bagneux" !* » (Pourquery, *Le Monde*, 13 février 2012).

les mots à la mode dont il se moque, et donc peut-être les implications politiques de ses billets satiriques.

Notons d'abord la trace dans les chroniques de Pourquery d'une forme de tradition du genre, par la présence de groupes qu'on y rencontre depuis les origines et qui sont réputés lancer les modes : les femmes et les jeunes. Les premières sont mentionnées chez Pourquery pour *carrément* :

Entendu dans le métro avant-hier : « Tu viendras jeudi prochain ? – Carrément ! » Les deux jeunes femmes qui s'expriment ainsi ont le regard clair, et tout montre chez elles cette tonicité, cette énergie que l'on trouve de nos jours chez les trentenaires « décidées ». (*Le Monde*, 20 janvier 2012)

Les seconds, désignés par les termes *jeunes*, *jeunesse*, *ados*, sont signalés comme de grands utilisateurs de *j'avoue* (9 juillet 2012), *c'est abusé* (20 août 2012), *connu* (dans « Regarde, elle est connue, non ? », « Il est connu, son père ? », 12 octobre 2013). Les uns comme les autres sont des personnages habituels de la satire linguistique depuis le XVII^e siècle, traditionnellement identifiés comme des lanceurs de mode. Il n'y a pas ici de spécificité idéologique dans le discours de Pourquery, mais une conformité au genre. Avec quatre mentions dans le corpus, les deux groupes ne sont finalement que rarement signalés.

Par sa profession, Pourquery est évidemment sensible aux modes du discours de presse, où il relève *s'inviter* :

Une consœur chroniqueuse au Monde me montre un communiqué de presse. Le texte commence par un alléchant : « Les rapports complexes entre médias et justice s'invitent à la table ronde de... » Vous l'avez remarqué : beaucoup de gens et de choses « s'invitent », ces derniers temps, dans l'actualité et ses titres. (*Le Monde*, 23 janvier 2012)

Le journaliste observe les usages auxquels sacrifient « ces derniers temps » ses consœurs et confrères. Il relève de même chez eux le tour *De quoi X est-il le nom ?* (5 octobre 2013, d'après le titre du livre d'Alain Badiou *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* [2007], les journalistes forment « De quoi Cahuzac est-il le nom ? »). L'observation de ce groupe socioprofessionnel est imputable à la proximité de l'observateur, et ne paraît pas entrer dans un discours politiquement orienté.

Mais le groupe qui est majoritairement pointé au fil de ses chroniques, c'est le monde de l'entreprise et de la communication. C'est à eux, selon Pourquery, que sont imputables : *deadline* (4 mai 2013), *un petit mail* (15 octobre 2012), *dispo* (3 décembre 2012), *naming* (21 janvier 2013), *en charge de* (2 juillet 2012), *soutenabilité* (28 janvier 2013), *overbookée* (11 février 2013), *busy* (11 février 2013), *dans la boucle* (1^{er} mars 2014)¹³. Les managers et communicants en tout genre apparaissent comme les

13. « L'obsession des gens aujourd'hui dans les entreprises : être dans la boucle [...]. Bien sûr, à première vue, la boucle est tout simplement la liste des destinataires directs ou « en copie » de nos courriels d'information ou de convocation aux réunions. Mais elle constitue un enjeu majeur, dirait-on. » (*Le Monde*, 1^{er} mars 2014)

sources de ces mots relayés dans la langue commune¹⁴. Mais qui sont, selon Pourquery, les usagers et diffuseurs de ces mots ?

Les indications sociologiques précises, rares, situent les locuteurs dans les classes moyennes : infirmières (16 avril 2012), employés de bureau (16 avril 2012), « cadres quadra » (18 janvier 2014). C'est surtout par leur espace conversationnel que Pourquery saisit la sphère sociale où il observe le passage des mots à la mode dans la « langue commune » (Branca-Rosoff, 2011 : 7-26). Les lieux privilégiés pour l'observation de la diffusion ne sont plus, comme dans les satires de François de Callières, les salons de la noblesse ; il ne s'agit pas non plus, comme dans celles de l'abbé Royou, des clubs politiques. Didier Pourquery cherche à saisir la langue commune dans les bureaux (15 octobre 2012 ; 11 février 2013 ; 4 mai 2013), et, surtout, dans les rames du métro¹⁵. La mention de cet espace linguistique est récurrente dans ses chroniques :

V'là, oualà, voualà, 'là, selon la prononciation et l'intensité qu'on lui donne : ici ou là, il parsème nos phrases comme un nouveau tic de langage. C'est le chef du service Culture du *Monde* qui me l'a fait remarquer. Il sait ce dont il parle, les mots, ça le connaît. Alors, depuis, j'écoute les dialogues dans le métro, à la cafétéria, en réunion, à l'affût du fameux voilà. (*Le Monde*, 9 janvier 2012)

Entendu dans le métro avant-hier : « Tu viendras jeudi prochain ? – Carrément ! » (*Le Monde*, 20 janvier 2012)

Trois phrases entendues dans le métro cette semaine m'ont fait dresser l'oreille. D'abord lundi : « Attends, j't'assure, c'est juste le meilleur resto de viande de Paris », déclarait un jeune homme bien mis à son collègue de bureau en lui parlant de sa découverte du week-end. (*Le Monde*, 16 avril 2012)

Depuis six ou sept ans, son utilisation dans mes chères conversations de métro a explosé : « Ce matin, je suis en mode radar », « sur ce coup, j'suis en mode veille », « arrête, j'suis en mode vénère ». (*Le Monde*, 2 juillet 2012)

14. Pourquery note l'influence de l'informatique, par sa terminologie avec *en mode* (*Le Monde*, 2 juillet 2012), *data* (24 décembre 2012) et par son fonctionnement binaire avec *ou pas* (4 mars 2013). Le vocabulaire de l'informatique n'est pas intrinsèquement lié au monde de l'entreprise. Il est cependant, dans le fonctionnement des sociétés postmodernes, fortement lié à une conception entrepreneuriale du monde du travail (Isnards et Zuber, 2008).

15. Dans une chronique récente, Didier Pourquery cherche à suivre le chemin de la diffusion de la locution à la mode *se faire un p'tit billet*. Il la repère sur un forum de discussion à propos de la taxation des heures supplémentaires en 2007, elle est reprise dans le monde de la finance, puis du commerce : « Au départ c'est le résultat d'une transaction directe, de la main à la main, de l'"économie informelle" comme on dit à Bercy. Puis les commerciaux adoptent le terme qui se répand dans les entreprises » (*Le Monde*, 18 janvier 2014). Il l'entend dans le TGV, prononcée par deux « cadres quadra », tout en soulignant : « Je l'entends souvent dans d'autres contextes (métro plutôt) » (18 janvier 2014). Selon Pourquery, le métro apparaît comme le lieu où se parle la « langue commune ».

J'avoue, je suis crevé. J'avoue tout ce que vous voulez. Lâchez-moi un peu. Mes voisins de métro sont de plus en plus souvent dans cet état d'esprit. Les « j'avoue » crépitent en sourdine entre les barres nickelées et les strapontins malcommodes. (*Le Monde*, 9 juillet 2012)

Voilà bien cinq ans que cette expression [« c'est abusé »] résonne à la sortie des collèges et que je l'entends dans les rames de métro. J'ai fait mon enquête. Sur le moteur de recherche Internet le plus utilisé, « c'est abusé » affiche plus de 30 millions d'occurrences. (*Le Monde*, 20 août 2012)

Le plus horripilant dans ce que j'entends dans les bureaux ou les métros est « j'suis *overbookée* », *overbooked* comme les avions ou les mannequins dans les agences ! Ou pire « j'suis *busy* » (il existe d'ailleurs un blog *girly* à l'enseigne « So Busy Girls »). (*Le Monde*, 11 février 2013)

Cette semaine, la France a vécu un épisode neigeux. Enfin pas toute la France, mais la région parisienne et les plages du week-end des Parisiens étant notamment sous la neige, on peut dire que la France a vécu un épisode neigeux. Parlez-en à mes codétenus de la ligne 6 du métro, ils vous raconteront cet épisode, dont ils furent les « galériens ». (*Le Monde*, 18 mars 2013)

C'est par la description de l'espace conversationnel que Pourquery caractérise la situation sociale des locuteurs. La citation du 9 juillet 2013 décrit des conditions de vie pénibles : *crépitent* et *barres nickelées* restituent un univers sonore, avec les désagréments de ses bruits répétitifs et métalliques ; *strapontins malcommodes* rappelle l'inconfort des sièges du métro, inconfort qui sera ressenti d'autant plus douloureusement par l'usager qu'il s'avoue d'emblée « crevé ». La dernière citation, datée du 18 mars 2013, choisit, pour ce groupe social, des dénominations qui reprennent, sur le mode hyperbolique, des sèmes négatifs : la pénibilité du travail avec le mot *galériens*, et celle de l'enfermement dans la routine comme dans la rame de métro, avec le mot *codétenus*. La représentation que donne Pourquery des diffuseurs de mots à la mode n'aurait rien à envier à celle des mineurs de fond de *Germinal*, si ce n'était la pointe d'humour qu'il glisse, par la caricature, dans son billet.

Les usagers et diffuseurs des mots à la mode apparaissent ainsi sous les traits d'une classe opprimée et soumise, victime inconsciente d'une novlangue dont entrepreneurs et communicants sont les initiateurs. La satire des mots à la mode entre ainsi dans un schéma inverse de celui de la fin du XX^e siècle : ce n'est plus la droite qui reproche à la gauche d'abuser d'un jargon à la mode, mais la gauche qui détecte et raille un jargon à la mode initié par la droite.

4.3. « Changement de paradigme » ?

Ce changement d'orientation politique des chroniques de presse correspond à l'apparition de pamphlets sur le « new wording » d'entreprise, dénoncé par Thomas Zuber et Alexandre des Isnards dans *L'Openspace m'a tuer* (2008), puis sur les usages, notamment linguistiques, des réseaux linguistiques dans *Facebook m'a tuer* (2011), tandis que Zoé Shepard signale la diffusion de cette novlangue au

sein même du secteur public dans *Absolument dé-bor-dée* (2010), puis *Ta carrière est fi-nie* (2012)¹⁶. La satire – ou l’analyse engagée – des mots à la mode apparaît sinon passée à gauche, du moins pratiquée activement par la gauche.

5. Conclusion

Comment concilier cette pratique fondamentalement conservatrice avec le mot d’ordre « changement d’abord ! » que Michel Winock donnait pour définitoire de la gauche ? Sans doute faut-il replacer l’évolution de la satire linguistique dans les changements politiques récents qu’ont connus la droite, et par contrecoup, la gauche ; l’élection de Nicolas Sarkozy en 2007 a bousculé une certaine caractérisation de la droite, particulièrement sur le critère du changement : le mot d’ordre « Stabilité d’abord ! », que Michel Winock utilisait pour caractériser la droite, peut-il ici convenir ? Avec Nicolas Sarkozy, la droite est entrée dans une « stratégie du mouvement perpétuel » (Winock, 2012 : 189)¹⁷. D’où entre droite et gauche un brouillage des lignes, que Michel Winock explicite :

La mondialisation libérale, à laquelle la droite souhaite adapter notre société, c’est le développement du consumérisme, le règne de la « pub », l’escalade de la violence et du sexe sur les chaînes de télé en quête d’audience, l’écriture phonétique des SMS, le goût de l’épanouissement personnel au détriment du culte de la patrie : bref, la droite gouvernante promeut un système économique qui assure le triomphe de l’individualisme que, dans le même temps, elle condamne sans appel au nom des valeurs qu’elle tient pour les plus hautes, celles de la morale républicaine, de la grandeur nationale ou des idéaux spirituels.

Symétriquement, la gauche adhère à la révolution des mœurs, à la remise en cause des hiérarchies, au relativisme des valeurs que favorisent l’économie et la culture mondialisées, tout en s’opposant à celles-ci beaucoup plus souvent et fortement que la droite. (Winock, 2012 : 220-221)

Par l’adhésion à la « mondialisation libérale », et le « new wording » qui l’accompagne, par la « stratégie du mouvement perpétuel », le discours de droite entraîne la langue dans une farandole de mots à la mode, dans laquelle les sujets de langue se trouvent pris ; ce contexte peut expliquer l’émergence à gauche, par réaction, d’une satire politique des mots à la mode.

16. Les universitaires s’intéressent depuis une vingtaine d’année à la diffusion des usages linguistiques d’une classe dominante, sous l’étiquette de « langue de bois » (Tournier, 1986 ; Delporte, 2009), ou de « langue de coton » (Huygue, 1991). Récemment, des analyses ont été consacrées à la diffusion des mots du libéralisme dans le secteur universitaire lui-même (Monte, 2013).

17. La stratégie du mouvement n’est pas sans racine dans l’histoire de la droite, en particulier dans celle de la droite que René Rémond catégorisait comme « bonapartiste », et le conservatisme s’est, dès la période révolutionnaire, interrogé sur ses propres apories (Slama, 2006 [1992] : 813-814).

Alors que la droite représentait le conservatisme social et, en particulier, le conformisme linguistique, une inversion de tendance se fait jour en ce XXI^e siècle commençant. Dans le bilan qu'il dressait fin 2012, Didier Pourquery la décrivait ainsi :

Sur le front du langage, 2012 est coincée entre les mots d'une droite décomplexée et ceux d'une gauche qui ne l'est pas vraiment. Cela s'accompagne de conformismes divers et de litotes politiquement correctes ; le retour de ce qu'il faut dire ou ne pas dire (le retour du « Non, tu ne peux pas dire ça ») ; le « mariage pour tous » à la place du « mariage gay » ; la mode d'un certain vocabulaire bien-pensant avec son lot de « lien social », de « vivre-ensemble » et ce genre de phrases toutes faites. (*Le Monde*, 31 décembre 2012)

La satire des travers langagiers de la gauche par la gauche n'est pas neuve : dès l'époque révolutionnaire, la gauche pratique l'autodérision. Ce qui étonne davantage dans la période contemporaine, c'est que l'impulsion des modes langagières vienne de la droite, et que ce soit désormais la gauche qui s'empare du fouet de la satire pour stigmatiser les mots à la mode. C'était à l'origine la presse contre-révolutionnaire qui dénonçait un abus de mots à la mode qu'elle imputait à la gauche ; c'est à présent dans la presse de gauche et de centre gauche que se déploie une satire de mots à la mode imaginés par une droite entrée dans une « stratégie de mouvement ». Assistons-nous là, pour reprendre le mot à la mode épinglé par Didier Pourquery dans sa dernière chronique, à un « changement de paradigme » (*Le Monde*, 26 octobre 2013) ? Avançons du moins que les systèmes de clivages qu'organise la satire des mots à la mode sont complexifiés par la possibilité d'un anticonformisme de droite : en plus du clivage sociologique interne des origines, en plus d'un antagonisme politique orienté droite contre gauche, mis en place avec la Révolution, il faut compter aussi avec un antagonisme politique orienté gauche contre droite.

Références

Sources primaires

- Badiou, Alain (2007), *De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, Paris, Nouvelles Editions Lignes.
- Boursault, Edme (1694), *Les Mots à la mode, en un acte, en vers*, Paris, Didot.
- Callières, François de (1692), *Des mots à la mode et des nouvelles façons de parler, avec des observations sur diverses manières d'agir et de s'exprimer, et un discours en vers sur les mêmes matières*, Paris, Barbin.
- Camus, Renaud, *Parti de l'In-nocence*, disponible sur <http://www.in-nocence.org/index.php?page=programme&prog=immigration>. [Page consultée le 10 mars 2014.]
- Chantreau, Pierre-Nicolas (2008 [1790]), *Dictionnaire national et anecdotique*, édition présentée et annotée par Agnès Steuckardt, Limoges, Lambert-Lucas.
- Desfontaines, Pierre-Guyot (1726), *Dictionnaire néologique*, [s. l.], [s. n.].
- Diatkine, Anne (2008), « *Les mots qui fâchent* », chronique de langage, *Libération*, juillet-août.
- Dutourd, Jean, Pierre Bénard, Jacques Capelovici, Alain Feutry, Bernard Leconte et Maurice Druon (1996-2006), « *Le bon français* », chronique de langage, *Le Figaro*.
- Estienne, Henri (1579), *Deux dialogues du nouveau langage françois, italianisé, & autrement desguizé, principalement entre les courtisans de ce temps*, Anvers, G. Niergue. [1^{re} éd., 1578.]
- Fumaroli, Marc (1998), « La querelle du neutre », *Le Monde*, 31 juillet 1998, p. 1.
- Grand Corpus des grammaires, remarques et traités de langue (XIV^e-XVII^e siècles)*, sous la direction de Bernard Colombat, Jean-Marie Fournier et Wendy Ayres-Bennett, Paris, Classiques Garnier numérique.
- Isnards, Alexandre des et Thomas Zuber (2008), *L'Openspace m'a tuer*, Paris, Hachette Littératures.
- Isnards, Alexandre des et Thomas Zuber (2011), *Facebook m'a tuer*, Paris, NIL éditions.
- Juvénal (1965 [II^e siècle ap. J.-C.]), *Satires III, IV, V*, édition de René Marache, Paris, Presses Universitaires de France.
- Les Actes des Apôtres* (1789-1791), Paris, [s. n.].
- Micromégas [Antoine Cérutti] [1789], *Prospectus d'un dictionnaire d'exagération, destiné à MM. Les Rédacteurs du journal de Paris*, [s. l.], [n. d.].
- Pourquery, Didier (2011-2013), « *Juste un mot* », *Le Monde* (*Le Monde Magazine* à partir d'avril 2013).
- Royou, Thomas-Marie, abbé (1790), *L'année littéraire et politique*.

Shepard, Zoé (2010), *Absolument dé-bor-dée*, Paris, Albin Michel.

Shepard, Zoé (2012), *Ta carrière est fi-nie*, Paris, Albin Michel.

Vaugelas, Claude Favre de (1690), *Nouvelles remarques de M. de Vaugelas sur la langue françoise*, Paris, Guillaume Desprez.

Sources citées

Baecque, Antoine de (2000), *Les éclats du rire : la culture des rieurs au XVIII^e siècle*, Paris, Calmann-Lévy.

Bochnakowa, Anna (2005), *Le « bon français » de la fin du XX^e siècle : chroniques du Figaro (1996-2000)*, Cracovie, Publications de l'Université Jagellone.

Branca-Rosoff, Sonia (2011), « Langue prescrite, normativités, changements de norme », dans Sonia Branca-Rosoff, Jean-Marie Fournier, Yana Grinshpun et Anne Régent-Susini (dir.), *Langue commune et changements de normes*, Paris, Champion, p. 7-26.

Brunot, Ferdinand (1927), *Histoire de la langue française des origines à 1900*, tome 9 (*La Révolution et l'Empire*), Paris, Armand Colin.

Delporte, Christian (2009), *Une histoire de la langue de bois*, Paris, Flammarion.

Griffe, Michel (2001), « *Auctoritas verborum* : la linguistique normative à l'époque impériale », dans Gilles Siouffi et Agnès Steuckardt (dir.), *La norme lexicale*, Montpellier, Publications de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, p. 131-156.

Guilhaumou, Jacques (2009), « Modérer la langue politique à l'extrême : les journalistes remarqueurs au début de la Révolution française », *Annales Historiques de la Révolution française*, n° 3, p. 21-46.

Huygue, François-Bernard (1991), *La langue de coton*, Paris, Robert Laffont.

Merlin-Kajman, Hélène (à paraître), « Mode et mimétisme dans *Les mots à la mode* de François de Callières et quelques comédies », dans Gilles Siouffi (dir.), *Modes langagières dans l'histoire*, Paris, Champion.

Monte, Michèle (dir.) (2013), *Les discours sur l'enseignement supérieur et la recherche*, numéro thématique de la revue *Mots : les langages du politique*, n° 103.

Peigne-Giuly, Annick (1995), « Le débat culturel sans question », *Libération*, 20 mars 1995, p. 32.

Rémond, René (1982), *Les droites en France*, Paris, Aubier.

Ricken, Ulrich (1982), « Réflexions du XVIII^e siècle sur l'abus des mots », *Mots*, n° 4, p. 29-45.

Siouffi, Gilles, Agnès Steuckardt et Chantal Wionet (2011), « La modalisation de l'énoncé à l'écrit : enquêtes sur les représentations et les usages. Le cas de *c'est vrai que* », *L'information grammaticale*, n° 130, p. 11-17.

- Siouffi, Gilles, Agnès Steuckardt et Chantal Wionet (2012), « Comment enquêter sur les diachronies courtes et contemporaines ? », dans Franck Neveu, Valelia Muni Toke, Peter Blumenthal, Thomas Klingler, Pierluigi Ligas, Sophie Prévost et Sandra Teston-Bonnard (dir.), *Actes du 3^e Congrès mondial de linguistique française, Lyon, France, 4-7 juillet*, Les Ulis, EDP Sciences, p. 215-226, disponible sur <http://dx.doi.org/10.1051/shsconf/20120100214>. [Page consultée le 11 mai 2015.]
- Siouffi, Gilles, Agnès Steuckardt et Chantal Wionet (2014), « *Le mot à la mode* : usage et enjeu d'une expression métalinguistique profane », *Le discours et la langue : revue de linguistique française*, tome 6.1 (*Métalangage et expression du sentiment linguistique « profane »*), sous la dir. de Michelle Lecolle), p. 127-141.
- Slama, Alain-Gérard (2006), « Portrait de l'homme de droite : littérature et politique », dans Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, tome 3 (*Sensibilités*), Paris, Gallimard, p. 787-838. [1^{re} éd., 1992.]
- Steuckardt, Agnès (2001), « L'abus des mots, des Lumières à la Révolution », dans Gilles Siouffi et Agnès Steuckardt (dir.), *La norme lexicale*, Montpellier, Publications de l'Université Paul Valéry, p. 177-196.
- Steuckardt, Agnès (2008), « Introduction », dans Pierre-Nicolas Chantreau (2008 [1790]), *Dictionnaire national et anecdotique*, édition présentée et annotée par Agnès Steuckardt, Limoges, Lambert-Lucas, p. 9-91.
- Steuckardt, Agnès (2011), « Le *Dictionnaire néologique* de l'Abbé Desfontaines ou la résistance à l'innovation linguistique », dans Stéphanie Génand et Claudine Poulouin (dir.), *Entre deux mondes : les frontières du 18^e siècle*, Paris, Desjonquères, p. 36-48.
- Tournier, Maurice (1986), « Critique de la critique : langue de bois et parler vrai », *Mots*, n° 13, p. 191-194.
- Winock, Michel (2012), *La droite hier et aujourd'hui*, Paris, Perrin.



TITRE: LA PERSISTANCE DE L'IDÉOLOGIE LINGUISTIQUE DES REMARQUEURS DANS LES CHRONIQUES DE LANGAGE DE 1925 À NOS JOURS

AUTEUR(S): WENDY AYRES-BENNETT, UNIVERSITY OF CAMBRIDGE

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 44-68

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/7992](http://hdl.handle.net/11143/7992)

DOI: 10.17118/11143/7992

La persistance de l'idéologie linguistique des remarqueurs dans les chroniques de langage de 1925 à nos jours

Wendy Ayres-Bennett, University of Cambridge
wmb1001@cam.ac.uk

Résumé : Dans cet article j'examine dans quelle mesure l'idéologie linguistique des remarqueurs du XVII^e siècle, et notamment celle exprimée par Claude Favre de Vaugelas dans ses célèbres *Remarques sur la langue française* de 1647, persiste dans les chroniques de langage publiées en France ou en Belgique depuis les années 1920. Ces courts articles sur l'usage du français qui apparaissent dans les journaux ou revues ont joué un rôle important dans la presse française au XX^e siècle. Je fais l'analyse des chroniques de trois moments représentatifs dans l'histoire de ce genre : les années 1920 et 1930 ; la période 1950-1970, considérée par certains comme « l'âge d'or » du genre ; et les quinze dernières années. Je m'intéresse en particulier à la persistance de certaines notions clés – la pureté, la netteté ou la clarté, et la conception de ce qui constitue le bon usage du français.

Mots-clés : remarques sur la langue française ; chroniques de langage ; pureté ; netteté ; bon usage

Abstract: In this article I examine the extent to which the linguistic ideology of the *remarqueurs*, and notably that expressed by Claude Favre de Vaugelas in his famous *Remarks on the French Language* of 1647, persists in newspaper and magazine columns on the French language published in France or Belgium since the 1920s. These short articles on the use of French have played an important role in the French press in the twentieth century. I analyse the French language columns from three representative periods in the history of the genre: the 1920s and 1930s; 1950-1970, considered by some as the “Golden Age” of the genre; and the last fifteen years. I consider in particular the persistence of certain key concepts – purity, precision or clarity, and the concept of good French usage.

Keywords: remarks on the French language; newspaper and magazine columns on language usage; purity; clarity; good usage

1. Introduction

Dans cet article je voudrais examiner dans quelle mesure les chroniques de langage publiées dans les journaux français et belges depuis les années 1920 sont toujours imprégnées de l'idéologie linguistique des remarqueurs. Je commencerai par présenter brièvement les deux genres avant de considérer l'intérêt de les comparer.

2. Deux genres métalinguistiques: les chroniques de langage et les remarques sur la langue

2.1. Qui sont les remarqueurs ?

Une série de volumes d'observations et de remarques sur la langue française parut dans la deuxième moitié du XVII^e siècle, suite à la publication des *Remarques sur la langue française* de Claude Favre de Vaugelas en 1647¹. Ces recueils de courtes remarques détachées traitent de subtilités ou d'idiotismes de l'usage qui posaient problèmes à ceux qui parlaient le mieux la langue française à l'époque. Parmi les remarqueurs les plus connus, citons Dominique Bouhours (1692 [¹1675], 1693 [¹1692]), Gilles Ménage (1675 [¹1672], 1676), et Nicolas Andry de Boisregard (1692 [¹1689], 1693)². Pour cette étude je me suis surtout appuyée sur les quinze volumes qui constituent le *Corpus des remarques sur la langue française (XVII^e siècle)* (Ayres-Bennett, 2011).

2.2. Chroniques de langage

Quant aux chroniques de langage ou chroniques de grammaire qui ont paru dans la presse écrite, c'est un genre qui a connu un grand succès au XX^e siècle dans le monde francophone. Je me concentrerai ici sur la presse française et belge, mais comme l'a bien montré Wim Remysen (2011, 2012, 2013), entre autres, le genre jouit également d'une production abondante et d'une large diffusion au Canada.

La publication de chroniques ne se limite pas aux journaux nationaux. Elles ont paru également dans les quotidiens provinciaux de grande diffusion et dans les magazines et revues telles que les *Nouvelles Littéraires*, le *Figaro Littéraire*, le *Rail*, le *Carrefour*, le *Télé-Sept jours* et les *Lectures pour tous*,

1. M. Doug Kibbee a récemment « découvert » le texte de Jean de Wepy (ou Wapy), publié à Mousson en 1634, qui porte le titre *Les Remarques sur la langue française pour parler à la mode et selon l'air du temps*. À de nombreux égards, cet ouvrage ressemble aux remarques de Vaugelas et est peut-être à considérer comme l'un des textes fondateurs du genre. Nous avons fait une première présentation de ce texte au 13th *International Conference on the History of the Language Sciences* à Vila Real, Portugal, 25-29 août 2014.

2. Nous citons la dernière édition du vivant de l'auteur. Les détails bibliographiques des textes du corpus sont donnés dans Ayres-Bennett (2011).

« sans oublier le combatif et vigilant bulletin de *Défense de la langue française* aux destinées duquel préside Paul Camus » (Georgin, 1965 : 4).

Parmi les chroniqueurs, on trouve des hommes de lettres – par ex. André Thérive (*Les Nouvelles Littéraires*, *Carrefour*, *Le Temps*, etc.), Abel Hermant (*Le Temps*) – et des linguistes ou professionnels de la langue – Albert Dauzat (*Le Monde*), Robert Le Bidois (*Le Monde*), Marcel Cohen (*Les Étoiles*, *L'Humanité*), Maurice Grevisse (*Le Soir*). Selon Jacques Cellard (1983 : 652), qui succéda à Robert Le Bidois au *Monde*³, il ne s'agit jamais d'un journaliste professionnel.

Plusieurs critiques ont parlé du déclin du genre en France. Par exemple, Jacques Cellard a écrit en 1983 :

Le genre est à éclipses. Les années 1930-1935 en ont marqué une apogée, les années 1960-1965 une autre ; les présentes en sont un périgée, au moins en France, car la presse belge se montre plus constante et la presse québécoise plus intéressée. (Cellard, 1983 : 653)

Pour expliquer ce déclin, il fait mention de raisons commerciales, du fossé entre la linguistique et « la philologie simplette de nos pères », et de l'immense diffusion du *Bon Usage* de Grevisse en France.

Selon Charles Muller, ce sont plutôt les années 1950 qui constituent « l'âge d'or » des chroniques, âge d'or qui s'achève en 1970. Il note :

Au milieu de notre siècle, l'esprit de Vaugelas s'est brillamment incarné dans une génération de chroniqueurs du langage ; leur nombre, modeste en 1950, avait quadruplé en peu d'années. (Muller, 2004 : 243)

Pour lui, la décadence du genre s'explique par le fait que « dans l'après-mai-68, toute autorité, même langagière, est suspecte, et l'arbitrage des remarqueurs n'est plus de saison » (Muller, 2004 : 244-245).

René Georgin, écrivant en 1965, semble également se concentrer sur deux périodes : la période entre deux guerres, où ont paru les chroniques de Maurice Schöne, de Victor Snell, d'André Thérive et d'André Moufflet, entre autres (Georgin, 1965 : 4) ; et l'époque contemporaine, où les chroniques « se sont multipliées. [...] [L]e mouvement se propage du *Monde* à *France-Soir*, du *Figaro* à l'*Aurore*, de la *Croix* à l'*Humanité* ».

3. Pour une collection de ses chroniques, voir Cellard (1979).

Si on a plusieurs fois sonné le glas pour le genre, il continue à y avoir des exemples intéressants à la fin du XX^e siècle et même au début de notre siècle :

- « Le bon français » dans *Le Figaro* – Bochnakowa (2005) examine 1 267 billets signés de 32 auteurs pour la période 1996-2000 ; parmi ces chroniqueurs figure Maurice Druon de l'Académie française (Druon, 1999) qui a instigué la rubrique ; il aurait voulu la participation des Académiciens, mais seul Jean Dutourd y a contribué
- Alain Bladuche-Delage, *La Croix* (2003)
- Claude Duneton, *Figaro littéraire* (2004)
- Alain Rey, « La vie des mots » dans le *Magazine littéraire* (Rey et Maja, 2009, etc.)

De nos jours le genre n'est pas limité à la presse écrite : il y a des chroniques de langage à la radio (par ex. Alain Rey, France Inter) et à la télévision (par ex. Bernard Cerquiglini, TV5). Le genre continue également à travers l'internet et les blogs : par exemple, Alain Bladuche-Delage écrit un blog intitulé « L'encre bleu »⁴ et les correcteurs du *Monde* rédigent celui intitulé « Langue sauce piquante »⁵. Notons aussi les rapports avec les guides d'usage. En 2012, Bernard Cerquiglini a publié un volume de chroniques qui n'ont pas paru dans la presse, mais qui traitent des mêmes questions épineuses : la différenciation de mots apparentés, le genre des substantifs, la féminisation de noms de métier, les pièges de l'orthographe, les exigences de la prononciation, etc.

Dans les chroniques, on trouve l'idée que les médias sont en partie responsables du mauvais état du français, et c'est donc par les médias qu'il convient de l'améliorer :

Que la langue française, au long des dernières décennies, n'ait cessé de se dégrader est une évidence. Il est une évidence aussi que la plupart des fautes de langage, impropriétés, barbarismes, solécismes, négligences des accords, prononciations boiteuses, inventions de néologismes inutiles ou obscurs, emplois abusifs de vocables étrangers ou dérivations absurdes de ces vocables sont commis ou propagés par les médias. [...] C'est par et à travers les médias qu'il convient d'endiguer le mal, s'il se peut. (Druon, 1999 : 7)

Comme nous verrons ci-dessous, cette citation contient plusieurs termes clés des deux traditions. Pour Druon (1999 : 235), ce sont les médias oraux – et notamment la télévision – qui sont avant tout coupables de la diffusion du mauvais français : « Car la télévision participe de plus en plus à la destruction de notre langage, tandis que la presse écrite contribue, vaille que vaille, à son maintien ».

4. <http://www.encre-bleue.com/spip.php?article139>.

5. <http://correcteurs.blog.lemonde.fr/>.

L'un des intérêts du genre est qu'il nous donne des informations sur ce que Françoise Gadet (1999 : 643) appelle « la pesanteur des mentalités » qui n'évoluent que peu au fil du temps⁶. De plus, nous avons une sorte de « dialogue », car les chroniqueurs répondent souvent à l'abondant courrier des lecteurs. En étudiant les quelques 3 000 lettres envoyées à Félicien Mars (pseudonyme de Gaëtan Monfet), qui a publié des chroniques entre 1952 et 1982 dans *La Croix*, quotidien catholique à diffusion nationale, Claude Haezebrouck (1988) nous donne un aperçu précieux des préoccupations linguistiques des lecteurs de ce journal⁷.

Pour illustrer mon argument, j'ai pris mes exemples chez les chroniqueurs représentatifs de trois moments de l'évolution du genre :

1. Pour la période la plus ancienne : André Thérive (pseudonyme de Roger Puthoste) (1929) et Abel Hermant (Lancelot) (1936, 1938), académicien, « quintessence du genre normatif sans la moindre sensibilité au mouvement de la langue » (Gadet, 1999 : 644)
2. Pour la période dite d'« âge d'or » : Marcel Cohen (1950) ; Maurice Grevisse (1961-1964)⁸, ainsi que quelques exemples de chroniqueurs catalogués dans la bibliographie de Quemada (1970, 1972) pour la période 1950-1970
3. Pour les quinze dernières années : Druon (1999), Bladuche-Delage (2003), Duneton (2004) et Cerquiglini (2008)

Il faut toutefois noter que ni les remarqueurs ni les chroniqueurs ne constituent un groupe homogène.

2.3. Pourquoi faire cette comparaison ?

Comme l'ont déjà remarqué plusieurs études (*cf.* Schwarze, 1977; Ayres-Bennett, 1987; Caron, 2004), il y a des parallélismes évidents entre les deux genres qui s'opèrent à plusieurs niveaux. Anna Bochnakowa (2013), tout en hésitant à appeler les chroniqueurs du *Figaro* (ou d'autres journaux) des « remarqueurs », me semble toutefois offrir une description des chroniqueurs qui convient également aux remarqueurs :

[...] nous préférons les considérer comme des observateurs, vigilants, sensibles ou sensibilisés aux faits de langue et faisant partager leurs considérations et, pourquoi pas, leurs émotions parfois, à l'égard du français. (Bochnakowa, 2013 : 172-173)

6. Voir aussi Osthus (2005), qui situe les chroniques de langage dans la tradition de la «Laienlinguistik » (linguistique populaire ou profane).

7. Il note, par exemple, que près de 35 % des lettres concernent la langue de la presse.

8. Ce sont les trois premiers volumes d'une série de cinq.

Les similarités ont été reconnues par les chroniqueurs eux-mêmes. Bernard Cerquiglini (2008 : 5) dans l'introduction de ses chroniques note qu'on peut identifier deux traditions dans l'histoire des idées linguistiques en France : ce qu'il appelle la *grammaire française* et les *remarqueurs*. Il continue :

Si la seconde tradition est moins illustre, elle est amplement illustrée. On n'en finirait pas d'établir la liste des publications qui, avec un talent divers, se placèrent dans le sillage de Vaugelas. [...] Jusqu'à ces dernières années, pas de grand quotidien national qui n'eût sa « chronique de langage ». (Cerquiglini, 2008 : 7)

[...] On voit quel genre littéraire s'est ainsi constitué au cours des siècles ; les émissions *Merci professeur !* n'ayant pas d'autre ambition que d'en être une illustration contemporaine. Il convient de faire bref (quelques paragraphes), d'user d'une langue accessible (les termes techniques indispensables sont expliqués) et d'une expression plaisante ; une des lois du genre semble être la « chute » finale qui joue avec le terme étudié. (Cerquiglini, 2008 : 9)

Avant de considérer si les deux genres partagent une même idéologie linguistique, je pointerai quelques similarités de forme et de contenu⁹.

2.3.1. *Forme et présentation*

Du point de vue de la forme, les observations des remarqueurs sont le plus souvent assez courtes, la longueur variant de quelques lignes à quelques pages. Elles s'enchaînent pêle-mêle sans organisation ou ordre logique. Les raisons pour lesquelles Vaugelas a adopté cette présentation pour ses *Remarques* de 1647 sont élaborées dans la douzième section de sa Préface. Il rejette l'ordre alphabétique qui ne facilite pas la compréhension des remarques et il refuse également l'ordre fondé sur les neuf parties du discours – qu'il aurait choisi s'il avait voulu écrire une grammaire formelle – parce que cet ordre ne servirait qu'à ceux qui savent la langue latine et par conséquent les termes grammaticaux. En revanche, ce qu'il appelle « cet agreable meslange » non seulement lui permet d'ajouter de nouvelles observations jusqu'au moment de la publication du texte, mais possède aussi de bonnes qualités intrinsèques, « car il est certain que cette continuelle diversité de matieres recrée l'esprit, et le rend plus capable de ce qu'on luy propose, sur tout quand la briefveté y est jointe, comme icy, et qu'on est assuré que chaque Remarque fait son effet ». L'absence de tout fil conducteur entre de courtes remarques détachées se retrouve dans les recueils de Bouhours (1692, 1693), de Ménage (1675, 1676), et de Tallemant (1698). Quelques-uns préfèrent adopter un ordre alphabétique (Alemand, 1688; Andry, 1692, 1693) ou regrouper les remarques dans de grands chapitres thématiques (Buffet, 1668), mais les observations restent ponctuelles.

9. Un texte instructif par rapport à ces questions est la chronique programmatique de René Georjin (1965), intitulée « Qu'est-ce qu'une chronique de grammaire ? ».

Par définition, les chroniques de langage sont de courtes discussions d'un problème linguistique particulier. Même quand elles sont recueillies plus tard dans un livre, on garde habituellement la présentation décousue. Par exemple, dans la préface à son premier volume de *Querelles de langage* (1929), André Thérive observe :

On trouvera d'ailleurs dans ce livre non pas un traité, mais un répertoire où j'ai voulu laisser l'aspect du désordre et de la variété. [...] Des fautes ou des erreurs que présentent des livres renommés pour leur nouveauté ou leur valeur, des cas litigieux de vocabulaire ou de syntaxe, des références à des exemples ou des ouvrages mal connus, tels sont les titres de ce livre à la curiosité et peut-être à l'agrément. (Thérive, 1929 : préface non paginée)

De la même façon, Marcel Cohen (1950) note dans ses *Regards sur la langue française* :

Aucun ordre n'était suivi de manière voulue ; l'actualité et des questions de lecteurs ont influé sur le choix des matières ; quelques regroupements ont été faits dans le présent recueil, mais sans introduire de plan systématique. (Cohen, 1950 : 11)

Et Claude Duneton (2004 : 11) continue dans la même tradition, même si son ouvrage est organisé en quatre grands chapitres thématiques ; son recueil est « comme un florilège de ma production hebdomadaire. [...] Il faut jouer le jeu : j'ai laissé les textes dans l'état où ils ont paru dans le journal, sans modification ».

Deuxième chose à remarquer en ce qui concerne la présentation : dans les deux genres, le contenu est adapté à un public de non-spécialistes. Le lectorat désigné implicitement par les remarqueurs se constitue des honnêtes gens français qui fuient le pédantisme et qui ne connaissent pas nécessairement la grammaire latine. Les chroniques, comme nous l'avons déjà vu, paraissent souvent dans des journaux de grande circulation et leur contenu est adapté au grand public.

Par conséquent, les auteurs évitent l'usage de termes trop techniques. Comme il s'adresse à un public d'honnêtes gens, Vaugelas juge préférable, au moins en théorie, d'éviter les termes techniques et la terminologie de la grammaire formelle. Cela reflète également une tendance générale de l'époque qui consiste à ne pas employer de termes techniques ou spécialisés dans le discours poli :

Les termes de l'art sont tousjours fort bons et fort bien receus dans l'estenduë de leur jurisdiction, où les autres ne vaudroient rien ; et le plus habile Notaire de Paris se rendroit ridicule, et perdrait toute sa pratique, s'il se mettoit dans l'esprit de changer son stile, et ses phrases pour prendre celles de nos meilleurs Escrivains ; Mais aussi que diroit-on d'eux s'ils escrivoient, Iceluy, jaçoit que, ores que, pour et à icelle fin, et cent autres semblables que les Notaires employent ? (Vaugelas, 1647 : Préface IX, 3)

Georgin (1965 : 4) décrit la façon dont Abel Hermant (Lancelot) « [enrobait] d'une sauce agréable – une sauce piquante – les discussions techniques arides ». Duneton (2004 : 10) observe que le public des chroniques est particulièrement varié ; pour cette raison, « il faut rédiger sans trop d'ostentation, en évitant les pesanteurs – ce qui, sur ces sujets langagiers, n'est pas facile. Il convient même de montrer une pointe d'humour – un journal n'est pas un traité de linguistique ». Bref, Cellard (1983 : 653) observe qu'il s'agit d'« un savoir pratique et plaisant ».

2.3.2. Contenu

Du point de vue du contenu, le point de départ pour les remarqueurs est un doute sur une question de bon usage ou l'examen de l'« usage douteux ». Vaugelas annonce cette approche dès la première page de sa préface :

Mon dessein n'est pas de reformer nostre langue, ny d'abolir des mots, ny d'en faire, mais seulement de montrer le bon usage de ceux qui sont faits, et s'il est douteux ou inconnu, de l'esclaircir, et de le faire connoistre. Et tant s'en faut que j'entreprenne de me constituer Juge des differens de la langue, que je ne pretens passer que pour un simple tesmoin, qui depose ce qu'il a veu et oïi, ou pour un homme qui auroit fait un Recueil d'Arrests qu'il donneroit au public.
(Vaugelas, 1647 : Préface I)

Les chroniqueurs traitent également des « hésitations de l'usage ». On lit, par exemple, sur la quatrième de couverture de l'ouvrage d'Alain Bladuche-Delage (2003) :

Bladuche-Delage, du journal *la Croix*, a sélectionné pour nous un florilège de ses brillantes chroniques hebdomadaires qui mettent l'accent sur ce qu'il convient d'appeler les hésitations de l'usage – vous savez, ces mots a priori très simples dont on connaît tous l'emploi... mais qui se révèlent truffés d'embûches !

De la même façon, Bernard Cerquiglini (2008) parle de problèmes concrets que la langue pose à son usager, et observe :

Moins qu'une théorie de la langue, le francophone hésitant attend une réponse, explication limpide venant infirmer ou conforter son opinion. Car, et ceci explique enfin le succès des remarqueurs, tout francophone porte en lui un sentiment de la langue. (Cerquiglini, 2008 : 8)

Les ressemblances vont pourtant plus loin, car les deux groupes se concentrent sur les mêmes types de questions. Les remarqueurs s'intéressent surtout aux questions de lexique et de morpho-syntaxe. Dans le tableau 1, je présente la proportion de remarques consacrées à chaque thématique dans sept volumes de remarques (de Vaugelas [1647], Ménage [1675, 1676], Bouhours [1692, 1693] et Andry de Boisregard [1692, 1693])¹⁰. Cette analyse montre que le pourcentage moyen de remarques

10. Pour plus d'informations, voir Ayres-Bennett et Seijido (2011), chapitre 3.

consacrées au lexique est de ca. 55 % et à la morphosyntaxe de ca. 30 %. En revanche, il y a relativement peu de remarques sur la prononciation et l'orthographe : seulement ca. 7 % des remarques dans nos sept volumes concernent la prononciation et ca. 2 % l'orthographe.

Tableau 1 : Préoccupations des remarqueurs et des chroniqueurs

Domaine	Remarqueurs (7 volumes)	Chroniqueurs (ex. de Druon, 1999)
Lexique	ca. 55 %	ca. 55 %
Morphosyntaxe	ca. 30 %	ca. 20 %
Prononciation	ca. 7 %	ca. 3 %
Orthographe	ca. 2 %	ca. 5 %

Chez les chroniqueurs la prononciation et l'orthographe sont également des intérêts mineurs (par ex. chez Druon [1999] il s'agit de 3 % et 5 % respectivement). Viennent ensuite les problèmes de morphosyntaxe (20 % chez Druon). Les observations consacrées au lexique sont nettement majoritaires, comme chez les remarqueurs (ca. 55 % chez Druon).

On remarque aussi une étonnante continuité dans les préoccupations des deux groupes. Dans le domaine de la morphosyntaxe, par exemple, on constate quelques centres d'intérêt importants tels que les questions du genre et des accords du verbe, l'usage de prépositions et les constructions verbales. Comme le note Cerquiglini (2008) :

Le sujet des chroniques est en partie imposé : un dépouillement du recueil publié par Bernard Quemada, les questions posées par les téléspectateurs sur le site de TV5 font apparaître une thématique assez stable : l'accord du participe passé, le genre de *amour, délice et orgue*, la signification exacte d'*achalandé*, la différence entre *second* et *deuxième*, l'emploi de *septante* et *nonante*, etc. : nous n'avons pas manqué d'y répondre. (Cerquiglini, 2008 : 9-10)

3. Idéologie linguistique

Passons maintenant aux questions d'idéologie linguistique¹¹. Dans ce court article je ne peux traiter que de trois concepts clés qui se retrouvent chez les remarqueurs et les chroniqueurs : le bon usage, la pureté, et la netteté ou la clarté.

11. Jacques Cellard (1983 : 664) décrit le chroniqueur comme « directeur de consciences linguistiques », description qui me semble également convenir aux remarqueurs.

3.1. Bon usage

Dans un premier temps, j'examinerai la définition et le rôle du bon usage chez les remarqueurs et les chroniqueurs. Je considérerai ensuite la question de savoir si les remarqueurs et les chroniqueurs sont prescriptifs.

La notion de « bon usage » se trouve au cœur de la doctrine de Vaugelas qu'il définit de la façon suivante : « C'est la façon de parler de la plus saine partie de la Cour, conformément à la façon d'écrire de la plus saine partie des Auteurs du temps » (Vaugelas, 1647 : Préface II, 3). Lorsque ni la Cour, ni les auteurs ne peuvent résoudre une question, Vaugelas fait appel à une troisième autorité, les « gens sçavants en la langue », référence implicite à l'Académie française.

Plusieurs éléments de la définition sont à remarquer :

- L'emploi de l'expression « la plus saine partie » indique qu'il s'agit de l'usage d'une élite ; Vaugelas note en outre que : « *Selon nous*, le peuple n'est le maistre que du mauvais Usage, et le bon Usage est le maistre de nostre langue ». (Vaugelas, 1647 : Préface VII, 3)
- La définition du bon usage reflète le contexte socioculturel dans lequel Vaugelas vivait : il favorise l'usage de la Cour royale, dont l'essor préfigurait déjà l'émergence de la monarchie absolue de Louis XIV.
- Vaugelas s'intéresse autant à l'usage parlé qu'à l'usage écrit. Ses successeurs, pourtant, comme Bouhours et Andry de Boisregard, se concentrent de plus en plus sur l'usage écrit.

La promotion du bon usage fait partie de la mission du chroniqueur et est représentée dans les trois périodes que j'ai étudiées. Il n'est peut-être pas surprenant que l'on trouve l'une des discussions les plus élaborées du bon usage dans le premier volume des *Problèmes de langage* de Maurice Grevisse, auteur de la grammaire de référence, *Le Bon Usage*. Grevisse se situe explicitement dans le sillon de Vaugelas. Dans la première chronique du recueil intitulée « Considérations sur l'usage », il nous offre la réponse suivante à la question « Sur quoi faut-il [...] se fonder pour décider si telle façon de dire est « correcte » ou si elle ne l'est pas ? » :

On l'oublie parfois : en matière de correction du langage, la grande règle, la règle infaillible est celle de l'*usage*. Qu'on y prenne garde : cela ne signifie nullement que telle expression est bonne parce que *tout le monde* l'emploie. Il y a, en effet, un usage vulgaire, des manières de parler ou d'écrire (provincialismes, termes argotiques ou populaires, expressions boutiquières, langage d'Allobroge...) qui, tout en offrant à la linguistique ou à la grammaire simplement descriptive des faits souvent fort intéressants, n'ont à retenir l'attention des amateurs du bon langage que pour être l'objet de leurs condamnations.

À cet usage des « nombreux » (comme disait Abel Hermant), c'est-à-dire au *mauvais* usage, il convient d'opposer le *bon* usage – et nous voilà ramenés à l'excellent Vaugelas, pour qui ce bon usage était « la façon de parler de la plus saine partie de la Cour, conformément à la façon d'écrire de la plus saine partie des Auteurs du temps ». En adaptant à l'époque moderne cette formule célèbre, il est aisé de définir le bon usage actuel, qui est le consentement des bons écrivains et des gens qui ont souci de bien s'exprimer. (Grevisse, 1961 : 5-6)

L'article fait plusieurs échos à Vaugelas ; par exemple l'usage, qui ne suit pas toujours la logique, est considéré comme « le maître souverain de la langue » (Grevisse, 1961 : 10), et, en ce qui concerne le changement linguistique, *communis error facit jus* (Grevisse, 1961 : 8). Comme chez les remarqueurs, l'usage de bons auteurs sert de patron ; mais Grevisse se différencie en incluant dans sa liste d'autorités non seulement des auteurs « du temps » mais aussi ceux du XVII^e et du XVIII^e siècle¹².

La notion du bon usage est aussi très présente dans les chroniques plus récentes. Comme le note Anna Bochnakowa (2013 : 173), le titre même de la rubrique du *Figaro*, « Le bon français », représente la continuation de l'idée d'une langue d'élite. Cette notion est par exemple évidente dans les billets de Maurice Druon, qui insiste sur la distinction entre le bon et le mauvais usage. Pour lui, l'Académie française est « le greffier » du bon usage (Druon, 1999 : 251)¹³.

Haezebrouck (1988) observe le même intérêt pour la norme dans les lettres envoyées à Félicien Mars entre 1952 et 1982. Selon ses recherches, plus de 60 % des lettres font référence à la norme (c'est-à-dire incluent une interrogation sur la norme, la défense de la norme, le pointage des « fautes », etc.).

La grande différence par rapport à la position de Vaugelas est l'absence d'autorité attribuée à la langue parlée. Au contraire, plusieurs chroniqueurs partagent le préjugé selon lequel la langue parlée est considérée comme très fautive. Paul Camus (1966 : 5) soutient que le rôle de la presse, de la radio et de la télévision dans la diffusion rapide de ce qu'il appelle « les fautes de syntaxe et les impropriétés de vocabulaire », « ne nous permet plus de *laisser évoluer* la langue, mais [...] rend au contraire indispensable une définition unique du bon usage et une discipline propre à le faire respecter ».

Si les remarqueurs et les chroniqueurs prônent le bon usage, sont-ils donc prescriptifs ? Notre recherche en collaboration avec Magali Seijido (Ayres-Bennett et Seijido, 2011) montre que les remarqueurs font preuve de deux idéologies qui coexistent dans leurs ouvrages. D'une part, on peut identifier une tendance prescriptive qui vise à promouvoir le bon usage et à rejeter les variantes considérées comme représentatives du mauvais usage. Les remarques qui s'inscrivent dans ce modèle contiennent souvent une expression déontique telle qu'« il faut dire » :

12. Seul Gilles Ménage, dans ses deux volumes d'observations (1675, 1676), cite fréquemment l'usage des anciens auteurs.

13. Cette position fait également écho à Vaugelas (1647 : Préface I) qui se présente comme simple témoin de l'usage et non pas comme juge.

Il faut dire, *midy est sonné, dix heures sont sonnées*, et non, *a sonné : l'horloge a sonné*, et non, *est sonné*, parce que c'est l'horloge qui sonne les heures, et que ce sont les heures qui sont sonnées par l'horloge. (Andry de Boisregard, 1692 : 640-641)

Dans la remarque intitulée « *Arrivé qu'il fut, arrivé qu'il estoit, marri qu'il estoit* », la première phrase indique nettement l'attitude prescriptive de Vaugelas :

Toutes ces façons de parler ne valent rien, quoy qu'une infinité de gens s'en servent, et en parlant, et en escrivant. Au lieu de dire, *arrivé qu'il fut, arrivé qu'il estoit*, il faut dire, *estant arrivé*, il exprime tous les deux, ou bien, *comme il fut arrivé, comme il estoit arrivé*. Et au lieu de *marri qu'il estoit*, il faut dire, *estant marri*, ou *marri*, tout seul. Ce qui apparemment est cause d'une phrase si mauvaise, c'est que nous en avons d'autres en nostre langue, fort approchantes de celle-là, qui sont tres-bonnes et tres-elegantes [...]. (Vaugelas, 1647 : 139)

D'autre part, dans d'autres remarques, on peut identifier une autre idéologie selon laquelle l'usage est considéré comme roi, et qui accepte l'usage de deux ou plusieurs constructions ou mots. Dans ce modèle de nature « sociolinguistique », le remarqueur nous offre une analyse plus nuancée selon laquelle les usages sont plus ou moins bons selon le contexte, le registre ou le style. Par exemple, à propos du choix entre « *sur les armes, et sous les armes* » Vaugelas conseille qu' :

il faut user tantost de l'un et tantost de l'autre, afin qu'il ne semble pas que l'on condamne celui dont on ne se sert jamais, en quoy l'on auroit tort, et pour conserver d'ailleurs tout ce qui contribüé à la richesse de nostre langue ; comme est de pouvoir dire une mesme chose de deux façons, plustost que d'une seule. (Vaugelas, 1647 : 396-397)

Dans la Préface de ses *Réflexions* (1692), Andry de Boisregard adopte également une position ouverte à la variation sociolinguistique :

Les termes y [c.-à-d. dans ces réflexions] sont marquez chacun selon leur caractere propre, et plusieurs y sont appellez bas et populaires, sans qu'on pretende pour cela les condamner : Car tous les mots ont leur place : souvent il est à propos de se servir d'expressions communes, selon la nature du sujet ; quelquefois mesmes elles donnent de la force aux choses.

D'ailleurs nôtre Langue abonde en toutes sortes de façons de parler, elle en a pour le stile mediocre, et pour le sublime; pour le serieux, et pour le burlesque; Il faut tâcher d'en faire le discernement : et c'est en quoy consiste presque toute la science des paroles. (Andry de Boisregard, 1692 : préface non paginée)

Il faut en outre noter qu'un langage prescriptif peut cacher une bonne description de l'usage actuel qui est en train de se modifier. Prenons le cas de la remarque de Vaugelas intitulée « *Print, prindrent, prinrent* ». Notre remarqueur observe :

Tous trois ne valent rien, ils ont été bons autrefois, et M. de Malherbe en use toujours, *Et d'elle prindrent le flambeau, dont ils desolèrent leur terre, etc.* Mais aujourd'hui l'on dit seulement, *prit*, et *prirent*, qui sont bien plus doux. (Vaugelas, 1647 : 98)

Si l'on regarde l'usage de la première moitié du siècle, comme il est attesté dans la base Frantext¹⁴, on observe que la remarque de Vaugelas se vérifie.

Qu'en est-il des chroniqueurs ? Ici encore on trouve beaucoup de variation. Abel Hermant adopte en général une position prescriptive. Dans sa définition du rôle de chroniqueur, René Geogin met aussi l'accent sur l'obligation du chroniqueur de proscrire les mauvais usages et de prescrire les bons. Sa fonction principale est donc « de lutter contre les malfaçons diverses qui menacent le français, soit en prévenant le lecteur, soit en répondant à ses questions » (Geogin, 1965 : 6).

Quant aux chroniqueurs des quinze dernières années, ils se montrent également plus ou moins prescripteurs. En faisant l'analyse des chroniques du *Figaro*, Anna Bochnakowa (2013 : 173-174) constate qu'on en trouve différents types. Il continue à y avoir celles qui adoptent un ton prescriptif ou qui font un jugement de valeur non seulement sur un fait de langue observé mais aussi sur les locuteurs représentant un usage précis. Typiques de ce genre sont les chroniques de Maurice Druon ; par exemple, dans sa chronique sur *débuter* et *démarrer*, il maintient :

L'Académie a maintes fois rappelé que le verbe *débuter* n'admet pas de complément d'objet direct. Il est donc tout à fait fautif de dire d'un orateur qu'il *début* son discours : il le *commence*. (Druon, 1999 : 11)

Autre exemple : en commentant l'usage de l'expression « voix off » et l'alternative proposée par l'Académie « voix hors champ », il exprime le regret que, « [c]omme il arrive souvent, la prescription [soit] venue un peu tard, et la mauvaise habitude persiste encore » (Druon, 1999 : 79). Anna Bochnakowa remarque toutefois qu'il existe d'autres chroniques qui montrent un caractère didactique et neutre. Tandis que sa description de la rubrique semble établir une distinction entre les chroniqueurs et Vaugelas, il me semble que sa caractérisation des chroniqueurs du *Figaro* convient également aux remarqueurs :

Si l'on reprend le sens que Vaugelas avait donné au « bon usage », il faudrait voir dans le titre de la rubrique la continuation de l'idée d'une langue d'élite, groupe social bien déterminé et, pour l'époque contemporaine, celui des gens cultivés, des intellectuels conscients de la qualité d'une certaine norme ou plutôt d'un modèle idéal du français. Mais en même temps, les mêmes chroniqueurs remarquent bien les tendances de l'évolution de la langue, ainsi que de ses variétés quand ils présentent, voire condamnent ou ridiculisent certains usages. De ce point de vue, les billets du *Figaro* donnent aussi un tableau du français actuel, varié et en mouvement. (Bochnakowa, 2013 : 173)

14. <http://www.frantext.fr/>. Pour plus d'informations, voir Ayres-Bennett (à paraître).

De la même façon, si Bernard Cerquiglini semble commencer par associer une attitude prescriptive à la fois au remarqueur et au chroniqueur, la dernière phrase de la citation fait preuve d'une attitude plus souple :

Contrainte plus délicate, une attitude s'impose au remarqueur, celle de la prescription. On attend de lui qu'il distingue, qu'il précise, qu'il réproouve ; le purisme n'est jamais loin. Libéral en matière de langue par profession, le linguiste devenu chroniqueur se confronte à la norme. Sans rien abjurer de ce qu'il sait ni de ce qu'il pense, il lui faut convenir qu'une norme (même souple) s'impose, que la langue gagne à être précise, que les mots ont un sens. Il se fera donc prescripteur, mais avec le sourire (d'où la « scie » initiale : « Ne craignons pas d'être un peu puriste ; à bon escient du moins ») et non sans intention. [...] Changé en remarqueur, le linguiste a mis un *Grevisse* dans sa poche, mais pas son drapeau : il plaide pour les rectifications orthographiques proposées par le Conseil supérieur de la langue française avec l'accord de l'Académie française ; il milite en faveur de la féminisation des noms de métier, titres et fonctions. Il rappelle enfin que la langue française, langue mondiale, tire sa force tout autant de sa diversité et de sa plasticité que de sa rigueur. (Cerquiglini, 2008 : 10-11)

3.2. Pureté

Je traiterai plus rapidement des qualités principales qui sont invoquées pour caractériser le bon usage du français. À la fin de son volume Vaugelas offre une série de remarques qui définissent et exemplifient deux catégories centrales de sa pensée linguistique, la pureté et la netteté :

La pureté du langage et du stile consiste *aux mots, aux phrases, aux particules, et en la syntaxe*. Et la netteté ne regarde que *l'arrangement, la structure, ou la situation des mots, et tout ce qui contribué à la clarté de l'expression*. (Vaugelas, 1647 : 567)

La pureté et la netteté sont ici expliquées avant tout par l'énumération des façons de les contrevenir. Après avoir examiné l'importance de la pureté de l'expression chez les remarqueurs et les chroniqueurs, je considérerai s'il convient de les caractériser comme puristes.

3.2.1. Pureté : barbarismes et solécismes

Les fautes contre la pureté sont les barbarismes et les solécismes que Vaugelas (1647 : 567-577) définit de sa propre façon. Les barbarismes « des mots » et « des phrases » concernent pour la plupart le choix correct d'un mot ou d'une expression ; il s'agit d'éviter tout terme qui n'est « pas François », qui ne s'emploie pas dans un sens donné, qui n'est plus en usage ou qui est trop nouveau. Il inclut toutefois certaines questions syntaxiques dans sa liste de barbarismes, par exemple l'usage d'un adverbe pour une préposition. Dans l'énumération des types de solécismes, Vaugelas fait mention de différents types de problèmes linguistiques : les erreurs de déclinaison et de conjugaison ainsi que « toutes les fautes qui se commettent contre les règles de la syntaxe ». La liste comprend des

questions relatives au choix du genre des noms, à la forme correcte des pronoms, à l'accord des participes, à l'accord avec les noms dits collectifs, à la construction des prépositions, etc.

Notons que dès les années 1930, Abel Hermant utilise le même métalangage pour critiquer certains usages du français. Jacques Cellard offre les exemples suivants pris des chroniques du *Temps* :

Ah ! monsieur, pardonnez-moi la peine et l'étonnement que je vais vous causer : *il s'est suicidé* est incorrect, *il s'est suicidé* est un affreux barbarisme, le verbe SE SUICIDER n'est pas français. (Abel Hermant, cité par Cellard, 1983 : 659)

Quant au verbe S'AFFAIRER, c'est purement et simplement un barbarisme. Seul l'adjectif *af-fairé* existe ; les ignorants l'ont pris pour un participe passé, et ont forgé là-dessus un infinitif qui n'est pas français. (Abel Hermant, cité par Cellard, 1983 : 658)

Maurice Druon cite l'opinion de Rivarol selon laquelle « *La langue française n'eut donc que deux sortes de barbarie à combattre : celle des mots et celle du mauvais goût de chaque siècle* » (Druon, 1999 : 193) ; selon lui, le XX^e siècle a battu tous les records de faiblesse « contre l'invasion des mots barbares et la prolifération du mauvais goût ». Et les néologismes du type de *réenvironnementaliser* ou de *recontextualiser* entendus sur France-Inter « sont des attentats à la langue française » (Druon, 1999 : 219).

3.2.2. Pureté et propriété des mots et des phrases (expressions)

Si nous regardons la liste des barbarismes élaborée par Vaugelas, il semble que la pureté est liée à une autre notion clé des remarqueurs, celle de la propriété des mots et des phrases, qui, selon Laurent Chiflet, dans son *Essay d'une parfaite grammaire de la langue françoise* de 1659, consiste « à se servir des mots et des phrases propres au sujet que l'on traite » (Chiflet, 1659 : 148).

La propriété peut concerner soit l'acceptabilité des termes de façon absolue (les termes sont rejetés ou acceptés sans nuance), soit la relativisation ou la restriction de l'usage selon la variation sociolinguistique. Tous les remarqueurs s'intéressent beaucoup au choix du mot juste et sont par conséquent très préoccupés par l'acceptabilité des termes, par leur bon usage sémantique, et par la différenciation de termes apparentés. Quant à la variation sociolinguistique, ils s'attachent surtout à la discussion de mots nouveaux ou vieillis, mais ils traitent également de la variation selon le registre, le genre et parfois selon la région.

Les chroniqueurs sont également très sensibles aux nuances de l'emploi du mot juste. Les remarques et chroniques qui appartiennent à cette rubrique sont très nombreuses, et je me limite ici à quelques exemples représentatifs.

a) Sens précis des mots et des expressions

Beaucoup d'observations des remarqueurs précisent le sens des mots et les contextes où l'on peut les employer :

Onguent pour parfum.

Un fameux Auteur est repris, et avec raison, d'avoir écrit *onguent*, en parlant de la Magdeleine, et dit *un précieux onguent*, au lieu d'*un précieux parfum*. Nous avons encore plusieurs de nos Escrivains et de nos Predicateurs, qui font cette faute. Ce qui les trompe, c'est que les Latins disent *unguentum*, en cette signification, parce que les Anciens se servoient de certains parfums, comme il y en a encore de plusieurs sortes parmy nous, dont le vray usage estoit de s'en oindre quelques parties du corps ; tellement qu'il semble qu'on avoit raison de l'appeller *onguent*. Mais parce que ce mot se prend tousjours pour médicament, il ne s'en faut jamais servir pour *parfum*, l'Usage le veut ainsi. (Vaugelas, 1647 : *458)

ALLIAGE.

Cét alliage de Lettres, dit l'Auteur de l'Art de Parler, augmente les alphabets d'un grand nombre de consonnes. *Alliage* n'est pas bon là, il ne se dit gueres que des métaux. (Andry de Boisregard, 1692 : 47)

Le chroniqueur, Maurice Druon, censure les nouveaux usages comme l'extension sémantique du verbe *risquer* :

La saison, lit-on parfois, *risque* d'être belle.

Voilà un *risque* que l'on devrait plutôt considérer comme une chance.

Si l'on *risque* d'échouer, on a pourtant des *chances* de succès.

En revanche, la langue française *risque* de pâtir de ces emplois absurdes, où l'on fait perdre aux mots leur vrai sens. (Druon, 1999 : 19)

On enjoint aux lecteurs d'éviter un terme défavorisé tel que *dimension* et de choisir plutôt un mot plus juste :

Si l'on souhaite écrire un honnête français, on se demandera, chaque fois que l'on est tenté d'employer *dimension*, si les mots *aspect*, *portée* ou *caractère* ne seraient pas plus justes, et donc plus élégants. (Druon, 1999 : 76)

b) Différenciation de termes apparentés

Dans cette recherche du mot juste, les remarqueurs différencient souvent des termes apparentés de forme et/ou de sens :

Temperature, Temperament.

Ces deux mots ont deux usages bien différents, il ne les faut pas confondre. *Temperature* se dit de l'air, et *temperament* des personnes. *Il faut que le Medecin sçache le temperament du malade, c'est à dire la complexion du malade ; Car je ne parle pas de temperament en un autre sens pour adoucissement.* Toutefois M. de Malherbe use de *temperature* pour *temperament*. *M. le Cardinal de Lorraine, dit-il, fut d'une temperature, où il n'y avoit rien à desirer.* Je l'ay veu aussi employé tout de mesme dans Amyot. Mais c'est, qu'il se disoit autrefois, et il ne se dit plus. (Vaugelas, 1647 : 74)

VACATIONS, VACANCES.

Vacations se dit pour le Palais, *vacances* pour le Collège. *Les Avocats étudient durant les vacations ; les Ecoliers perdent le tems durant les vacances.* M. Pelisson dit pourtant : *Pendant que nous étions au Collège mon frère et moi, on nous permettoit d'aler passer tout le tems des vacations à la campagne.* Mais il y a bien de l'apparence que M. Pelisson avoit oublié le Collège, et les termes du Collège, quand il se mit à écrire l'Histoire de l'Académie Française. (Bouhours, 1692 : 131)

Selon Maurice Rat, « le juste emploi des mots dans la seule propriété de leur sens contribue à la clarté de la langue. [...] *Suranné* n'est pas l'équivalent de *désuet*, ni *constatation* de *constat*, ni *constance* de *patience* » (Rat, 1965 : 604). Il énumère plusieurs « faux frères » : *acceptation* et *acception*, *agonir* et *agoniser*, *conjecture* et *conjoncture*, *imposer* et *en imposer*, *rabattre* et *rebattre*, *recouvrer* et *recouvrir*, *somptuaire* et *somptueux*, *suggestion* et *sujétion*, *de suite* et *tout de suite*. Les mêmes termes sont discutés par différents chroniqueurs ; Cerquiglini (2008) écrivant plus de quarante ans après Rat, reprend, par exemple, la discussion du sens d'*acception* :

Acception.

Ne craignons pas d'être un peu puriste ; à bon escient du moins.

Je n'aime pas que l'on confonde l'*acceptation* et l'*acception*. [...] (Cerquiglini, 2008 : 21)

3.2.3. Pureté vs purisme

Il est important ici de faire une distinction nette entre la promotion d'un langage pur et une attitude puriste¹⁵. Selon Olivia Walsh (2012 : 4), le purisme est caractérisé par les éléments suivants :

- Seule une forme de la langue est correcte ou même « parfaite » (en général la langue standard)
- Cette langue est pure et, par conséquent, toute modification représente une contamination ou une corruption
- Il est essentiel de protéger la langue contre toute contamination et de la préserver dans son état actuel (ou, si la langue commence déjà à être corrompue, il faut éliminer les éléments corrompus)

Il me semble que les remarqueurs et les chroniqueurs ne constituent pas un groupe homogène de ce point de vue. Tous les remarqueurs s'intéressent à décrire l'usage actuel du français qu'ils distinguent souvent de celui des « anciens écrivains ». À mon avis, Vaugelas n'adopte pas une position puriste, car il admet que la langue se modifiera dans une période de 25 ou 30 ans, même si les principes qui guident le bon usage perdureront. Environ un cinquième de ses remarques traitent de la variation diachronique et de l'établissement de l'usage actuel. Au début du siècle suivant, les Académiciens font des observations sur les remarques de Vaugelas dont le but est souvent de les mettre à jour (Académie française, 1704).

L'attitude des remarqueurs envers les néologismes est également nuancée. Il se trouve qu'ils censurent les néologismes :

Invectiver.

*Invectiver, pour faire des invectives, n'est pas du bel usage, et il n'est pas permis de faire des verbes à sa fantaisie, tirez et formez des substantifs. Beaucoup de gens neantmoins se donnent cette autorité ; mais il n'y a que les verbes, que l'Usage a reçeus, dont on se puisse servir, sans qu'il y ayt en cela ny reigle, ny raison. Par exemple on dit, *affectionner, se passionner, d'affection* et de *passion*, et plusieurs autres semblables, et neantmoins si l'on veut bien parler, on ne dira pas *ambitionner, occasionner, d'ambition*, et d'*occasion*, non plus que *pretexter, pour prendre pretexte*, et *se medeciner pour prendre medecine*. Je sçay bien qu'ils sont en la bouche de la pluspart du monde ; mais non pas dans les escrits des bons Autheurs. (Vaugelas, 1647 : 119-120)*

15. Le sens de ces deux termes s'est évidemment modifié au cours des siècles. Sur l'histoire de ces notions dans le domaine roman, voir Ludwig et Schwarze (2006), qui montrent comment le concept de purisme en France a progressivement acquis des connotations négatives. Il me semble que l'usage du verbe « affecter » et de l'expression adverbiale « trop scrupuleusement » dans la définition du « puriste » dans la première édition du dictionnaire de l'Académie française de 1694 (« On appelle ainsi un homme qui affecte la pureté du langage, et qui s'y attache trop scrupuleusement ») implique déjà que le purisme se caractérise par l'excès.

Il faut noter toutefois que les mots nouveaux peuvent aussi être acceptés s'ils sont établis :

Intrigue.

La plupart font ce mot féminin, je dis *la plupart*, parce qu'il y en a qui le font de l'autre genre ; il faut dire *intrigue*, avec un *g*, et non pas *intrique*, avec un *q*, comme force gens le disent et l'écrivent. C'est un nouveau mot pris de l'italien, qui neantmoins est fort bon, et fort en usage. (Vaugelas, 1647 : 126)

INACTION.

Inaction est un terme nouveau, mais qui est fort bon et fort en usage. « Le travail d'une promenade, parce qu'il est utile à la santé, plaist davantage que l'*inaction*. » (Andry de Boisregard, 1692 : 259-260)

Quant aux chroniqueurs, ils se montrent plus ou moins puristes¹⁶. Abel Hermant fait preuve d'un purisme extrême :

ATTIRANCE est « une horrible préciosité ». (Abel Hermant, cité par Cellard, 1983 : 658).

Pourquoi pas, tant que vous y êtes, le difforme verbe INTENSIFIER ? *Intensif* est un terme soit de scolastique, soit d'agriculture ; dans la conversation où il s'est abusivement glissé, c'est un terme à la fois impropre et puant de pédanterie. (Abel Hermant, cité par Cellard, 1983 : 658)

Une chronique de Maurice Rat de décembre 1965 censure également certains néologismes :

On peut aussi enfouir au « musée des horreurs » des néologismes aussi monstrueux qu'*alluré* (qui a de l'allure), *arbragé* (planté d'arbres), *attenté* (qui a été victime d'un attentat), *conversationniste* (brillant dans la conversation), *minoré* (dont on a diminué l'importance), *moratorié* (bénéficiaire d'un moratoire), *relationné* (qui a de hautes relations), *urgencer* (hâter). (Rat, 1965 : 603)

Le linguiste Marcel Cohen (1950), d'autre part, est beaucoup plus ouvert au changement linguistique. Discutant du néologisme *solutionner* pour *résoudre*, il commente :

Et la vérité, ici, c'est que les prétendus monstres sont en réalité des produits naturels et légitimes, qu'ils ne sont pas des fantaisies individuelles plus ou moins coupables, mais qu'ils se rangent dans des séries et des systèmes [...]. (Cohen, 1950 : 9)

16. Selon Gadet (1999 : 639), au XX^e siècle, « [l]es offensives puristes connaissent des moments plus vigoureux : le tournant du siècle (bataille de l'orthographe, sur fond de confrontation entre tenants de deux types de société) ; les années 30 (crise économique internationale, danger de guerre) ; les années 60 (constat de persistance de l'échec scolaire, affaiblissement du rôle international de la France) ».

Cellard (1983 : 662) observe que les chroniqueurs sont préoccupés par les changements d'usage¹⁷. Il conclut : « Il existe donc bien un “champ” de la chronique du langage : c'est celui des tensions entre la norme et l'usage montant » (Cellard, 1983 : 663).

Georgin (1965 : 6) note qu'on a tendance à abuser du mot puriste. Il exprime toutefois lui-même une position puriste quand il prétend qu'

On ne saurait nier, en effet, que la langue française d'aujourd'hui, sauf chez quelques grands prosateurs, a perdu, par comparaison avec celle du XIX^e siècle et même du début du XX^e, de sa pureté et de sa propriété et que les règles de la grammaire traditionnelle y sont souvent violées. (Georgin, 1965 : 5).

Druon parle même du rôle que peut jouer le chroniqueur en arrêtant l'établissement des néologismes :

Je suis parfaitement reconnaissant à ceux de mes lecteurs qui veulent bien me signaler, *dès qu'ils apparaissent*, les néologismes fâcheux, inutiles, choquants ou absurdes. Pour leur barrer le chemin, il faut non seulement être attentif à les relever, mais rapide à les dénoncer. Car sinon, en six mois ils s'installent, et après deux ans on nous fera valoir qu'ils sont dans l'usage. (Druon, 1999 : 127)

3.3. Netteté

Vaugelas (1647 : 577-585) énumère et exemplifie également les fautes contre la netteté : la « mauvaise situation des mots », la « mauvaise structure » (dans ces cas « il y a toujours quelque chose à ajouter, ou à diminuer, ou à changer non pas simplement pour le lieu, mais pour les mots »), les syntagmes coordonnés mal construits, la séparation de deux membres d'une période par une autre période qui fonctionne comme une parenthèse entre eux, et les périodes trop longues. Il faut avant tout éviter les constructions équivoques.

Selon André Thérive (1929 : préface) : « Le principal péril que nous courions aujourd'hui, c'est de ne pas écrire assez clair, assez simple ». La clarté du français – ou plutôt le mythe de la clarté du français¹⁸ – est examinée par plusieurs chroniqueurs, parmi lesquels figurent Albert Dauzat (1952) et Maurice Rat (1965). Après avoir considéré les raisons pour lesquelles le français est plus clair que d'autres langues, Dauzat conclut :

17. Christoph Schwarze (1977 : 31) considère que le changement du titre de la rubrique dans *Le Monde* à partir de 1972 de « La défense de la langue française » à « La vie de langage » est symbolique de l'adoption d'une attitude moins normative.

18. Voir, par exemple, le chapitre de Lodge intitulé « French is a Logical Language » dans Bauer et Trudgill (1998 : 23-31).

La clarté du français impose des devoirs à ceux qui le parlent, plus encore à ceux qui l'écrivent : respecter la propriété des termes et surtout respecter la syntaxe, cette architecture de la langue, dont tous les éléments sont solidaires, et qu'on ne saurait disloquer sans porter atteinte à l'édifice. (Dauzat, 1952 : 7)

Maurice Rat prétend que ce qu'il appelle « une syntaxe de plus en plus lâche, qui tend à substituer dans la langue écrite les approximations ou les pataquès de la langue parlée » (Rat, 1965 : 605), constitue l'une des plus grandes menaces à la clarté du français. Dans une chronique intitulée « Des maladies actuelles du langage » publiée en novembre 1967 dans la *Défense de la langue française*, il ajoute que « [l]a syntaxe [...] est ébranlée de telle sorte que l'équivoque n'a jamais autant nui à une langue qui fut longtemps claire » (Rat, 1967 : 4).

Dans la pratique, les exemples de constructions équivoques ou ceux qui concernent l'ordre des mots sont relativement rares dans les chroniques. Maurice Grevisse (1964) dans sa chronique intitulée « Séparer la préposition de son régime ? », qui cite l'opinion de Vaugelas, note qu'il existe quelques exemples littéraires de cette séparation, mais qu'il n'en reste pas moins que :

l'usage normal et ordinaire est de ne pas séparer la préposition de son régime et qu'à vouloir imiter des exemples tels que ceux qui viennent d'être cités, nous manquerions généralement de bonnes occasions d'être naturels et d'écrire avec simplicité [...]. (Grevisse, 1964 : 354-355)

En général, pourtant, les chroniqueurs préfèrent traiter des questions syntaxiques telles que l'accord du verbe avec des mots collectifs ou le choix de mode après certains verbes et prépositions¹⁹.

4. Conclusion

Il est évident qu'il ne faut pas exagérer les parallélismes entre les remarqueurs et les chroniqueurs. Ni les remarqueurs ni les chroniqueurs ne forment un groupe entièrement homogène et ils peuvent se montrer plus ou moins puristes, plus ou moins prescriptifs, etc. De plus, il existe des différences importantes entre les remarqueurs et les chroniqueurs, puisque leurs ouvrages linguistiques reflètent le contexte socioculturel dans lequel ils furent publiés²⁰. Nous avons toutefois observé que plusieurs éléments clés de l'idéologie des remarqueurs subsistent dans la presse écrite française des XX^e et XXI^e siècles, notamment la promotion du bon usage et de la valeur de la pureté et de la netteté de langage.

19. Le fait qu'il y ait relativement peu de chroniques dédiées aux problèmes concernant l'ordre des mots ou l'anaphore suggère peut-être que les références fréquentes à la clarté du français font partie d'une stratégie rhétorique ou discursive.

20. Il existe peut-être également des différences entre leur influence respective. Si les remarqueurs ont exercé une influence à la fois sur les auteurs contemporains et sur la tradition grammaticale ultérieure (voir Ayres-Bennett et Seiji-do, 2011 : 253-268), il est plus difficile d'identifier des résultats tangibles de l'influence des chroniqueurs. Comme nous l'avons remarqué, il est frappant d'observer dans quelle mesure les mêmes questions sont traitées par les générations successives de chroniqueurs.

Références

- Académie française (1694), *Le Dictionnaire de l'Académie française*, 1^{re} éd., 2 tomes, Paris, La Veuve de J. B. Coignard et J. B. Coignard.
- Académie française (1704), *Observations de l'Académie française sur les Remarques de M. de Vaugelas*, Paris, J. B. Coignard.
- Alemand, Louis-Augustin (1688), *Nouvelles Observations, ou Guerre civile des François, sur la langue*, Paris, J.-B. Langlois.
- Andry de Boisregard, Nicolas (1692), *Réflexions, ou Remarques critiques sur l'usage present de la langue française*, 2^e éd., Paris, L. d'Houry. [1^{re} éd., 1689]
- Andry de Boisregard, Nicolas (1693), *Suite des Réflexions critiques sur l'usage present de la langue française*, Paris, L. d'Houry.
- Ayres-Bennett, Wendy (1987), *Vaugelas and the Development of the French Language*, Londres, Modern Humanities Research Association.
- Ayres-Bennett, Wendy (dir.) (2011), *Corpus des remarques sur la langue française (XVII^e siècle)*, Paris, Classiques Garnier Numérique.
- Ayres-Bennett, Wendy (à paraître), « Codification and Prescription in Linguistic Standardisation : Myths and Models », dans Francesc Feliu (dir.), *Constructing Languages : Norms, Myths and Emotions*, Amsterdam, John Benjamins.
- Ayres-Bennett, Wendy et Magali Sejjido (2011), *Remarques et observations sur la langue française : histoire et évolution d'un genre*, Paris, Classiques Garnier.
- Bauer, Laurie et Peter Trudgill (dir.) (1998), *Language Myths*, Londres, Penguin.
- Bladuche-Delage, Alain (2003), *Ici ? ou là ? Les traîtres mots*, Paris, Éditions Mots & Cie et la Croix.
- Bochnakowa, Anna (2005), *Le bon français de la fin du XX^e siècle : chroniques du « Figaro » 1996-2000*, Cracovie, Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego.
- Bochnakowa, Anna (2013), « Chroniques de langage dans *Le Figaro* (1996-2000) », dans Wendy Ayres-Bennett et Magali Sejjido (dir.), *Bon usage et variation sociolinguistique : perspectives diachroniques et traditions nationales*, Lyon, ENS Éditions, p. 171-177.
- Bouhours, Dominique (1692), *Remarques nouvelles sur la langue française*, 3^e éd., Paris, G. et L. Josse. [1^{re} éd., 1675]
- Bouhours, Dominique (1693), *Suite des Remarques nouvelles sur la langue française*, Paris, G. et L. Josse. [1^{re} éd., 1692]

- Buffet, Marguerite (1668), *Nouvelles Observations sur la langue françoise, où il est traité des termes anciens et inusitez, et du bel usage des mots nouveaux. Avec les éloges des illustres sçavantes, tant anciennes que modernes*, Paris, J. Cusson.
- Camus, Paul (1966), « Un état fort peut imposer une discipline du langage », *Défense de la langue française*, n° 32 (avril 1966), p. 3-6.
- Caron, Philippe (dir.) (2004), *Les remarqueurs sur la langue française du XVI^e siècle à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Cellard, Jacques (1979), *La vie du langage : chroniques 1971-1975* « *Le Monde* », Paris, Le Robert.
- Cellard, Jacques (1983), « Les chroniques de langage », dans Édith Bédard et Jacques Maurais (dir.), *La norme linguistique*, Québec/Paris, Conseil de la langue française/Le Robert, p. 651-666.
- Cerquiglini, Bernard (2008), *Merci professeur ! Chroniques savoureuses sur la langue française*, Paris, Bayard.
- Cerquiglini, Bernard (2012), *Petites chroniques du français comme on l'aime !*, Paris, Larousse.
- Chiflet, Laurent (1659), *Essay d'une parfaite Grammaire de la langue françoise Ou le Lecteur trouvera, en bel ordre, tout ce qui est de plus necessaire, de plus curieux, et de plus elegant, en la Pureté, en l'Orthographe, et en la Prononciation de cette Langue*, Anvers, J. van Meurs.
- Cohen, Marcel (1950), *Regards sur la langue française*, Paris, Sedes.
- Dauzat, Albert (1952), « Pourquoi le français est-il une langue claire ? », *Le Monde*, 6 août 1952, p. 7.
- Druon, Maurice (1999), *Le « Bon Français »*, Monaco, Éditions du Rocher.
- Duneton, Claude (2004), *Au plaisir des mots*, Paris, Éditions Balland.
- Gadet, Françoise (1999), « La langue française au XX^e siècle. 1. L'émergence de l'oral », dans Jacques Chaurand (dir.), *Nouvelle histoire de la langue française*, Paris, Seuil, p. 583-671.
- Georgin, René (1965), « Qu'est-ce qu'une chronique de grammaire ? », *Défense de la langue française*, n° 30 (décembre 1965), p. 4-9.
- Grevisse, Maurice (1961-1964), *Problèmes de langage*, 3 vol., Paris, Presses universitaires de France.
- Haezebrouck, Claude (1988), « L'insécurité linguistique des Français à travers le courrier des lecteurs de *La Croix* (1952-1982), *Recherches sur le français parlé*, n° 9, p. 39-52.
- Hermant, Abel (1936), *Chroniques de Lancelot du « Temps »*, Paris, Larousse.
- Hermant, Abel (1938), *Chroniques de Lancelot du « Temps »*, tome II, Paris, Larousse.
- Ludwig, Ralph et Sabine Schwarze (2006), « Die Vorstellung sprachlicher "Reinheit" in der Romania : von der stilistischen Pragmatik zur Symbolik einer nationalen und supranationalen Kultur », dans Sabine Schwarze et Edeltraud Werner (dir.), *Identitätsbewahrung und Identitätsbegründung durch Sprache. Aktuelle Beiträge zum frankophonen Raum*, Hamburg, Verlag Dr. Kovač, p. 3-33.

- Ménage, Gilles (1675), *Observations de Monsieur Ménage sur la langue françoise*, 2^e éd., Paris, C. Barbin. [1^{re} éd., 1672]
- Ménage, Gilles (1676), *Observations de Monsieur Ménage sur la langue françoise. Seconde partie*, Paris, C. Barbin.
- Muller, Charles (2004), « Les années cinquante : l'âge d'or des remarqueurs », dans Philippe Caron (dir.), *Les remarqueurs sur la langue française du XVI^e siècle à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 243-250.
- Osthus, Dietmar (2005), « Laienlinguistik und Sprachchroniken : Französisch und Okzitanisch », dans Gerhard Ernst, Martin-Dietrich Gleßgen, Christian Schmitt et Wolfgang Schweickard (dir.), *Romanische Sprachgeschichte/Histoire linguistique de la Romania : manuel international d'histoire linguistique de la Romania*, vol. 2, Berlin/New York, Walter de Gruyter, p. 1533-1546.
- Quemada, Bernard (1970), *Bibliographie des chroniques de langage publiées dans la presse française 1 : 1950-1965*, Paris, Didier.
- Quemada, Bernard (1972), *Bibliographie des chroniques de langage publiées dans la presse française 2 : 1966-1970*, Paris, Didier.
- Rat, Maurice (1965), « Clarté française », *La revue des deux mondes*, 15 décembre 1965, p. 602-605.
- Rat, Maurice (1967), « Des maladies actuelles du langage », *Défense de la langue française*, n° 40 (novembre 1967), p. 3-4.
- Remysen, Wim (2011), « L'application du modèle de l'Imaginaire linguistique à des corpus écrits : le cas des chroniques de langage dans la presse québécoise », *Langage et société*, n° 135, p. 47-65.
- Remysen, Wim (2012), « Les représentations identitaires dans le discours normatif des chroniqueurs de langage canadiens-français depuis le milieu du XIX^e siècle », *Journal of French Language Studies*, n° 22, p. 419-445.
- Remysen, Wim (2013), « Comment définir le bon usage au Canada français ? Le point de vue des chroniqueurs de langage », dans Wendy Ayres-Bennett et Magali Sejjido (dir.), *Bon usage et variation sociolinguistique : perspectives diachroniques et traditions nationales*, Lyon, ENS Éditions, p. 179-193.
- Rey, Alain et Daniel Maja (2009), *À bas le génie ! Et autres chroniques décalées*, Paris, Fayard.
- Schwarze, Christoph (1977), *Sprachschwierigkeiten, Sprachpflege, Sprachbewusstsein : das Phänomen der « Chroniques de langage »*, Konstanz, Universität Konstanz.
- Tallemant, Paul (1698), *Remarques et décisions de l'Académie françoise*, Paris, J.-B. Coignard.
- Thérive, André (1929), *Querelles de langage*, [vol. 1], Paris, Librairie Stock, Delamain et Boutelleau.
- Vaugelas, Claude Favre de (1647), *Remarques sur la langue française utiles à ceux qui veulent bien parler et bien écrire*, Paris, Veuve J. Camusat et P. le Petit.

Walsh, Olivia (2012), *Linguistic Purism in France and Quebec*, thèse de doctorat, Cambridge, Université de Cambridge.

Wepy (ou Wapy), Jean de (1634), *Les Remarques sur la langue françoise pour parler à la mode et selon l'air du temps*, Mousson, Philippe Vincent.



TITRE: *EL DIARIO ESPAÑOL* Y EL DEBATE SOBRE LA ENSEÑANZA DEL CASTELLANO EN LA ARGENTINA (1927-1928)

AUTEUR(S): ESTEBAN LIDGETT, UNIVERSIDAD DE BUENOS AIRES-CONICET

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 69-86

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/7991](http://hdl.handle.net/11143/7991)

DOI: 10.17118/11143/7991

***El Diario Español* y el debate sobre la enseñanza del castellano en la Argentina (1927-1928)**

Esteban Lidgett, Universidad de Buenos Aires-CONICET
elidgett@conicet.gov.ar

Resumen: Hacia 1927, *El Diario Español* publica una serie de entrevistas a distintas personalidades del ámbito intelectual y educativo argentino (entre los que se cuentan a Arturo Costa Álvarez, Eleuterio Tiscornia, Enrique García Velloso, José María Monner Sans y Juan Bautista Selva) sobre la enseñanza de la lengua en la Argentina y su vínculo con la Real Academia Española. En este trabajo proponemos examinar este suceso como parte de los debates ideológicos lingüísticos en los que se enfrentan distintas posiciones en torno a la necesidad de constituir una cultura “homogéneamente monoglósica” (Blommaert y Verschueren, 1998). Sostenemos, por lo tanto, que esta discusión que se desarrolla en el ámbito de un periódico de la colectividad española y que enfrenta a un conjunto de intelectuales, políticos y educadores pone de manifiesto un aspecto central del diálogo cultural entre España y Argentina: la cuestión del idioma.

Palabras clave: gramática escolar; ideologías lingüísticas; lengua nacional

Abstract: By 1927, *El Diario Español* published a series of interviews with various personalities of the Argentine intellectual and educational fields (among whom were counted Costa Arturo Alvarez, Eleuterio Tiscornia, Enrique García Velloso, José María Monner Sans and Juan Bautista Forest) about Spanish teaching in Argentina and its link with the Real Academia Española. We propose to consider this event as part of the ideological-linguistic debate in which different positions on the need to establish a “homogeneously monoglossic” culture are confronted (Blommaert and Verschueren, 1998). We hold, therefore, that this discussion, which took place in the context of a Spanish community newspaper, and confronted a group of intellectuals, politicians and educators, reveals a central issue of the cultural dialogue between Spain and Argentina: the language question.

Keywords: school grammar; language ideologies; national language

1. Introducción

Durante las últimas décadas del siglo XIX y las primeras del XX, la Argentina experimenta, como consecuencia del proceso de formación y modernización del Estado nacional, un conflicto en torno a la definición de una identidad cultural sustentada en la lengua (Alfón, 2011; Toscano y García, 2011; Glozman y Lauría, 2012). Se trata de una serie de debates que se manifiestan también en otros espacios del universo hispanohablante, como consecuencia de los procesos de emancipación del siglo XIX, y que una parte de la crítica ha decidido calificar como *debates ideológicos-lingüísticos* (Ludwig, 1995; del Valle y Stheeman, 2002; Ennis, 2008). Dicha calificación es deudora de una conceptualización acerca de los vínculos entre lingüística e ideología, inicialmente propuesta por Woolard y Schieffelin (1994) y Woolard (1998) y continuada más tarde por Blommaert (1999) y Kroskrity (2000), que propone investigar los discursos sobre la lengua con especial énfasis en la influencia que estos ejercen sobre aquella.

En esta línea, se define a los debates como ideológicos en tanto se los considera como factores extra lingüísticos que ponen de relieve distintas formas de representación acerca de la lengua y su inscripción en una cultura nacional y que cumplen un papel mediador entre las representaciones sociales y los modos de hablar. En ese sentido, también se los considera lingüísticos, no solo porque se articulan alrededor de una idea de lengua nacional considerada como objeto central para la definición de la identidad cultural, sino también porque en virtud de su intervención sobre los modos de hablar pueden constituirse en agentes del cambio lingüístico. Estos debates se presentan de diversas formas y reconocen diferentes agentes que van desde el ámbito político institucional y académico hasta los intelectuales y la prensa.

En el caso particular de la Argentina, la prensa de las colectividades españolas, si bien ha sido poco explorada por la crítica, representa un espacio institucional de relevancia a la hora de identificar los distintos agentes implicados en el debate sobre la lengua. En ese sentido, como sostiene García Sebastiani (2004: 527), “la prensa de los emigrantes españoles asentados en Buenos Aires constituye uno de los espacios privilegiados para analizar los lugares de encuentro, de intercambio, de transferencia de ideas y de ensayos políticos que se estaban produciendo en su país de origen”.

A comienzos del siglo XX, *El Diario Español*, principal órgano de prensa de la comunidad ibérica, ocupaba un lugar destacado dentro del público porteño. Entre los diferentes tópicos que atravesaron sus páginas, la cuestión de la lengua no se mantuvo ausente. En efecto, entre diciembre de 1927 y enero de 1928, *El Diario Español* se hace eco de una polémica en torno al lugar que debía ocupar la *Gramática* de la Real Academia Española (RAE) en la enseñanza del idioma en la Argentina. El periódico de la colectividad española publica una serie de entrevistas y editoriales en los que participan, además del ministro de instrucción pública de la Nación, distintas personalidades del mundo intelectual ligadas al ámbito de la filología, las letras y la educación. La polémica pone de manifiesto no sólo la relevancia que por entonces asumía la cuestión de la lengua en el ámbito público local,

sino también la posición que asume *El Diario Español* en los debates sobre la lengua nacional como instrumento de difusión de imágenes y representaciones sobre la identidad nacional en general y el idioma en particular.

El corpus está constituido por cinco notas editoriales y seis entrevistas a distintas personalidades del ámbito lingüístico, todas publicadas en *El Diario Español* entre el 18 de diciembre de 1927 y el 8 de enero de 1928. El propósito de este trabajo es examinar en este corpus las distintas posiciones en juego acerca del rol de la Real Academia Española (RAE) en la educación local; y, en términos más amplios, los supuestos que se ponen de manifiesto con relación a la definición de la lengua nacional. Dichas posiciones y supuestos, si bien se esgrimen en torno a una problemática específica, permitirán analizar la constitución de *El Diario Español* como un agente que participa de manera activa en el debate ideológico-lingüístico, asumiendo una postura que promueve la creación de una Academia correspondiente en Argentina. Esta postura puede ser analizada a partir de una operación discursiva que tiende a definir un modelo de identidad nacional sustentado en una cultura monoglosica.

2. Los debates ideológico-lingüísticos: una aproximación teórica

Los debates ideológico-lingüísticos en el mundo hispanohablante reconocen una diversidad de tópicos conforme el momento histórico y la región específica en la que se los analice. Si la expansión colonial española había conseguido establecer una hispanofonía (Ludwig, 1995) sustentada en una supracultura hegemónica, las distintas naciones emergentes americanas no tardarán en poner en confrontación aquella supracultura con sus identidades nacionales emergentes. Como señala Ennis (2008) siguiendo a Ludwig (1995), un interrogante fundamental para comprender en términos generales la cuestión de la lengua en las nuevas naciones americanas es el siguiente:

[...] si España percibe la lengua como símbolo de una cultura nacional, fundada a su vez en un canon literario, y a la vez eleva ésta en el proceso de expansión colonial al rango de una “supracultura”, ¿qué espacio de acción queda a las nuevas naciones, a las colonias independizadas, para la construcción de la propia identidad y así para el diseño de los símbolos culturales necesarios para ello? (Ennis, 2008: 14)

El punto de partida de la cuestión de la lengua es, entonces, el conflicto que se desarrolla en el siglo XIX, momento en cual las naciones latinoamericanas deben constituir su propia identidad cultural y, al mismo tiempo, España sufre una fuerte crisis identitaria motivada por la pérdida de las colonias. En ese contexto surge el “hispanismo”, que encuentra su materialización más palpable en la organización de diferentes congresos, simposios y publicaciones, así como en la creación de las diversas Academias correspondientes de la lengua ya avanzado el siglo XIX¹.

1. A partir de los años 70 del siglo XIX comienzan a crearse academias de la lengua en distintos países de Hispanoamérica. Se trata de organismos oficiales que comenzaron a funcionar progresivamente durante el siglo XIX en países como

Según del Valle y Stheeman (2002), el hispanismo se basa en el supuesto de que existen una cultura, un estilo de vida, una tradición y unos valores única y característicamente españoles; de modo que, para esta concepción, como postula Ennis (2008: 21), la cultura hispanoamericana “no sería nada más que la misma cultura española transplantada al nuevo mundo”.

Así planteada, la cuestión de la lengua parece subsumirse en una contradicción de identidades nacionales entre España y sus excolonias. No obstante, los debates ideológico-lingüísticos que se desarrollan en la hispanofonía, si bien de alguna manera encuentran su origen en la cuestión nacional, distan mucho de ser meramente un enfrentamiento entre intereses nacionales independentistas y colonialistas. La complejidad de estos debates está dada, precisamente, por la variedad de los agentes que se constituyen como sujetos en ellos.

En ese sentido, como señalan del Valle y Stheeman (2002), los diversos proyectos de construcción de comunidades llevados a cabo en el mundo hispánico en los últimos dos siglos se caracterizan por estar fundados sobre un mismo sustento ideológico-lingüístico: el de la cultura monoglósica (del Valle y Stheeman, 2002: 193). La cultura de la monoglosia es definida como un conjunto relativamente abstracto de creencias acerca de conceptos generales como lengua, habla, comunidad lingüística y lectoescritura (del Valle y Stheeman, 2002: 10). Esta cultura de la monoglosia se caracteriza sobre todo por dos principios fundamentales: el principio de *focalización* y el principio de *convergencia*. Según el primero, hablar una lengua exige el conocimiento de una gramática, entendida como un sistema invariable y preciso, mientras que todo lo que diverge de este sistema, o que está sometido a un alto grado de variación es objeto de estigmatización. El segundo (el principio de convergencia) designa la concepción según la cual toda comunidad tiende a volverse progresivamente homogénea, eliminando de su seno las anomalías estigmatizadas.

En esta línea, la idea de cultura monoglósica es sustancial para comprender el desarrollo de los debates ideológicos-lingüísticos sobre todo hacia fines del siglo XIX y principios del XX. En particular, consideramos que constituye un marco de referencia ineludible para analizar el contexto en el que se lleva a cabo la intervención de *El Diario Español* en la polémica acerca del rol de la RAE en la enseñanza del idioma.

Colombia, Ecuador, México, El Salvador, Venezuela, Chile, Perú y Guatemala. El vínculo entre estas Academias y la RAE se realizaba a través de la designación de miembros correspondientes en los distintos países. En la Argentina, la cuestión de la creación de una Academia correspondiente hacia la década del 70 provocó reacciones adversas entre los posibles miembros locales. Mientras Bartolomé Mitre, Vicente Fidel López, Ángel Justiniano Carranza, Luis Domínguez, Carlos Guido Spano, Vicente Quesada, Pastor Obligado, Ernesto Quesada y Carlos María Ocantos aceptaron su designación como correspondientes, Juan María Gutiérrez se opuso y envió su rechazo a tal designación en diciembre de 1875. Más tarde, en 1910, tras la visita de la Infanta Isabel en el marco de la celebración por el primer Centenario, se funda en Buenos Aires la Academia Argentina de la Lengua, correspondiente de la RAE, bajo la dirección de Vicente Quesada. Sin embargo, esta asociación fue diluyéndose en los años sucesivos y no logró establecer vínculos con el resto de las academias de Hispanoamérica. Será recién en 1931 cuando se funde la Academia Argentina de Letras por decreto oficial.

3. El Diario Español como agente en el debate sobre la lengua en la Argentina: la controversia sobre la RAE

Durante las primeras décadas del siglo XX se incrementó de manera notable el intercambio cultural entre España y Argentina. En ese sentido, la prensa de los emigrantes españoles en Argentina constituye un interesante ámbito para analizar el desarrollo del intercambio cultural entre ambos países.

El Diario Español, un importante órgano de difusión de esta comunidad, inició su tirada en 1905, bajo la dirección de Justo López de Gomara (1859-1923). Su antecedente inmediato puede hallarse en *El Correo Español*, publicación que se mantuvo desde 1872 hasta 1905 y que fue dirigida por el mismo López de Gomara entre 1880 y 1890. La colectividad española contaba hacia la segunda mitad del siglo XIX con algunas publicaciones importantes. El primer periódico de la comunidad se edita en 1852, cuando el madrileño Benito Hortelano (1819-1871), radicado en Buenos Aires desde 1850, funda *El Español*. También durante ese año aparece la *Revista Española*, destinada a la publicación de avisos concernientes a los inmigrantes ibéricos. Por su parte, en 1881 se publica el primer número de *La Nación Española*; ya entrado el siglo XX, aparecerán también en el país periódicos representantes de las distintas facciones de la política peninsular en el contexto de la Guerra Civil, como fueron *La Falange Española* o *España Republicana*.

En general, el rol fundamental de la prensa comunitaria consistió en otorgarle mayor injerencia en la opinión pública a determinados escritores, publicistas y emprendedores periodísticos extranjeros con el objetivo de que pudieran constituirse como interlocutores de la élite gobernante. En ese sentido, como señala García Sebastiani (2004: 527), *El Diario Español* se constituyó como un importante órgano de expresión pública y permitió “construir imágenes, identidades, representaciones de la colectividad emigrante española por encima de sus diferencias sociales, étnicas y políticas, constituyéndose como la voz de la colonia y forjador de opiniones concretas”.

Entre diciembre de 1927 y enero de 1928, *El Diario Español* publica una serie de artículos referidos a la enseñanza del idioma en la Argentina. Los artículos, que incluyen editoriales de los responsables del diario y entrevistas a distintas personalidades del ámbito educativo e intelectual argentino, se escriben en respuesta a una controversia presuntamente ocurrida entre las autoridades de la RAE y el ministro de instrucción pública argentino, Antonio Sagarna, motivada por la aparente exclusión de la *Gramática* académica de los programas escolares. Este corpus, compuesto por cinco notas editoriales y seis entrevistas, constituye un singular testimonio del estado de situación del debate sobre la lengua hacia fines de la década del 20, pocos años antes de la fundación de la Academia Argentina de Letras en 1931. Al mismo tiempo, estos textos permiten observar de qué modo ingresa ese debate, no ya en el interior de la comunidad intelectual, académica y científica, sino en un medio de prensa destinado sobre todo a la comunidad española, pero también al público general.

La controversia se inicia cuando, el 17 de diciembre de 1927, el diario argentino *La Prensa* registra en una nota, que envía como telegrama al periódico *El Sol* de Madrid, que el Ministerio de Instrucción Pública ha excluido a la *Gramática* académica como texto de referencia para los cursos de lengua en los colegios nacionales. Al día siguiente, *El Sol* se hace eco de esta información y publica un editorial con el título “La Academia Española en la Argentina”, en el que critica la supuesta medida adoptada por el gobierno argentino. El 18 de diciembre del mismo año, *El Diario Español* publica una nota titulada “Defensa de la gramática de la Academia española por un diario madrileño”, en la que se limita a citar una parte del artículo de *El Sol* en la que se elogia la labor académica y se censura la actitud del ministro: “En el aspecto técnico del idioma – aspecto que desdeña el ministro argentino – es indiscutible la eficacia de la Academia Española”.

Tras la repercusión pública de este acontecimiento, *El Diario Español* emprende una serie de entrevistas en las que participan funcionarios, escritores y profesores del ámbito local (entre los que se cuenta a Antonio Sagarna [1874-1949], Arturo Costa Álvarez [1870-1929], Eleuterio Tiscornia [1879-1945], Enrique García Velloso [1880-1938], José María Monner Sans [1896-1987] y Marco Avellaneda [1868-1937]), quienes aportan sus consideraciones sobre la relación entre la Academia Española y la enseñanza del idioma en Argentina.

La primera entrevista a propósito del asunto es al Dr. Sagarna, ministro de instrucción pública del gobierno de Alvear. En la nota, publicada el 22 de diciembre de 1927, Sagarna declara taxativamente que no existía ningún decreto ni resolución ministerial que excluyera al texto académico de los colegios nacionales. El ministro se ocupa de explicar el procedimiento a través del cual la Comisión examinadora de textos, entidad que funcionaba desde la creación del Consejo Nacional de Educación en 1881, evaluaba las obras que se le presentaban. El procedimiento consistía en la conformación de un jurado de personas competentes que debían seleccionar, dentro de las obras que habían sido presentadas a concurso, aquellas que podían considerarse “obras exigibles” y las que debían ser consideradas “obras de consulta”. Las primeras tendrían el carácter de obligatorias en los colegios nacionales; las segundas, optativas.

Sagarna se defiende de las acusaciones que le formulara la prensa madrileña señalando que nadie había remitido la *Gramática* de la RAE para su evaluación en la Comisión, por lo que difícilmente se hubiera podido excluirla o aceptarla. Durante toda la entrevista el ministro se cuida de no formular juicio alguno sobre la Academia Española ni sobre la cuestión del idioma nacional; simplemente deposita toda explicación en el procedimiento burocrático de la Comisión revisora. El mismo día de la entrevista, *El Diario Español* también publica un editorial bajo el título: “Los textos para la enseñanza del castellano en el país”, en el que se ocupa de orientar el eje de la discusión hacia el tema de la lengua nacional en Argentina. El editorialista (que no firma la nota) aclara la supuesta controversia apoyando las palabras de Sagarna y destacando el hispanismo del ministro, cuya cultura – sostiene – ha sido “informada en el más sano españolismo” (*El Diario Español*, 18 de diciembre de 1927).

No obstante, lejos de zanjar la cuestión aquí, la nota intenta abrir el debate e identifica algunos de los tópicos centrales de la cuestión de la lengua, al señalar la importancia de abordar este tipo de problemáticas:

[...] serán pocos todos los esfuerzos que se hagan en ese sentido para atajar, y remediar en lo posible, las graves deficiencias que se notan en el empleo del castellano, mal hablado y peor escrito, como consecuencia de la abigarrada y multiforme inmigración que llega al país y de una deficiente enseñanza del idioma nacional. (*El Diario Español*, 18 de diciembre de 1927)

Resulta destacable que, en esta intervención, el problema de la relación de la Real Academia con el sistema educativo argentino se ve atravesado, más que por la cuestión hispanista o nacionalista, por la necesidad de depurar las deficiencias del idioma local. El problema de la lengua se subsume, en los editoriales del diario y en las opiniones de algunos de los entrevistados, a la cuestión de la depuración de un lenguaje cuya “corrupción” se muestra como consecuencia del aluvión inmigratorio.

En efecto, tras publicarse la entrevista en la que Sagarna sostenía que no había existido voluntad alguna de excluir el texto académico, *El Diario Español* publica una segunda nota editorial en la que destaca la extensa labor del ministro en pos de la conservación de la lengua española:

Son bien conocidos sus amores dilectos para que se haga el más perfeccionado empleo del idioma cervantino afianzando sus dominios lexicográficos en estas tierras argentinas, y así lo prueban importantes resoluciones que en este sentido adoptó y entre las que recordamos la creación de cátedras españolas de lectura y declamación de castellano y el mantenimiento de la prueba escrita en los exámenes del idioma. (*El Diario Español*, 22 de diciembre de 1927)

La controversia, en esta segunda nota editorial, ya no enfrenta al ministro de Instrucción Pública con la Real Academia, sino que el eje del debate pasa a ser la cuestión de la lengua en la Argentina y la necesidad de ceñirse a la autoridad académica como solución al problema de la corrupción lingüística.

En la siguiente entrevista, publicada el 23 de diciembre, José María Monner Sans, abogado y docente de la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad de Buenos Aires, sostiene la necesidad de adoptar la gramática académica como un “código para todos los que hablamos español”. La posición de Monner Sans revela cierta despreocupación por la cuestión de la lengua porque, desde su óptica, al menos en el ámbito intelectual, a diferencia de lo que ocurría en épocas anteriores, ya no existirían voces partidarias de una lengua propia distinta del español peninsular:

[...] los sistemáticos y ciegos ataques a la Academia ya no están de moda [...]. En América cundió el virus porque así se aparentaba despreocupación [...] hasta que la moda nos hizo virar en redondo y, de diez años a esta parte, la mínima porción culta de nuestro país empieza a cuidar sus modos de expresión hablada. En la otra, en la máxima porción barbarizante, se codean el hombre que viste frac y el que gasta blusa: son los cultivadores del lunfardo y de

la jerga al revés que, nacida entre la gente del hampa, se cuele hasta el taller, el periódico, la escuela, la banca, el comercio, el salón mundano, la poesía, etc. (*El Diario Español*, 23 de diciembre de 1927)

Las palabras de José María Monner Sans presentan la cuestión del idioma como un problema que finalmente ha sido desplazado de la *intelligentzia* nacional, luego de las múltiples reacciones que provocó el libro de Abeille a comienzos del siglo XX². Y si bien la cuestión estaba lejos de haberse zanjado hacia los años 20 y 30, el discurso de Monner Sans, en sintonía con la línea editorial del diario, pretende desplazar la temática hacia la cuestión de la corrupción lingüística y la necesidad de la codificación. En ese sentido, como se observa en la cita, el peligro de la corrupción lingüística sigue apareciendo como una amenaza que alcanza a todos los niveles de la sociedad, desde el “hombre que viste frac” hasta “el que gasta blusa”.

Monner Sans finaliza su entrevista haciendo referencia a la modernización de la Academia española y a la necesidad de adoptar su *Gramática* como texto escolar:

No quiero concluir las declaraciones que me pide el Diario Español sin recalcar que don Ramón Menéndez Pidal – salido de las filas del disconformismo – está ahora al frente de la corporación madrileña. Algo parece haberse remozado la que “limpia, fija y da esplendor” [...]. Están allí, por lo menos, hombres de dos generaciones: la reposada, anterior al desastre colonial hispano y algunos representantes de la de 1898. No sería, pues, de buen gusto emprenderla contra la Academia, cuya Gramática, si se lleva al ministerio, habrá de ser lógicamente incorporada a nuestros libros habituales de enseñanza. (*El Diario Español*, 23 de diciembre de 1927)

La referencia a la renovación de la Academia española, que desde 1925 estaba a cargo de Ramón Menéndez Pidal, se presenta como un argumento a favor de la posibilidad y la necesidad de generar una confraternidad del mundo hispano que debía manifestarse en el ámbito de la lengua a partir de una codificación lingüística uniforme.

La siguiente entrevista se publica el 26 de diciembre y es Arturo Costa Álvarez, lingüista autodidacta, traductor y periodista, quien expresa su opinión sobre el tema. Costa Álvarez evita responder directamente a la cuestión de si la GRAE debe o no ser incluida como texto obligatorio. En cambio, se ocupa de hablar de la enseñanza del idioma en los colegios y de polemizar con lo que considera “el criterio de autoridad en la gramática”. Sostiene que “esta gramática doctrinaria nos sume hasta el fondo en los principios dogmáticos y en los métodos formalistas del escolasticismo” y que es en

2. Nos referimos a *Idioma nacional de los argentinos* (1900), donde Lucien Abeille, en línea con el proyecto esbozado por el historicismo romántico decimonónico argentino (v. Oviedo 2005), expone su posición sobre la creación de una codificación lingüística particular e independiente del español peninsular. Sobre la recepción crítica y el rechazo que generó esta publicación entre buena parte de la intelectualidad local existe numerosa bibliografía: Costa Álvarez (1922), Rosenblat (1961), Rubione (1983), Oviedo (2005), Ennis (2008), Alfón (2011), Toscano y García (2011), entre otros.

ese “atraso” donde hay que ver “la causa de su inutilidad y conveniencia”. Frente a esto Costa Álvarez sostiene que:

[...] se impone un cambio de espíritu, de principio y de método; en cuanto a espíritu, no debe ser tradicionalista sino contemporánea, reconociendo que su objeto es mantener la unidad de la lengua en la evolución y no su invariabilidad a través del tiempo; en cuanto a principio, no debe ser preceptista, como un cuerpo de doctrinas o un manual de arte, sino demostrativa, como un catálogo de hechos; en cuanto a su método, no debe ser una obra de clasificación formal sino de organización ideológica que refiere las diversas formas de expresión a los correspondientes modos del pensamiento; y en cuanto a su materia, debe ceñirse a la lengua actual y a su uso práctico, sin entrometerse en las investigaciones del lingüista sobre su origen y la evolución de las formas. (*El Diario Español*, 26 de diciembre de 1927)

La postura de Costa Álvarez retoma los postulados de artículos previos como “La neogramática del castellano” (1925) y “La enseñanza de la gramática” (1928), donde se planteaba la necesidad de reemplazar los métodos de enseñanza y la concepción tradicional de la gramática. En ese sentido, considera fundamental que se reemplace el “criterio de autoridad” por el de “mejor uso actual” y “que se eliminen las definiciones mnemónicas”, “porque en esta materia práctica, la memoria debe aplicarse a la retención de los hechos solamente” (*El Diario Español*, 26 de diciembre de 1927). La posición de Costa Álvarez en rechazo de la codificación lingüística según el criterio de autoridad de la Academia debe vincularse con su propio posicionamiento frente a la reforma de la enseñanza de la gramática en la Argentina. En efecto, Costa Álvarez inicia en los años 20 una enérgica campaña para consolidar un renovado proyecto de enseñanza de la lingüística; un proyecto que finalmente alcanza a consolidarse, aunque con una orientación muy distinta de la que proponía Costa Álvarez, tras la gestión de Amado Alonso en el Instituto de Lingüística (v. Toscano y García, 2011; Lidgett, 2013; Toscano y García, Battista y Lidgett, 2013).

De esta forma, en la entrevista a Costa Álvarez, aunque no se mencione a la Academia española, se manifiesta un rechazo por la regulación lingüística en el sentido en el que la planteaba, por ejemplo, José María Monner Sans; y, por otro lado, se postula la necesidad de una reforma integral en los contenidos y los métodos de la enseñanza gramatical.

El dramaturgo y criollista Enrique García Velloso, por su parte, en la entrevista publicada el 27 de diciembre, sí hace expresa su crítica hacia las autoridades de la Real Academia; en primer lugar, por no haberse ocupado de que la GRAE atravesara los carriles que la ley nacional había promovido y, en segundo lugar, por haber desatendido a los miembros correspondientes de la Argentina, Ernesto Quesada (1858-1934), Marco Avellaneda y Calixto Oyuela (1857-1935). En ese sentido, propone que se debe “ampliar el número de académicos correspondientes en la República” y atender más a la labor de los estudiosos locales.

García Velloso critica los ataques de la prensa española a Sargana y se ocupa de defender la obra del ministro, quien – sostiene – “es uno de los que más intensamente y más extensamente se han preocupado de ordenar el aprendizaje y depuración del castellano en la República Argentina”. Asimismo, en relación con la cuestión del idioma en este país, sostiene que “ningún país del mundo necesita preocuparse tanto como el nuestro del aprendizaje de su idioma; y dentro de nuestro país, ninguna ciudad como la de Buenos Aires”. Más adelante, agrega:

Son la escuela elemental, el colegio secundario y el conservatorio las instituciones que pueden dar unidad espiritual y alma nacional a los componentes infinitamente diversos de los más diversos hogares de la República; y es merced al idioma patrio, heredado de España, bien enseñado en su sintaxis y en su prosodia, que lograremos la necesaria fusión racial. (*El Diario Español*, 27 de diciembre de 1927)

La posición de García Velloso retoma aquella concepción decadentista de comienzos del siglo XX, que consideraba que el progreso material obtenido con la inmigración era la contracara de una decadencia cultural que debían combatir las leyes y la educación. De acuerdo con esta postura, el problema de la lengua debía solucionarse junto con los demás problemas sociales, y todos reconocían su origen en la heterogeneidad y el cosmopolitismo reinantes; una heterogeneidad de la que, como en la cita de Monner Sans, no están excluidos ni la literatura ni “los hombres que visten frac”.

En la siguiente entrevista, publicada el 30 de diciembre, Marco Avellaneda, miembro correspondiente de la Academia, comienza por mencionar los precedentes de la “actual controversia lingüístico gramatical” en la Argentina. Tras una breve mención a su participación en el debate parlamentario de 1896 en torno a la obligatoriedad de la enseñanza del castellano en la instrucción elemental³, Avellaneda afirma que la GRAE debe ser “texto preferido por su reconocida autoridad” en el ámbito educativo.

En la misma línea que las intervenciones anteriores, aquí se vuelve sobre el problema del idioma y la necesidad de regulación por parte de la Academia. En ese sentido, Avellaneda defiende el rol institucional de la corporación académica descartando las acusaciones de conservadurismo elevadas por algunos intelectuales: “la Academia estaba y está abierta, sin vanos prejuicios, para acoger toda palabra que responda a una sentida necesidad del progreso y sea usada por una mayoría indiscutida”. No obstante, al igual que García Velloso, hace explícita una leve crítica a su funcionamiento:

3. En septiembre de 1894 el diputado conservador Indalecio Gómez presenta, ante la Comisión de Instrucción Pública, el Proyecto de ley relativo a la enseñanza en idioma nacional. En él se proponía la obligatoriedad del uso del idioma nacional en todas las escuelas del territorio nacional, con el objetivo de limitar la extensión de la enseñanza en lengua extranjera en la Argentina, en particular en las colonias extranjeras radicadas en el país. Aunque en esa oportunidad no llega a tratarse, en 1896 Gómez vuelve a presentarlo y el proyecto logra un despacho favorable fundamentado por Marco Avellaneda. Si bien no alcanzó los votos necesarios, el proyecto de ley impulsó un debate que se extendió durante tres jornadas, los días 4, 7 y 9 de septiembre de 1896. Para un estudio más amplio sobre este debate puede consultarse Bertoni (2001) y Vázquez Villanueva (2006).

Esa natural disposición en los académicos de número tendría aun mayor repercusión y reportaría todos los deseados beneficios si se llamasen los puestos aquí vacantes de miembros correspondientes, se mantuviesen con ellos activas relaciones que se traducirían en mejoras para los trabajos de “la que limpia, fija y dá esplendor”, en relación a la natural evolución idiomática en estos países. (*El Diario Español*, 30 de diciembre de 1927)

En línea con estas observaciones críticas, *El Diario Español* publica, el 1 de enero de 1928, una nueva nota editorial titulada “Relaciones culturales hispano americanas”, en la que retoma las críticas realizadas por García Velloso y Avellaneda respecto a la inacción de la Academia en América y sugiere a la corporación que realice las concesiones necesarias para intensificar las relaciones con la Argentina:

Indudablemente la acción de la Academia Española en la Argentina ha sido hasta ahora por demás deficiente limitada a la designación de varios miembros correspondientes, con los que luego no mantuvo activas relaciones [...].

No hemos de encarecer toda la trascendental importancia que para el porvenir del idioma en Sur América tiene la labor de los miembros correspondientes de la Academia en estos países, pues sin modificar el esencial carácter del castellano (y menos pretender la formación – imposible – de idiomas propios, en cada una de estas naciones) la vida iberoamericana impone voces y giros de forzosa aceptación y reconocimiento que, por responder a sentidas necesidades, por no chocar con al eufonía y por ser usados por gente culta e ilustrada deben agregarse, las unas, al acervo común de nuestra lengua, e influir sanamente, los otros, en los cánones gramaticales. (*El Diario Español*, 1 de enero de 1928)

A partir de esta nota, la línea editorial parece variar el foco de la controversia hacia un aspecto más general del debate acerca de la lengua en Hispanoamérica: ¿Cuál debe ser el rol de las academias correspondientes en la lucha contra la desintegración lingüística? De esta forma, frente al peligro constante de la babelización, la línea editorial de *El Diario Español* no duda en recomendar a la Academia aceptar las nuevas “voces y giros” que circulan en el habla culta de América, siempre que sea posible otorgar un marco de legitimación para el cambio lingüístico.

Asimismo, para contribuir con esa tarea de renovación del accionar de la Academia, el editorialista puntualiza la necesidad de que la “docta corporación” se ocupe más arduamente de la cuestión del idioma en la Argentina, “mediante la intensificación de las relaciones con sus miembros correspondientes y por la designación, en tal carácter, de personal de autoridad reconocida en materias gramaticales, para que así pueda constituirse la corporación filial argentina” (*El Diario Español*, 1 de enero de 1928). Finalmente, no debe resultar extraño que, hacia el final de la nota, el editorialista sugiera como posibles candidatos a miembros correspondientes los nombres de Costa Álvarez, García Velloso o el propio Sagarna, quienes por distintas razones habían exhibido sus críticas a la Academia. La necesidad de una codificación uniforme para contrarrestar el proceso de babelización creciente es considerada una prioridad tan acuciante que admite la suspensión de cualquier diferencia menor

con respecto a cuestiones coyunturales y, asimismo, exige todas las concesiones necesarias para lograr el objetivo de una comunidad lingüística homogénea.

Finalmente, el último de los entrevistados es Eleuterio Tiscornia, escritor criollista, docente y vocal del Consejo Nacional de Educación. Tiscornia retoma la idea de la codificación lingüística, como la había planteado Monner Sans:

Es indiscutible que siendo la Gramática de la Academia [...] verdadero código gramatical, debe ser – como los son para otro orden de conocimientos o de relaciones sociales, los códigos civil y penal de cada pueblo – el libro base o fundamental en la enseñanza del idioma sin ningún trámite oficinesco. (*El Diario Español*, 3 de enero de 1928)

Para Tiscornia “el gran problema es el de la (*sic*) Unidad del idioma”, una “finalidad que debemos perseguir con todo tesón, sin que tal Unidad vaya en contra de los matices peculiares a la expresión verbal de cada uno de estos pueblos”. Para lograr ese objetivo es preciso que la enseñanza del idioma incorpore el texto académico como un código de referencia necesaria para todos los países de Hispanoamérica. Las “peculiaridades de la expresión verbal” que afloran en las distintas variedades del español en América, para Tiscornia no son elementos disolventes, siempre y cuando sea la autoridad académica la que los incorpore:

La gramática de la Academia es el resultado de la labor de hombres eminentes que, en representación de la Corporación han ido estatuyendo las reglas comunes a todos los que quieren emplear correctamente la lengua de Castilla; y son aquellos los que van modificándolas según las exigencias de los tiempos, si bien dentro, siempre, del espíritu tradicional o conservador en que deben inspirarse esa clase de trabajos. (*El Diario Español*, 3 de enero de 1928)

La posición de Tiscornia parece considerar el cambio lingüístico con cierta cautela: siempre que el origen de ese cambio esté aceptado y controlado por una corporación capaz de unificar y establecer el código lingüístico común y de velar por su conservación, la lengua puede variar. Y es precisamente esta, según el entrevistado, la tarea que viene llevando a cabo la Academia desde su fundación, cuando sus modelos gramaticales eran realizados “conforme a la construcción gramatical latina, la lengua madre”. En los años sucesivos, fue “aligerándolos de esa tradición” e incorporando innovaciones que pasaron a constituirse como norma.

El debate sobre la incorporación del texto académico se cierra con dos notas editoriales, una a cargo de la redacción del diario y otra a cargo de José María Monner Sans. La primera, publicada el 6 de enero de 1928, exhibe una síntesis del debate en la que se celebra que la discusión haya sido útil para lograr una futura incorporación de la GRAE como texto obligatorio en la enseñanza nacional. En ese sentido, la línea editorial del diario manifiesta su satisfacción por “haber servido leal y correctamente los intereses instructivos argentinos y los de la política hispanoamericana” (*El Diario Español*, 6 de enero de 1928), puesto que

Merced a [estas entrevistas], se ha despertado el olvido o desconocimiento de la Academia Española, que ha podido enterarse de las disposiciones legales aquí vigentes para la declaración de un libro cualquiera, como texto exigible a los alumnos; el interés de los entendidos por estas intrincadas cuestiones gramaticales; la importancia que todos, técnicos y profanos, asignan al conocimiento más perfecto del lenguaje que nos es común; la conveniencia de que la Academia llene los puestos vacantes, en el país, de académicos correspondientes, organizando la corporación filial y sus trabajos, en bien de la Gramática y del Diccionario; y esclarecido que en la supuesta exclusión nadie ha tenido “la voluntad preconcebida” de desconocer la autoridad del texto académico que debe ser declarado como exigible sin sujeción a formulismos, tal vez innecesarios. (*El Diario Español*, 6 de enero de 1928)

De esta forma, *El Diario Español* se posiciona como un agente que debe intervenir activamente en el intercambio cultural entre España y la Argentina, y que debe velar por la conservación de la unidad lingüística. El estrechamiento de los lazos con la Real Academia es un objetivo fundamental para esa tarea y la fundación de una filial local se considera un paso decisivo para ello.

Por su parte, la nota editorial de José María Monner Sans con la que se cierra el debate lleva por título: “Nuestra futura academia de la lengua”. En este artículo, publicado el 8 de enero del 1928, Monner Sans revela un intercambio epistolar que su padre, el gramático Ricardo Monner Sans (1853-1927), había tenido con el académico José Alemany (1866-1934), en el que éste le solicitaba un informe de situación para que le explicara los motivos por los cuales no se instituía en la Argentina una Academia correspondiente. Ricardo Monner Sans responde que a su juicio “lo que más ha entorpecido el crecimiento de las Academias Americanas” es el hecho de que “los estatutos de la Real Academia dispongan, con el propósito de conceder autonomía a sus correspondientes, que sean éstas las que propongan el nombramiento de los futuros académicos”. Esa situación de relativa autonomía habría desacreditado a las filiales locales y, al mismo tiempo, habría producido la falta de unidad que tanto se criticaba. De acuerdo con la nota de José María Monner Sans, Alemany remite una carta a Ricardo Monner Sans, fechada el 10 de marzo de 1927, en la que escribe: “Creo que esta vez se reorganizará esa filial y que ello en parte se deberá a usted cuya cartita leí dos veces en la comisión de gobierno de la Academia”.

Tres años más tarde del debate que aquí seguimos, en 1931, la Academia Argentina de Letras se crearía en Buenos Aires, por decreto del gobierno dictatorial de José Félix Uriburu. Dicha Academia contemplará la promoción del estudio de la lengua y de la literatura y se asignará a sí misma en su Acta de Constitución la tarea de velar por la “conservación y pureza” de la lengua, a partir de la fuerte “convicción de que el idioma es un tesoro que debe ser cuidado y acrecentado para que las formas vivientes de nuestra cultura sean la expresión de una ponderable disciplina” (AAL, 1931). Los ideales de disciplina, conservación y pureza se condicen en esos inicios tanto con la tarea depuradora propia de este tipo de academias como con la aspiración de la ciudad letrada de constituirse en una comunidad homogéneamente monoglosica.

4. Conclusión

La tarea de contribuir a la conformación de una comunidad homogéneamente monoglósica puede decirse que es un objetivo al que apuntan tanto el discurso de *El Diario Español* como las políticas educativas de las instituciones oficiales. En ese sentido, como sostiene Rubione (1983):

[...] se nacionalizó españolizando, pues la clase dirigente patricia que era en su mayoría de origen español, encontró en su pasado la vía para controlar el presente. De tal modo impusieron el idioma de su sangre. Por eso desecharon las propuestas argentinizantes, porque detrás de ellas podría sobrevenir Babel. [...] Hacia 1900 un sector numeroso de la clase dirigente ha terminado de invertir el modelo sarmientino. Ya hemos visto que lo preinmigratorio se consagra. Ser argentino es ser profundamente español y mantener intacta la lengua española, obra de argentinidad. (Rubione, 1983: 36)

La cita de Rubione expresa con claridad el advenimiento del hispanismo hacia comienzos del siglo XX como paradigma cultural dominante en un amplio sector de la intelectualidad argentina. En ese sentido, la percepción de la cuestión de la lengua como una dicotomía entre codificación monolingüe o fragmentación puede ser analizada como un rasgo característico, aunque no exclusivo, de esa cultura hispanista partidaria de una supracultura hegemónica.

En ese sentido, las intervenciones del diario a partir de los editoriales y las de los distintos entrevistados ponen de manifiesto ciertos tópicos comunes que caracterizan a la cuestión de la lengua a comienzos del siglo XX en Argentina. Como puede apreciarse en los textos aquí analizados, la idea de lengua nacional aparece como reflejo de una comunidad monoglósica (en los términos que antes definimos), cuya supervivencia depende de la capacidad de las instituciones (en particular, la escolar) para imponer el idioma patrio según una codificación uniforme. En línea con lo anterior, la confraternidad con España (y, en especial, con la institución académica) se reclama como un elemento necesario para contribuir a esta “batalla” contra la corrupción del idioma. Y la cuestión de la lengua queda subsumida, de esta forma, a la oposición entre una codificación monolingüe o el peligro de una fragmentación idiomática inexorable.

Sin embargo, aunque es posible encontrar un tópico común en las distintas intervenciones, que podría sintetizarse en lo expuesto más arriba, los entrevistados desarrollan distintos argumentos y diferentes conceptualizaciones en torno a la definición del problema de la lengua. Estas distinciones ponen en evidencia la complejidad de este tipo de debates y las diversas aristas que atraviesan la cuestión de la lengua, incluso cuando se la analiza en el marco de una cierta confraternidad de ideas.

La posición de Costa Álvarez (la única que se opone abiertamente a la intervención académica) desplaza el eje del debate hacia la propia incapacidad de los gramáticos de conformar un cuerpo de doctrinas actualizadas y sustentadas en descripciones científicas antes que en preceptos autoritarios. De este modo, la crítica de Costa Álvarez debe ser leída como un rechazo de la tradición

gramatical escolar imperante en la Argentina durante las tres primeras décadas del siglo XX antes que como una abjuración de la “tradición de la queja”⁴, a la que el propio Costa Álvarez había contribuido notablemente en *Nuestra lengua* (1922). Probablemente esta misma lectura hacen los editorialistas de *El Diario Español* que recomiendan a Costa Álvarez como posible académico correspondiente.

Por su parte, en Monner Sans, García Velloso y Avellaneda puede verse una leve crítica al funcionamiento de la RAE en lo que respecta a su vínculo con los miembros correspondientes locales y su reticencia a la hora de incorporar nuevos giros lingüísticos. Sin embargo, estos tres entrevistados y también Tiscornia coinciden en señalar el cosmopolitismo como un problema para la lengua nacional y la codificación lingüística uniforme como una solución.

Por último, cabe mencionar las distintas intervenciones que realiza la redacción de *El Diario Español*, que va desplazando el eje del debate desde un tópico inicial, circunscrito en torno a la pregunta puntual sobre si la GRAE debía ser un texto de referencia para los cursos de gramática en la Argentina, hasta un tópico más amplio que incluye la necesidad de estrechar los lazos culturales entre España y la Argentina. En ese sentido, desde un planteo más general y abarcativo acerca del funcionamiento ideológico del rol de la prensa, resulta interesante analizar la pretensión de *El Diario Español* de constituirse en un agente intermediario en las relaciones culturales entre España y la Argentina para intervenir en la creación de una Academia correspondiente en este país. Ese objetivo de confraternidad lingüística monolingüe, expresado en el ideal de una institución reguladora capaz de detener la inevitable babelización, si bien, como hemos visto, no es asumido de manera uniforme por los entrevistados, sí es presentado por la línea editorial del diario como un objetivo concomitante.

4. Milroy y Milroy (1985) se han referido a la tradición de la queja para señalar una línea de pensamiento según la cual la lengua está siempre en decadencia. Adoptamos aquí la expresión, siguiendo a Di Tullio (2003) y Ennis (2008), para referirnos al discurso decadentista propio de la época (y estrechamente ligado al hispanismo) según el cual la lengua española en la Argentina se veía amenazada por la abundancia de usos no normativos en el lenguaje cotidiano.

Bibliografía

Fuentes primarias

- “Defensa de la gramática de la Academia española por un diario madrileño”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 18 de diciembre de 1927, p. 14.
- “Los textos para la enseñanza del castellano en el país”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 18 de diciembre de 1927, p. 8.
- “Nuestras entrevistas: la gramática de la Academia y la enseñanza del castellano. Entrevista con Antonio Sagarna”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 22 de diciembre de 1927, p. 5-7.
- “Nuestras entrevistas: la gramática de la Academia y la enseñanza del castellano. Entrevista con José María Monner Sans”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 23 de diciembre de 1927, p. 8-10.
- “Nuestras entrevistas: la gramática de la Academia y la enseñanza del castellano. Entrevista con Arturo Costa Álvarez”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 26 de diciembre de 1927, p. 12-14.
- “Nuestras entrevistas: la gramática de la Academia y la enseñanza del castellano. Entrevista con Enrique García Velloso”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 27 de diciembre de 1927, p. 10-12.
- “Nuestras entrevistas: la gramática de la Academia y la enseñanza del castellano. Entrevista con Marco Avellaneda”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 30 de diciembre de 1927, p. 7-9.
- “Relaciones culturales hispano americanas”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 1 de enero de 1928, p. 5.
- “Nuestras entrevistas: la gramática de la Academia y la enseñanza del castellano. Entrevista con Eleuterio Tiscornia”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 3 de enero de 1928, p. 10.
- “Explicación necesaria: la enseñanza del castellano y la Gramática de la Real Academia”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 6 de enero de 1928, p. 8.
- Monner Sans, José María, “Nuestra futura Academia de la Lengua”, *El Diario Español*, Buenos Aires, Argentina, 8 de enero de 1928, p. 15.

Fuentes secundarias

- AAL (Academia Argentina de Letras) (1931), *Estatuto de la Academia Argentina de Letras*, disponible en <http://www.aal.edu.ar/?q=node/152>. [Página consultada el 15 de junio 2013.]
- Alfón, Fernando (2011), *La querrela de la lengua en Argentina (1828-1928)*, tesis doctoral inédita, La Plata, Universidad Nacional de La Plata.

- Bertoni, Lilia Ana (2001), *Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas: la construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX*, Buenos Aires, FCE.
- Blommaert, Jan y Jef Verschueren (1998), "The Role of Language in European Nationalist Ideologies", en Bambi Schieffelin, Kathryn Woolard y Paul Kroskrity (eds.), *Language Ideologies: Practice and Theory*, New York/Oxford, Oxford University Press.
- Costa Álvarez, Arturo (1922), *Nuestra lengua*, Buenos Aires, Sociedad Editorial Argentina.
- Blommaert, Jan (1999), *Language Ideological Debates*, Berlín/Nueva York, Mouton de Gruyter.
- Costa Álvarez, Arturo (1925), "La neogramática del castellano", *Humanidades*, n° X, p. 203-255.
- Costa Álvarez, Arturo (1928), "La enseñanza de la gramática", *Humanidades*, n° XVIII, p. 151-176.
- Del Valle, José y Luis Gabriel Stheeman (eds.) (2002), *The Battle over Spanish between 1800 and 2000: Language Ideologies and Hispanic Intellectuals*, Londres/Nueva York, Routledge.
- Di Tullio, Ángela (2003), *Políticas lingüísticas e inmigración: el caso argentino*, Buenos Aires, Eudeba.
- Ennis, Juan Antonio (2008), *Decir la lengua: debates ideológico-lingüísticos en Argentina desde 1837*, Fráncfort del Meno, Peter Lang.
- García Sebastiani, Marcela (2004), "Crear identidades y proyectar políticas de España en la Argentina en tiempos de transformación del liberalismo: *El Diario Español* de Buenos Aires (1905-1912)", *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, n° 55, Buenos Aires, 2004, p. 525-554.
- Glozman, Mara y Daniela Lauria (2012), *Voces y ecos: una antología de los debates sobre la lengua nacional (Argentina, 1900-2000)*, Buenos Aires, Cibiria/Ediciones Biblioteca Nacional.
- Kroskrity, Paul (ed.) (2000), *Regimes of Language: Ideologies, Politics and Identities*, Santa Fe (e.o.), School of American Research Press.
- Lidgett, Esteban (2013), "Apuntes sobre el problema de la lengua nacional en la gramática escolar argentina", en Daniela Lauría y Mara Glozman (eds.), *Lengua, historia y sociedad: apuntes desde diversas perspectivas de investigación lingüística*, Buenos Aires/Mendoza, Sociedad Argentina de Lingüística/Editorial FfyL-UNCuyo, p. 33-43.
- Ludwig, Ralph (1995), "Sprache als Kultursymbol", en Wolfgang Raible (ed.), *Kulturelle Perspektiven auf Schrift und Schreibprozesse: elf Aufsätze zum Thema Mündlichkeit und Schriftlichkeit*, Tübinga, Gunter Narr, p. 187-214.
- Milroy, James y Lesley Milroy (1985), *Authority in language: investigating language prescription and standardisation*, Londres, Routledge & Kegan Paul.
- Oviedo, Gerardo (2005), "Luciano Abeille y el idioma nacional de los argentinos", en Lucien Abeille, *Idioma nacional de los argentinos*, Buenos Aires, Biblioteca Nacional/Colihue, p. 11-88.
- Rosenblat, Ángel (1961), *Las generaciones argentinas del siglo XIX frente al problema de la lengua*, Buenos Aires, Instituto de Filología Hispánica "Dr. Amado Alonso". [1ª ed., 1960.]

- Rubione, Alfredo (ed.) (1983), *En torno al criollismo*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina.
- Toscano y García, Guillermo (2011), *Amado Alonso en el debate acerca de la lengua nacional: el papel del Instituto de Filología de la Universidad de Buenos Aires en la redefinición del objeto (1923-1946)*, tesis doctoral inédita, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires.
- Toscano y García, Guillermo, Emiliano Battista y Esteban Lidgett (2013), “Les archives d’Amado (1896-1952): correspondance et travaux inédits”, en Valentina Chepiga y Estanislao Sofía (eds.), *Archives et manuscrits de linguistes: études et état des lieux*, Lieja, Academia-Bruylant.
- Woolard, Kathryn A. (1998), “Introduction: Language Ideology as a Field of Inquiry”, en Bambi B. Schieffelin, Kathryn Woolard y Paul Kroskrity (eds.), *Language Ideologies: Practice and Theory*, Nueva York/Oxford, Oxford University Press, p. 3-47.
- Woolard, Kathryn y Bambi Schieffelin (1994), “Language ideology”, *Annual Review of Anthropology*, n° 23, p. 55-82.
- Vázquez Villanueva, Graciana (2006), “Una política lingüística en el callejón: hacer la nación, unificar la lengua en Argentina (1890-1900)”, *Lenguaje*, n° 34, p. 97-123.



TITRE: ITALIANO E DIALETTI NEI GIORNALI SICILIANI DEL NOVECENTO

AUTEUR(S): ROSARIA STUPPIA, UNIVERSITÀ DI MESSINA

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 87-109

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/7999](http://hdl.handle.net/11143/7999)

DOI: 10.17118/11143/7999

Italiano e dialetti nei giornali siciliani del novecento¹

Rosaria Stuppia, Università di Messina
rosella . st77 @ libero . it

Riassunto: Si parla spesso del ruolo giocato dalla stampa nell'unificazione linguistica italiana. I giornali, in quanto mezzi di comunicazione di massa, hanno certamente contribuito alla diffusione e all'unificazione della lingua nazionale, ma al contempo sono stati anche strumento di diffusione di regionalismi e dialettalismi. Questo fenomeno, particolarmente evidente nella stampa periodica siciliana, assume proporzioni maggiori nel secondo Novecento, nel periodo di maggiore convergenza linguistica. La presenza di regionalismi nella lingua scritta è sintomo di quanto – oggi come nei secoli addietro – l'oralità pressi sulla scrittura, riuscendo sovente ad imporsi. Ciò non sempre avviene per trascuratezza, specie nelle pagine dei quotidiani. Guardando nello specifico il rapporto tra stampa siciliana e meridionalismi (sicilianismi, in primo luogo), direi piuttosto che la forza dell'uso spesso riesce a superare la norma, finendo col dare legittimazione scritta a termini utilizzati nel quotidiano anche a livelli non necessariamente bassi.

Parole chiave: scelta linguistica; forza dell'uso; legittimazione scritta

Abstract: Discussions about the role played by the press in unifying the Italian language are frequent. Newspapers – as means of mass communication – have certainly contributed to the spread and the unification of the national language but, at the same time, they have also been a tool for disseminating regionalisms. This phenomenon takes on major proportions in the late 20th century, a period of great linguistic convergence, especially in the Sicilian press. Two concurrent factors play an important role here: the greater openness towards the oral regional element, typical of the period in question, and the different cultural conditions of the reporters. In comparison to their colleagues from the beginning of the century, columnists of the late 20th century indeed master the Italian language with greater security and distinguish the two codes (language and dialect) more easily, thus enabling them to choose the option that best suits their purposes.

Keywords: linguistic choice; vigour of language use; written legitimation

1. Ringrazio vivamente il prof. Carmelo Scavuzzo e il prof. Fabio Rossi per aver discusso con me questo lavoro e averlo arricchito con i loro preziosi suggerimenti.

1. Introduzione

Si parla spesso del ruolo giocato dalla stampa nell'unificazione linguistica italiana (tra i tanti contributi, cf. Beccaria, 1973: 85; Beccaria, 2002: 72-73; Morgana, 2003: 255; Bonomi, 2010: 580). I giornali, in quanto mezzi di comunicazione di massa, hanno certamente contribuito alla diffusione e all'unificazione della lingua nazionale, ma al contempo sono stati strumento di diffusione – oltre a tecnicismi di varia natura, neologismi e forestierismi – anche di regionalismi e dialettalismi.

Il mio contributo vuole soffermarsi proprio su quest'ultimo aspetto: il peso dell'elemento dialettale nella prosa giornalistica di alcuni quotidiani siciliani nel corso del Novecento. Le testate oggetto del mio spoglio sono, nello specifico, tre quotidiani siciliani: la *Gazzetta di Messina e delle Calabrie* per la prima metà del secolo; la *Gazzetta del Sud* e *La Sicilia* per la seconda metà. Lo studio delle testate giornalistiche provinciali, per quanto ancora poco sviluppato², è fondamentale³: oltre all'evoluzione storica della lingua italiana, permette di appurare i rapporti che il linguaggio giornalistico intrattiene con la lingua comune, eventuali derivazioni di elementi e ricadute su di essa, in modo più esauriente rispetto alle testate nazionali, poiché l'indagine è condotta all'interno di contesti provinciali, dove la popolazione pensa e parla in dialetto in misura maggiore rispetto ai grandi centri metropolitani.

Inoltre, poiché la mia indagine mira a mettere in luce il rapporto esistente tra quotidiano e quotidiani, appare opportuna, anzi fondamentale, l'analisi linguistica della cronaca locale e cittadina, essendo quella a più stretto contatto con la lingua di ogni giorno, per contesti, situazioni, temi e destinatari. Ho tralasciato volutamente altri settori, come la cronaca politica, la terza pagina o l'articolo di fondo, nei quali eventuali regionalismi o dialettalismi (uno su tutti, *inciucio*, dal napoletano 'nciucio «pettegolezso maligno», diffusosi a partire dagli anni Novanta, adoperato nel linguaggio giornalistico e politico per designare un «accordo sottobanco»: cf. Zingarelli, 2013) non rispondono ad effettive esigenze di comunicazione, ma vengono impiegati a scopo ironico ed espressivo. Ho tralasciato anche l'intervista, «luogo deputato alla mimèsi del discorso orale» (Serianni, 2000: 321), ricca di segnali discorsivi ed eventuali inserti dialettali; i giornali sfruttano spesso le voci o le locuzioni dialettali usate dai personaggi famosi in virtù del loro effetto comico: si veda, ad es., la sorte toccata all'espressione *che ci azzecca?* «che c'entra?» (per lo Zingarelli, 2013, v. *azzeccare*, B, «centr[ale], merid[ionale]») del magistrato e politico molisano Antonio Di Pietro⁴.

2. A parte qualche eccezione: cf. Scavuzzo, 1988; Sboarina, 1996. Sembra che in questi ultimi anni l'argomento inizi a suscitare maggiore interesse rispetto al passato: lo conferma il crescente numero di tesi di laurea e di dottorato ad esso dedicate (cf. Avolio, 1994: 576s. e i riferimenti bibliografici contenuti in Lauta, 2002).

3. I giornali rappresentano da sempre una fonte privilegiata attraverso la quale si può provare a ricostruire la storia e sperimentare la diffusione di un dialettalismo o di un regionalismo. Soprattutto «la stampa locale, la cui importanza, per varie branche della ricerca dialettologica e lessicografica, è da tempo riconosciuta» (Avolio, 1994: 576).

4. Esempi relativi di matrice giornalistica sono contenuti in Lauta (2002: 1052).

La scelta di studiare la cronaca locale e cittadina è dettata anche dal suo tardivo stabilizzarsi e consolidarsi rispetto alle altre sezioni del giornale⁵. Nel primo Novecento, quando ancora non si era formata una lingua media comune⁶ capace di soddisfare le più varie esigenze di comunicazione e di espressione, gli articoli di cronaca locale e cittadina erano quelli che presentavano ancora il maggior tasso di incertezza e commistione sia a livello lessicale sia a livello morfosintattico (cf. Bonomi, 2002: 120ss), nonché grafico-fonologico; a differenza della cronaca politica – ampiamente formatasi nel corso dell'Ottocento (cf. Masini, 1994) – e, soprattutto, degli articoli di fondo e di terza pagina, i quali hanno sempre presentato un tasso di letterarietà maggiore ma, al contempo, anche una maggiore omogeneità. Non c'è in fondo da stupirsi: questi ultimi erano spesso frutto di penne importanti (Ojetti, Oriani, Croce, D'Annunzio, Serao, Scarfoglio e altri ancora) aventi ben poco da spartire con la schiera di anonimi cronisti che, fra tentennamenti, azzardi e invenzioni, diventeranno i veri creatori della moderna prosa giornalistica⁷.

2. Corpus esaminato

Le testate oggetto del mio spoglio, come accennato in precedenza, sono la *Gazzetta di Messina e delle Calabrie* (G.), la *Gazzetta del Sud* (G.d.S.), *La Sicilia* (La S.). Di ogni quotidiano ho preso in considerazione dieci numeri per ogni annata. La scelta dei numeri è avvenuta in modo arbitrario ed è stata condizionata per lo più dalla qualità del materiale (supporto cartaceo, microfilm), non sempre in buono stato di conservazione⁸. Anche la scelta delle annate è arbitraria. Per la prima metà del Novecento ho voluto esaminare deliberatamente il 1910, anno che segna la rinascita del giornalismo a Messina dopo il terremoto del 28 dicembre 1908 (cf. Salvo, 1985: 9-10), il quale «trasforma la bellissima città in una tomba» (Ioli Gigante, 1980: 143); mentre in riferimento al periodo fascista l'esame dei numeri del 1927 è una scelta obbligata, essendo questo l'ultimo anno di pubblicazione della testata siciliana. Per quel che riguarda, invece, il secondo dopoguerra, le annate non sempre

5. «Per tutta la prima metà del secolo la cronaca locale e cittadina è un fatto sporadico, chiamato per lo più ad assolvere altre funzioni che quella prettamente informativa, non mai capace di assurgere a dignità di sezione autonoma del giornale» (Masini, 1994: 643, nota 10). Essa acquista una certa autonomia ed inizia ad ampliarsi sistematicamente solo dopo l'Unità, diventando presto una delle componenti fondamentali del quotidiano (cf. Bonomi, 2002: 56; Masini, 1994: 654).

6. La Bonomi, a tal proposito, parla di una «particolare condizione di "immaturità" della lingua media comune di quell'epoca» (Bonomi, 2002: 84).

7. Sull'anonimato dei cronisti nel periodo post-unitario, cf. Masini (1994: 657, nota 13), e Bonomi (2002: 16). Come ricorda l'Altieri Biagi «il relativo anonimato della scrittura giornalistica [...] si presta a documentare i fenomeni della nostra lingua otto-novecentesca [...] meglio di quanto non si prestino allo stesso scopo testi letterari, fortemente dominati dall'individualità dei loro autori. Ragione non ultima, questa, della recente fioritura di studi sul giornalismo quotidiano e sulla lingua giornalistica» (Altieri Biagi, 1985: 8). Sulla scarsa padronanza della lingua media comune dei cronisti di inizio secolo, cf. Bonomi (2002: 84) e Cortelazzo (1996: 558-559).

8. Il corpus più rovinato è quello de *La Sicilia*. Molte annate degli anni Cinquanta e Sessanta non sono usufruibili a causa del deterioramento sia del supporto cartaceo (conservato nelle Biblioteche Riunite Civica e A. Ursino Recupero di Catania), sia del microfilm (Biblioteca Regionale di Catania, fondo quotidiani).

coincidono: le variazioni sono generalmente dovute o alla totale mancanza dei numeri o al cattivo stato di conservazione degli stessi⁹.

3. Stampa nazionale e quotidiani siciliani

L'indagine condotta sul *corpus* dei quotidiani siciliani rivela una presenza continua e costante di regionalismi e dialettalismi per tutto il corso del Novecento. Si nota, in questo atteggiamento, una differenza sostanziale con il panorama giornalistico nazionale.

Eccezion fatta per la rarità delle voci fiorentine e toscaneggianti in genere (cf. Lauta, 2002: 1050), per la presenza sporadica di qualche regionalismo «esterno» non evidenziato da virgolette o corsivi (si vedano, ad es., i settentrionalismi *teppa* «gentaglia, banda di delinquenti che agiscono in città»¹⁰ e *tiritto* «cassetto»¹¹) e, soprattutto, per la progressiva espansione a partire dagli anni Cinquanta – complice la spinta di Moravia¹² e dei suoi *Racconti Romani* (cf. Lauta, 2002: 1052) – di voci romanesche (si vedano, ad es., voci come *malloppo* «refurtiva»¹³, *fasullo* «falso»¹⁴, *jella* «sfortuna»¹⁵, etc., presto stabilizzatesi tanto nella lingua quanto negli articoli di cronaca; ma anche voci occasionali, usate a

9. Nel dettaglio ho esaminato le seguenti annate e i relativi numeri:

G. 1900: 28 febbraio-1 marzo, 24-25 marzo, 25-26 marzo, 16-17 aprile, 5-6 settembre, 8-9 ottobre, 14-15 ottobre, 16-17 ottobre, 19-20 ottobre, 23-24 dicembre; 1910: 14-15 aprile, 13-14 maggio, 3-4 ottobre, 11-12 ottobre, 16 ottobre, 19 ottobre, 7 novembre, 17 novembre, 22 novembre, 24 novembre; 1917: 8 febbraio, 5 aprile, 25 aprile, 26 aprile, 1 giugno, 5 luglio, 15 luglio, 17 luglio, 1 agosto, 27 dicembre; 1927: 15 gennaio, 3 febbraio, 15 aprile, 17 aprile, 26 luglio, 2 agosto, 16 agosto, 17 agosto, 5 ottobre, 18 ottobre.

G.d.S. 1954: 13 gennaio, 9 aprile, 10 aprile, 1 luglio, 9 luglio, 13 luglio, 15 agosto, 30 agosto, 8 settembre, 4 novembre; 1969: 13 febbraio, 19 febbraio, 4 aprile, 8 aprile, 1 luglio, 3 luglio, 17 agosto, 20 agosto, 21 settembre, 22 settembre; 1985: 4 marzo, 9 marzo, 3 aprile, 5 luglio, 17 luglio, 17 agosto, 18 agosto, 22 agosto, 19 settembre, 27 novembre; 1999: 2 febbraio, 15 febbraio, 17 febbraio, 7 aprile, 14 aprile, 13 giugno, 21 luglio, 22 luglio, 15 agosto, 15 settembre.

La S. 1965: 13 aprile, 14 aprile, 4 luglio, 9 luglio, 10 luglio, 12 agosto, 13 agosto, 9 novembre, 30 novembre, 3 dicembre; 1985: 11 aprile, 26 aprile, 3 luglio, 4 luglio, 14 luglio, 1 agosto, 17 agosto, 19 settembre, 5 novembre, 27 novembre; 1999: 4 febbraio, 6 febbraio, 7 aprile, 14 aprile, 3 agosto, 15 agosto, 17 agosto, 22 agosto, 16 ottobre, 25 ottobre.

10. «Il Brigadiere Nicola Spanò, integro ed onesto funzionario, temuto dalla teppa, [...], venne vilmente assassinato a tradimento nel vicino comune di Calimera» (G., 18 ottobre 1927: 5).

11. «Dal *tiritto* di un tavolo del povero vecchio sono state difatti trovate mancanti lire cinquecento» (G., 11 gennaio 1927: 2).

12. Moravia è stato un grande propagatore di romanismi sulle pagine giornalistiche, seppur in terza pagina e non negli articoli di cronaca. Come ricorda lui stesso nell'introduzione ai *Nuovi racconti romani* «Scrissi il primo racconto romano per caso: si intitolava *Barbone*; venne pubblicato su *La Stampa*. Mi arrivò una lettera di una signora inglese: diceva che era entusiasta, e provai a scriverne ancora. Così, ne ho scritto centotrenta soprattutto per il *Corriere della Sera*» (Moravia, 1994: VI).

13. «Un giovane bandito, armato di pistola, [...] è uscito col *malloppo* [...] e si è dileguato» (La S., 13 agosto 1965: 12).

14. «S'è appreso [...] che la pistola usata dal Guarino per il *fasullo* conflitto a fuoco dopo che lo zio era stato assassinato con due scariche a "lupara", era di proprietà del Lequoque» (G.d.S., 20 agosto 1969: 2).

15. «Ferragosto ha portato jella al latitante abruzzese Carlo Di Risio, 23 anni, l'ultimo dei sei evasi in gennaio dal carcere di Pescara: alle 8 di ieri, i carabinieri di Roma lo hanno arrestato al Casilino» (La S., 17 agosto 1985: 18).

fine chiaramente espressivo: si veda, ad es., *pizzardone* «vigile urbano»¹⁶) o dal sapore romanesco, conferito dal suffisso *-aro*¹⁷ (*benzinaro*¹⁸ «benzinaio», *bibitaro*¹⁹ «venditore di bibite», *chioscaro*²⁰ «chi possiede o gestisce un chiosco», *cravattaro*²¹ «strozzino, usuraio», *pataccaro*²² «chi vende monete o altri oggetti falsi, facendoli credere preziosi», etc.), per il resto, i punti in comune tra le testate nazionali e i quotidiani siciliani sono ben pochi.

Mentre le grandi testate nazionali mostrano – soprattutto nel secondo Novecento – una generale tendenza a «ricorrere a un selezionato e tradizionale gruppo di termini dialettali facilmente comprensibili a tutti gli italiani» (Lauta, 2002: 1052), i quotidiani siciliani si caratterizzano per la notevole presenza di regionalismi e dialettalismi meridionali, sia spontanei (forme locali sfuggite alla penna dello scrivente) sia riflessi (forme usate con piena consapevolezza, marcate da virgolette e corsivi oppure introdotte da formule metalinguistiche, impiegate con funzione espressiva e realistica). A volte si è di fronte a veri e propri localismi: forme linguistiche presenti in un'area limitata della regione oppure riferite a specifiche realtà locali (es. *nasita*, *candelora*, *cereo*, etc.).

Nella maggior parte dei casi, questi meridionalismi compaiono in forma adattata al sistema fonetico italiano; di rado si presentano in forma non adattata: in tal caso, quasi tutti rientrano nel gruppo dei regionalismi riflessi (es. *bummiati*, *giniusu*, *fencia*, *iaddruzzu*, *jadduzzu*, *Madunnuzza*, *Signuruzzu*, *stuppatelli*, *vastasata*, *zazzamita*, etc.).

L'uso di entrambe le tipologie di dialettalismi, spontanei e riflessi, varia – come si avrà modo di vedere – col passare dei decenni, in sèguito al variare delle condizioni linguistiche e culturali generali del Paese.

Il diverso atteggiamento adottato dalle testate nazionali e dai quotidiani siciliani nei confronti dei dialettalismi è dovuto a fattori di varia natura.

16. «Fra i vigili giunti a Parigi quelli siciliani sono i più aitanti. Stamani le parigine sono rimaste per buoni quarti d'ora a rimirare i "flics" venuti dalla terra dell'Etna [...] non trattenendo talvolta il riso per i movimenti rigidi dei "pizzardoni" italiani, severi nel frenare gli abusi, le trasgressioni al regolamento» (G.d.S., 10 aprile 1954: 4).

17. Il suffisso *-aro*, per quanto dotato di una certa connotazione scherzosa o addirittura dispregiativa, è molto produttivo (cf. Avolio, 1994: 593).

18. «Un processo per rapina e tentata rapina a mano armata commesse il 29 e il 30 luglio dell'anno scorso ai danni dei *benzinari* Gioacchino Salamone [...] e Santo Fichera [...] è stato iniziato ieri in Corte d'Assise» (La S., 10 luglio 1965: 5).

19. «Gli stand fieristici scoppiavano di gente vogliosa di ricordare la giornata con acquisti di tutti i generi: dalle cianfrusaglie 'esotiche' al tappeto d'autore. Inutile parlare di "paninari" e "bibitari"» (G.d.S., 17 agosto 1985: 4).

20. «La gente si avvicina come se vedesse un miraggio – racconta il giovane *chioscaro* Fabrizio La Spina» (La S., 22 agosto 1999: 17).

21. «I colpi l'avrebbero sfiorato, ma non il sinistro messaggio, rimarcato da un violento pestaggio, che lo piegò, definitivamente, al volere dei presunti *cravattai*» (G.d.S., 21 luglio 1999: 7).

22. Tit. «Sanguinosa rissa a Genova fra i due "pataccari" messinesi» (G.d.S., 9 luglio 1954: 4).

In primo luogo dipende dalla selezione dei contenuti. Nelle grandi testate nazionali la scelta delle notizie è mirata: un incidente d'auto o un suicidio vengono riportati solo se collegati ad un discorso di portata più generale o legati ad un personaggio famoso (un incidente mortale dopo una notte in discoteca, la fine di Marco Pantani, etc.). Nelle testate regionali, invece, il fatterello locale continua a trovare spazio: un furto, un raggio, un arresto per spaccio di droga o un semplice tamponamento spesseggiano nelle colonne della *Gazzetta del Sud*, de *La Sicilia* e giornali affini, oggi come ieri. Come si evincerà da alcuni esempi, al «contenuto locale» spesso corrisponde una «forma locale».

In secondo luogo dipende dalle condizioni culturali e prettamente linguistiche dei parlanti siciliani. La particolare consistenza di regionalismi e dialettalismi nella stampa siciliana va, infatti, ricondotta alla particolare tenuta del dialetto in Sicilia rispetto ad altre regioni italiane (cf. Marcatò, 2002: 18; per un quadro più approfondito sulla *Sicilia linguistica oggi*, cf. i dati contenuti in Lo Piparo, 1990). E all'alta mobilità linguistica che contraddistingue i parlanti siciliani: mobilità che «non è un abbandono ma un arricchimento» (Lo Piparo, 1990a: 47) e che, giova sottolinearlo, è caratterizzata da una «espansione dell'italiano non accompagnata da significative regressioni del siciliano» (Ruffino, 1990: 191).

4. Repertorio delle voci e delle locuzioni

Per comodità ho riunito le voci in macrosettori, riprendendo in parte la classificazione fatta da Avolio (cf. Avolio, 1994: 577), e aggiungendo un nuovo settore, quello della religione e delle tradizioni popolari, data la particolare consistenza delle voci ad esso collegate:

1. Morfologia del terreno, fenomeni atmosferici, ambiente (sia esterno – flora e fauna – che domestico).
2. Cucina e cibo.
3. Arti e mestieri; abbigliamento.
4. Religione e tradizioni popolari.
5. Voci espressive.
6. Locuzioni ed espressioni idiomatiche siciliane.

Nell'elenco mancano voci legate alla mafia e, in genere, alla criminalità organizzata. Ho creduto opportuno, infatti, evitare di mettere tanti lemmi che, di là dall'origine nettamente dialettale, sono presenti da tempo nei grandi dizionari (tra questi rientrano proprio i numerosissimi gergalismi concernenti la malavita).

Molte delle voci presenti nel mio spoglio non sono registrate dai dizionari in lingua (diversamente, l'elenco sarebbe stato ben più lungo). Alcune, in realtà, pur essendo diffuse nella lingua parlata

regionale ed essendo presenti nella prosa giornalistica, non sono registrate neanche dai dizionari siciliani²³. Ma, come ricorda Nencioni (citato da Serianni, 2006: 52), i dizionari «sono i notai, non i creatori della lingua».

L'impiego delle virgolette nelle citazioni giornalistiche è addebitabile alla precisa volontà del cronista di marcare il termine usato; i corsivi sono miei, salvo qualche eccezione debitamente segnalata.

5. Il primo Novecento

Nella prima metà del secolo i regionalismi e i dialettalismi riflessi sono sporadici. Uno dei pochi casi registrati è *stutare* «uccidere»²⁴. Più corposo il gruppo di quelli spontanei. Il carattere involontario e inconscio rende i regionalismi e i dialettalismi spontanei particolarmente interessanti al fine di un'analisi linguistica mirante a cogliere gli scambi tra italiano e dialetto nella prosa giornalistica.

(1) Morfologia del terreno, fenomeni atmosferici, ambiente: *chiappera*²⁵ (*chiàppara* «pianta e frutto del capperò», VS, v. *chiàppara*¹); *nasita*²⁶ (*nasida* «striscia di terreno coltivato nei periodi di magra lungo i margini o nel greto di un torrente», VS); *locale*²⁷ (*lucali* «lotto di terreno normalmente disposto ad area edificabile», VS, 2); *paghiera*²⁸ (*pagghièra* «pagliaio: fabbricato rustico [...] in cui si ammassano, per conservarli, la paglia e/o il fieno», VS, 1); *roveto*²⁹ (*rruvettu* «rovo», VS, v. *rruvettu*¹, 1); *terriaiò*³⁰ (*tirràggiu/tirragghju/tirràiù* «terra, terreno», VS, v. *tirràggiu*, 3).

23. Sono quelle da me contraddistinte da un doppio asterisco (**).

24. «Musolino non poteva dire di aver *stutato* Princi» (G., 5-6 settembre 1900: 1). Corsivo del giornale.

25. «Ignoti, attraverso macerie e scalata di un muro di cinta, giunsero alla porta del negozio di commestibili di Chindemi Pasquale sito in via Fata Morgana n. 53, e scassinata penetrarono nel negozio medesimo dal quale asportarono olio, *chiapperi*, caffè crudo, due provole degli avanzi di formaggio e diversi pacchi di fiammiferi di cera e di legno» (G., 19 ottobre 1910: 2).

26. Tit. «Per l'impianto abusivo delle *nasiti*» / artic. «Siamo lieti di pubblicare questa opportuna disposizione municipale che vieta le abusive occupazioni di zone negli alvei dei torrenti Colapinace ed Annunziata [...] Eccone intanto il testo: IL SINDACO: ad evitare le abusive occupazioni di zona dell'alveo dei torrenti Colapinace ed Annunziata durante la stagione estiva, per l'impianto delle così dette *nasiti*, ad evitare anche le conseguenti abusive derivazioni di acqua dal torrente per l'irrigazione delle medesime Avverte che è espressamente proibito l'impianto di *nasiti* nell'alveo dei predetti torrenti e che qualunque lavoro, destinato a tale scopo, sarà senz'altro disfatto ed i contravventori saranno deferiti all'Autorità competente per l'applicazione delle penalità comminate dalle vigenti leggi» (G., 26 aprile 1917: 2).

27. «Su proposta del Presidente [...] l'altra sera [la Società Agricola Operaia] deliberò l'acquisto d'un *locale* su cui dovrà sorgere un palazzo da servire per sede sociale» (G., 14-15 aprile 1910: 2).

28. «Nel pomeriggio odierno mentre la popolazione gustava un po' il riposo domenicale uno strano suono di campane a stonno fece accorrere tutti sulle vie e subito si seppe che nei pressi di Saddes aveva preso fuoco ad una *paghiera*, e che le fiamme invadenti minacciavano rovina a molte case del vicinato» (G., 1 agosto 1917: 4).

29. «Stamane verso le ore 11 il contadino Puleo Natale di anni 54 del villaggio Ritiro camminava tranquillamente pensando a' suoi affari; allorché incespì in un lungo *roveto* e cadde al di sotto delle macerie» (G., 16-17 aprile 1900: 3).

30. «Anche qui si è scatenato un potente alluvione, che per poco non ha fatto vittime. [...] La strada provinciale è ingombra di *terriaiò*» (G., 5 ottobre 1927: 5).

(2) Cucina e cibo: *coppino*³¹ (cuppinu «mestolo, ramaiolo», VS); *ghiacciera*³² (*gghiaccera* «ghiacciaia», VS); *neonata*³³ (femm. coll. *nunnata* «bianchetti, novellame di sardine e acciughe», VS, 1); *soppessata*³⁴ (*supprissata* «soppressata, salame di carne suina», VS, 1: si vedano le numerose varianti siciliane ivi riportate, tra cui **suppissata*).

(3) Arti e mestieri: *bertola*³⁵ (*bbèrtula* «bisaccia», spesso al pl. *bbèrtuli* «bisacce», VS, 1. Tra le altre varianti *bbèttula* e *vèrtula*); *rigattiere*³⁶ (*rrigatteri* «commerciante che compra all'ingrosso beni commestibili e rivende al minuto; va per le fiere, per le città, per le vie», VS, 2); *sediario*³⁷ (*siggjàru* «seggiolaio», VS).

(4) Religione e tradizioni popolari: *mezzagosto*³⁸ (*menzagùstu*: il VS rimanda a *menzaùstu*, 1, «ferragosto»); *varetta*³⁹ («fercolo: grande apparato di legno su cui vengono portate in processione statue o immagini di Santi», VS, 1).

(5) Voci espressive: *animella*^{**40} («uomo pavido, senza spiccata personalità», Tropea, 1976: 132).

31. «Un *coppino* nichelato» (G., 8 febbraio 1917: 3). (Si parla dei premi di una lotteria).

32. «Il signor Ricciardi, proprietario di un ristorante alla stazione, tempo fa, commissionò una *ghiacciera* la quale dopo lunga attesa finalmente gli arrivò ieri. Un cameriere del Ricciardi a nome Giunta Antonino fu Pietro di anni quarantasette venne incaricato per lo svincolo della *ghiacciera* e per la trainazione di essa sino al ristorante» (G., 17 agosto 1927: 4).

33. «Il pesce emigra!! Non è la prima volta che ci occupiamo di questa incresciosa faccenda. Dopo tanti giorni di mare agitato che non permette la pesca, si prende una buona quantità di pesce dai pescatori di Spadafora; ma i *rigattieri* si squagliano per i comuni circonvicini per vendere a proprio piacimento, lasciando il paese privo affatto di pesce. Di quando in quando ci si fa l'elemosina di qualche *neonata*, s'intende, pagata come cibo di lusso, e basta» (G., 15 gennaio 1927: 3).

34. «Mediante una falsa chiave aprì la porta, che chiuse poscia regolarmente, portando via tutte le saliccie e le *soppessate*, nonché una rivoltella, quindici lire e una forma di formaggio» (G., 17 aprile 1927: 2).

35. «Alle di lui grida accorsero altri parenti vicini, che vennero a colluttazione coi malfattori i quali ferirono gravemente certo Domenico Torre e non riuscendo a far bottino fuggirono lasciando sul posto due fucili, tre bastoni, una mezza giacca, un paio di *bertole*» (G., 16-17 ottobre 1900: 2).

36. «Il pesce emigra!! Non è la prima volta che ci occupiamo di questa incresciosa faccenda. Dopo tanti giorni di mare agitato che non permette la pesca, si prende una buona quantità di pesce dai pescatori di Spadafora; ma i *rigattieri* si squagliano per i comuni circonvicini per vendere a proprio piacimento, lasciando il paese privo affatto di pesce» (G., 15 gennaio 1927: 3).

37. «Ieri verso le ore 8 alla scesa Plebiscito di questa città per frivoli motivi, certo Canale Amodeo [...] colpiva con una pietra certo Catona Giovanni [...], *sediario* da Reggio e gli produsse una lesione dietro l'orecchio destro, guaribile in 8 giorni» (G., 8-9 ottobre 1900: 1).

38. «Oggi, festa di *Mezzagosto*, gli uffici pubblici ed i negozi sono chiusi» (G., 16 agosto 1927: 5).

39. Tit. «Processione delle *varette*» (G., 15 aprile 1927: 3).

40. «Alle grida disperate della povera donna inerme, si raccolse molta gente innanzi alla porta cercando di calmare la bollente ira di quell'uomo, che solo divenne un'*animella* quando sulla soglia della porta vide due angeli custodi nelle persone di due guardie di p.s.» (G., 14-15 ottobre 1900: 3).

(6) Locuzioni ed espressioni idiomatiche siciliane: *a fette a fette*, *tagliare qcs.*⁴¹ (*a zicchi a zicchi*, *fari na cosa* «ridurre a brandelli qcs.»).

L'impiego di regionalismi e di dialettalismi spontanei, a questa altezza cronologica, è nella maggior parte dei casi dovuto all'ignoranza del cronista, alla mancata conoscenza del corrispondente in lingua, oppure a radicate consuetudini d'uso (come aveva notato Scavuzzo, 1988: 156, nel suo studio sulla lingua di alcuni giornali messinesi di fine Ottocento): è il caso, ad es., di *chiappera*, *coppino*, *ghiaccera*, *paghiera*. L'espressione *a fette a fette* è, invece, un vero e proprio calco traduzione della locuzione siciliana (*a*) *zicchi (a) zicchi*, con intensificazione di significato secondo un uso tipico del Meridione (cf. Rohlfs, 1968: 408; per il siciliano, in particolare, cf. Tropea, 1976: 27 e Pitrè, 2003: 57): un maldestro tentativo di italianizzare un'espressione percepita giustamente come dialettale.

Alcune di queste voci sono presenti e vitali anche nello spoglio dei numeri del secondo Novecento: mi riferisco in particolare a *bertola*⁴², *locale*⁴³, *mezzagosto*⁴⁴, *neonata*⁴⁵, *varetta*⁴⁶. Mi limito a poche osservazioni su alcune esse.

Bertola è un regionalismo lessicale molto diffuso tra i parlanti siciliani, o almeno lo era fino al secolo scorso. Ora rischia di finire tra le parole morenti, vale a dire tra quelle parole che non vengono più usate perché non è più usato l'oggetto a cui il nome si riferisce (per le parole «morenti» nel siciliano, cf. Ruffino, 2001: 69). Tra i dizionari in lingua solo il GRADIT VIII registra la voce *bertula* (1913⁴⁷, dal lat. **avertula*, dim. di *averta* «valigia, sacco») e la definisce «RE[gionalismo] merid[ionale]». Essendo la

41. «si constatò che le mani della sventurata erano tagliate *a fette a fette*, sarà mentre si difendeva» (G., 14-15 aprile 1910: 2).

42. «Nino Pirrotta, 48 anni, imprenditore, è il più anziano dell'«Unione»: «Mi ricordo – dice – i consigli che mi dava Fra Felice, un cappuccino che girava per le montagne con «*bettula*» e asina a chiedere la questua» (G.d.S., 13 giugno 1999: 31). *Bettula* è una delle tante varianti di *bbètula*, cf. VS, v. *bbètula*.

43. «Il consigliere comunale di Forza Italia, Nino Nicotra, ha chiesto con un'interrogazione al sindaco una serie di interventi mirati e continui sul territorio del quartiere di S. Berillo [...] Ecco le proposte: perimetrare la zona, fare un censimento statico dei singoli edifici; individuare i vecchi proprietari tramite una ricerca catastale degli immobili in modo da costituire un archivio delle proprietà di ogni singolo *locale*; censire le case da demolire per evitare pericoli ai cittadini» (La S., 6 febbraio 1999: 17).

44. «Il grave episodio si è verificato il giorno di *mezzagosto* davanti all'imbarcadero della società di navigazione «Caronte», lungo il viale della Libertà» (G.d.S., 17 agosto 1969: 6); «Quattro case «visitare» dai ladri in città in occasione del giorno di *mezzo agosto*» (G.d.S., 17 agosto 1969: 4); «Quindi, come era nelle previsioni, le Eolie, in occasione del *mezzagosto*, hanno raggiunto il traguardo invidiabile delle centomila e oltre presenze turistiche» (G.d.S., 15 agosto 1999: 27); «A Catania il noto pittore fiorentino Marcello Mori per seguire anche le celebrazioni in onore della S. Agata di *mezz'agosto*» (La S., 17 agosto 1999: 17).

45. «Anche quest'anno si ripropone, nelle acque antistanti Capo d'Orlando ed i centri limitrofi, la massiccia presenza d'imbarcazioni che praticano la pesca della *neonata* nonostante le norme impediscano ancora quest'attività» (La S., 6 febbraio 1999: 21).

46. La voce *varetta* è accostabile a *vara*.

47. L'esempio giornalistico citato è del 1900: costituisce, dunque, una retrodatazione rispetto alla data proposta dal GRADIT VIII.

verta «costituita da una grossa sacca a due tasche, sovente il lessema si presenta al pl.» (LEI, v. *averta*, 1.a.α, nota 2); *vertola*, diminutivo di *verta*, (LEI, 1.b) presenta numerose varianti dialettali, tra cui *bèrtula*, f., sardismo adoperato da Grazia Deledda nel romanzo *Canne al vento*, 1913 (LEI, 1.b.α, nota 8) e *bèrturi*, f. pl., diffuso in Sicilia tanto che «una trentina d'anni fa poteva ancora un maresciallo dei carabinieri scrivere *le bèrtole*, italianizzando il vocabolo del denunziante (*i vièrtuli*)» (LEI, nota 11).

Locale è un regionalismo semantico tutt'ora radicato nei parlanti, il cui uso è vitale anche nella prosa giornalistica di fine Novecento. Tale accezione è assente – come del resto immaginabile – non solo nei dizionari in lingua consultati, ma anche, si noti, nei vocabolari siciliani di fine Ottocento (Traina, 1868; Nicotra, 1883). A lungo il suo uso è stato considerato dagli studiosi come diastraticamente basso, rientrando «solo in un eloquio assai poco sorvegliato oppure nella lingua di soggetti con basso livello di istruzione», come aveva scritto a suo tempo Tropea (1980: 242). L'esempio de *La Sicilia*, tuttavia, smentisce in parte tale giudizio: l'impiego in un contesto lessicale tecnico-burocratico, a quest'altezza cronologica, renderebbe impensabile un'eventuale ignoranza dello scrivente; più plausibile l'ipotesi di una radicata consuetudine d'uso.

Mezzagosto è un regionalismo lessicale molto comune nella lingua parlata, nonché forma estremamente radicata anche nella lingua scritta del secondo Novecento (cf. Tropea, 1976: 63; i casi riportati sono tutti di matrice giornalistica). Gli esempi da me registrati testimoniano l'uso di una grafia non costante (a volte è usata la forma analitica). È un regionalismo particolarmente ricorrente nella *Gazzetta del Sud*, testata giornalistica con sede a Messina; e a Messina in occasione del 15 agosto – giorno dedicato all'Assunta, il cui culto è molto sentito nella città dello Stretto e in occasione del quale si svolgono varie manifestazioni dal carattere misto tra sacro e profano – ci si imbatte tuttora in manifesti con la scritta *Palio di Mezzagosto*. La voce era tuttavia assente sia nel Traina (1868) sia nel Nicotra (1883).

Anche il regionalismo semantico *rigattiere* gode ancora negli anni Settanta di una certa vitalità, come testimoniano le attestazioni di matrice giornalistica registrate dal Tropea (1976: 118) nel quotidiano *La Sicilia*.

Interessante, infine, il caso di *animella*, voce assente nei dizionari, ma ben viva nella lingua parlata. Tropea (1976: 132) inseriva la voce *animella* tra i regionalismi atipici, considerandola un neologismo: l'altezza cronologica dell'esempio giornalistico riportato sembrerebbe, però, smentire tale ipotesi.

6. Il secondo Novecento: regionalismi spontanei

Il gruppo dei regionalismi e dei dialettalismi spontanei si infittisce ulteriormente nella seconda metà del Novecento: si tratta di forme radicate nei parlanti siciliani, voci che difficilmente il lettore siciliano medio accoglierà come tali e che derivano da una profonda consuetudine d'uso a qualsiasi livello diastratico. Si noti che il loro impiego non sempre deriva da una eventuale intraducibilità, dall'assenza di un corrispondente in lingua.

(1) Morfologia del terreno, fenomeni atmosferici, ambiente: *bevaio*^{**48} («abbeveratoio», Tropea, 1976: 132); *catoio*⁴⁹ (*catòiu*: 1 «stanza terrana o sotterranea, gen. rustica e umida»; 2 «tugurio, casupola», VS); *cunettone*⁵⁰ (*cunittuni*, masch. accr. di *cunetta* «canale per lo scolo delle acque lungo i margini delle strade», VS, v. *cunetta*², 1); *giardino*⁵¹ (*ggiardinu*: il VS rimanda a *iardinu*, 1, «agrumeto»); *penna d'acqua*⁵² (*pinna*, *na pinna d'acqua* «antica misura d'acqua usata dal Senato e dalla Real Corte corrispondente a 0,0335 litri», VS, v. *pinna*¹, 22); *sciaroso*⁵³ (*sciarusu* «di terreno lavico, partic. tufaceo», VS, 1); *stagione*⁵⁴ (*staçiùni* «estate, gen. contrapposta all'inverno», VS, 2); *terrano*⁵⁵ (*tirranu* «che sta al livello del suolo»: *càmmira tirrana* «camera a pianoterra»; *casa tirrana* «casa a pianoterra e a un solo piano, costituita di solito da un'unica stanza», VS, 1); *timpa*⁵⁶ («balza, alta parete rocciosa a strapiombo, difficilmente coltivabile», VS, v. *timpa*¹, 1); *tondo*⁵⁷ (*tunnu*: 15 «spiazzo rotondo da cui si gode una magnifica vista»; 17 «spiazzo, radura, tratto di strada o luogo pubblico conformati ad emiciclo, con dei sedili attorno», VS, v. *tunnu*²); *trazzera*⁵⁸ («pista campestre piuttosto ampia, a fondo naturale, che consente il passaggio di greggi e armenti», VS, 1, anche *trazzièra*).

48. «verrà superato il problema dell'abbeveramento degli animali al pascolo attraverso la costruzione in siti idonei di diversi *bevai*» (G.d.S., 15 agosto 1999: 28).

49. «Ancora indagini: in un *catoio* sottostante l'abitazione vennero rinvenute tracce di sostanza grigiastra [...] e macchie di sangue color rosso cupo diffuse un po' ovunque sul soffitto di legno» (G.d.S., 1 luglio 1969: 5). In tempi recenti, la voce (nella grafia *katoio*) compare marcata da virgolette: «Dramma della gelosia nella borgata di Brancaccio [...] Teatro del dramma, i cui contorni non sono stati del tutto chiariti, un piccolo "*katoio*" di due stanze e bagno con ingresso diretto sulla via Cirrincione» (G.d.S., 7 aprile 1999: 31).

50. «Accorse sul posto alcune persone, hanno rinvenuto il giovane Cannistrà sanguinante, privo di sensi e riverso nel *cunettone* Carraro ad una cinquantina di metri di distanza dall'auto capovolta e schiacciata» (G.d.S., 22 agosto 1985: 5).

51. «I *giardini* di agrumeto e ulivi che prima circondavano le poche abitazioni vengono sempre più ritagliati e scompaiono inghiottiti dall'espansione edilizia» (La S., 4 luglio 1985: 8).

52. «Il villaggio di Briga Superiore è senz'acqua da cinque mesi [...] Mancanza che si è fatta sentire sempre più con l'approssimarsi della stagione, sia per ragioni igieniche [...] sia perchè l'Istituto Agrario ha minacciato più volte di privare il paese di quelle poche *penne d'acqua* che ha in quanto quel quantitativo che arriva a San Placido è insufficiente alle necessità dell'Istituto stesso» (G.d.S., 13 luglio 1954: 4).

53. «Longo nascondeva la marijuana in una zona *sciarosa* vicino la centralissima piazza della Repubblica: gliene sono stati sequestrati 78 grammi» (La S., 3 agosto 1999: 17).

54. «Mancanza [di acqua] che si è fatta sentire sempre più con l'approssimarsi della *stagione*» (G.d.S., 13 luglio 1954: 4).

55. «quattro ladri erano penetrati, attraverso una finestra, in una casa *terrana* disabitata [...] Allorché sono giunti i poliziotti i ladri erano ancora all'interno del vano *terrano* disabitato» (La S., 13 aprile 1965: 4).

56. «Uno spettacolare incendio è divampato, ieri notte, sulla «*timpa*» (il costone roccioso) che domina Santa Tecla e Santa Maria la Scala, frazioni marinare di Acireale» (La S., 4 luglio 1965: 4). Virgolette assenti negli articoli più recenti, nei quali, però, il nome è trattato come un nome proprio, data l'iniziale maiuscola: «La frazione acese, a cui si accede da un'unica strada fatta di tornanti, sita alla base della maestosa *Timpa*, che la isola, che la cinge ad ovest per tutta la sua lunghezza, è caratteristica per le sue linde e piccole casupole» (La S., 4 luglio 1985: 8).

57. Tit. «Il caldo rinfocola il sogno / del parco al *tondo* Gioeni» (La S., 10 luglio 1965: 5).

58. «Secondo la dichiarazione fatta dal Santoro, il quale si trovava alla guida dell'auto, una motocicletta con due persone a bordo, sbucata da una *trazzera* a forte velocità, gli aveva «tagliato» la strada» (La S., 13 agosto 1965: 11).

(2) Cucina e cibo: *bombolone*⁵⁹ («caramella di zucchero fuso, variamente colorata, venduta spec. in occasione di fiere», Zingarelli, 2013, 3); *calia*⁶⁰ (càlia «ceci abbrustoliti», VS, v. *càlia*¹, 1); *melone*⁶¹ (*muluni* «cocomero», VS); *olivetta*^{**62} (CT *olivette di Sant'Agata* «dolci a forma di piccole olive verdi fatti con pasta di mandorla, zucchero, vaniglia e rum: si preparano in occasione della festa di Sant'Agata», Tropea, 1976: 95); *sfincione*⁶³ (*sfinciuni* «frittella di riso lessato al dente e condito con buccia d'arancia, che si consuma cosparsa di miele e zucchero e aromatizzata con cannella; dolce di riso e zucchero», VS, 2; cf. anche *sfincia*).

(3) Arti e mestieri; abbigliamento: *accompagnatore*^{**64} («accompagnamento»; *indennità di accompagnamento* «somma erogata a titolo assistenziale dallo Stato in favore dei disabili», Zingarelli, 2013, v. *accompagnamento*, 2); *articolista, ex*^{**65} («lavoratore precario assunto dalle amministrazioni pubbliche per svolgere lavori socialmente utili»); *lattoniere*^{**66} («carroziere, operaio che ripara le carrozzerie di automobili», Tropea, 1976: 138); *scozzetta*⁶⁷ (*scuzzetta* «berretto; copricapo di varie forme», VS, v. *scuzzetta*¹, 1).

(4) Religione e tradizioni popolari: *candelora*^{**68} (CT *cannalora* «grossa colonna di legno a forma di cero istoriata con bassorilievi che raffigurano singoli aspetti dell'attività dei panettieri, dei macellai, dei pescivendoli, ecc., e ornata con nastri e fiori: viene portata a spalla per le vie di Catania durante i festeggiamenti in onore di S. Agata; ciascuna *candelora* costituisce l'insegna di artigiani e piccoli commercianti, quali, ad es., panettieri, macellai e pescivendoli»,

59. «Mille lire, poco meno di mezzo “euro” per dieci *bomboloni*: è il doping antico di “passiù” in via Etnea» (La S., 4 febbraio 1999: 19).

60. Tit. «Vendevano *calia*, rubavano luce» / artic. «per i tre titolari delle bancarelle di ninnoli, dolciumi, calia e semenza, alla fine la denuncia per furto è scattata su due piedi» (La S., 22 agosto 1999: 18).

61. «Aria più fresca, ma pur sempre festaiola (da “schiticchio” diremmo) anche sui Colli. Centinaia di persone hanno approfittato della ricorrenza per festeggiare la natura con *meloni* e costardelle» (G.d.S., 17 agosto 1985: 4).

62. «Un arancino, uno *sfincione*, un caffè, un'*olivetta*, un po' di torrone. La festa è qui» (La S., 4 febbraio 1999: 19).

63. «Un arancino, uno *sfincione*, un caffè, un'*olivetta*, un po' di torrone. La festa è qui» (La S., 4 febbraio 1999: 19).

64. «Le condizioni psichiche di Giovanni Pasquale [...] non sono normali. Per questo aveva ottenuto la pensione. Ogni due mesi otteneva un milione e quattrocentomila lire di indennità per l'*accompagnatore* e 700 mila lire di pensione. Oltre due milioni, quindi» (G.d.S., 22 agosto 1985: 5).

65. «Anche l'Aapit ha prorogato i lavori socialmente utili per 29 *ex articolisti*, ma qualcuno ha messo in giro la voce che si trattasse di nuovi posti di lavoro. Dunque, i telefoni dell'Azienda per il turismo hanno iniziato a squillare incessantemente, mentre gli uffici sono stati invasi da disoccupati in cerca di “raccomandazione”» (La S., 14 aprile 1999: 21, ME).

66. «Solo quattro le persone che hanno presentato denuncia, anche perché i danni agli automezzi erano abbastanza consistenti; altri hanno preferito ricorrere al *lattoniere* senza avere intuito che i vistosi graffi sulle fiancate non erano stati provocati da imperizia nella guida» (G.d.S., 14 aprile 1999: 27).

67. «Dicono le cronache che i catanesi, al suono a stormo delle campane, che potevano annunciare anche fatti catastrofici, corsero con la veste bianca da notte, lunga sino ai piedi, e la *scozzetta* nera verso il mare. La notizia del ritorno delle reliquie si era propagata con la velocità di un fulmine» (La S., 4 febbraio 1999: 16).

68. «Il fercolo di S. Agata, preceduto dalle splendidi undici *candelore*, dono antico ma sempre sostenuto, ancora oggi, con forza dalle corporazioni di arte e mestieri e da centinaia e centinaia portatori di torcioni (più del dieci per cento rispetto al '98), ha viaggiato a ritmi ancora più lenti rispetto all'anno scorso» (La S., 6 febbraio 1999: 15).

Tropea, 1976: 104); *cereo*⁶⁹ (*ciriu*: il VS rimanda a *ciliu*, 2, «cero, macchina sacra, per lo più di legno, a forma di grossa candela o di candelieri che viene portata in processione durante alcune feste»); *cippo*^{**70} («massiccia base lignea della Vara dell'Assunta»); *santuzza*⁷¹ (diminutivo di *santa*); *vara*⁷² («fercolo: grande apparato di legno quasi sempre ornato di fregi e fornito di lumi, per lo più trasportato a spalla o spinto a mano, su cui vengono portate in processione statue o immagini di Santi», VS, v. *vara*¹, 1).

(5) Voci espressive: *bramare*⁷³ (*bbramari*: il VS, 1, rimanda alla voce *abbramari*: 1 «muggire, spec. dei bovini»; 2 «urlare, lamentarsi» riferito anche agli esseri umani); *inteso*⁷⁴ (*ntisu* «soprannominato, meglio conosciuto col soprannome di...», VS, 2); *scassapagghiaru*⁷⁵ (*scassapagghjaru*: il VS rimanda alla voce *scassapagghjara*, 1, «ladruncolo, ladro da strapazzo»).

69. «Poco prima Nico aveva chiesto di potersi avvicinare al *cereo* di Sant'Agata sul quale [...] è stato fotografato insieme con uno dei portatori» (La S., 6 febbraio 1999: 15).

70. «Era accaduto che il Comune nei mesi scorsi s'era trovato di fronte al dilemma costituito dall'impossibilità di fare scivolare il *cippo* in legno massiccio della "Vara" sull'asfalto bituminoso del tratto nuovo del corso Garibaldi» (G.d.S., 17 agosto 1969: 4).

71. «Esse come slavo, sud, (la) *santuzza*. Le tre 's' di Goram Bregovic, iugoslavo ('slavo del Sud') di Sarajevo, colto da improvviso benessere di fronte alla storia, l'anima, lo spirito di Agata la Buona, patrona di Catania» (La S., 4 febbraio 1999: 18).

72. Tit. «Folla in tumulto attorno alla "Vara"» / artic. «La "Vara", secondo l'ormai consolidata tradizione, ha polarizzato, il giorno di Ferragosto, l'interesse di decine di migliaia di fedeli, in gran parte provenienti dalla Sicilia e dalla Calabria» (G.d.S., 17 agosto 1969: 4). La voce trovava posto anche in un coevo numero del *Corriere della Sera*: «A Messina [...] Si calcola che duecentomila persone, nel pomeriggio, hanno seguito o fatto ala alla storica processione della "Vara" dell'Assunta, risalente al 1600» (17 agosto 1969: 7). Nei quotidiani siciliani le virgolette non sono sistematiche; negli ultimi decenni, inoltre, tende ad affermarsi la grafia con iniziale minuscola: «Dopo aver compiuto questo lungo giro la *vara* col Simulacro del Santo viene riportata in chiesa» (G.d.S., 17 luglio 1985: 6).

73. «Il 23 dicembre a casa di un altro zio della vittima vennero ricostruite le fasi dell'esecuzione e venne asserito che Matteo Cannizzo non voleva andare via [...] e pertanto gli spararono al fianco. Quindi, poiché non era morto e si muoveva ancora, lo bruciarono. «Una volta che si muove, siccome non era ancora morto, perchè aveva la pistolettata nel fianco, chissà come bramava», disse uno dei familiari del giovane» (La S., 3 agosto 1999: 3).

74. «È stato identificato dalla squadra mobile il feritore del napoletano venticinquenne Andrea Petrillo: si tratta di Filippo Marino di 19 anni (*inteso* "Nucciu 'u pazzu")» (La S., 14 aprile 1965: 4).

75. «Ma quale piovra, quale mafia, quelle sono cose da film. Qui, a Trapani, c'è solo qualche *scassapagghiaru*, gente da poco, i veri mafiosi stanno altrove». Ripete, come un ritornello mandato a memoria, la gente per bene che abita le ville sul mare di Erice. Forse sono davvero "*scassapagghjari*" quelli che il 25 gennaio dell'83 tendono l'agguato mortale al giudice Maurizio Ciaccio Montalto, sostituto procuratore della Repubblica. Ma non possono essere degli "*scassapagghjari*" quelli che corrompono un altro giudice, Antonino Costa, pure sostituto procuratore, che finisce in carcere i primi d'agosto dello scorso anno» (G.d.S., 3 aprile 1985: 1).

(6) Locuzioni ed espressioni idiomatiche siciliane: *asciugarsi qcn.*⁷⁶ (*asciucàrisi a unu* «uccidere, far fuori qcn.», VS, v. *asciucari*, 9, d); *fare qualcosa*⁷⁷ (*fari cacchiosa* «riuscire a trarre un certo guadagno». Per *fari* «incassare», VS, v. *fari*¹, 29; per l'espressione *qualche cosa*, cf. Tropea, 1976: 118); *intramarsi con qcn.*⁷⁸ («*ntramari*: letteralmente «riempire l'ordito», VS, 1; in senso figurato, *ntrammàrisi* «intrecciarsi» come la trama all'ordito); *prendere la fuga*⁷⁹ (*fuirisinni* «scappar via; prendere il volo, di due innamorati», VS, v. *fùiri*, 5).

A questa altezza cronologica, i regionalismi spontanei, involontari, non abbassano affatto il tono della scrittura (come accadeva ad inizio secolo): non marcano in senso diastratico l'articolo; il loro significato è di immediata comprensione per qualsiasi lettore siciliano – e meridionale in genere – e il loro impiego permette di evitare scialbi sinonimi o noiosi e artificiosi giri di parole. È il caso di due parole molto diffuse nella prosa giornalistica dei quotidiani siciliani: *trazzera* e *vara*.

Trazzera è un regionalismo siciliano (e come tale registrato dai dizionari in lingua consultati; per il GDLI è propriamente un «dial[ettalismo]») radicato nei parlanti. Il suo uso è estremamente vitale nella prosa dei quotidiani siciliani, tanto che, nel medesimo articolo, può ricorrere decine di volte, con una totale assenza di *variatio*. È voce usata, inoltre, per i fini più disparati: sia a scopo denotativo sia a scopo connotativo, con evidenti sfumature ironiche e polemiche; emblematico il seguente esempio: tit. «Macché strade, signori dell'ANAS, quelle dell'Ennese sono *trazzere*» / artic. «Desideriamo vedere finalmente tanti cantieri di lavoro per la sistemazione e l'ammodernamento delle nostre strade, pardon delle nostre *trazzere*» (La S., 11 aprile 1985: 4).

Per quanto riguarda la voce *vara*, invece, i dizionari italiani dell'uso consultati registrano solamente la forma *bara* (cf. GDLI, 4; GRADIT, 2; Zingarelli, 2013, 2). Il termine, tuttavia, non appare marcato diastraticamente; tutt'altro. In occasione di una processione religiosa sarà lo stesso sacerdote (e non il fedele semianalfabeta) a parlare di *vara* e non di «*bara*», come vorrebbero i dizionari in lingua; *vara* è voce comunemente usata nei telegiornali trasmessi dalle reti locali e, in forma scritta, compare anche negli opuscoli delle chiese. Il corrispondente siciliano dell'italiano *bara*, d'altra parte, è *tab-butu*: voce di origine araba (cf. Ruffino, 2001: 20), oggi sempre più sostituita con la forma italianizzata *càscia/cassa (di mortu)* (cf. Ruffino, 2001: 91). La *vara*, in fondo, in quanto «carro trionfale»⁸⁰, contiene

76. «La sorella di Matteo Cannizzo sempre in quell'occasione aggiunse: “Se lo sono asciugati, i bastardi. Io ti dico la verità non mi piace intramarmi con loro, non mi piace perchè sono quelli che hanno ammazzato mio fratello”» (La S., 3 agosto 1999: 3).

77. «Ma al di là del colore locale, oggi avremo in città i forestieri, come sempre allettati dalle proporzioni che assume la Festa dell'Assunta. Sarà la giornata del commercio spicciolo, di coloro che finalmente fanno qualcosa, vendendo nella babelica confusione di dialetti» (G.d.S., 15 agosto 1954: 6).

78. «La sorella di Matteo Cannizzo sempre in quell'occasione aggiunse: “Se lo sono asciugati, i bastardi. Io ti dico la verità non mi piace *intramarmi con loro*, non mi piace perchè sono quelli che hanno ammazzato mio fratello”» (La S., 3 agosto 1999: 3).

79. «La vicenda di Sebastiano e di Concetta incominciò qualche mese dopo il 2 maggio 1961, quando la coppia, dopo un periodo di fidanzamento ufficiale, *prese inaspettatamente la fuga*» (La S., 13 aprile 1965: 5).

80. «Anni addietro avevamo lanciato l'idea di fare partire il nuovo carro trionfale da piazza Borgo» (La S., 4 febbraio 1999: 3).

in sé l'idea di qualcosa che si erge in verticale verso l'alto (metaforicamente verso il cielo), segno di una presenza viva in mezzo alla folla, e non in orizzontale, segno di un corpo che giace inerme all'interno di un feretro.

Un sorta di tabù linguistico sta alla base di un'altra parola: *accompagnatore* (è il *nomen agentis* che fa le veci del *nomen actionis*), ottimo esempio di regionalismo atipico, ovvero di vocabolo regionale che non ha alcuna corrispondenza nel dialetto. Nella lingua parlata l'espressione *indennità di accompagnamento* non ha preso piede: in siciliano *accumpagnamentu* indica infatti, in primo luogo, nell'accezione più comune, il «corteo, soprattutto corteo funebre» (VS, v. *accumpagnamentu*, 1).

Una vera e propria estensione di significato ha conosciuto, invece, la voce *calia*: inizialmente riferita soltanto ai ceci abbrustoliti, oggi è comunemente usata per designare l'insieme di «ceci e semi di zucca [...] spesso accompagnati da arachidi cotte nel forno» (Tropea, 1976: 58).

7. Il secondo Novecento: regionalismi riflessi

Dopo gli anni Cinquanta il rapporto tende a capovolgersi. Ai regionalismi spontanei più radicati nei parlanti siciliani, a qualsiasi livello diastratico essi appartengano (e tra questi rientrano *cunettone* «cunetta», *lattoniere* «carroziere», *giardino* «agrumeto», *inteso* «soprannominato», *melone* «cocomero», *mezzagosto* «ferragosto», etc.), si affiancano, in misura maggiore rispetto ai decenni precedenti, quelli riflessi: regionalismi (e soprattutto dialettalismi) avvertiti come tali anche dal lettore di media cultura, non più solo dal linguista esperto in materia. Cito solo alcuni esempi, tra i tantissimi registrati.

(1) Morfologia del terreno, fenomeni atmosferici, ambiente: *buttatoio*^{**81} («lavastracci», cf. Tropea, 1976: 133); *chiazetta*⁸² (diminutivo di *chiazza* «via principale del paese», VS, v. *chiazza*, 2); *cocola*⁸³ (*còcula* «ciottolo arrotondato e levigato, che si trova nel letto dei torrenti o in riva al mare», VS, 8); *iaddruzzu*⁸⁴/*jadduzzu*⁸⁵ «galletto»; *stuppatedda*⁸⁶ («varietà di lumache», VS);

16).

81. Didascalìa «Lo chiamano “*buttatoio*” e resiste dal 1908. Osservate sulla destra quel bambino che giuoca dentro uno scatolo di cartone e cercate d'immaginarvi a quanti rischi di malattia è esposto» (G.d.S., 13 febbraio 1969: 5).

82. «Com'è noto, c'è anche la possibilità di andare a S. Maria la Scala a piedi, attraverso la stradina settecentesca costruita sulla Timpa, che ha inizio sulla strada panoramica: le “*chiazette*”, una passeggiata ideale attraverso il verde, col mare sottostante» (La S., 4 luglio 1985: 8).

83. Didascalìa «La spiaggia di Miuccio come si presentava agli inizi del secolo, cosparsa di “*cocole*”, i sassi resi tondeggianti e levigati dalle acque del mare» (La S., 4 luglio 1985: 8).

84. «Domani gran finale di questo lungo ponte ferragostano: sarà una buona occasione per tirare il collo agli ultimi “*iaddruzzi*”» (G.d.S., 17 agosto 1985: 4).

85. «l'alba del Mezzagosto o Ferragosto è picchiettata da altri spruzzi di sangue, più dolce, degli “*jadduzzi*” dei quali se ne fa un gran sterminio per imbandire la tavola nel giorno consacrato all'Assunta» (G.d.S., 15 agosto 1954: 6).

86. «Centinaia di chili di lumache per un valore sul mercato di svariati milioni di lire [...] sono stati rubati poco dopo le

*zazzamita*⁸⁷ («geco», VS: si notino le numerose varianti dialettali ivi riportate, accomunate dalla medesima radice *zzazza-*).

(2) //

(3) Arti e mestieri: *bombolaro*⁸⁸ (*bbummularu* «vasaio», VS, v. *bbummularu*¹, da *bbùmmulu* «recipiente di terracotta col collo stretto, poco panciuto, per tenervi l'acqua fresca», VS, v. *bbùmmulu*¹).

(4) Religione e tradizioni popolari: *cittadino*⁸⁹ (*çitatinu* «devoto di S. Agata», VS, v. *saccu*¹, 4); *Madunnuzza*⁹⁰ «Madonnina»; *Signuruzzu*⁹¹ «Gesù».

(5) Voci espressive: *bummiatu*^{**92} «apatico, insoddisfatto»; *fencia*⁹³ («vendetta», VS, 3); *giniusu*⁹⁴ (*gginiusu* «simpatico, piacevole», VS, 1); *magara*⁹⁵ («megeera, fattucchiera», VS, v. *magara*¹, 1); *muschittaria*⁹⁶ (*muschittaria* «nutrito fuoco d'artificio», VS); *passiu*⁹⁷ («il passare e ripassare

22,30 di ieri da cinque persone che, a Fondo Fucile, con il volto coperto da passamontagna e armati di fucile hanno assaltato un gruppo di commercianti intenti a caricare “*stuppateddi*” su tre furgoni con cui, poi, avrebbero raggiunto i mercati rionali per la vendita al dettaglio» (G.d.S., 21 luglio 1999: 21). Corsivo del giornale.

87. «Dobbiamo invece abituarci – e soprattutto abituare i nostri bambini – ad avvicinarci agli animali con spirito diverso, senza prevenzione e senza superstizioni, come quelle che tuttora sopravvivono nei confronti dei rapaci notturni e diurni, gatti neri, pipistrelli e gechi (più noti come “*zazzamite*”)» (La S., 1 agosto 1985: 7).

88. «Due cognati sono stati arrestati da una pattuglia del nucleo radiomobile dei carabinieri con l'accusa di duplice furto aggravato. Giuseppe Costa, 33 anni, manovale, soprannominato “padreterno”, e Antonio Pannuccio, 22, di professione “*bombolaro*”» (G.d.S., 22 agosto 1985: 4).

89. «Nel tirare la “vara” verso il Duomo, i “*cittadini*” perdettero il controllo del feroce» (La S., 4 febbraio 1999: 16).

90. Tit. «È nato il tempio della “*Madunnuzza*”» (G.d.S., 30 agosto 1954: 1).

91. Tit. «“*U Signuruzzu*” passerà in ogni casa» (G.d.S., 10 aprile 1954: 5).

92. «I “*bummiati*” sono giovani un po’ annoiati, un po’ sballati. Vivono a Scavone il quartiere gelese a rischio meglio noto come “Bronx”, il serbatoio da dove la mafia ha attinto per anni i suoi baby manovali. I “*bummiati*” trascorrono la loro giornata tra la sala giochi e le corse in motorino per le vie della città. Non sanno cosa fare, vorrebbero una vita diversa fatta di amicizia, di amore, una vita dove mafia e droga non esistono» (La S., 16 ottobre 1999: 17).

93. «Antonina Lembo, cognata della vittima ricorda che un giorno il Salvò le disse: “Ora lo dico che sono l'amico della Maria Destro Cappellano, perchè mi debbo prendere una ‘*fencia*’ (cioè una rivincita, ndr)”» (G.d.S., 1 luglio 1969: 5). Corsivo del giornale.

94. «Goram Bregovic [...] Quando “sbarcò” a Catania, incantevole e biancovestito – *giniusu* in catanese – l'impressione fu, per così dire, indelebile» (La S., 4 febbraio 1999: 18). Corsivo del giornale.

95. «Rosaria Orlando non sa queste cose [...]; lei sa solo che sua figlia e suo marito morirono e morirono perchè la vecchia “*magara*” gli aveva fatto il malocchio» (La S., 12 agosto 1965: 11).

96. «Oggi il “sacco” è composto da una tunica bianca, un copricapo nero a mo’ di fez, un cordone bianco che fa da cintura e un fazzoletto bianco che viene agitato quando viene ‘sparata’ a “*muschittaria*” oppure al grido di “Cittadini viva Sant’Aita”» (La S., 4 febbraio 1999: 16).

97. «Mille lire, poco meno di mezzo “euro” per dieci bomboloni: è il doping antico di “*passiu*” in via Etnea» (La S., 4 febbraio 1999: 19).

per un luogo», VS, 1); *schiticchio*⁹⁸ (*schiticchju* «bisboccia; divertimento fra amici», VS, 1 e 2); *vastasata*⁹⁹ («azione da persona incivile o maleducata», VS, 1); *zanna*¹⁰⁰ (*zzanna*: 1 «zingara»; 2 «donna che ama stare in giro a ciarlare»; 6 «sgualdrina», VS).

(6) Locuzioni ed espressioni idiomatiche siciliane: *avere chiacchiere*¹⁰¹ (*aviri o fari chiàcchiari* «avere contrasti, litigare», VS, v. *chiàcchiara*, 5); *bagnarsi prima di piovere*¹⁰² (*vagnàrisi primé chjòviri* «preoccuparsi di un male molto prima che questo giunga», VS, v. *vagnari*, 15, a); *parlare troppo*¹⁰³ (*parrari assai* «parlare troppo, dire anche ciò che doveva essere taciuto», VS, v. *parrari*, 27).

Dal mio spoglio emerge un quadro preciso: rispetto alla prima metà del secolo, è aumentato in modo considerevole il numero delle voci propriamente espressive oppure usate a fine espressivo (da me inserite per comodità in altri macrosettori).

L'aumento dei dialettalismi riflessi va ricondotto a due fattori pressoché concomitanti: la maggior apertura verso l'elemento orale regionale, propria del periodo storico in questione (cf. Bonomi, 2003: 131), e le diverse condizioni culturali dei cronisti. Rispetto ai loro colleghi d'inizio secolo, i cronisti del secondo Novecento dominano la lingua italiana con maggiore sicurezza, distinguono bene i due codici (lingua e dialetto) e possono pertanto scegliere l'opzione che più li soddisfa.

Negli ultimi trent'anni del secolo si diffonde, infatti, un uso più consapevole e intenzionale del dialetto all'interno della prosa giornalistica. Da unico mezzo di comunicazione per milioni di persone che non dispongono di alternative (quale era nella prima metà del Novecento), esso diventa una delle tante possibili opzioni di cui il parlante (e, a volte in modo discutibile, il giornalista: si pensi a tutti i meridionalismi legati al mondo della malavita diffusisi attraverso le colonne dei giornali) può

98. «Con un affollatissimo Veglionissimo in onore della Stampa, si sono concluse stanotte le manifestazioni del Carnevale messinese [...] Riuscito anche lo “*schiticchio*” a “La Macina”, dove si sono esibiti il Quartetto Cetra e Massimo Mollica» (G.d.S., 19 febbraio 1969: 4); «Aria più fresca, ma pur sempre festaiola (da “*schiticchio*” diremmo) anche sui Colli. Centinaia di persone hanno approfittato della ricorrenza per festeggiare la natura con meloni e costardelle» (G.d.S., 17 agosto 1985: 4).

99. «Di questa “*vastasata*” (troveranno un così efficace sinonimo nella loro lingua?) avranno già scritto sui loro giornali, che sono, tra l'altro, tra i più autorevoli del Regno Unito» (La S., 26 aprile 1985: 5).

100. «In un'altra conversazione del 5 dicembre scorso in casa dei genitori di Cannizzo, una sorella di quest'ultimo, facendo riferimento all'omicidio, chiese: “Perché non l'hanno fatta pagare pure a Katia che veniva sempre da Matteo. Il cinquanta per cento di quanto accaduto è di quella ‘*zanna*’ (nel gergo popolare significa una donna che non sta a casa, n.d.r.) proprio per il suo comportamento”» (La S., 3 agosto 1999: 3).

101. «Sulla dinamica dell'agguato gli investigatori escludono che si possa trattare di un regolamento di conti tra bande rivali per il controllo del territorio e il movente, per il momento, resta misterioso. [...] Però gli investigatori sembrano convinti di stringere il cerchio delle indagini su alcune persone che di recente *hanno avuto* alcune “*chiacchiere*” con la vittima» (G.d.S., 15 febbraio 1999: 33).

102. «Parlare di isola pedonale equivale a “*bagnarsi prima di piovere*”» (G.d.S., 21 luglio 1999: 25).

103. «Ma Domenico Nicola Guarino non solo non ha saputo recitare la pantomima, ma ha “*parlato troppo*”. Ecco perché egli viene ricercato dai carabinieri» (G.d.S., 20 agosto 1969: 2).

servirsi per raggiungere i fini più disparati: intento brillante, ricerca di realismo, di colore locale e altro ancora (cf. Beccaria, 2002: 128; sulla condanna del Discorso Indiretto Libero, cf. Loporcaro, 2005: 117-147).

Paradossalmente, è proprio con l'affermarsi di nuove condizioni socioculturali e col conseguimento di una convergenza linguistica quale non si era mai verificata nel nostro Paese, che il dialetto riesce ad insinuarsi in misura maggiore tra le pagine dei giornali. La pagina scritta non viene per questo sminuita. Tutt'altro. Nelle redazioni giornalistiche l'elemento dialettale non è più considerato espressione di incultura o arretratezza, ma motivo di modernità ed arricchimento (cf. Beccaria, 2002: 127; Trovato, 2002: 879. Per le trasformazioni linguistiche avutesi a partire dal secondo dopoguerra, invece, tra i tanti contributi, cf. Cortelazzo e Mioni, 1990: VII; Dardano, 1993: 323ss.; De Mauro, 1999: IX-X; Beccaria, 2002: 72-76; Lorenzetti, 2002: 18-19; per il linguaggio giornalistico, in particolare, cf. Gualdo, 2007: 17-30; Bonomi, 2010: 580-581; Gatta, 2014).

8. Conclusioni

La presenza di regionalismi nella lingua scritta è sintomo di quanto – oggi come nei secoli addietro – l'oralità pressa sulla scrittura, riuscendo sovente ad imporsi. Ciò non sempre avviene per trascuratezza, come erroneamente si potrebbe pensare. Specie nelle pagine dei quotidiani (cf. Serianni, 2007: 170).

Guardando nello specifico il rapporto tra stampa siciliana e regionalismi (o dialettalismi), direi piuttosto che la forza dell'uso spesso riesce a superare la norma, finendo col dare legittimazione scritta a termini utilizzati quotidianamente: in famiglia, tra amici, ma non solo. Come si è avuto modo di constatare dal mio spoglio, molti regionalismi (si vedano, ad esempio, i sostantivi *vara* e *locale*, oppure l'aggettivo *terrano*), usati dai giornalisti nella pagina scritta (in un contesto, dunque, di medio-alta formalità), sono usati anche da sacerdoti o da funzionari dell'amministrazione pubblica, in contesti tutt'altro che informali: dalla solenne celebrazione liturgica ai burocratici uffici comunali.

Sono numerosi i termini che, pur non avendo ottenuto cittadinanza linguistica a livello nazionale, in ambito regionale sono impiegati correntemente anche a livelli non necessariamente bassi¹⁰⁴: i quotidiani isolani, adoperandoli, non fanno altro che riflettere le abitudini linguistiche dei parlanti siciliani (es. *locale*, *neonata*, *schiticchio*, *timpa*, *trazzera*, *vara*, *zazzamita*, etc.).

104. Una situazione analoga è stata registrata qualche anno fa dalla Sullam Calimani: in una ricerca condotta sulla situazione linguistica a Venezia, la studiosa è giunta alla conclusione che «l'italiano parlato dalle persone di cultura alta o medio alta abitanti nel capoluogo veneto è [...] intriso di dialettalismi e di regionalismi usati a volte per motivi espressivi e ludici, a volte del tutto inconsapevolmente» (Sullam Calimani, 2009: 189). Il parallelismo con la situazione siciliana è spiegabile con la particolare tenuta del dialetto nelle due regioni, Veneto e Sicilia, quale era emerso anche da uno studio della Marcato (cf. Marcato, 2002: 18), di poco anteriore alla indagine della Sullam Calimani.

Alla luce di questa indagine, sembra così lontana la posizione su cui era fermo Giovan Battista Pellegrini (1975) ancora alla metà degli anni Settanta, nella sua *Appendice a Tra lingua e dialetto*: lo studioso, allora, stabiliva l'influenza del dialetto solo sulla lingua parlata, pur riconoscendo l'esistenza di una serie di «“tastiere” [...] a disposizione del medesimo parlante» (Pellegrini, 1975, citato dalla ristampa in Telmon, 1990: 74).

In realtà lo spoglio dei quotidiani sancisce un'influenza del dialetto che va oltre la lingua parlata. Un'influenza che, specie a livello lessicale, aumenta col passare del tempo e che acquista una maggiore consistenza nel secondo Novecento, in conseguenza dello stabilizzarsi della lingua italiana e del consolidarsi della competenza pragmatica degli italiani.

L'impiego di forme alternative – marcate in senso diatopico – testimonia, infatti, un grado di acquisizione dell'idioma nazionale tale da moltiplicare le possibilità creative ed espressive sia nel parlato, sia nell'uso scritto (ivi comprese le pagine dei quotidiani).

E, al contempo, testimonia la presenza forte del dialetto nella vita dei parlanti. Nencioni (citato da Serianni, 2006: 52) sottolineava che «la lingua materna sta dentro di noi come un ceppo pronto a mettere nuove radici e a gettare nuovi germogli». Nel caso dei quotidiani siciliani, la presenza di dialettalismi e regionalismi deriva proprio dal fatto che «l'italiano [...] viene ad innestarsi [...] su tradizioni regionali ormai consolidate e, pur facendosi lentamente strada e giungendo a soppiantare le precedenti tradizioni, dovrà sempre e comunque fare i conti con quelle tradizioni e in particolar modo coi dialetti» (Trovato, 2002: 876).

Studi condotti da più parti, negli anni a cavallo tra la fine del XX e l'inizio del XXI secolo, testimoniano proprio la tenuta dei dialetti tra gli italiani¹⁰⁵, molti dei quali (circa il 50%) sono veri e propri «alternanti» dotati di buona mobilità linguistica: essi vivono in uno stato di diglossia¹⁰⁶ e alternano liberamente lingua e dialetto in base ai contesti.

Tornando al concetto di lingua materna, vorrei spostare l'attenzione proprio sul rapporto tra questa e la prosa dei quotidiani siciliani. Lo studio diacronico di quest'ultima deve far riflettere. La mia indagine è riferita al Novecento. Stando alle statistiche di Lo Piparo è con probabilità decisamente elevate che gli articoli oggetto del mio spoglio siano stati scritti da cronisti aventi buona dimestichezza con il dialetto¹⁰⁷. Col passare del tempo, però, è prevedibile che tale dimestichezza venga meno e che il

105. Secondo l'ultima ricerca Istat (maggio 2006) sull'uso dei dialetti e delle lingue minoritarie il 16% della popolazione italiana parla il dialetto in famiglia, il 13,2% lo parla con gli amici e solo il 5,4% lo parla con gli estranei. Il 32,5% della popolazione si esprime sia in italiano sia in dialetto in famiglia, mentre il 32,8% parla entrambi gli idiomi con gli amici e il 19% con gli estranei. La maggior parte della popolazione parla prevalentemente l'italiano in famiglia (45,5%), con gli amici (48,9%) e soprattutto con gli estranei (72,8%).

106. Cf. Marcato (2002: 18) e Beccaria (2006: 217). La diglossia lingua-dialetto nei centri urbani settentrionali risulta in gran parte superata (cf. Radtke, 1993: 214). Per la Sicilia la percentuale dei cosiddetti «alternanti» supera, invece, il 90% (cf. Lo Piparo, 1990a: 36).

107. Secondo Lo Piparo il parlante siciliano medio ha ottime possibilità di avere genitori siculofoni (cf. Lo Piparo, 1990a:

vocabolario regionale delle nuove generazioni ne esca lessicalmente ridotto: meno ricco, meno vario e più stereotipato.

Fra trent'anni la situazione linguistica della Sicilia sarà probabilmente diversa da quella fotografata vent'anni fa da Lo Piparo, 1990 ed è probabile che ci saranno delle differenze marcate. Sorge allora una domanda: come sarà la lingua dei quotidiani siciliani del XXI secolo? Le nuove generazioni di giornalisti che lingua utilizzeranno? I regionalismi e i dialettalismi che posto occuperanno all'interno della prosa giornalistica futura? Una risposta adeguata a queste domande si potrà dare solamente fra qualche decennio.

40), ma «chi ha avuto l'italiano come prima lingua, o proviene da famiglie e ambienti italofofoni, nella grande maggioranza dei casi [impara] il siciliano come seconda lingua» (Lo Piparo, 1990a: 45) e, una volta cresciuto, lo adopera maggiormente rispetto a quand'era ragazzo (cf. Lo Piparo, 1990a: 46).

Bibliografia

- Altieri Biagi, Maria Luisa (1985), «Presentazione», in Maria Luisa Altieri Biagi (ed.), *Il Resto del Carlino in un secolo di storia: tra cronaca e cultura*, Bologna, Pàtron Editore, p. 7-11.
- Avolio, Francesco (1994), «I dialettismi dell'italiano», in Luca Serianni e Pietro Trifone (ed.), *Storia della lingua italiana*, vol. III, Torino, Einaudi, p. 561-595.
- Beccaria, Gian Luigi (1973), «Il linguaggio giornalistico», in Gian Luigi Beccaria (ed.), *I linguaggi settoriali in Italia*, Milano, Bompiani, p. 61-89.
- Beccaria, Gian Luigi (2002), *Italiano antico e nuovo*, Milano, Garzanti.
- Beccaria, Gian Luigi (2006), *Per difesa e per amore. La lingua italiana oggi*, Milano, Garzanti.
- Bonomi, Ilaria (2002), *L'italiano giornalistico dall'inizio del '900 ai quotidiani on line*, Firenze, Cesati.
- Bonomi, Ilaria (2003), «La lingua dei quotidiani», in Ilaria Bonomi, Andrea Masini e Silvia Morgana (ed.), *La lingua italiana e i mass media*, Roma, Carocci Editore, p. 127-164.
- Bonomi, Ilaria (2010), «Giornali, lingua dei», in Raffaele Simone (ed.), *Enciclopedia dell'italiano*, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, p. 580-583.
- Cortelazzo, Manlio (1996), «Lingue e dialetti», in Bruno Bongiovanni e Nicola Tranfaglia (ed.), *Dizionario storico dell'Italia unita*, Roma/Bari, Editori Laterza, p. 555-565.
- Cortelazzo, Michele A. e Alberto M. Mioni (1990), «Presentazione», in Michele A. Cortelazzo e Alberto M. Mioni (ed.) (1990), *L'italiano regionale. Atti del XVIII Congresso internazionale di studi. Padova-Venezia, 14-16 settembre 1984*, Roma, Bulzoni, p. VII-XI.
- Dardano, Maurizio (1993), «Lessico e semantica», in Alberto Sobrero (ed.), *Introduzione all'italiano contemporaneo*, vol. I, Roma/Bari, Editori Laterza, p. 291-370.
- De Mauro, Tullio (1999), «Introduzione», *Grande dizionario italiano dell'uso*, vol. I, Torino, Utet, p. VII-XLII.
- Gatta, Francesca (2014), «Giornalismo», in Giuseppe Antonelli, Matteo Motolese e Lorenzo Tomasin (ed.), *Storia dell'italiano scritto*, vol. III, Roma, Carocci, p. 293-347.
- GDLI: *Grande dizionario della lingua italiana* (1961-2002), diretto da Salvatore Battaglia, Torino, Utet, 21 vol.
- GRADIT: *Grande dizionario italiano dell'uso* (1999), Tullio De Mauro (ed.), Torino, Utet, 6 vol.
- GRADIT VIII: *Nuove parole italiane dell'uso* del GRADIT (2007), Tullio De Mauro (ed.), Torino, Utet.
- Gualdo, Riccardo (2007), *L'italiano dei giornali*, Roma, Carocci Editore.
- Ioli Gigante, Amelia (1980), *Le città nella storia d'Italia. Messina*, Bari, Laterza.

- Istat (2006): *La lingua italiana, i dialetti e le lingue straniere*, disponibile su www3.istat.it/salastampa/comunicati/non_calendario/20070420_00/testointegrale.pdf. [Sito consultato il 7 gennaio 2015.]
- Lauta, Gianluca (2002), «Dialetto e giornali», in Manlio Cortelazzo et al. (ed.), *I dialetti italiani. Storia struttura uso*, Torino, Utet, p. 1048-1055.
- LEI: *Lessico etimologico italiano* (1979), Max Pfister e Wolfgang Schweickard (ed.), Wiesbaden, Reichert.
- Lo Piparo, Franco (ed.) (1990), *La Sicilia linguistica oggi*, Palermo, Centro di studi filologici e linguistici siciliani.
- Lo Piparo, Franco (1990a), «Introduzione», in Franco Lo Piparo (ed.), *La Sicilia linguistica oggi*, Palermo, Centro di studi filologici e linguistici siciliani, p. 13-53.
- Loporcaro, Michele (2005), *Cattive notizie. La retorica senza lumi dei mass media italiani*, Milano, Feltrinelli.
- Lorenzetti, Luca (2002), *L'italiano contemporaneo*, Roma, Carocci Editore.
- Marcato, Carla (2002), *Dialetto, dialetti e italiano*, Bologna, Il Mulino.
- Masini, Andrea (1994), «La lingua dei giornali dell'Ottocento», in Luca Serianni e Pietro Trifone (ed.), *Storia della lingua italiana*, vol. II, Torino, Einaudi, p. 635-665.
- Moravia, Alberto (1994), *Nuovi racconti romani*, 2^a ed., Milano, Bompiani. [1^a ed., 1959.]
- Morgana, Silvia (2003), «Profilo di storia linguistica italiana», in Ilaria Bonomi, Andrea Masini e Silvia Morgana (ed.), *Elementi di linguistica italiana*, Roma, Carocci Editore, p. 197-277.
- Nicotra, Vincenzo (1883), *Dizionario siciliano-italiano*, Catania, Stabilimento tipografico Bellini.
- Pellegrini, Giovan Battista (1975), «Appendice», in Giovan Battista Pellegrini (1975), *Saggi di Linguistica italiana. Storia Struttura e Società*, Torino, Boringhieri, p. 35-40. [Citato dalla ristampa in Telmon, 1990: 70-75.]
- Pitrè, Giuseppe (2003), *Grammatica siciliana*, Milano, Brancato Editore.
- Radtke, Edgar (1993), «Varietà giovanili», in Alberto Sobrero (ed.), *Introduzione all'italiano contemporaneo*, vol. II, Roma/Bari, Editori Laterza, p. 191-235.
- Rohlf, Gerhard (1968), *Grammatica storica della lingua italiana e dei suoi dialetti. Morfologia*, vol. II, Torino, Einaudi.
- Ruffino, Giovanni (1990), «Dinamiche socioeconomiche e variazione linguistica», in Franco Lo Piparo (ed.), *La Sicilia linguistica oggi*, Palermo, Centro di studi filologici e linguistici siciliani, p. 179-205.
- Ruffino, Giovanni (2001), *Profili linguistici delle regioni. Sicilia*, Roma/Bari, Editori Laterza.
- Salvo, Carmen (1985), *I giornali della provincia di Messina*, Palermo, Edizioni Giada.

- Sboarina, Francesca (1996), *La lingua di due quotidiani veronesi del secondo Ottocento*, Tübingen, Niemeyer.
- Scavuzzo, Carmelo (1988), *Studi sulla lingua dei quotidiani messinesi di fine Ottocento*, Firenze, Olschki Editore.
- Serianni, Luca (2000), «Alcuni aspetti del linguaggio giornalistico recente», in Serge Vanvolsem et al. (ed.), *L'italiano oltre frontiera. Atti del V Convegno Internazionale (Leuven, 22-25 aprile 1998)*, Lovanio/Firenze, Leuven University/Cesati, vol. I, p. 317-358.
- Serianni, Luca (2006), *Prima lezione di grammatica*, Roma/Bari, Editori Laterza.
- Serianni, Luca (2007), *Italiani scritti*, Bologna, Il Mulino.
- Sobrero, Alberto A. (ed.) (1993), *Introduzione all'italiano contemporaneo*, 2 vol., Roma/Bari, Editori Laterza.
- Sullam Calimani, Anna Vera (2009), «Italiano regionale a Venezia», in Anna Cardinaletti e Nicola Munaro (ed.), *Italiano, italiani regionali e dialetti*, Milano, Franco Angeli, p. 173-191.
- Telmon, Tullio (ed.) (1990), *Guida allo studio degli italiani regionali*, Alessandria, Edizioni dell'Orso.
- Traina, Antonino (1868), *Nuovo vocabolario siciliano-italiano*, Palermo, Giuseppe Pedone Lauriel editore.
- Tropea, Giovanni (1976), *Italiano di Sicilia*, Palermo, Aracne.
- Tropea, Giovanni (1980), «Nuovo contributo alla conoscenza dell'italiano in Sicilia», *Bollettino del Centro di Studi filologici e linguistici siciliani*, n° 14, p. 372-392 [Citato dalla ristampa in Telmon, 1990: 235-256.]
- Trovato, Salvatore C. (2002), «La Sicilia», in Manlio Cortelazzo et al. (ed.), *I dialetti italiani. Storia struttura uso*, Torino, Utet, p. 834-897.
- VS: *Vocabolario siciliano* (1977-2002), Giorgio Piccitto e Giovanni Tropea (ed.), Catania/Palermo, Centro di studi filologici e linguistici siciliani, 5 vol.
- Zingarelli, Nicola (2013), *Lo Zingarelli 2013. Vocabolario della lingua italiana*, Bologna, Zanichelli.



TITRE: IDEOLOGÍAS LINGÜÍSTICAS DEL ESPAÑOL: LA DIMENSIÓN POLÍTICA DEL PANHISPANISMO EN LOS CONGRESOS INTERNACIONALES DE LA LENGUA ESPAÑOLA

AUTEUR(S): CARMEN MARIMÓN LLORCA, UNIVERSIDAD DE ALICANTE

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 110-129

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/7994](http://hdl.handle.net/11143/7994)

DOI: 10.17118/11143/7994

Ideologías lingüísticas del español: la dimensión política del panhispanismo en los Congresos Internacionales de la Lengua Española

Carmen Marimón Llorca, Universidad de Alicante

marimon@ua.es

Resumen: El objetivo de este trabajo es analizar el papel asignado a la prensa en relación con el presente y el futuro del español en España y América a través de los cinco Congresos Internacionales de la Lengua (CILE) celebrados hasta ahora. La naturaleza institucional y académica de dichos eventos los convierten en una referencia del panhispanismo lingüístico que, en la actualidad, vive uno de sus momentos más expansivos. El propósito final es poder reconstruir el imaginario ideológico-lingüístico que se proyecta sobre el español y cómo, a través de su presencia en los CILE, la prensa contribuye a construirlo y divulgarlo. Se adopta para ello una perspectiva discursivo-crítica que permitirá señalar a los actores que llevan a cabo el proyecto en términos de inclusión/exclusión, mostrar los temas más recurrentes y poner de manifiesto la fuerza de los intereses económicos y geopolíticos sobre el español por encima de cualquier otra consideración.

Palabras clave: ideologías lingüísticas; lengua española; panhispanismo; congresos de la lengua; prensa

Abstract: The aim of this paper is to analyze the role assigned to the press regarding the present and the future of Spanish in Spain and Latin America through the five International Congresses of Language (CILE) held to date. The institutional and academic nature of these events makes them a reference of the linguistic Panhispanism that at the present is experiencing one of its most expansive moments. The ultimate goal is to reconstruct the ideological-linguistic imagination that is projected onto the Spanish language and how, through its presence in the CILE, the press helps to build and report it. For this purpose a critical discursive perspective is adopted as far as it allows pointing out the actors that carry out the project in terms of inclusion/exclusion. Thus, it can be shown the most recurrent themes and highlight the strength of the economic and geopolitical interests on Spanish above any other consideration.

Keywords: language ideologies; Spanish language; panhispanism; international language conferences; journalism

1. Introducción: los CILE

Desde el año 1997 se celebran con periodicidad trianual los Congresos Internacionales de la Lengua española (CILE). Como se anuncia en la página dedicada a ellos en el Centro Virtual Cervantes¹:

Los Congresos constituyen significativos foros de reflexión acerca de la situación, los problemas y los retos del idioma español. Pretenden, sobre todo, generar conciencia de corresponsabilidad sobre la promoción y la unidad de nuestra lengua entre los gobiernos, las instituciones y las personas².

Se trata, por tanto, de encuentros con vocación de “acontecimiento universal” orientados a visibilizar la lengua española y a encarar no pocos aspectos relativos al idioma: situación, problemas, retos, promoción y unidad. Su antecedente inmediato fue el Congreso de la Lengua española celebrado en Sevilla en 1992 en el que, como señala Rizzo (2009: 3), se presentan “los nuevos lineamientos para intervenir sobre el español”. El carácter institucional viene dado porque los presiden los Jefes de Estado correspondientes a los países donde se desarrollan; están patrocinados por empresas multinacionales y bancos; asisten directores de los principales diarios, agencias de noticias y medios de comunicación en general; participan escritores y artistas de renombrado prestigio junto a académicos. Pero sobre todo, la institucionalidad se debe a que la iniciativa corre a cargo de los tres organismos más importantes en relación con la lengua española: la Real Academia Española (RAE), el Instituto Cervantes (IC) y la Asociación de Academias de la Lengua Española (ASALE), dos de los cuales son, además, del Estado español. Los Congresos son acogidos en distintas ciudades de España y Latinoamérica; hasta la fecha, los seis celebrados han tenido lugar en Zacatecas, 1997; Valladolid, 2001; Rosario, 2004; Cartagena de Indias, 2007; Valparaíso, 2010 y Panamá, 2013. Están planteados como un evento mediático alrededor de la lengua cuya finalidad no es investigar sobre el español –no es un encuentro de filólogos–, sino hacer visible la potencialidad de la lengua a partir de algún aspecto concreto. Esos aspectos son los que constituyen los lemas que presiden y orientan cada encuentro. Así:

- Zacatecas, 1997: “La lengua y los medios de comunicación”
- Valladolid, 2001: “El idioma español en la sociedad de la información”
- Rosario, 2004: “Identidad lingüística y globalización”

1. El Centro Virtual Cervantes (CVC) tiene un espacio en su página web dedicado a los Congresos Internacionales de la Lengua Española (CILE). Desde ella se puede acceder a resúmenes de prensa, actividades institucionales y culturales relacionadas con cada evento y también a las ponencias, mesas redondas y comunicaciones de cada Congreso. Estas se encuentran disponibles en: <http://congresosdelalengua.es/>. En este trabajo nos referiremos siempre a lo publicado en este lugar con el nombre del participante, el lugar del Congreso y el año, p.e.: Carlos Fuentes, Rosario, 2004.

2. www.cervantes.es/lengua_y_ensenanza/congresos_lengua_espanola/informacion.htm [Página consultada el 2 de diciembre de 2014.]

- Cartagena De Indias, 2007: “Presente y futuro de la lengua española: unidad en la diversidad”
- Valparaíso, 2010: “América en lengua española”
- Panamá, 2013: “El español en el libro: del Atlántico al Mar del Sur”

La importancia de los medios de comunicación de masas en los inicios del siglo XXI y la necesidad de posicionar el idioma en relación con ellos quedan evidenciadas por el hecho de que se le dedican los dos primeros congresos. El tema de la globalización y de la unidad de la lengua ocupa los dos siguientes, como una prolongación natural de los primeros –¿es posible aspirar a ser una lengua relevante y universal sin asumir y luego minimizar o contrarrestar los peligros de la dispersión? El encuentro fallido de Valparaíso aspiraba a ser quizá el más histórico-lingüístico de todos ellos al abordar el tema del arraigo de la lengua española en América, el papel de las Independencias y el contacto con las lenguas originarias, sin olvidar los aspectos educativos, políticos y económicos relacionados con ellas. Finalmente, el Congreso de Panamá se ha centrado en el papel del libro en español con especial atención a la industria editorial.

Estos encuentros, pues, además de ocuparse de lo lingüístico y cultural están orientados hacia cuestiones de naturaleza política y económica en relación con la lengua. Así, en definición de Florencia Rizzo (2014: 194), estos acontecimientos se pueden entender como “espacios discursivos que exhiben huellas del proceso que derivó en la renovación de la política lingüística del área hispánica”.

Precisamente, esa orientación mercantilista y lo que se ha visto como un intento de apropiación del idioma por parte de España ha dado lugar a que sociolingüistas de América del Norte, de Latinoamérica y también de España hayan adoptado una postura crítica ante lo que consideran una instrumentalización política y económica del español, una de cuyas manifestaciones más visibles son, precisamente, los CILE. Así José del Valle en un volumen que él mismo edita sobre las ideologías del español (2007b), llama la atención sobre el hecho de que, desde finales de los ochenta, se esté produciendo en España la puesta en marcha de políticas lingüísticas mediante las cuales –en su opinión– se pretende “tomar las riendas de la operativización política y económica del área idiomática y de la organización de una industria en torno al español concebido como producto de mercado” (2007a: 15-16). En ese mismo volumen, Ángel López García señala cómo la propagación del español “ha dejado de convertirse en una labor proselitista [...] para convertirse en un trabajo o en un negocio” (2007: 158). Y con un planteamiento más radical, Paffey y Mar-Molinero (2009: 163) describen las políticas lingüísticas en el mundo hispano-hablante como “forms of imposition and even linguistic imperialism” y consideran los CILE como uno de los tres pilares de la “panhispanic language policy”, siendo los otros dos la RAE y el IC. Así, el análisis de las ideologías lingüísticas sobre el español, entendidas como “las visiones del español que llenan los discursos de promoción de su estatus simbólico” (del Valle, 2007a: 27) se han convertido en un tema reciente y pujante de investigación en el ámbito hispánico (Mar-Molinero, 2006; Mar-Molinero y Stewart, 2006). Para hacerlo se ha utilizado el corpus que compone la producción discursiva institucional en torno a la lengua

española: las Actas de los CILE y la producción divulgativa de la RAE, la ASALE y el IC y, a partir de este material, se han estudiado y definido desde una perspectiva crítica, conceptos como “globalización”, “mestizaje”, “panhispanismo”, “pluricentrismo”, etc. Sin embargo, en ninguno de estos trabajos se ha abordado de forma particular la contribución de los medios de comunicación escrita a la difusión y consolidación de la actual política lingüística panhispánica.

El objetivo de este trabajo es analizar el papel asignado a la prensa en relación con el presente y el futuro del español en España y América a través de los seis Congresos Internacionales de la Lengua celebrados hasta ahora. El propósito final es poder reconstruir el imaginario ideológico-lingüístico que se proyecta sobre el español y cómo, a través de su presencia en los CILE, la prensa contribuye a construirlo y divulgarlo. Para realizar esta tarea, en primer lugar, estableceremos una definición del concepto de “ideología lingüística” y mostraremos por qué consideramos que el proyecto de identidad lingüística panhispánica que se defiende en los CILE puede considerarse una propuesta ideológica sobre la lengua. Posteriormente nos centraremos en la naturaleza del discurso periodístico y justificaremos los instrumentos teórico-prácticos del Análisis Crítico del Discurso –especialmente las propuestas al respecto de van Dijk (2003, 2006) y Fowler (1985)– como los más adecuados para analizar las intervenciones relacionadas con la prensa escrita a lo largo de los seis Congresos. Los dos apartados siguientes están dedicados al análisis y discusión de los textos de la prensa en los CILE. La identificación de los participantes permitirá determinar quiénes son considerados los actores que tienen que llevar a cabo el proyecto del español –y quiénes no; por su parte, el análisis de los temas revelará las preocupaciones y las líneas de actuación y, sobre todo, pondrá nombre a los *themata* ideológicos dominantes sobre la lengua. En las conclusiones valoraremos el papel de la prensa en relación con el panhispanismo lingüístico, estrechamente relacionado con la difusión e implantación del español global o internacional, lo que, en nuestra opinión, constituye la ideología sobre la lengua española más potente en la actualidad. Como fuente principal se utilizarán las intervenciones en los CILE publicadas en la página web del Instituto Cervantes³. A este respecto hay que advertir que no todos los participantes dejaron su ponencia para ser publicada y no todas las mesas redondas fueron grabadas y transcritas por lo que las intervenciones accesibles no se corresponden necesariamente con las que se pudieron realizar in situ.

2. Ideologías lingüísticas del español: la dimensión política del panhispanismo

Una de las preocupaciones constantes de los estudiosos de la lengua española ha sido la búsqueda del equilibrio entre la unidad del idioma y la amenazante diversidad que, dada la dispersión geográfica y la variedad cultural de sus hablantes, aparecía siempre como un inevitable factor disgregador⁴.

3. <http://congresosdelalengua.es> [Página consultada el 2 de diciembre de 2014.]

4. Sobre el futuro del español a los dos lados del Atlántico hay que remitirse a la polémica que a finales del siglo XIX mantuvieron Rufino José Cuervo –que veía en el español el mismo destino que el de las lenguas romances– y Juan Valera –defensor de la unidad del idioma a lo largo del tiempo–. A favor de esta perspectiva Ramón Menéndez Pidal publicará

En 1951, la creación de la Asociación de Academias de la Lengua Española en México –que ya venían funcionando desde 1891 como Academias correspondientes– supuso un paso fundamental en la búsqueda de esa unidad lingüística que superaba la dimensión política. Así lo expone José Antonio Pascual (Valparaíso, 2010) citando un fragmento del *Acta de la Academia de la Lengua* de 1870 en la que se autoriza el establecimiento de dichas Academias:

Los lazos políticos se han roto para siempre; de la tradición histórica misma puede en rigor prescindirse; ha cabido, por desdicha, la hostilidad hasta el odio entre España y la América que fue española; pero una misma lengua hablamos, de la cual, si en tiempos aciagos que ya pasaron, usamos hasta para maldecirnos, hoy hemos de emplearla para nuestra común inteligencia, aprovechamiento y recreo

En un tono mucho menos virulento, pero abordando idéntico tema, se expresaba Octavio Paz en las palabras inaugurales del I Congreso Internacional de la Lengua española celebrado en Zacatecas, 1997, al referirse a los valores de la lengua: “nos junta, pero no nos aísla, sus muros son transparentes y a través de esas paredes diáfanos vemos el mundo y conocemos a los hombres que hablan otras lenguas”. Lo cierto es que, tanto en un ejemplo como en el otro, lo que se está valorando y analizando no es ni la morfología, ni el léxico, ni la gramática; de lo que se está hablando es de la dimensión política de la lengua española. Vivimos –como señala Jitrik (2008: 13 y ss.)– en un universo de “polis”, hablamos y nos hablan, estamos invadidos de discursos que son, naturalmente, políticos, luego el metadiscurso sobre la lengua difícilmente podía escapar de este bucle discursivo que alimenta y da sentido a las sociedades y a sus prácticas y que denominamos ideologías lingüísticas o ideologías sobre la lengua. Kathryn Woolard (2007: 129) define las ideologías lingüísticas como “representaciones de la intersección entre el lenguaje y la dimensión social de la actividad humana y a la carga de intereses morales y políticos inscritos en esas representaciones”. Para del Valle (2007a: 20), las ideologías lingüísticas son “marcos cognitivos que ligan coherentemente el lenguaje con un orden extralingüístico, naturalizándolo y normalizándolo”. Lo esencial de estas ideologías es, como señalan Schieffelin, Woolard y Kroskrity (2012: 5), que no sólo conectan la lengua con el poder y la moral, sino que “sirven también de base para importantes instituciones sociales y nociones fundamentales sobre la persona y la comunidad”. Es el caso, como señala del Valle (2007d: 81 y ss.), de las estrategias que utiliza la RAE para elaborar un imaginario colectivo sobre la lengua a modo de “hispanofonía”. Si, como dijo Camilo José Cela en el discurso inaugural del I Congreso Internacional de la Lengua española en Zacatecas (1997), “la lengua es la más eficaz de todas las armas y las más rentable de todas las inversiones”, no es de extrañar que el español se haya convertido en un objeto sobre el que se quiera ejercer control y que el propio discurso sobre el idioma, especialmente el que se despliega en los CILE sobre el concepto de unidad de la lengua y de comunidad de hablantes, constituya la manifestación de un claro posicionamiento ideológico sobre la lengua española. En efecto, es evidente el esfuerzo de los CILE por transmitir una percepción del idioma español como “lengua

en 1944 su trabajo “La unidad del idioma”, en el que argumentaba y explicaba la diferencia entre el proceso que siguió el latín y el que estaba ocurriendo con el español. Una síntesis sobre la polémica se encuentra en Moreno de Alba (1988).

panhispánica” que conforma una comunidad discursiva por encima de las fronteras nacionales. Y así queda claro desde los discursos institucionales que inauguran cada edición. Es una lengua “que no cabe en su pellejo” (Gabriel García Márquez, Zacatecas, 1997); la lengua “que se extiende más allá de las fronteras nacionales” (Octavio Paz, Zacatecas, 1997); que es “una forma de convivir” (Andrés Pastrana, Valladolid, 2001); la del hispanoparlante de ayer, de hoy y de mañana (Carlos Fuentes, Rosario, 2004). Una “lengua que ha cruzado el Atlántico muchas veces” (Tomás Eloy Martínez, Cartagena, 2007); que es “una manera de ser y de pensar, de soñar e imaginar, de sentir y de amar” (Mario Vargas Llosa, Valparaíso, 2010). El proyecto de convertir al español en una lengua unificada y global, capaz de competir con el inglés, una lengua respetada internacionalmente, demandada para su estudio, competitiva en todos los ámbitos de la expresión del conocimiento, económicamente rentable, fuente de riqueza y prestigio, usada cada vez por un mayor número de hablantes tanto como lengua materna como segunda lengua, no puede dejar indiferente a nadie. Sobre todo porque, lejos de ser una quimera, el desarrollo del potencial económico y político de la lengua española es, en casi todos los aspectos que hemos mencionado, sin duda, un proyecto verosímil y, por qué no decirlo, deseable para una comunidad de más de 400 millones de hablantes. El problema, o lo que en mi opinión ha despertado más suspicacias, es la cuestión de quién lleva la iniciativa de un proyecto tan rentable y ambicioso –según estudios del 2010, la lengua aporta el 16% del PIB a la economía española, ahorra el 50% de los costes de las transacciones y genera 2,3 millones de puestos de trabajo (García Delgado, Alonso y Jiménez, 2010; ver también García Delgado, Alonso y Jiménez, 2008 y Hurtado, 2007)–, quién, de hecho, está ejerciendo el liderazgo, para llevarse qué beneficios a costa de un objeto, la lengua española, que, como se repitió constantemente, es de todos. Como se ha señalado desde foros críticos, el hecho de que sean la RAE y el IC junto con la ASALE quienes lideran todas estas iniciativas pone el foco sobre el Estado español y sobre las corporaciones que patrocinan y apoyan estas instituciones y sus eventos, como los CILE. Aunque, en efecto, es España la que tomó la iniciativa, no es menos cierto que los grupos de poder mediático latino y norteamericano se han apresurado a participar activamente en estos foros, quizá no queriendo perder el tren de un avance imparable y, desde luego, dispuestos también a gestionar y ser parte de los beneficiarios potenciales del negocio del español. No nos parece en absoluto casual que el lema del primer CILE fuera, precisamente, “La lengua y los medios de comunicación” y que cuatro años después, el celebrado en Valladolid en 2001 se centrara en “El idioma español en la sociedad de la información”. Aunque los Congresos de Rosario, 2004; Cartagena de Indias, 2007; Valparaíso, 2010 y Panamá, 2013, se concentraran en una temática distinta, en todos ellos hay sesiones dedicadas a los medios de comunicación, y en concreto a la prensa, y a su papel que, como manifestó en su día Juan Pablo Illanes (Valladolid, 2001), del diario *El Mercurio* de Chile, debe ser “unificador sin ser coercitivo”. La ideología que se proyecta sobre el español, pues, tiene como “función distintiva” (Ariño, 1997: 206) lo que este mismo autor define como la constitución de una comunidad imaginaria, de sujetos e identidades cuyo objetivo es, finalmente, legitimar las acciones políticas y sociales de quienes ejercen el poder en algún ámbito relacionado con lo político que, en este caso, es el ámbito de la política lingüística panhispánica.

En el siguiente apartado definiremos algunos conceptos que nos ayudarán a analizar la naturaleza ideológica de los discursos de y sobre la prensa escrita en los CILE, a identificar su papel y valorar su contribución al proyecto de unidad lingüística panhispánica.

3. El discurso periodístico en los CILE: análisis crítico

El Periodismo es efectivamente una emanación de la sociedad, un modo de narrar los acontecimientos, una circulación de opiniones, un sistema de expresión espontánea regulador de las expresiones orgánicas, un poder vigilante de los poderes, una residencia de la literatura urgente, un instrumento de la política, una historia cotidiana, un género de conocimiento universal, una satisfacción del ansia de comunicación y tantas otras definiciones formuladas o por formular; pero todas ellas tienen el mismo fundamento y el mismo método: la clasificación (Aguinaga, 2000: 319).

En efecto, como se subraya al final de la cita precedente, la esencia del periodismo reside en la naturaleza de sus dos operaciones fundamentales: la selección y la valoración. La selección consiste en determinar qué hechos, de todo el universo de la realidad, van a ser difundidos por un medio determinado y, por lo tanto, qué hechos, todos los demás, no van a obtener la difusión. Por su parte, la valoración consiste en determinar cómo se van a difundir los hechos seleccionados, pues la difusión se puede realizar cuantitativa y cualitativamente de formas muy diversas, desde el grado ínfimo al grado más relevante de la jerarquización posible. Es en los periódicos donde se hacen visibles y, en muchas ocasiones, se generan los temas de interés que identifican una determinada época. Ahí, evidentemente, reside su poder y es la razón por la que son un instrumento esencial en la reproducción ideológica y en la creación de representaciones sociales que otorgan sentido a los comportamientos (van Dijk, 2003; Pardo, 2007: 94 y ss.). Desde los estudios críticos sobre el discurso se ha mostrado cómo el dominio de los grupos de poder sobre el resto de la sociedad en su propio beneficio se puede llevar a cabo mediante acciones sociales, pero ocurre que, en la mayoría de las ocasiones, son las acciones verbales, los discursos, los medios privilegiados a través de los cuales se ejerce el control (Fowler, 1985; van Dijk, 2006). Una de las claves para ello es el acceso, es decir, ser quien “accede” a la creación y transmisión de los discursos. Este último aspecto es especialmente revelador pues determina, como señala van Dijk (1996: 86 y ss.) quién puede hablar o escribir, a quién, sobre qué, cuándo, en qué contexto, y quién puede participar en un determinado evento comunicativo realizando qué papeles.

La prensa, con su enorme potencial discursivo, sigue jugando hoy en día un rol esencial en el mantenimiento y propagación de saberes, actitudes e ideologías (van Dijk, 1990: 53; van Dijk, 2006: 59) y, en este sentido, parece plenamente justificado que los CILE, pensados para crear un determinado imaginario sobre la lengua española que dé lugar a actuaciones concretas en el ámbito político y económico, recurriera a los medios de comunicación y, en particular, a la prensa escrita, como una de las vías esenciales para la legitimación de sus actuaciones.

Así parece verlo con claridad Paffey (2009) que, en su estudio sobre el papel de la prensa en la difusión de la ideología del panhispanismo lingüístico, señala la complicidad de los periódicos con las instituciones sobre la lengua –RAE e Instituto Cervantes, que el autor denomina “language guardians”– y con las grandes empresas que esperan recoger beneficios económicos más allá de la lengua. El objetivo, pues, de los CILE es crear un discurso dominante (Raiter y Zullo, 2008: 19-23) sobre la lengua, un conjunto de referencias semióticas que supongan, como señalan estos mismos autores, tomar la iniciativa discursiva en el nivel social y asegurarse la creación de un imaginario social en el que sus acciones tengan sentido.

Para poder ofrecer una visión lo más certera posible del papel de la prensa en los CILE y de la manera en que han contribuido a construir un determinado imaginario del español, vamos a utilizar algunas de las categorías analíticas propuestas desde el ACD. Consideraremos el conjunto de las actas publicadas de los CILE como un macro-discurso. Ello nos permitirá identificar, en primer lugar, a los participantes en las ponencias, comunicaciones y mesas redondas, a los que consideraremos los actores legitimados, es decir, quienes tienen la palabra en un evento de estas dimensiones. Nos referiremos únicamente a los que participan en relación con la prensa escrita (aunque a veces están mezclados con otros medios de comunicación). La identificación de los emisores es necesaria en el análisis discursivo de las ideologías, pues no sólo permite reconocer a los agentes y/o beneficiarios de una actuación sino que resulta esencial para establecer el eje nosotros/los otros con el que se establecen los límites de la pertenencia a una determinada comunidad. En segundo lugar, analizaremos los temas en torno a los cuales se elabora el discurso. Estos temas aparecen en los títulos de las ponencias o comunicaciones de cada interviniente, y, desde luego, en el desarrollo interno de cada discurso. De esta manera, podremos comprobar cómo se ha ido posicionando la prensa, qué papeles se le han dado en los CILE y cuáles ha sumido ella misma en relación tanto con el idioma como con las instituciones organizadoras. Finalmente, estableceremos las coordenadas de las ideologías lingüísticas que transmiten.

4. Quién tiene la palabra: los actores de la lengua

En los seis CILE realizados hasta ahora, ha habido unas 50 intervenciones –entre ponencias plenarios, comunicaciones y mesas redondas– cuyo tema ha sido algún aspecto de la prensa escrita en español. La mayoría se concentran en los Congresos de Zacatecas (14) y Valladolid (20) dedicados ambos como señalamos a los medios de comunicación y a la Sociedad de la información respectivamente. El Congreso de Rosario dedicado a la Identidad lingüística y la globalización acogió 6 intervenciones; 4 el de Cartagena, cuyo lema era Unidad en la diversidad, y 6 el de Valparaíso, con la dificultad en este último caso, de no poder tener acceso al texto de todas las intervenciones. En el último CILE de Panamá, dedicado plenamente al libro, las alusiones a los medios han sido en relación con la difusión de este último. Las cifras no son exactas pues en ocasiones se mezclan los temas referidos a la prensa con otros medios de comunicación o con otros aspectos como la cultura o la globalización, pero en cualquier caso resulta claro que los medios escritos tuvieron en los inicios

de los CILE visibilidad y protagonismo pero que, aunque siguen estando presentes, su participación es cada vez menos central.

En cuanto a las nacionalidades de los participantes en los foros de la prensa escrita, veinticinco son españoles; siete mexicanos; seis argentinos; cuatro estadounidenses; dos chilenos; y un representante de Venezuela, Uruguay, Perú, Costa Rica, Puerto Rico y Honduras. La mayoría son directores de los principales diarios, asociaciones y agencias de prensa en español, que son un total de quince: *El País*, *El Mundo*, *ABC*, *La Vanguardia*, *Expansión*, *Agencia EFE* (ESP); *Clarín*, *La Nación*, *El Tiempo* (ARG); *El Nacional* (VENZ); *El Universal* (México); *El Comercio* (PER); *El Mercurio* (CHI), *Búsqueda* (URG); *Impremedia* (USA). Otros son profesores universitarios, académicos o personas de reconocido prestigio en el ámbito de la lengua y la comunicación escrita.

En un primer vistazo, resulta evidente la presencia abrumadora de España, tanto en número de participantes como en medios presentes. La mayor desproporción de la participación española se dio en Zacatecas –diez intervenciones de ponentes españoles frente a tres mexicanos y uno estadounidense– y en Valladolid –diez españoles y diez de otras siete nacionalidades– mientras que en el resto de los Congresos la proporción ha sido algo más equilibrada. En el macro-discurso que componen las Actas de los CILE y por lo que se refiere a los datos cuantitativos, el núcleo duro del “nosotros”, entendido como los agentes activos de la prensa escrita en español, está formado, fundamentalmente, por españoles, tanto en lo que se refiere a las personas (50%) como a los diarios (40%). Pero a ellos hay que unir otras presencias numéricamente muy importantes como son las de los diarios y representantes argentinos, mexicanos y estadounidenses. La suma de estas cuatro nacionalidades compone el 84% de la presencia de la prensa en español en los CILE. Para entender estas proporciones hay que tener en cuenta que el número de hablantes de español de estos cuatro países es de casi 250 millones, lo que supone, según datos del Anuario 2012 del IC, que cifra en 495 millones el total de hispanohablantes, un 50% del total de hablantes de español en el mundo (ver figura 1). Por otra parte, México (24,72%) y Argentina (10,51%) suman el 35,23% del total PIB de Latinoamérica para el 2012 según datos del FMI.

Tabla 1: PIB 2012 para América latina⁵

País	Población que habla español
México	112.336.538
España	46.185.697
Argentina	40.117.096
Estados Unidos	50.477.594
TOTAL	249.086.925

5. Fuente: http://cvc.cervantes.es/lengua/anuario/anuario_12/i_cervantes/p01.htm

Así pues, los CILE, por lo que se refiere a la prensa, están dominados por un número limitado de países americanos –Argentina, México y Estados Unidos– que son los de mayor población y los que presentan un mayor potencial económico y liderados por España, que es la promotora de estos encuentros, la que, junto a los gobiernos de los países de acogida, organiza institucionalmente cada Congreso y la que tiene mayor presencia en todos los sentidos. Desde una perspectiva crítica, podemos decir que la presencia de la prensa escrita en los CILE está dominada por un grupo hegemónico de países y medios cuyo objetivo es ejercer algún tipo de control sobre la lengua española. Si, como se ha señalado, el propósito de estos encuentros es crear entre los hablantes del idioma una representación mental de la lengua española que legitime actuaciones concretas en relación con el potencial económico del idioma, los CILE se conforman como un ejemplo de lo que Fowler (1985: 62 y ss.) llamó prácticas constitutivas, es decir, usos de la lengua encaminados a proporcionar una determinada construcción de la realidad que favorezca el ejercicio del poder por parte de algún grupo social. El paso siguiente es convertir las prácticas verbales legitimadas en prácticas sociales, en actuaciones concretas sobre la lengua. Así, por ejemplo, en el año 2012, el ministro de Asuntos Exteriores y de Cooperación español, José Manuel García-Margallo, y la secretaria de Relaciones Exteriores de México, Patricia Espinosa, firmaron un acuerdo de colaboración para fomentar sus lenguas y sus culturas que les permite utilizar en común los 77 centros del Instituto Cervantes, los 10 Institutos Culturales en el Exterior de México y los 22 espacios culturales que este país mantiene en sus representaciones en el exterior⁶. Este proyecto es parte de la idea de “hispanoamericanizar” el Cervantes que manifestó su director Víctor García de la Concha en su toma de posesión y que ahora se concreta en la existencia de 109 centros españoles y mexicanos dedicados a la difusión de la lengua y cultura españolas. Si a esto sumamos la influencia directa de México sobre la población latina en Estados Unidos, parece evidente que, al menos cuantitativamente, la distribución de fuerzas que ponía en evidencia la presencia numérica de la prensa en los CILE, es coherente con el proyecto real de dominio sobre la expansión del español que políticamente se está llevando a cabo por parte de los gobiernos y las instituciones de España y México. Un caso distinto lo constituye Argentina que, aunque participa activamente en los CILE, está desarrollando una política lingüística propia, en particular en lo que se refiere a la enseñanza del español como L2/LE. Esta consiste en el desarrollo, al margen del Instituto Cervantes, de un sistema propio de certificación de nivel denominado CELU –Certificado de Español: Lengua y Uso– como parte de una “política lingüística y educativa regional que promueva la valoración de la diversidad y reconozca la importancia de los códigos interculturales” tal y como se indica en la página principal del consorcio Español como Lengua Segunda y Extranjera (ELSE)⁷. Hasta qué punto se puede convertir en una alternativa al discurso dominante es algo que no corresponde a este trabajo valorar.

6. www.cervantes.es/sobre_instituto_cervantes/prensa/2012/noticias/nota-convenio-mexico-exteriores.htm [Página consultada el 2 de diciembre 2014.]

7. www.else.edu.ar [Página consultada el 2 de diciembre.]

Finalmente, llama la atención que queden al margen países de la importancia numérica y económica de Colombia, Venezuela o Chile; y completamente fuera otros como Ecuador, Bolivia, toda Centroamérica y el Caribe. En el siguiente apartado vamos a comprobar si quienes tienen la palabra y pueden difundirla son los que lideran el proyecto de unidad y norma estándar del idioma en los medios de comunicación escrita.

5. Los temas de la lengua: de la corrección a la globalización

En su intervención en el CILE de Valladolid en 2001, el director del diario *La Nación* de Argentina, Bartolomé Mitre, señalaba “tres responsabilidades básicas y esenciales que ningún hombre de prensa debería rehuir” y que, resumidamente, son: formar conciencia de la unidad de la lengua y cultura como único fenómeno vivencial; asumir que formamos parte de una comunidad cultural diseminada por el mundo pero unida por la fuerza del idioma español; y velar por el buen uso del castellano, lo que lleva consigo evitar la degradación sin esquivar la diversidad, pero velando por el proceso de integración en consonancia con la evolución de la cultura y la academia. Mostrando una notable lucidez, Mitre señaló temas esenciales en las relaciones entre la lengua española y la prensa que son los que conformarán el hilo conductor de la mayor parte de las intervenciones anteriores y posteriores a la suya en los CILE: unidad y diversidad, comunidad/identidad cultural, fuerza del idioma común, buen uso de la lengua, responsabilidad de la prensa, futuro y evolución. Estos conceptos constituirían los ideogramas (del Valle, 2007a: 27) a través de los cuales se va construyendo el sistema lingüístico-ideológico que justifica el proyecto del español en el mundo. Desde una perspectiva u otra, todas las intervenciones nombran alguno de estos aspectos y contribuyen a forjar un discurso prácticamente unitario y recurrente sobre la unidad de la lengua y, en particular, sobre el papel que debe jugar la prensa en el futuro del español.

En términos fácticos se trata de vincular en un proyecto común a dos fuerzas institucionales poderosas: las encargadas de regular el idioma –RAE, IC y ASALE– y las que lo usan diaria y masivamente como su herramienta de trabajo para la comunicación –los grandes grupos de prensa y agencias de noticias de España y América. En los CILE de Zacatecas y Valladolid –centrados específicamente en las relaciones entre la lengua y los medios de comunicación–, destacan sobre todo dos temáticas: la referida a la norma, la pureza idiomática y la calidad del lenguaje periodístico, por un lado, y, en estrecha relación con lo anterior, el papel del periodismo sectorial como generador de diversidad, pero imprescindible para el progreso y la evolución de los medios escritos en el mundo actual. El CILE de Rosario en 2004, por su parte, supondrá un punto de inflexión y una decidida toma de postura a favor del proyecto globalizador del idioma que allí se iniciará definitivamente. El lema del Congreso es “Identidad lingüística y globalización” y la temática esencial en relación con los medios será la necesidad de unificar criterios sobre el uso de la lengua española en la prensa para poder afrontar su expansión y asumir con éxito los retos de la globalización. En un trabajo especialmente revelador, Arnoux (2008) analiza el cambio sustancial que se produce en la política lingüística panhispánica y que se pone de manifiesto en este Congreso a partir de la resemantización de tres ideogramas:

“la lengua es patria”, “nuestra lengua es mestiza” y “el español es americano”. La operación, señala Arnoux (2008: 37), consiste en proponer tres conceptos “sensibles a los hispanoamericanos porque se anudan a su propia historia” para acabar desterritorializando, despolitizando y desindigenizando las referencias en favor de un desplazamiento del interés en la expansión del español hacia los Estados Unidos. En efecto, como hemos señalado, los actores y las acciones de la prensa en relación con la lengua se dirigen exactamente en esa dirección, que es donde en la actualidad convergen los intereses mediáticos y económicos de la lengua.

5.1. La prensa y la defensa de la pureza del español

La cronología de los CILE revela distintas etapas en el proceso de convergencia entre los intereses de las instituciones organizadoras y la prensa invitada al evento. En Zacatecas 1997 abundan los planteamientos generales y aproximaciones de corte lingüístico y académico, a pesar, como se ha señalado (Rizzo, 2014: 200), de la sonada ausencia de la RAE. En una de las plenarias, Javier Fernández del Moral hace referencia a las relaciones entre la prensa y las academias en los siguientes términos: estas le piden a aquella rigor y paciencia; aquella a estas flexibilidad y agilidad. En otras palabras, la falta de rigor y la rapidez con la que la prensa maneja el idioma es incompatible con la rigidez y la lentitud de la Academia en sus decisiones sobre este. Se hace necesario, pues, un cambio que haga compatibles los ritmos entre las instituciones de la lengua y “lo que –señala del Moral– es el ser o no ser de la lengua en los próximos años”, los “fenómenos periodísticos”. Zacatecas y Valladolid pueden considerarse una respuesta activa y una clara apuesta por superar el inicial desencuentro⁸.

Llama la atención en estos primeros encuentros el conservadurismo expresivo que supone el uso de términos que ya no utiliza ni la propia RAE, para referirse a la calidad del lenguaje periodístico. Así, en el título de algunas intervenciones aparecen expresiones como “pureza del idioma” (Mitre, Valladolid, 2001), “deformaciones de la lengua” (Aguilar Gómez, Zacatecas, 1997), “correcto manejo del español” (Gómez Font, Zacatecas, 1997) o “batalla por el idioma” (Ulibarri Bilbao, Valladolid, 2001). En realidad, este vocabulario un tanto decimonónico está en sintonía con cierta grandilocuencia expresiva propia de la institucionalidad y formalidad en la que se desarrollan estos eventos, así como con el deseo de transmitir una imagen teñida de cierto idealismo poético sobre la unidad y grandeza de la lengua española en el mundo. Los textos ponen de manifiesto que preocupa el descuido en la expresión y la repercusión que esto pueda tener en la unidad y fuerza global del idioma dado el poder difusor de la prensa; así, la natural tendencia al neologismo y la creación léxica, el uso de un léxico poco culto en la prensa americana o la incorporación indiscriminada de anglicismos se consideran peligros que desprestigian el medio y perjudican a la lengua. Para referirse al mal uso que la prensa hace del idioma se utiliza un léxico denigratorio: “alteración”, “anormalidad”, “enrarecimiento”, “deformación”. En realidad, son metáforas biológicas que presentan la lengua como un

8. Sobre la relevancia que pudo tener en las relaciones entre la prensa y la RAE el hecho de que, en 1997, ingresara en esta institución como Académico de número Juan Luis Cebrián, director del diario *El País* y, en 1998, lo hiciera Luis María Ansón, director del *ABC*, ver Hernando (2007).

organismo vivo y manejable, ahora defectuoso y alterado, pero, como todo lo vivo, susceptible de mejora si se somete al tratamiento adecuado que, en este caso, consistiría en convertir lo alterado, raro y deforme en “normal”. En efecto, la necesidad de una estandarización o “normalización” de la lengua española en la prensa –y en general en todos los medios de comunicación– será una de las reclamaciones más recurrentes por parte de los grupos mediáticos cuyo resultado más concreto será el proyecto de un español global o internacional que surgirá en los años siguientes a estos dos primeros Congresos. Tampoco son extrañas las metáforas bélicas para referirse a las palabras a las que el periodista se “enfrenta” cada día que son “munición”, “ariete”, “arma”. Aunque es una imagen clásica –la poesía es un arma cargada de futuro (Gabriel Celaya, *Cantos Íberos*, 1955)–, mediante ella se hace visible un tratamiento de la problemática en torno al idioma en términos beligerantes, como una lucha que el periodista tiene que asumir en favor de la “supervivencia del español” y –continúa la metáfora– en “defensa” del idioma. Pero si hay que defenderse es porque existe un enemigo. En este caso, y a juzgar por las opiniones vertidas en los CILE, el enemigo es doble: uno es externo, el inglés, lengua franca cada vez más extendida cuya fuerza globalizadora, como señala Garrido (2010: 71) está ligada “al poder de su núcleo político de hablantes, que además de poder político, es económico y cultural”; pero otros, los más problemáticos, tienen que ver con la propia lengua y son la diversidad, el descuido y la falta de criterios homogéneos a la hora de utilizarla en los medios de comunicación. Precisamente la toma de conciencia de esta realidad en los primeros Congresos es lo que dará lugar al proyecto panhispánico y pluricéntrico sobre la lengua que se llevará a cabo a partir del Congreso de Rosario en 2004 con la presentación oficial del documento “La Nueva política lingüística panhispánica”. El *Diccionario de Americanismos* ha sido, expone Fajardo Aguirre (2011: 64 y ss.), el intento más importante hasta la fecha de mostrar la variedad dialectal diferencial sin olvidar “los usos mayoritarios y consensuados como una referencia normativa” (Fajardo Aguirre, 2011: 66).

5.2. La prensa y la divulgación del conocimiento: el periodismo de especialidad

Un foco de diversificación expresiva pero, al mismo tiempo, un reto inexcusable para la prensa del siglo XXI, es el llamado periodismo sectorial o comunicación especializada. Es significativo el número de intervenciones –diez en total– referidas a problemáticas específicas y a análisis lingüísticos –léxicos y gramaticales– de las características de los lenguajes de especialidad en la prensa: el deporte, la ciencia, la tecnología, la economía, los sucesos o la cultura se analizan como ámbitos del conocimiento en primer plano informativo en constante cambio y evolución. Lo que se plantea son los peligros de la dispersión terminológica y la tarea que deben realizar las academias para dar respuesta a las necesidades expresivas del periodismo, a su urgencia informativa y a su necesidad de nombrar nuevas realidades. Pero en realidad, estamos ante un asunto de enorme importancia que sobrepasa el ámbito de lo estrictamente expresivo. Se trata, como vio Luis Javier Solana (Valadolid, 2001), de que los hablantes de español puedan “representarse el mundo desde la intensidad revolucionaria del conocimiento”, y para ello hay que asumir la responsabilidad –continúa– de una educación en español para la transformación del saber. Está en juego, pues, la consolidación de una

comunidad epistémica de habla hispana que contribuiría a acrecentar el sentido de identidad de los hablantes y que situaría el conocimiento en español en un lugar privilegiado en el mundo global.

Todo conduce al paso siguiente, que consiste en unificar criterios sobre el uso de la lengua en la prensa y de superar la diversidad. El tema de fondo es, una vez más, la dificultad de conjugar tradición y modernidad, innovación y permanencia, cómo conseguir un español panhispánico y pluricéntrico (Thompson, 1992; Marcos Marín, 2006) que necesita ser percibido como unido y cohesionado para poder desarrollar su potencial y ser competitivo en el mercado global. Como advirtió Alfonso de Salas (Valladolid, 2001), “[un] idioma inmóvil certificaría la parálisis mental y hasta física de quienes lo emplean”, pero –señala Juan Pablo Illanes (Valladolid, 2001)– sólo la inteligibilidad entre un público que excede las fronteras nacionales nos posiciona con fortaleza ante la globalización.

5.3. Hacia el español global en los medios de comunicación

Efectivamente, a partir del CILE de Rosario en 2004 se produce un salto cualitativo en las relaciones entre la prensa y el proyecto institucional de política lingüística para el mundo hispánico. En los Congresos anteriores, la prensa había sido vista por las instituciones organizadoras como un aliado necesario para la difusión y consolidación de la lengua española en el mundo debido a su visibilidad y al lugar privilegiado que ocupa en el uso de la lengua. Por su parte, la prensa se había mostrado ante las instituciones como un socio poderoso pero autocrítico y analítico que observa el proyecto del español como una ocasión para su propia expansión y que muestra una voluntad clara de participación. De hecho Gómez Font, de la agencia EFE, presentó en Zacatecas una propuesta de unificación de criterios sobre la lengua que tuvo como resultado la elaboración del *Diccionario Panhispánico de Dudas* que se presentó en el Congreso –aunque la publicación fue en 2005– y que debía ser el punto de partida para un futuro libro de estilo válido para toda la comunidad panhispánica. Pero en Rosario, la temática ya no estaba centrada en el papel de los medios de comunicación de masas en relación con la lengua; el lema era “Identidad lingüística y globalización” y el objetivo, dar forma a un proyecto formidable en sus dimensiones con el que encarar dos de los grandes retos que tiene que asumir el idioma y que están íntimamente relacionados: el de resolver el complejo dilema de las relaciones entre lengua y territorio, y el de servir de vehículo de comunicación universal en un mundo cada vez más globalizado. Para conseguir el primer objetivo, como señala del Valle (2007c: 50), se da un paso insólito que consiste en liberar la lengua “de sus ataduras culturales y nacionales”. En efecto, frente al nacionalismo lingüístico –que arraiga una lengua a una cultura y un espacio–, se quiere transmitir ahora, en un foro institucional y defendido por voces institucionales, la idea de una lengua desligada de identidades particulares, lo que hará posible que esta asuma una identidad más heterogénea y, por ello, más capaz de salir de sus fronteras físicas y de internacionalizarse. Se trata de promover un español “que es de ningún sitio y de todos al mismo tiempo” (Gómez Font, Rosario, 2004), “pujante, dinámico y con capacidad de expandirse” (Francisco de Bergia, Rosario, 2004) en definitiva, lo que se ha denominado un español panhispánico. La ideología del panhispanismo se justifica además, como señala Fernández (2007: 60 y ss.), con “la ideología del

mestizaje”, evocada varias veces en el CILE: el español, se destaca, ya llegó a América mestizo como resultado de su propio proceso histórico y acabó de serlo en América, por lo que la lengua española en realidad, no es –continúa Fernández– de España ni de Castilla, es de todos y, por tanto, no pertenece a ningún territorio ni cultura en particular. “Descendemos del gran flujo del habla castellana creada en las dos orillas por mestizos, mulatos, indios, negros, europeos –proclama Carlos Fuentes en su discurso inaugural–. Estas voces se oyen en América, se oyen en España, se oyen en el mundo y se oyen en castellano”. Si “la historia de la civilización ha sido también la del obstinado esfuerzo por superar la condena del mito fundacional” –que no es otro que el de Babel–, dice Héctor Tizón (Rosario, 2004), los hablantes del español tienen ahora en su mano superar su propio Babel. Y esto sólo puede ocurrir, añadimos nosotros, adoptando una norma panhispánica y globalizada. Estamos ante un ejemplo extremo de discurso legitimador: desde la historia de las civilizaciones hasta el Antiguo Testamento son argüidos para justificar un determinado discurso ideológico sobre el español. Se apela para ello a argumentos difícilmente refutables, a mitos que enfatizan la superioridad moral del hablante (van Dijk, 2006: 67), que muestran la propuesta como obvia y dejan preparado el camino para llevar a cabo actuaciones concretas sobre el idioma. Y, en efecto, a partir este Congreso, todas las instituciones implicadas en los CILE –y especialmente la prensa y los medios de comunicación–, trabajarán en la dirección del desarrollo del panhispanismo y del español global.

Así, en los años siguientes, la RAE y ASALE publicarán el *Diccionario de Americanismos* (2010), la *Nueva gramática de la lengua española* (2009-2011), y la vigésimo tercera edición del *DRAE* (2014), todas ellas obras de dimensión panhispánica; el IC seguirá expandiéndose internacionalmente; desde la lingüística se debatirá sobre los conceptos de norma o estandarización (Andión Herrero, 2008; Clyne, 1992; Perissinotto, 2005; Moreno Fernández, 2007; Fajardo Aguirre, 2011); y los medios de comunicación empezarán a trabajar sin dudas en el proyecto del “español global”, “internacional” o “neutro” que tiene, como hemos visto, en Rosario su carta de presentación. Sería materia de otro trabajo valorar hasta dónde ha llegado realmente el proyecto del español global diez años después de haber sido propuesto. Bravo García (2008: 23) lo define como:

Una modalidad ecléctica conveniente para ciertos fines comunicativos [...] no excluye nada en lo que todos los hablantes se sientan de alguna forma representados y cómodos, pero tampoco incluye nada que sea percibido como incómodo o intrusivo. Su objetivo es tener un uso universal y plurimediativo y para ello aspira a ofrecerse como una variante panhispánica eficaz.

En realidad, se trata de un proyecto de mercado y para el mercado, liderado por las multinacionales de la información cuyo resultado –afirmaba Gómez Font (Rosario, 2004)– “no será una lengua natural, pero sí una lengua que nos permitirá cumplir nuestros objetivos: informar a un amplio mundo de hispanohablantes”. Es, señala Federico Reyes Heróles (Rosario, 2004), “una versión internacional del español capaz de abrazar a múltiples naciones que pugnan por su identidad, pero que corren el peligro de caer en el soliloquio”. La prensa –junto con el resto de medios de comunicación, doblaje y traducción–, que es información pero que, sobre todo, son empresas multinacionales que ven

con urgencia la necesidad de hacerse un espacio en el mercado global de las comunicaciones con millones de potenciales lectores, dio así un paso radical y comenzó a elaborar su propio código normativo: un español que nadie habla pero que todo el mundo entiende, con un claro componente comercial, como Gómez Font (2012) argumenta reiteradamente en la página del “Manual de estilo para los nuevos medios” de Fundéu; tan alejado de la norma como de sus propios hablantes, porque en realidad está pensado para ellos –los hablantes– pero sin ellos⁹.

Como era de esperar, el proyecto no está exento de polémica. Bravo García (2008: 58-59) ya señalaba en su trabajo los argumentos que esgrimen sus detractores y que tienen que ver con la pérdida de identidad al desvincularse lengua y territorio– y con el peligro de la pérdida de competencia y conocimiento lingüístico –al quedar limitado el uso de numerosas palabras, giros y expresiones–. En el foro de Fundéu¹⁰, un internauta, en idéntico sentido, se queja de que este español es un intento de “emparejarnos cual las ovejas, de hacernos cantar a todos la misma tonadita boba y evitarnos el trance de escuchar la música de nuestras voces”. Y concluye con un inequívoco “Todo por la plata”. El 17 de setiembre de 2013 apareció en el diario *Página 12* de Argentina un artículo firmado por un grupo de lingüistas, traductores, funcionarios, escritores titulado “Por una soberanía idiomática” en el que se critica, entre otros asuntos, la homogeneización que supone ese “castellano neutro” y el control sobre el negocio de la lengua que mantienen los grandes emporios internacionales.

En cualquier caso, es evidente que la fuerza imparable de la globalización –que intensifica la interdependencia mundial al tiempo que concede valor a los aspectos locales (Garrido, 2010: 66)– ha afectado de lleno a la lengua española. La resistencia a la neutralización de las diferencias, que son la seña de identidad de las comunidades lingüísticas, convive con los intereses económicos y geopolíticos de las empresas de comunicación y de los estados, que ven en el idioma una fuente de riqueza, de expansión y de influencia.

6. Conclusiones

El estudio de las ideologías lingüísticas que se proyectan sobre el español es, en la actualidad, un foco de atención prioritario para muchos investigadores. El interés viene dado en buena medida por el despliegue de atención política y económica que, especialmente en España, se ha proyectado sobre la lengua a partir de la última década del siglo XX. Los CILE son la manifestación más evidente de este nuevo protagonismo del idioma; y los medios de comunicación en general y la prensa en particular, algunos de los aliados más eficaces e interesados en que la tarea de expansión del español se lleve a cabo.

9. Sobre el español neutro y el alcance de sus posibilidades expresivas, resulta muy clarificador el vídeo de Alejandro Guevara, *Aprender español neutro*, www.youtube.com/watch?v=rq8g4pcux4E.

10. Consultado por última vez el 15 de marzo de 2014.

El análisis de los discursos de y sobre la prensa en los CILE ha mostrado que estos siguen el itinerario exacto de la evolución en los intereses del idioma: la preocupación por la corrección expresiva y por el papel del español en la transmisión del conocimiento que dominaron en Zacatecas y Valladolid dieron paso, a partir de Rosario, al interés urgente por elaborar un español para el mercado global de las comunicaciones. Las intervenciones y la distribución de los temas nos llevan a entender la presencia de los medios de comunicación en los CILE como una estrategia que tiene como objetivo generar un discurso de legitimación –un imaginario social justificador (Pintos, 2005: 11-13), un discurso dominante (Raiter y Zullo, 2008)– que naturaliza una determinada visión de la lengua española: panhispánica, unida en su diversidad, global y capaz, por tanto, de ser generadora de prestigio y riqueza en el mercado mundial. La superioridad cuantitativa –cuatro países, España, México, Estados Unidos y Argentina, que reúnen el 50% de los hablantes– y el poder institucional de los actores encargados de realizar el proyecto –el IC, la RAE y la ASALE, por un lado, y los principales grupos de prensa de España y América, por otro– dan idea de la magnitud de la empresa y de la resolución inequívoca de llevarla a cabo. El panhispanismo es una ideología sobre la lengua elaborada desde y para intereses institucionales y de mercado. Conforman un discurso ideológico hegemónico que tiene su máxima expresión en los CILE, donde sus agentes controlan los medios de comunicación, eligen quién tiene la palabra, y construyen a través de discursos y acciones mediáticas un universo referencial que justifica las posteriores actuaciones sobre el idioma. Esto es posible gracias al desarrollo de una política lingüística bien planificada cuyo objetivo, como propuso Ángel López (Rosario, 2004), es derribar la tercera frontera del español, que es simbólica, de naturaleza ideológica y que consiste en ser el complemento simbólico e idiomático de la cultura global dominante, el inglés. Cuál es el precio de este proyecto para los hablantes es lo que estamos todavía por averiguar.

Bibliografía

- Aguinaga, Enrique de (2000), “Nuevo concepto de redacción periodística”, *Estudios sobre el Mensaje Periodístico*, n° 6, p. 307-325; disponible en <http://revistas.ucm.es/index.php/ESMP/article/view/ESMP0000110307A>. [Página consultada el 2 de diciembre de 2014.]
- Andión Herrero, María Antonieta (2008), “La diversidad lingüística del español: la compleja relación entre estándar, norma y variedad”, en *Actas del VIII Congreso de Lingüística General, “El valor de la diversidad [meta]lingüística”*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, disponible en www.llf.uam.es/clg8/actas/pdf/paperCLG10.pdf. [Página consultada el 2 de diciembre de 2014.]
- Ariño, Antonio (1997), “Ideologías, discursos y dominación”, *REIS*, n° 79, p. 197-219.
- Arnoux, Elvira Narvaja de (2008), “‘La lengua es la patria’, ‘nuestra lengua es mestiza’ y ‘el español es americano’: desplazamientos significativos en el III Congreso de la Lengua Española”, en Sabine Hofmann (dir.), *Más allá de la nación: medios, espacios comunicativos y nuevas comunidades imaginadas*, Berlín, Tranvía, p. 17-39.
- Bravo García, Eva (2008), *El español internacional*, Madrid, Arco Libros.
- Clyne, Michael G. (dir.) (1992), *Pluricentric languages: differing norms in different nations*, Berlín/Nueva York, Mouton de Gruyter.
- Fajardo Aguirre, Alejandro (2011), “La norma lingüística del español desde una perspectiva lexicográfica: norma nacional versus norma panhispánica”, *Normas: revista de estudios lingüísticos hispánicos*, n° 1, p. 53-70, disponible en www.uv.es/normas/2011/Fajardo_2011.pdf. [Página consultada el 2 de diciembre de 2014.]
- Fernández, Mauro (2007), “De la lengua del mestizaje al mestizaje de la lengua: reflexiones sobre los límites de una nueva estrategia discursiva”, en José del Valle (dir.), *La lengua, ¿patria común?: ideas e ideologías del español*, Fráncfort/Madrid, Vervuert/Iberamericana, p. 57-80.
- Fowler, Roger (1985), “Power”, en Teun A. van Dijk (dir.), *Handbook for Discourse Analysis*, Londres, Academic Press, p. 61-82.
- García Delgado, José Luis, José Antonio Alonso y Juan Carlos Jiménez (2008), *Economía del español: una introducción*, Madrid, Ariel.
- García Delgado, José Luis, José Antonio Alonso y Juan Carlos Jiménez (2010), *El español lengua global: la economía*, Madrid, Instituto Cervantes-Santillana.
- Garrido, Joaquín (2010), “Lengua y globalización: inglés global y español pluricéntrico”, *Historia y Comunicación Social*, n° 15, p. 67-102.
- Gómez Font, Alberto (2012), *Español neutro o internacional*, disponible en www.fundeu.es/escritoe-ninternet/espanol-neutro-o-internacional. [Página consultada el 2 de diciembre de 2014.]

- Guevara, Alejandro (2007), *Aprender español neutro*, disponible en www.youtube.com/watch?v=rq8g4pcux4E. [Página consultada el 2 de diciembre de 2014.]
- Hernando, Bernardino (2007), *La Corona de Laurel: periodistas en la Real Academia Española*, Madrid, Asociación de la Prensa de Madrid.
- Hurtado, Osvaldo (2007), “El camino económico de la lengua española”, *Telos: cuadernos de innovación y comunicación*, nº 71, p. 87-90.
- Jitrik, Noé (2008), *Conocimiento, retórica, procesos*, Buenos Aires, Eudeba.
- López García, Ángel (2007), “Ideologías de la lengua española: realidad y ficción”, en José del Valle (dir.), *La lengua, ¿patria común?: ideas e ideologías del español*, Fráncfort/Madrid, Vervuert/Iberoamericana, p. 143-162.
- Marcos Marín, Francisco (2006), *Los retos del español*, Madrid, Iberoamericana.
- Mar-Molinero Clare y Miranda Stewart (2006), “Introduction”, en Clare Mar-Molinero y Miranda Stewart (dirs.), *Globalization and Language in the Spanish Speaking World: Macro and Micro Perspectives*, p. 1-7.
- Mar-Molinero, Clare y Miranda Stewart (dirs.) (2006), *Globalization and Language in the Spanish Speaking World: Macro and Micro Perspectives*, Londres, Palgrave Macmillan.
- Mar-Molinero, Clare (2006), “Forces of Globalization in the Spanish-Speaking World: Linguistic Imperialism or Grassroots Adaptation”, en Clare Mar-Molinero y Miranda Stewart (dirs.), *Globalization and Language in the Spanish Speaking World: Macro and Micro Perspectives*, p. 8-26.
- Moreno de Alba, José G. (1988), *El español en América*, México, FCE.
- Moreno Fernández, Francisco (2007), *Qué español enseñar*, Madrid, Arco Libros.
- Paffey, Darren J. (2009), “Globalizing standard Spanish: the promotion of panhispanism by Spain’s language guardians”, en Sally Johnson y Tommaso Milani (dirs.), *Language Ideologies and Media Discourse*, Nueva York, Continuum International Publishing Group, p. 41-60.
- Paffey, Darren J. y Clare Mar-Molinero (2009), “Globalization, linguistic norms and language authorities: Spain and the panhispanic language policy”, en Manel Lacorte y Jennifer Leeman (dirs.), *Español en Estados Unidos y otros contextos de contacto: sociolingüística, ideología y pedagogía/ Spanish in the United States and other contact environments: sociolinguistics, ideology and pedagogy*, Madrid, Vervuert/Iberoamericana, p. 159-174.
- Perissinotto, Giorgio (2005), “Hacia una norma colectiva para el español de los Estados Unidos de Norteamérica”, en Volker Noll, Klaus Zimmermann y Ingrid Neumann-Holzschuh (dirs.), *El español en América: aspectos teóricos, particularidades, contactos*, p. 113-132.
- Pardo, Neyla (2007), “Niveles de organización del significado en el discurso”, *Discurso y Sociedad*, nº 1, p. 85-115.

- Pintos, Juan Luis (2005), "Comunicación, construcción de la realidad e imaginarios sociales", *Utopía y praxis latinoamericana*, vol. 10, nº 29, p. 37-65.
- Raiter, Alejandro y Julia Zullo (2008), *Lingüística y política*, Buenos Aires, Biblos.
- Rizzo, María Florencia (2009), "La nueva orientación político-lingüística de España en la escena pública: el congreso de la lengua española (Sevilla, 1992)", *Question*, vol. 1, nº 22, p. 1-8.
- Rizzo, María Florencia (2014), "Antecedentes de la política lingüística panhispánica: los Congresos Internacionales de la Lengua Española", en Elvira Narvaja de Arnoux y Susana Nothstein (dirs.), *Temas de Glotopolítica: áreas idiomáticas e integración regional*, Buenos Aires, Biblos, p. 191-220.
- Schieffelin, Bambi B., Kathryn A. Woolard y Paul V. Kroskrity (dirs.) (2012), *Ideologías lingüísticas: práctica y teoría*, Madrid, Los libros de la Catarata.
- Thompson, Robert W. (1992), "Spanish as a pluricentric language", en Michael G. Clyne (dir.), *Pluricentric languages: differing norms in different nations*, p. 45-70.
- Valle, José del (2007a), "Glotopolítica, ideología y discurso: categorías para el estudio del estatus simbólico del español", en José del Valle (dir.), *La lengua, ¿patria común?: ideas e ideologías del español*, Fráncfort/Madrid, Vervuert/Iberomerica, p. 13-30.
- Valle, José del (dir.) (2007b), *La lengua, ¿patria común?: ideas e ideologías del español*, Fráncfort/Madrid, Vervuert/Iberomerica.
- Valle, José del (2007c), "La lengua patria común: la hispanofonía y el nacionalismo panhispánico", en José del Valle (dir.), *La lengua, ¿patria común?: ideas e ideologías del español*, Fráncfort/Madrid, Vervuert/Iberomerica, p. 31-56.
- Valle, José del (2007d), "La RAE y el español total ¿Esfera pública o comunidad discursiva?", en José del Valle (dir.), *La lengua, ¿patria común?: ideas e ideologías del español*, Fráncfort/Madrid, Vervuert/Iberomerica, p. 81-96.
- van Dijk, Teun A. (1990), *La noticia como discurso: comprensión, estructura y producción de la información*, Barcelona, Paidós.
- van Dijk, Teun A. (1996), "Discourse, power and access", en Carmen Rosa Caldas-Coulthard y Malcolm Coulthard (dirs.), *Texts and Practices: Readings and Critical Discourse Analysis*, Londres, Routledge, p. 84-104.
- van Dijk, Teun A. (2003), *Ideología y discurso: una introducción multidisciplinaria*, Barcelona, Ariel.
- van Dijk, Teun A. (2006), "Discurso y manipulación: discusión teórica y algunas manipulaciones", *Signos*, vol. 39, nº 60, p. 49-74.
- Woolard, Kathryn A. (2007), "La autoridad lingüística del español y las ideologías de la autenticidad y el anonimato", en José del Valle (dir.), *La lengua, ¿patria común?: ideas e ideologías del español*, Fráncfort/Madrid, Vervuert/Iberomerica, p. 129-142.



TITRE: LA PERCEZIONE DELLA NORMA LINGUISTICA ATTRAVERSO IL PERIODICO *LA CRUSCA PER VOI*

AUTEUR(S): DALILA TASSONE, UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI MESSINA

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 130-152

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/8003](http://hdl.handle.net/11143/8003)

DOI: 10.17118/11143/8003

La percezione della norma linguistica attraverso il periodico *La Crusca per voi*

Dalila Tassone, Università degli studi di Messina
dalilatassone@alice.it

Riassunto: Dedicato «alle scuole e agli amatori della lingua», ai lettori interessati e preoccupati delle sorti della lingua nazionale, il periodico semestrale *La Crusca per voi* esce per la prima volta nell'ottobre 1990 con una *Giustificazione* e *Un po' di storia*, in cui il fondatore Giovanni Nencioni spiega le ragioni dell'istituzione di un vero e proprio «consultorio linguistico», destinato ad accogliere le richieste, i dubbi, le perplessità sul corretto impiego della lingua italiana proveniente da persone di ogni livello sociale e culturale. Scopo di questo lavoro è studiare la tipologia dei quesiti posti agli accademici della Crusca, con particolare attenzione a fenomeni di carattere lessicale, negli ultimi diciotto numeri del periodico (dal 2005 al 2013, con qualche prelievo da uscite precedenti). Conclude il lavoro una breve indagine a campione sulla diffusione e la traducibilità di alcuni termini stranieri in italiano.

Parole chiave: norma linguistica; italiano standard; lessico; termini stranieri

Abstract: Ever since its first publication in October 1990, *La Crusca per Voi* is dedicated to language amateurs and readers interested in the destiny of the Italian national language. As pointed out by its founder, Giovanni Nencioni, *La Crusca per Voi* functions as a «language counselor» and gathers information on doubts and misgivings about the correct use of the Italian language. The aim of this study is to analyze different categories of lexical issues, such as synonyms, neologisms and foreign words, that are raised by the readers of *La Crusca per Voi*. The study ends with a short sample survey on the prevalence and translatability of some foreign words in Italian.

Keywords: linguistic norm; standard Italian; lexicon; foreign words

1. Introduzione

Il guaio l'hanno fatto, *temporibus illis*, un purismo intransigente e una grammatica logicizzante, che hanno ingenerato la convinzione che la norma sia un *logos* astratto, metafisico, calato in un catechismo grammaticale, mentre la norma è dentro i testi degli scrittori e i discorsi dei parlanti e spesso si offre loro come un fascio di possibilità alterne, di scelte, ed essi possono più o meno consapevolmente, nel corso del tempo e nel mutare di certe condizioni, confermarla o modificarla. (Nencioni, 1989: 227)

Così si esprimeva, nel 1989, Giovanni Nencioni nel saggio dal titolo emblematico *Disperare dell'italiano?* e da qui si è deciso di prendere le mosse per affrontare la delicata questione della norma linguistica, ampiamente dibattuta dagli studiosi, ma che interessa sempre più i parlanti, i veri e propri fruitori della lingua.

Per farlo, ci serviremo del periodico *La Crusca per voi* (d'ora in avanti, CPV), foglio dell'Accademia della Crusca, che dal 1990 si pone «a diretto contatto con gl'indiretti destinatari del suo operare – l'intero popolo italiano – tramite l'istituzione di un consultorio linguistico «come servizio nazionale» (Nencioni, CPV. 1. Ottobre 1990. Giustificazione)¹.

2. Sul concetto di norma linguistica

Prima di entrare *in medias res*, vale la pena procedere con un sintetico *excursus* sul concetto di norma.

Dalla strutturazione tripartita *sistema, norma, parole* di Eugenio Coseriu (1971) ricaviamo una definizione di norma che privilegia l'aspetto sociale della lingua, una norma che «può considerarsi come sistema di realizzazioni obbligatorie, di “imposizioni” sociali e culturali, e dipende dall'estensione e dalla indole della comunità considerata» (Coseriu, 1969: 250). Non si tratta

della *norma* nel senso corrente, stabilita od imposta secondo criteri di correttezza o di valutazione soggettiva di quel che viene espresso, bensì della norma obiettivamente constatabile in una lingua, la norma che seguiamo necessariamente se vogliamo essere membri di una comunità linguistica. (Coseriu, 1971: 76)

Secondo lo studioso tedesco, ancora, la norma deve «constatare *come si dice*» senza indicare «*come si deve dire*», opporre il «normale» all'«anormale» e non il «corretto» da ciò che è «scorretto» (Coseriu, 1971: 76).

Dalle astrazioni coseriuane di *sistema* e *norma*, Serianni muove per introdurre «il giudizio linguistico dei parlanti» (Serianni, 2006: 37), la reazione dell'utente di una lingua dinanzi alla violazione di

1. Le cifre a seguito dell'abbreviazione indicano il numero del periodico, il numero progressivo del quesito, il mese e l'anno di pubblicazione del foglio.

norme comunemente condivise, particolarmente di quella «norma linguistica interiorizzata» stratificata «non tanto sulla base della propria esperienza di parlante, quanto sull'immagine di lingua che si è formata negli anni di scuola» (Serianni, 2006: 52).

Dal punto di vista prescrittivo, nell'oscillazione dicotomica «tra i due poli “giusto”/“sbagliato”», lo studioso individua una «zona grigia», in cui il parlante può avere dubbi o incertezze sul corretto impiego della lingua (Serianni, 2006: 42), perché:

Le controversie non nascono quando la norma è stabile e indiscussa, ma quando essa è in corso di trasformazione o quando c'è coesistenza di più norme parallele, adatte a diverse situazioni comunicative. [...] È l'uso attuale a dar fondamento alla norma linguistica. (Serianni: CPV, 2. Aprile 1991)

Di qualche anno di tardi, le considerazioni di Massimo Palermo, a conclusione della trattazione sulla norma linguistica attraverso i manuali redazionali, gli strumenti di consultazione editi dalle case editrici, dalle stampe periodiche, dalle sedi di enti pubblici:

[...] negli ultimi decenni abbiamo assistito ad una progressiva frantumazione della norma. Nella coscienza dei parlanti, all'accettazione di una norma univoca, [posseduta da un numero limitato di persone e adatta ai piani alti della comunicazione], si è sostituita la consapevolezza della legittima coesistenza, anche nello scritto, di più norme, ciascuna adeguata a una particolare situazione comunicativa. (Palermo, 1995: 113)

Per Marazzini il «delicato concetto di norma» è quello che

abbiamo visto nascere come riconoscimento dell'armonia presente nei testi e poi abbiamo visto sfumare via via, trasformandosi nella libertà individuale e, nelle ultime fasi storiche, perdersi nel concetto di varietà. (Marazzini, 2006: 95)

Giuseppe Antonelli, in un viaggio nell'«italiano della società di comunicazione» (questo il titolo del suo contributo), scrive:

Perché in una lingua viva e parlata da (quasi) tutti gli italiani in (quasi) tutti gli usi comunicativi, la norma si rifrange in una pluralità di norme. E se proprio dobbiamo avere presente un modello, non guarderemo ad una norma derivata dalla sommatoria di tanti *ipse dixit*, ma a una norma intesa come normalità, come varietà neutra, non marcata in senso stilistico o geografico. (Antonelli, 2007: 46)

«La norma non è una immutabile tavola dei comandamenti», afferma Renzi (2012: 172), ma ha una stretta rispondenza con i parlanti, «che [...] possono portare avanti le innovazioni fino a farle diventare norma, oppure abbandonarle a un certo punto, frenare i cambiamenti fino a provocare la vittoria delle forme della norma» (Renzi, 2012: 170).

Da ultimo, Serianni (2014) torna sul concetto di errore, facendo riferimento alle considerazioni di Sgroi (2010). In chiusura alla panoramica sulle definizioni di uso, norma (regola), errore in tredici dizionari dal 1956 al 2008, Sgroi afferma:

Il problema dei (neo)puristi è quello di etichettare come «errori» usi linguistici che al massimo sono etichettabili come «sbagli», sia perché semanticamente del tutto comprensibili sia perché a un tempo prodotti da parlanti per definizioni non-subalterni, colti o mediamente colti, e quindi non attribuibili all'italiano cosiddetto «popolare». (Sgroi, 2010: 26)

Serianni richiama nuovamente alla necessità di considerare «oltre alle indicazioni di classiche fonti della norma linguistica come dizionari, grammatiche e, soprattutto, tradizione scolastica, la reattività dei parlanti», ove questi ultimi sentano violato il «comune sentimento della lingua» (Serianni, 2004: 102).

3. Il Periodico *La Crusca per voi*

Alla consapevolezza dello studioso della variabilità della norma linguistica e dell'impossibilità, dunque, di fornire regole sistematiche e incontrovertibili, si contrappone la necessità da parte degli utenti di una prescrizione di forme, di una serie di classificazioni che regolino l'uso lasciando poco spazio all'arbitrio.

A questo risponde un'iniziativa dell'Accademia della Crusca destinata, come recita il frontespizio, «alle scuole e agli amatori della lingua»: si tratta del periodico *La Crusca per voi*, nato, preliminarmente, come una sorta di risposta alla generosità di tutte quelle istituzioni, associazioni pubbliche e private, istituti bancari, industriali, professionali, ma anche singoli cittadini che, col proprio contributo, hanno risollevato le sorti economiche dell'Accademia della Crusca colpita, negli anni 1988 e 1989, da una grossa crisi finanziaria che ha drasticamente ridotto l'attività di ricerca.

Il periodico è diventato, nel corso degli anni e delle uscite (del maggio 2014 è, ad oggi, l'ultima pubblicazione, la numero 48), un vero e proprio punto di riferimento per quegli «amatori» della lingua, che sulla lingua si interrogano e sulla quale sperano di ricevere il responso autorevole degli «espertissimi» (CPV. 1. Ottobre 1990), impegnanti in una «conversante consulenza» (Accademia della Crusca, 1995: 5. Presentazione di Nencioni) coi lettori.

Per questa rassegna sulle curiosità, le incertezze che giungono ormai da ventiquattro anni alla redazione dell'Accademia della Crusca, sulla scorta delle raccolte già pubblicate (ovvero *La Crusca*

risponde del 1995 e la recente *La Crusca risponde. Dalla carta al web del 2013*), cercheremo di isolare le tematiche più frequenti in fatto di dubbi linguistici negli ultimi nove anni, dal 2005 all'ottobre 2013 (per un totale di 18 numeri), con qualche incursione in numeri antecedenti, soprattutto per le questioni, assai dibattute, dei neologismi e dei forestierismi.

Sulla scia di Serianni, ci interesseremo «[al]la tipologia dei quesiti e [al]l'immagine della lingua che li ispira» (Serianni, 2006: 48) più che alle risposte degli studiosi, seppur di volta in volta faremo nostre le parole dei consulenti. Le lettere, dunque, rielaborate dalla redazione e «doverosamente potate di riferimenti al personale vissuto dei mittenti» (Serianni, 2006: 47), costituiranno il *corpus* di questa prima parte del lavoro.

La trattazione procederà per sottoparagrafi; distingueremo tra fenomeni sinonimici, di risemantizzazione, neologismi – o presunti tali, forestierismi.

3.1. Sinonimia

Convinti che la norma riguardi anche il lessico, «con tutte le sue, talora sottili, deflessioni dall'uso» (Serianni, 2008: 61), segnaliamo una serie di quesiti nel campo della sinonimia.

«Perché ci sono due forme di participio passato per il verbo “dissolvere” e che differenza di significato c'è tra “dissoluto” e “dissolto” nell'italiano contemporaneo e nella lingua antica?», chiede un signore di Lecce (CPV, 44.4. Aprile 2012); una lettrice vuol avere ragguagli sulla differenza di significato degli aggettivi *previdenziale* e *provvidenziale* e sulla loro corretta distribuzione nell'uso (CPV, 40.5. Aprile 2010), e, ancora, una domanda riguarda l'ambito d'uso dei termini *prelevamento* e *prelievo* (CPV, 43.9. Ottobre 2011).

Talvolta il lettore, accanto al quesito diretto all'accademico, propone una propria interpretazione al problema, come nel caso che segue:

«Collaborare» e «cooperare» sono sinonimi? Sembra che il primo comporti che tutti si attivino per un compito («collaborare»), il secondo una suddivisione di incarichi in vista del risultato finale («cooperare»). (CPV, 44.3. Aprile 2012)

Qualche curiosità investe i linguaggi specifici: un'appassionata di lingua del diritto chiede la differenza di significato tra *inerzia* e *inadempimento* (CPV, 31.5. Ottobre 2005); una ragazza di Bolzano vuol sapere se *manuale* e *prontuario* siano termini coincidenti (CPV, 43.4. Ottobre 2011) e, nello stesso numero 43 del foglio, si chiede se *prelevamento* e *prelievo* vadano utilizzati in contesti d'uso diversi (CPV, 43.9. Ottobre 2011).

Un ultimo quesito riguarda il grado di sinonimia in italiano dei verbi *accadere*, *succedere*, *capitare*. Il richiedente francese aggiunge: «I sinonimi non sono mai esattamente sinonimi, vorrei sapere se esistono differenze d'uso per questi verbi e se ci sono vincoli particolari nella scelta dell'uno e dell'altro» (CPV, 38.9. Aprile 2009). «“Capitare, succedere e accadere”», argomenta Giada Mattarucco, «sono “fratelli” abbastanza somiglianti», ma, aggiungiamo noi, non «gemelli», per dirla con Pontiggia che la stessa Mattarucco cita nella sua risposta².

Qualche considerazione. La variazione semantica è strettamente connessa a quella sociolinguistica. Nei casi di specie assistiamo alla pressione esterna di fattori condizionanti: una certa specializzazione linguistica che porta a interrogarsi su *inerzia* e *inadempimento* (in ambito giuridico), piuttosto che su *manuale* e un *prontuario* (in ambito didattico); un incremento della cultura del parlante che vuol essere certo di impiegare i termini nel corretto contesto d'uso (quella variabile diafasica che richiama ad un impiego pertinente delle voci, ma anche diastatica, come si suggerisce in Rossi e Ruggiano 2013)³ per cui non si accontenta di usare indifferentemente *prelevamento* o *prelievo* se impegnato in una operazione bancaria o di parlare, senza distinzione, al proprio gruppo di lavoro di *cooperazione* e *collaborazione*.

Ancora, incide, come vedremo nel caso che segue, la penetrazione di termini stranieri, che modificano la semantica di alcune voci italiane:

Desidererei avere chiarimenti a proposito del significato che assumono i termini oramai comuni in campo giornalistico (e non solo) di «intrigante» (nel senso anglosassone di chi suscita fascinosa curiosità) e «suggerione» (nel senso anglosassone di suggerimento). (CPV, 32.2. Aprile 2006)

3.2. Risemantizzazione

Una signora nota la recente diffusione mediatica della parola *tesoretto*, usata per indicare l'extra-gettito delle finanze statali, e chiede se si tratti di un neologismo a tutti gli effetti o un nuovo significato assunto da una parola esistente (CPV, 35.5. Ottobre 2007). Un lettore pescarese segnala usi a suo avviso impropri del verbo *paventare*: gli sembra, infatti, che il termine sia utilizzato come sinonimo di *avere intenzione*, *avere in animo di* nella frase «La Regione paventa la realizzazione di un nuovo ospedale»; «Si tratta di un nuovo significato assunto dal termine?», conclude (CPV, 42.2. Aprile 2011).

2. «Non ho mai creduto alla esistenza dei sinonimi, né alla uguaglianza dei gemelli. È apparente, anche nei monozigoti. [...] se scrivendo chiedete a una persona [...] quale tra due parole preferisce e lei risponde “È lo stesso”, cancellatela per l'eternità dall'albo dei lettori, nonché, a maggior ragione, degli scrittori» (Pontiggia, 2009: 25)

3. «Non bisogna frettolosamente attribuire le ragioni della distinzione tra quasi-sinonimi all'asse diafasico: anche quando uno scarto formale è avvertito, esso poggia su basi semantiche, che si rispecchiano prima di tutto sull'asse diastratico» (Rossi e Ruggiano, 2013: 285).

Alla segnalazione della prima lettrice circa la diffusione della parola *tesoretto*, Valeria Della Valle risponde che la voce, già attestata nel GDLI con il significato di «camera blindata di una banca, cassaforte, caveau», entra nell'uso a dal 2007, sotto la spinta forte dei giornalisti che hanno preferito usare il diminutivo *tesoretto* dalla connotazione «più accattivante quasi familiare», rispetto al burocratico *extra-gettito*.

Per quel che riguarda la seconda richiesta, sarà interessante notare l'assoluta mancanza di contestualizzazione della frase da parte del lettore, che rende impossibile una risposta univoca al quesito, ma che consente di tornare all'aspetto che maggiormente ci interessa: la sollecitazione del parlante poggia sull'individuazione di una singola parola (*paventare*) percepita come deviazione dalla norma, che, in questo caso, si identifica con significato comunemente attribuito al verbo, ovvero aver paura, temere. Anche in questo è possibile individuare quell'«atteggiamento iper-razionalistico» di cui dice Serianni, fondato su un'immagine astratta della norma, «sottratta alla variabilità degli usi concreti» (Serianni, 2006: 48), che, nel caso di specie, si palesa in una decontestualizzazione dell'oggetto della richiesta stessa⁴.

3.3. Neologismi

Se un calco semantico è talvolta percepito come un neologismo (come il *tesoretto* di cui sopra), il dubbio che un termine sia una neoformazione si insinua nel parlante non appena lo stesso non trovi riscontro sui vocabolari.

«La parola “megaevento”», chiede una lettrice, «è un neologismo? E, se così è, perché non è inserita in nessun dizionario?» (CPV, 33.2. Ottobre 2006)⁵; una signora siciliana, presumibilmente un avvocato, chiede se esista davvero il verbo *innucleare*, che ha incontrato in una sentenza del 2005 e che non trova registrato in nessun dizionario (CPV, 38.4. Aprile 2009).

Interessante, per quest'ultimo caso riportato, la risposta di Sabatini: dopo aver fatto ammenda per il fatto che la parola non è registrata nel vocabolario da egli stesso curato, lo studioso «per avere maggiore certezza sull'esistenza e sul significato di una parola» si appella, non senza un «ahimè» assai eloquente, «a quel gran dizionario dei dizionari (si fa per dire) che è la rete globale» (CPV, 38.4. Aprile 2009)⁶.

4. «Purtroppo la frase è stata estrapolata dal contesto in cui era e, così com'è, non appare necessariamente scorretta», scrive Raffaella Setti in risposta.

5. Vittorio Coletti e Manuela Manfredini, in risposta ad una serie di «neologismi o supposti tali», ritengono che formazioni con *pluri-* e *mega-* siano neologismi «che non è neppure necessario registrare in un dizionario, perché il loro significato è pienamente desumibile da quello dei loro costituenti» (CPV, 33.2. Ottobre 2006).

6. Il verbo, insieme a *innuclea*, *innucleato*, ha il suo primo esempio nel catalogo dell'VIII biennale d'arte di Venezia del 1909 e risulta ampiamente attestato in testi di materi giuridici, scientifici, di saggistica.

Il verbo *promozionare* «esiste o non esiste?» (CPV, 41.9. Ottobre 2010); una lettrice, dopo aver sentito il termine in bocca ad un ministro, lamenta il fatto di non averlo trovato sul vocabolario, come se, assumendo le parole del risponditore Salvatore Claudio Sgroi, «un vocabolario dovesse o potesse accogliere tutte le parole e tutti i significati adoperati da una comunità (*massa*) di parlanti di circa 60 milioni di italiani» (CPV, 41.9. Ottobre 2010).

Un lettore straniero chiede chiarimenti sull'esistenza e sul significato del verbo *rammostrare*, usato normalmente da avvocati e magistrati, ma che non si trova registrato nei maggiori vocabolari della lingua italiana. «Si tratta di una parola inventata di sana pianta da qualcuno e poi usata da altri come un gregge di pecorelle?» (CVP, 31. 12. Ottobre 2005), tuona il lettore attribuendo ai parlanti scarsa capacità di discernimento quanto ad usi lessicali⁷.

Questo genere di quesiti mostrano quanto sia radicata nei parlanti l'immagine di lingua formatasi negli anni di scuola, quella che Serianni (2007) ha anche definito «norma "sommersa"», e che, soprattutto per scriventi adulti, ha la propria *auctoritas* nelle grammatiche e, ancor di più, nei dizionari. Per verificare l'esistenza di una parola ci si appella al vocabolario, «consigliere fidato» (Serianni, 2006: 52), rispetto al quale è più facile dubitare dell'esistenza di un termine che pensare ad una lacuna dei curatori o, come sarebbe più auspicabile, ad un movimento naturale delle lingue che naturalmente porta all'incremento lessicale.

Già nel foglio 11 del 1995 un lettore aveva chiesto se fosse lecito usare parole italiane «non attestate in scritti o in vocabolari» (CPV, 11.5. Ottobre 1995). La norma degli scrittori, dunque, da una parte – ma Vittorio Coletti ci aveva ricordato che «la letteratura ha cessato di condizionare e orientare la lingua» (Coletti, 1989: 11)⁸ – e quella dei vocabolari dall'altra, che, afferma però Nencioni, «sono i notai, non i creatori della lingua» (CPV, 11.5. Ottobre 1995).

Per chiudere la questione sui neologismi, occorre evidenziare ancora qualche caso, in cui il lettore si improvvisa «onomaturgo» (Migliorini, 1975).

Gli allievi di un liceo scientifico pugliese avevano proposto *tecnocida* per «colmare la lacuna, nell'italiano, della parola che indichi, accanto a "matricida", "patricida", "fratricida", "infanticida", "uxoricida", l'uccisore dei figli» (CPV, 18.5. Aprile 1999)⁹; a questa, si aggiunge la lunga e puntuale richiesta di un

7. Per Bice Mortara Garavelli, la voce non è un tecnicismo giuridico, ma può ascriversi a quelli che Serianni definisce «tecnicismi collaterali», ovvero, «espressioni stereotipiche non necessarie, a rigore, alle esigenze, della denotatività scientifica, ma preferite per la loro comunicazione tecnica» (CPV, 31.12. Ottobre 2005).

8. La lingua, continua Coletti, «cerca altrove le proprie autorità: mass media, pubblicità, industria, spot, politica, ecc. tengono oggi lo scettro linguistico che in passato spettava a poeti e romanzieri» (Coletti, 1989: 11).

9. La proposta non soddisfa pienamente Nencioni sia perché «in una serie di parole schiettamente latine e proprie della famiglia romana introduce una parola composta di un prefissoide greco "tecno-", designante i figli, seguito dal "-cida", schiettamente latino», sia perché i nostri dizionari sono ricchi di composti in cui prefissoide «tecno-» ha il significato di «arte», «tecnica» e «quindi si crea con l'altro formalmente identico un rischio di omonimia che nel campo delle lingue scientifiche dobbiamo evitare» (CPV, 18.5. Aprile 1999).

laureato cosentino che chiede se il titolo *Cronotopia* dato alla propria tesi di laurea – titolo chiarito dal sottotitolo *Soggetti, mutamenti, politiche del tempo. Calendari di donne e uomini* – possa essere un neologismo conveniente (CPV, 7.6. Ottobre 1993)¹⁰. Una lettrice romana vorrebbe proporre il neologismo *video-ascolto* o *video udienza* in sostituzione della parola anglo latina *audience* (CPV, 9.13. Aprile 1994)¹¹ e, ancora, richiedente casertano sostituirebbe volentieri *neolemma* a *neologismo* (CPV, 18.5. Aprile 1999)¹².

Tornando ad esempi più recenti, troviamo la richiesta di un lettore che vuol sapere se *rosicare* e *rosicone* siano neologismi (CPV, 33.2. Ottobre 2006); l'ultimo quesito sull'argomento riguarda un fenomeno di costume proprio della televisione italiana: «Ho sentito in televisione il neologismo “tronista”, di cui però non trovo tracce nei dizionari. Cosa significa e da dove ha origine la parola?» (CPV, 35.3. Ottobre 2007).

Quanto alla prima richiesta, la voce, attestata sin dal XVII secolo col significato di «rodere, intaccare qualcosa», ha assunto il significato di «rodersi dall'invidia, dalla rabbia» in ambito romanesco come dimostrano le occorrenze in un sonetto di Gioacchino Belli (il numero 1593: «Pija su e rosica») e nel capolavoro di Gadda, *Quer pasticciaccio brutto de via Merulana* («un'invidia che je rosicava er fegato»). Si tratterebbe, dunque, di una risemantizzazione di una voce esistente attraverso una parlata regionale che è uscita dall'area d'uso centro-italiana in tempi relativamente recenti, quando il calciatore Gennaro Gattuso ha dato dei «rosiconi» ai giornalisti francesi all'indomani della sconfitta della Francia ai mondiali del 2006.

Il sostantivo *tronista* oggetto del secondo quesito si è diffuso con il significato di «partecipante ad uno spettacolo televisivo che si presta a essere messo al centro dell'attenzione, su un trono appunto, divenendo oggetto di corteggiamento». Legittimamente, avverte Valeria Della Valle nella risposta, la voce non ha ancora trovato ospitalità nei principali vocabolari italiani perché «i redattori dei repertori lessicografici aspettano prudentemente che il termine entri nell'uso corrente, prima di accoglierlo nei loro lemmari» (CPV, 35.3. Ottobre 2007). Era il 2007; appena due anni dopo il termine, apparso per la prima volta in un articolo di Sebastiano Messina sulla *Repubblica* del 27 gennaio 2004, si è affacciato nel panorama lessicografico italiano, accolto nello Zingarelli 2009.

10. La risposta è affidata a Giovanni Nencioni che sottolinea la difficoltà e la rarità nella creazione di parole totalmente nuove. Per il caso di specie, lo studioso ricorda che il termine esiste già nella fisica della relatività «ad indicare uno spazio che include la dimensione del tempo» e che il tecnicismo «è passato nella semiotica ad indicare, ad es., lo spazio-tempo del narratore e del narrato» (CPV, 7.6. Ottobre 1993).

11. Ancora Nencioni si rivela favorevole ad impiegare un termine nella nostra lingua se perfettamente sinonimico al termine inglese; promuove, dunque, il composto *videoudienza* perché «anche se formato con un prefissoide d'importazione inglese, ma di origine latina, appare italiano e non offre possibilità di equivoco» (CPV, 9.13. Aprile 1994).

12. «*Neolemma*», informa Nencioni nella risposta, «dovrebbe così significare “nuova parola di dizionario collocata in esponente” e niente avrebbe a che vedere con *neologismo* il cui significato è assai più ampio e connesso con l'insieme della lingua, che accoglie neoformazioni quando si producono concetti od oggetti nuovi che occorre denominare» (CPV, 18.9. Aprile 2009).

3.4. Forestierismi

Se per quanto riguarda i neologismi, i lettori sembrano mossi da una sana curiosità verso il nuovo e la vis polemica si placa laddove qualcuno si improvvisa addirittura *onomaturgo*, per dirla ancora con Migliorini, una vera e propria preoccupazione sembra muovere la penna di chi si interroga e interroga sui forestierismi.

Sedici richieste in diciotto numeri rilevano un allarmismo dei parlanti rispetto alla penetrazione di forestierismi in italiano, che poco si distanzia dal *morbus anglicus* che il medico Castellani aveva diagnosticato alla nostra lingua già dal 1987¹³.

I quesiti in cui più evidente è la preoccupazione sono quelli che con maggiore genericità pongono il problema dei forestierismi: nella prima uscita del 1990 un gruppo di alunni di una scuola media di Mantova si interroga sulla liceità dell'utilizzo nel linguaggio scritto di termini stranieri invece dei corrispondenti italiani (CPV, 1.7-9. Ottobre 1990); una signora della provincia di Bergamo scrive: «Come mai i vocaboli stranieri, che oggi imbastardiscono la nostra lingua, vengono spesso usati con un significato che non corrisponde nemmeno per approssimazione a quello originale?» (CPV, 4.7. Aprile 1992); un lettore trevigiano, pur ammettendo le ragioni del condizionamento dell'italiano da parte dell'inglese nella dominante cultura tecnologica, deplora il necessario e non dignitoso impiego di parole straniere anche in documenti pubblici (CPV, 12.8. Aprile 1996); un infermiere di Còmisio tiene ad esser riconosciuto come «infermiere al 100%» e non come *paramedico*, «medico posticcio», glossa il lettore, termine che, scrive ancora, «fa tanto americanismo», ma è palesemente errato e privo di significato (CPV, 41.1. Ottobre 2010).

Pur con il filtro della redazione, siamo certi che termini come *liceità*, *imbastardire*, *deplorare* siano frutto di una veemenza rintracciata nei quesiti; la lettera dell'infermiere è accompagnata, si legge, «da una vivace e documentata requisitoria» (CPV, 41.1. Ottobre 2010).

E, tra chi chiede se si dica *lo walkman* o *il walkman* (CPV, 9.5. Ottobre 1994)¹⁴, chi vuol sapere se *e-mail* sia femminile o maschile (CPV, 21.7. Ottobre 2000)¹⁵, e chi segnala che «vadano guadagnando spazio crescente nell'uso contemporaneo, alcuni costrutti che, facoltativi in italiano, sono obbligatori in inglese» (CPV, 2.4. Aprile 1991)¹⁶. Assai interessanti sono quegli intereventi che pongono il problema della traducibilità dei termini stranieri in italiano.

13. L'argomento e la formula di Castellani ritornano nell'uscita numero 46 del foglio, in cui si riporta un articolo apparso sull'*Avvenire* del 6 febbraio 2013 firmato da Giacomo Gambassi, dal titolo *Il morbus anglicus del signor Rossi*, dell'uomo comune prigioniero, ormai, dell'itanglese.

14. Lo stesso quesito numero cinque ospita una richiesta, proveniente da un diverso parlante, sull'uso degli articoli determinativi con parole straniere che iniziano con suono semivocalico o con aspirata.

15. «In inglese il vocabolo è neutro, il solo fatto di attribuire un genere al termine *email* è già un tratto distintivo di marca della lingua ospitante», risponde Nencioni (CPV, 21.7. Ottobre 2000).

16. Il lettore segnala: *stare* + gerundio (tipo: *stare dormendo*); l'aggettivo possessivo in contesti in cui non sarebbe neces-

Una signora di Parma desidera che le vengano forniti «gli equivalenti italiani delle parole seguenti: *brochure, budget, flash, freelance, input, junior (e senior), lay-out, marketing, moonlighter, network, spot, stand*» (CPV, 4.7. Aprile 1992); studentessa e impiegata in un'agenzia pubblicitaria vuole sottrarsi «alla moda» dell'imperversare di voci straniere «nel campo della pubblicità» (CPV, 4.7. Aprile 1992). Un lettore torinese parla di «mancanza di dignità popolare», per il superfluo impiego di *ticket* per *biglietto* in ambito sanitario, *night* per *locale notturno*, *trend* per *tendenza*, *check* per *controllo* (CPV, 12.8. Aprile 1996); un giornalista sportivo chiede la traducibilità di termini anglosassoni relativi all'automobilismo come *team, paddok, pit-lane, motorhome* (CPV, 25.12. Ottobre 2002).

4. I risultati di un questionario

In corpore vili e senza alcuna pretesa di completezza, per questa seconda e ultima parte, si è preso spunto da alcuni dei forestierismi appena citati per realizzare una lista di termini, che sono stati sottoposti ad un campione di trenta individui (maschi e femmine) divisi in tre fasce d'età A (18-30); B (31-45); C (46-60).

L'esperimento ha voluto verificare se al desiderio dei parlanti di trovare traducenti, corrisponda, sul piano pratico, un'effettiva capacità di individuare termini che assorbano il pieno significato della voce straniera.

Ai nostri intervistati, soggetti ad alto coefficiente di scolarizzazione (23 posseggono una laurea, 7 un diploma di istruzione secondaria superiore), è stato chiesto di fornire una spiegazione del termine straniero e di individuare un corrispettivo italiano, insieme ad alcune domande più generali sulla presenza dei forestierismi nel loro linguaggio quotidiano.

Rispondendo all'apposito quesito, tutti hanno dimostrato di conoscere il significato delle voci presenti nella lista; quando non è stata proposta una sostituzione, si deve dedurre che il termine è ormai acclimato nelle abitudini linguistiche dei nostri parlanti.

I forestierismi sono i seguenti: *network, flash, spot, stand, check, trend, budget, ticket, marketing, brochure*¹⁷.

Le tabelle, suddivise per fasce d'età, riportano, per ogni termine, la serie di alternative suggerite e la frequenza nel gruppo di intervistati. Uno schema sinottico sintetizzerà i risultati raggiunti con la voce italiana più frequentemente proposta.

sario (*trascorrere le vostre vacanze a...*); l'uso del plurale per indicare cose uguali appartenenti a più persone (*prendemmo le nostre biciclette*) con funzione presumibilmente enfatica; l'impiego dell'aggettivo prima del nome.

17. Della nostra lista di termini, solo *ticket* figura nel glossario di Giovanardi, Gualdo e Coco (2003) e per l'accezione di «buono, in particolare quello che le aziende rilasciano [...] ai dipendenti per il consumo di pasti a prezzi convenzionati», la sostituzione proposta è *buono* (Giovanardi, Gualdo e Coco, 2003: 281ss.).

Tabella 1. Risposte gruppo A

GRUPPO A (18-30)		
Forestierismo	Sostituzioni proposte	Frequenza significati
Network	Rete	5
	Sistema	1
	Informazione telematica	1
	Nessuna sostituzione	3
Flash	Abbaglio	2
	Veloce	2
	Lampo	1
	Rapido	1
	Istante	1
	Notizia breve	2
	Nessuna sostituzione	1
Spot	Pubblicità	8
	Messaggio	1
	Nessuna sostituzione	1
Stand	Esposizione	4
	Attendere	1
	Spazio operativo	1
	Banco di vendita	1
	Nessuna sostituzione	3
Check	Controllo	8
	Nessuna sostituzione	2

Tabella 1. Risposte gruppo A (continua dalla pagina precedente)

GRUPPO A (18-30)		
Trend	Oscillazione	1
	Andamento	3
	Tendenza	2
	Variazione	1
	Moda	1
	Nessuna sostituzione	2
Budget	Valore	1
	Disponibilità	2
	Capitale	2
	Bilancio	2
	Nessuna sostituzione	3
Ticket	Biglietto	9
	Nessuna sostituzione	1
Marketing	Flusso	1
	Analisi di mercato	1
	Processo di vendita	2
	Commercializzazione	1
	Vendita mirata	1
	Strategia di vendita	1
	Nessuna sostituzione	3
Brochure	Cartolina	1
	Opuscolo	3
	Volantino	2
	Carta dei servizi	1
	Depliant	1
	Nessuna sostituzione	2

Tabella 2. Risposte gruppo B

GRUPPO B (31-50)		
Forestierismo	Sostituzioni proposte	Frequenza significati
Network	Rete	3
	Canale televisivo	2
	Telegiornale	1
	Nessuna sostituzione	4
Flash	Scatto	1
	Lampo	4
	Istante	2
	Nessuna sostituzione	3
Spot	Spazio pubblicitario	7
	Messaggio	2
	Nessuna sostituzione	1
Stand	Spazio dimostrativo	1
	Spazio espositivo	3
	Esposizione	2
	Nessuna sostituzione	4
Check	Controllo	5
	Passo	1
	Nessuna sostituzione	4

Tabella 2. Risposte gruppo B (continua dalla pagina precedente)

GRUPPO B (31-50)		
Trend	Moda	4
	Moderno	1
	Tendenza	3
	Marchio	1
	Sessuna sostituzione	1
Budget	Disponibilità economica	3
	Fondo monetario	1
	Limite	1
	Guzzolo	1
	Somma	1
	Nessuna sostituzione	3
Ticket	Titolo	1
	Biglietto	6
	Nessuna sostituzione	3
Marketing	Area promozionale	3
	Strategia aziendale	1
	Pubblicità	1
	Nessuna sostituzione	5
Brochure	Depliant	3
	Catalogo	1
	Foglio informativo	1
	Foglio illustrativo	2
	Pieghevole	1
	Nessuna sostituzione	2

Tabella 3. Risposte gruppo C

GRUPPO C (51-70)		
Forestierismo	Sostituzioni proposte	Frequenza significati
Network	Emittente	1
	Lavoro informatico	3
	Rete di parole	1
	Insieme	1
	Fonte di informazione	2
	Nessuna sostituzione	2
Flash	Lampo	5
	Fare qualcosa velocemente	1
	Istantanea	1
	Nessuna sostituzione	3
Spot	Pubblicità	3
	Comunicato	1
	Promozione	1
	Nessuna sostituzione	5
Stand	Padiglione	3
	Esposizione	3
	Tenda fieristica	1
	Nessuna sostituzione	3
Check	Controllo	5
	Indagine	1
	Nessuna sostituzione	4

Tabella 3. Risposte gruppo C (continua dalla pagina precedente)

GRUPPO C (51-70)		
Trend	Tendenza	3
	Andamento	1
	Moderno	1
	Sviluppo di un evento	1
	Nessuna sostituzione	4
Budget	Fondo economico	2
	Somma stanziata	1
	Bagaglio	1
	Disposizione	1
	Tetto di spesa	1
	Nessuna sostituzione	4
Ticket	Importo	1
	Biglietto	6
	Scontrino, segna fila	1
	Nessuna sostituzione	2
Marketing	Tecnica commerciale	1
	Indagine di mercato	1
	Scambio	1
	Nessuna sostituzione	7
Brochure	Libretto	1
	Opuscolo	3
	Pieghevole	1
	Depliant	2
	Nessuna sostituzione	3

Tabella 4. Schema sinottico delle risposte al questionario

GRUPPO A (18-30)		
Forestierismo	Sostituzioni	Frequenza
Network	Rete	5
Flash	Veloce	2
Spot	Pubblicità	8
Stand	Esposizione	4
Check	Controllo	7
Trend	Andamento	3
Budget	Nessuna sostituzione	3
Ticket	Biglietto	9
Marketing	Nessuna sostituzione	3
Brochure	Opuscolo	3

GRUPPO B (31-45)		
Forestierismo	Sostituzioni	Frequenza
Network	Nessuna sostituzione	4
Flash	Lampo	4
Spot	Pubblicità	7
Stand	Nessuna sostituzione	4
Check	Controllo	5
Trend	Moda	4
Budget	Nessuna sostituzione	3
Ticket	Biglietto	6
Marketing	Nessuna sostituzione	5
Brochure	Depliant	3

GRUPPO C (46-60)		
Forestierismo	Sostituzioni	Frequenza
Network	Lavoro Informatico	3
Flash	Lampo	5
Spot	Nessuna sostituzione	5
Stand	Nessuna sostituzione	3
Check	Nessuna sostituzione	4
Trend	Nessuna sostituzione	4
Budget	Nessuna sostituzione	4
Ticket	Biglietto	6
Marketing	Nessuna sostituzione	7
Brochure	Depliant	3

Qualche riflessione sul questionario.

Il primo gruppo di intervistati non ha mostrato esitazioni a sostituire i termini di riferimento: studenti universitari o giovani laureati, si sono giovati dell'esperienza recente per fornire soluzioni varie, e valide, per termini come *check* «controllo», *stand* «esposizione», *trend* «andamento, tendenza», *marketing*, per il quale sono state avanzate ben sei diverse proposte («flusso», «analisi di mercato», «processo di vendita», «commercializzazione», «vendita mirata» «strategia di vendita»), *network* che, senza sorprese, trova il suo corrispettivo in «rete» (per associazione, probabilmente, a *social network*).

Gli individui appartenenti alla fascia di età intermedia sono quelli che hanno manifestato maggiore difficoltà nella compilazione del questionario: liberi professionisti, insegnanti, operatori sanitari, forse più consapevoli della polisemia delle voci o del diverso contesto d'uso, non hanno nascosto il proprio imbarazzo dinanzi all'incapacità di trovare corrispettivi a parole come *budget*, *check*, *marketing*, *network*, *stand*.

Numerosi sono i termini che il gruppo C ha ritenuto di non sostituire: probabilmente più radicate nella coscienza del parlante perché accolte da più tempo, le voci straniere coprono a pieno il significato percepito.

Se *flash* trova un'alternativa, seppur non in maniera univoca, in «lampo», *check* in «controllo», per l'anglicismo *spot*, dagli altri gruppi sostituito con pochi indugi in «pubblicità» (gruppo A) e «spazio pubblicitario» (gruppo B), ben cinque intervistati tra quelli di età più adulta non propongono alcun termine equivalente. In direzione contraria rispetto alle altre fasce, invece, i parlanti del terzo gruppo avanzano per la parola *network* il maggior numero di proposte, tra le quali figurano: «emittente», «lavoro informatico», «rete di parole», «insieme», «fonte di informazione».

Se volessimo tracciare delle linee comuni nelle risposte date al questionario, potremmo affermare che il termine meno sostituito è *marketing*, seguito da *budget*, *stand* e *check*. Di rilievo, invece, la varietà di proposte relative al termine *brochure*: tra «opuscolo» (che occorre sei volte in totale), «libretto», «pieghevole», sorprende la resa del termine con un altro forestierismo, ovvero *depliant*, indizio, questo, di come ormai alcuni termini stranieri siano talmente radicati nella nostra lingua e presenti nell'uso quotidiano che possono essere glossati con un'altra voce straniera.

5. Conclusioni

Portiamo ancora alcune considerazioni in conclusione generale, al termine di questa rassegna. Il foglio continua ad ospitare richieste che si collocano ai poli dicotomici del giusto/sbagliato («Si scrive: volenteroso o volenteroso?», CPV, 34.1. Aprile 2007; «Qual è la resa grafica delle forme flesse di “averci”?», CPV, 36.1. Aprile 2008; «è legittimo “palii” come plurale di “palio”?», CPV, 34.7. Aprile 2007); pressoché immutato è il fastidio per la ridondanza rispetto all'analisi di Serianni 2006 («“Visione sinottica” è di per sé un pleonasma?», chiede una lettrice bolognese in CPV, 43.2. Ottobre 2011; ancora, «Perché nella prosa burocratica, scrive una lettrice romana, si parla di “sollecito urgente”? Nel termine “sollecito” non è già implicito il carattere di “urgenza”?», CPV, 38.8. Aprile 2009); ma ciò che di nuovo emerge è un incremento dei quesiti che riguardano il lessico.

A dar prova di ciò, le curiosità che riguardano i linguaggi tecnici-specialistici: il foglio 30 dell'aprile 2005 ospita due richieste di chiarimenti sui termini linguistici *apofonia*, *metafonia* e *metalessi*; una lettrice chiede il significato del termine *ipersegno* afferente alla critica letteraria (CPV, 32.3. Aprile 2006) e, nello stesso numero, un avvocato segnala il crescente impiego, in ambito giuridico, del verbo *comminare* nel senso di «infliggere una condanna» (quesito numero 4); per la parola *capresteria*, usata da Vasari a proposito dei putti del Parmigianino nell'edizione torrentiniana, una lettrice chiede «significato esatto e provenienza» (CPV, 34.12. Aprile 2007).

Lessico, dunque, ma, anche semantica delle parole: il parlante, consapevole che in italiano, come in qualsiasi altra lingua, i sinonimi non esistono, interroga, curioso, gli accademici per cogliere la sfumatura identificativa di un termine rispetto ad un altro e, quel che è più interessante, chiede ragguagli sull'impiego nella pertinente situazione comunicativa, mostra di tenere in considerazione, come già detto, quella variabile diafasica e diastratica che diventa centrale nel dibattito sulla lingua proposto dal periodico.

Riguardo la tipologia dei quesiti posti, c'è da chiedersi se, rivolgendosi agli «espertissimi», non sia più o meno inconscio il tentativo di raffinare le richieste, di alzare la soglia di sorveglianza rispetto all'errore, alla difformità, alla deviazione dalla norma; potrebbe essere legittimo pensare che, dietro certo purismo imperante, dietro la difesa strenua della lingua nazionale rispetto alla penetrazione dei forestierismi, (che per gli utenti *della Crusca per voi* sembra poggiare sull'assunto: «Se esiste una voce italiana, perché usare quella straniera?»), ci sia una sorta di tentativo di assecondare delle ideologie,

proprie di un'istituzione autorevole come quella dell'Accademia della Crusca, che si immaginano, erroneamente, essere conservative e prescrittive.

Il conservatorismo individuato nei lettori del periodico, non sembra, invece, animare gli intervistati al nostro questionario: probabilmente liberi da ogni condizionamento, forti dell'anonimato dell'intervista e consapevoli che non sarebbero stati giudicati da un gruppo di esperti, non hanno nascosto la difficoltà ad individuare un corrispettivo italiano in grado di inglobare a pieno le caratteristiche semantiche, sociali, culturali che riveste la voce straniera ormai comune.

In realtà, anche l'opinione degli studiosi riguardo il grado di accettabilità dei forestierismi in italiano è andata via via modificandosi: dal già citato *morbus anglicus* di Castellani, che, nelle pagine della stessa *Crusca per voi*, nel 1992, asseriva: «Secondo me nessun problema è più grave, per l'italiano di oggi, di quello degli anglicismi», alla cautela di Serianni per il quale «molte volte il termine straniero risponde a una semplice ostentazione snobistica e rivela, più che le aperture internazionali, la pigrizia, il provincialismo e magari la superficiale cultura dello scrivente» (CPV, 1.7-9. Ottobre 1990), fino ad una certa apertura in Nencioni che avverte:

Se ne avessi l'autorità, vorrei chiedere agli autori di dizionari e grammatiche di curare in modo particolare il tema dei forestierismi, orientando i lettori sul loro uso, se necessario o opportuno, e sulla loro intelligente associazione alla nostra lingua, che di essi si è facilmente arricchita fino dall'antichità classica (come l'inglese, lingua germanica, si è arricchito di elementi francesi e latini). (CPV, 21.7 Ottobre 2000)

La nostra indagine conferma, dunque, la «salutare sensibilità – o ipersensibilità» (Serianni, 2006: 54) dei parlanti nei confronti della lingua nazionale, ma, seppur sia ancora viva la percezione monolitica della norma tradizionale, nella quale gli utenti «identificano la tenuta stessa della lingua» (Antonelli, 2007: 43), sembra avanzare, lentamente, ma significativamente (e anche il dato sintetico del questionario con un numero cospicuo di termini non sostituiti lo dimostra), la consapevolezza del mutare della lingua, della spinta che le viene ormai da ogni direzione e che la conferma, per dirla ancora con Nencioni, «una realtà naturale, della naturalità propria della cultura» (Nencioni, 1992, CPV).

Bibliografia

- Accademia della Crusca (ed.) (2005), *La Crusca risponde*, Firenze, Le Lettere.
- Antonelli, Giuseppe (2007), *L'italiano nella società della comunicazione*, Bologna, Il Mulino.
- Carrera Díaz, Manuel (2000), «Forestierismi. Norma italiana e norme europee», in Serge Vanvolsem et al. (ed.), *L'italiano oltre frontiera. V Convegno internazionale*, Leuven, 22-25 aprile 1998, Leuven/Firenze, University Press/Cesati, p. 19-29.
- Coletti, Vittorio (1989), *Italiano d'autore. Saggi di lingua e letteratura del Novecento*, Genova, Marietti.
- Coseriu, Eugenio (1969), «Sistema, norma e "parola"», in *Studi linguistici in onore di Vittore Pisani*, Brescia, Paideia, vol. 1, p. 235-254.
- Coseriu, Eugenio (1971), *Teoria del linguaggio e linguistica generale*, Bari, Laterza.
- CVP: *La Crusca per voi*, Firenze, Accademia della Crusca, 1990-.
- Giovanardi, Claudio, Riccardo Gualdo e Alessandra Coco (2003), *Inglese-Italiano 1 a 1. Tradurre o non tradurre le parole inglesi*, Lecce, Manni.
- Marazzini, Claudio (2006), «Sulla norma dell'italiano moderno. Con una riflessione sull'origine e sulla legittimità delle "regole" secondo gli antichi grammatici», *Lid'O. Lingua italiana d'Oggi*, n° 3, p. 85-101.
- Migliorini, Bruno (1975), *Parole d'autore. Onomaturgo*, Firenze, Sansoni.
- Nencioni, Giovanni (1989), *Saggi di lingua e antica e moderna*, Torino, Rosenberg e Sellier.
- Palermo, Massimo (1995), «I manuali redazionali e la norma nell'italiano scritto contemporaneo», *Studi linguistici italiani*, n° 21, p. 88-115.
- Pontiggia, Giuseppe (2009), *Prima persona*, Milano, Mondadori.
- Renzi, Lorenzo (2012), *Come cambia la lingua. L'italiano in movimento*, Bologna, Il Mulino.
- Rossi, Fabio e Fabio Ruggiano (2013), *Scrivere in italiano. Dalla pratica alla teoria*, Roma, Carocci.
- Serianni, Luca (2004), «Il sentimento della norma linguistica nell'Italia di oggi», *Studi linguistici italiani*, n° 30, p. 85-103.
- Serianni, Luca (2006), *Prima lezione di grammatica*, Bari, Laterza.
- Serianni, Luca (2007), «La norma sommersa», *Lingua e stile*, n° 42, p. 283-298.
- Serianni, Luca (2008), «La norma e la scuola. Primi materiali», in Anna Ciliberti (ed.), *Un mondo di italiano*, Perugia, Guerra, p. 61-80.

Serianni, Luca (2014), «Giusto o sbagliato. Dove comincia il territorio dell'errore?», in Sergio Lubello (ed.), *Lezioni d'italiano. Riflessioni sulla lingua del nuovo millennio*, Bologna, Il Mulino, p. 235-246.

SgROI, Salvatore Claudio (2010), *Per una grammatica «laica»*. Esercizi di analisi linguistica dalla parte del parlante, Torino, Utet.



TITRE: LA « LANGUE FRANÇAISE » DANS LA PRESSE FRANCOPHONE : IDÉOLOGIES, REPRÉSENTATIONS ET ENJEUX DISCURSIFS

AUTEUR(S): CHIARA MOLINARI, UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI MILANO

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 153-172

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/7998](http://hdl.handle.net/11143/7998)

DOI: 10.17118/11143/7998

La « langue française » dans la presse francophone : idéologies, représentations et enjeux discursifs

Chiara Molinari, Università degli Studi di Milano

chiara . molinari @ unimi . it

Résumé : Les bouleversements sociaux et culturels et les innovations technologiques poussent à réfléchir aux changements subis par les idéologies linguistiques à l'époque actuelle : qu'en est-il aujourd'hui de l'image du français conçu en tant que langue nationale, langue de prestige, du bon usage, de la clarté ? L'analyse d'un corpus de presse française, québécoise et africaine, étudiée notamment sur les plans linguistique et discursif, permettra de réfléchir aux regards portés sur le français dans des contextes plurilingues et de saisir, de ce fait, l'évolution dont les idéologies concernant le français font état. Sur le plan méthodologique, nous envisageons d'étudier la dimension discursive afin de relever les stratégies qui concourent à l'élaboration des idéologies linguistiques : les positionnements énonciatifs, les valeurs positives ou négatives qui sont attribuées au français de manière plus ou moins explicite, les prédiscours ne sont que quelques-uns des paramètres qui nous permettront de décrire les contours des idéologies linguistiques en jeu.

Mots clés : idéologies linguistiques ; représentations ; discours ; énonciation ; prédiscours

Abstract: Social and cultural changes, as well as technological innovations, induce a deep reflection about changes undergone by linguistic ideologies at the present time. One might wonder whether the belief that French is a national and prestige language, a language of “good usage”, is still widespread. The analysis of a corpus of French, Quebec and African press, mainly studied on a linguistic and discursive level, allows to reflect on the diverse representations of French in plurilinguistic contexts and to understand the progress of the ideologies concerning the French language. From a methodological point of view, this paper wishes to study the discursive dimension to point out the strategies at work on the elaboration of linguistic ideologies: enunciative positions, positive or negative values attributed to French in a more or less explicit way and pre-speeches are only some of the parameters that will enable us to describe the outlines of the linguistic ideologies involved.

Keywords: linguistic ideologies; representations; speech; enunciation; pre-speech

1. Les idéologies linguistiques : prémisses théoriques

La langue française a, depuis sa naissance, suscité l'attention de ses usagers – linguistes professionnels ou simples usagers qu'ils soient – et cela au niveau scientifique, à travers la rédaction d'ouvrages qui en décrivent les propriétés, mais aussi à un niveau plus spontané (Paveau et Rosier, 2008). Souvent hétérogènes, ces réflexions ont parfois donné lieu à de véritables querelles idéologiques où s'affrontent des visions antagonistes de la langue (Colombat, Fournier et Puech, 2010). Loin d'avoir atteint une étape finale, celles-ci se poursuivent notamment en relation avec les transformations sociales : il suffit de mentionner les phénomènes variationnels qui se produisent suite aux bouleversements sociaux (nous pensons notamment aux courants migratoires) et au développement des nouvelles technologies (sms, chats)¹ et qui font souvent l'objet de débats. Par ailleurs, il est aussi important de prendre en compte la diversification des cadres qui véhiculent ces réflexions : les innovations technologiques, en effet, ont favorisé le foisonnement de blogs, forums, sites Internet, articles de presse (en ligne ou sur papier) où journalistes et usagers s'expriment au sujet du français.

Les concepts d'idéologie, de représentations et d'imaginaire linguistiques sont au cœur des études récentes sur la langue française. Parmi les multiples supports où s'expriment les remarques des sujets et des linguistes, c'est la presse que nous nous proposons d'explorer dans ce cadre. Celle-ci fonctionne à un double niveau : d'une part elle est un « laboratoire pour l'étude des transformations socioculturelles des groupes sociaux et des relations entre ces transformations et l'évolution et l'entrelacement des genres discursifs » (Véron, 1988 : 11) ; de l'autre, elle est productrice de discours (Charaudeau, 1988). En d'autres termes, elle est en même temps miroir et source des représentations. Par conséquent, nous comptons nous focaliser non seulement sur les idéologies linguistiques transmises par la presse, mais aussi sur la manière dont elle contribue à les construire et/ou à les faire évoluer. Les idéologies dans l'espace francophone nous paraissent d'autant plus importantes à explorer que le français hexagonal et ses multiples variétés ne sont pas situés au même niveau. Le français hexagonal a toujours fonctionné comme idéal normatif auquel toute variété était appelée à se conformer. L'idéologie du standard, édiflée et légitimée pendant des siècles, a longtemps été le seul point de référence, dévalorisant par conséquent toute variété qui s'en écartait. Néanmoins, dans la mesure où de nos jours le poids des variétés de français présentes dans l'espace francophone ne peut plus être passé sous silence, il sera question de s'interroger sur la manière dont les idéologies concernant la langue française changent d'un pays francophone à l'autre.

Avant de poursuivre dans notre étude, nous allons procéder à une mise au point terminologique. Il existe, en effet, un foisonnement de termes dont les sens se superposent souvent et dont les frontières sont assez floues : *idéologie*, *représentation*, *image*, *imaginaire*, *attitude*, *idée*. Plus précisément, ce sont *idéologie*, *représentation* et *imaginaire* qui ont retenu notre attention. Dans son étude sur l'imaginaire linguistique, Houdebine (2002) associe l'imaginaire au rapport subjectif et presque inconscient que le sujet entretient avec la langue et qui se manifeste par des réactions spontanées.

1. De nombreuses études ont déjà été consacrées à ces problématiques. Voir à ce sujet Galazzi et Molinari (2007).

Autrement dit, sans pour cela exclure le poids de la société, l’imaginaire linguistique focalise davantage l’apport de l’individu et rend compte, d’après Houdebine, du « rapport du sujet à la langue, la sienne et celle de la communauté qui l’intègre comme sujet parlant-sujet social ou dans laquelle il désire être intégré, par laquelle il désire être identifié par et dans sa parole » (Houdebine, 2002 : 10)².

En revanche, bien qu’ils se recouvrent – du moins partiellement –, le concept de représentation paraît lié davantage à la sphère sociale. Les représentations, en effet, se présentent sous la forme de *préconstructions* caractérisées par une large diffusion dans un groupe, et donc « partagées, reconnues et/ou reconnaissables » (Gajo, 2000 : 40). Elles possèdent un caractère collectif et communautaire, en ce qu’elles exercent des fonctions « “différenciatrices” des groupes constitutifs d’une société “selon les positions qu’ils occupent” » (Boyer, 2003 : 14).

Quant aux idéologies linguistiques, il s’agit d’un concept problématique en ce qu’il a fait l’objet de définitions multiples (Woolard, 1992 : 236) et, de ce fait, il est moins employé en sociolinguistique que celui de « représentation ». Dans ce cadre, nous adoptons la définition proposée par Silverstein, d’après qui elles rendraient compte de « tout ensemble de croyances à propos de la langue formulées par les utilisateurs comme une rationalisation ou une justification de la perception qu’ils ont de la structure de la langue et de son usage » (Silverstein, 1979 : 193). Or, pour que cet « ensemble de croyances sur la langue partagé par la communauté » (Watts, 1999 : 73 ; notre traduction) puisse être considéré comme une idéologie, il faut qu’il possède une dimension historique (Chiss, 2010 : 12). Autrement dit, l’idéologie linguistique résulte d’une somme de représentations partagées et diffusées au cœur d’un groupe (Mannoni, 1998 ; Boyer, 2003 : 17) qui se reproduisent au cours de l’histoire et dont le relief est lié aux événements socioculturels qui se produisent à un moment donné (Watts, 1999). Elles correspondent à une « interface entre le langage, les langues (et leurs conceptions) et la société dans ses multiples dimensions, interpersonnelles, groupales, nationales, etc. » (Costa, Lambert et Trimaille, 2012 : 248).

Étant donné ces prémisses, nous nous proposons dans ce cadre d’explorer les idéologies linguistiques à l’œuvre dans l’espace francophone à l’époque actuelle, telles qu’elles sont véhiculées par la presse. Leur reproduction sera aussi prise en compte : autrement dit, il sera question de vérifier si elles changent et se métamorphosent dans le temps. Bien évidemment, comme, pour des raisons d’espace, nous allons porter notre regard sur une période de courte durée, nous tâcherons de les saisir en relation avec les représentations qui en constituent, en quelque sorte, le premier degré « de quoi une idéologie peut être constituée sinon d’un système (réseau) de représentations en interconnexion » (Mannoni, 1998 : 54).

2. À propos du rôle de premier plan accordé à l’apport subjectif, voir aussi Houdebine (1993 : 38).

2. Cadre méthodologique et présentation du corpus

Comme le rappelle Woolard, « [i]deology is variously discovered in linguistic practice itself ; in explicit talk about language, that is, metalinguistic or metapragmatic *discourse* ; and in the regimentation of language use through more implicit metapragmatics » (Woolard, 1998 : 9). Par conséquent, idéologies et représentations seront examinées par le biais d'une méthode consistant à explorer les « contenus représentationnels mais aussi leurs processus de co-construction discursive » (Gajo, 1997, cité dans Petitjean, 2010 : 294).

Ce choix méthodologique nous amène à structurer notre étude de la manière suivante. Premièrement, nous comptons réfléchir au rôle des éléments ayant une valeur axiologique, à savoir ces termes qui transmettent « un jugement évaluatif, d'appréciation ou de dépréciation, porté sur [l]e dénoté par le sujet d'énonciation » (Kerbrat-Orecchioni, 2002 : 83). Pour ce faire, nous allons procéder d'abord à l'exploration de la presse hexagonale pour glisser ensuite vers la presse d'autres pays francophones et cela pour des raisons sociohistoriques, étant donné que les idéologies du « bon usage », d'homogénéité, d'unification linguistique et, par conséquent, du refus de toute variation, se développent à l'intérieur des frontières hexagonales. Dans ce cadre, nous avons choisi de ne pas circonscrire notre analyse à la comparaison entre deux pays, la France d'une part et un pays ayant reçu le français en partage de l'autre. Notre propos est, au contraire, d'ébaucher un panorama général des idéologies linguistiques – et/ou des représentations qui les édifient – dans l'espace francophone. En effet, si le rôle du français change d'un pays à l'autre en fonction des contextes socio-historiques, politiques et économiques, il n'en est pas moins vrai que les pays francophones ont dû se confronter avec l'idéologie du monolinguisme élaborée au cœur de l'Hexagone. Étant donné que la variation concerne non seulement les aspects formels de la langue mais aussi les idées qui circulent sur la langue (Woolard, 1998 : 3), il sera donc question de vérifier l'accueil qu'on réserve à l'idéologie de la langue unique dans d'autres pays et les réactions qui se manifestent à l'égard de celle-ci.

Deuxièmement, l'étude du tissu énonciatif des textes faisant partie du corpus permettra de vérifier le positionnement du (ou des) sujet(s) d'énonciation et, partant, la présence de groupes socioculturels et identitaires ainsi que leur attitude à l'égard de l'objet « langue française ». Par conséquent, les idéologies linguistiques seront étudiées *dans* le discours (donc à un niveau sémantique) et *par* le discours (ou bien métalinguistique).

Cette réflexion se veut le prolongement d'une étude précédente (Molinari, 2013) concernant les représentations transmises par la presse française et québécoise autour de l'expression *langue française* dans la période comprise entre janvier 2011 et juillet 2012. Dans ce cadre, nous avons prolongé notre exploration jusqu'à l'année 2013, notre but étant de vérifier si les représentations relevées auparavant étaient confirmées ou bien si elles avaient évolué en relation avec les événements sociaux. Nous avons aussi amplifié notre corpus, constitué à partir de la consultation de la base de données *Eureka*, selon plusieurs directions. Tout d'abord, comme nous l'avons précisé plus haut, trois grands

espaces francophones ont été examinés : la France, le Québec et l’Afrique. Ensuite, l’éventail des supports a été enrichi avec l’introduction d’autres quotidiens. Enfin, les critères de sélection des articles ont été augmentés : à côté du syntagme « langue française », la séquence constituée par le substantif « français » précédé de l’article déterminatif « le » a aussi été prise en considération. Les quotidiens consultés avec les pays de référence et le total des occurrences des deux séquences dans chaque quotidien pour la période 2012 et 2013 sont réunis dans le tableau 1.

Tableau 1 : Présentation du corpus

Pays	Quotidiens	Occurrences	
		2012	2013
France	<i>Le Monde</i>	111	83
	<i>Le Monde web</i>	40	63
	<i>Libération</i>	46	54
	<i>Libération web</i>	11	33
	<i>Le Figaro</i>	117	126
	<i>Le Figaro web</i>	50	76
Québec	<i>Le Devoir</i>	370	283
	<i>Le Devoir web</i>	40	51
	<i>La Presse</i>	226	168
	<i>La Presse web</i>	558	479
	<i>Le Soleil</i>	233	140
Afrique	Série de 25 quotidiens	367	721

Exception faite pour *Le Soleil*, pour lequel *Eureka* ne fournit que les données qui renvoient à la version papier, il a été possible, pour les quotidiens français et québécois, de séparer les données concernant les versions sur papier des données tirées des versions en ligne. En revanche, les quotidiens africains ne sont présentés que dans leur version numérique et, conformément à la base de données *Eureka*³, ils ont été réunis dans une seule section. La distribution des quotidiens selon les pays d’appartenance a permis de relever que les quotidiens cités le plus fréquemment se situent en Afrique du Nord et notamment en Algérie (*El Watan*, *Le Temps d’Algérie*, *Liberté*, *L’Expression*, *Horizons*, *Algérie Focus*, *La Dépêche de Kabylie*, *El Moudjahid*, *La Nouvelle République*, *Le Matin DZ*), au Maroc (*Al Bayane*, *La Nouvelle Tribune*, *Le Matin*, *Aufait*) et en Tunisie (*La Presse*). Cependant, l’Afrique sub-saharienne aussi est représentée par des quotidiens sénégalais (*Le Soleil*, *Le Quotidien*), béninois (*Le Matinal*), camerounais (*La Nouvelle Expression*), burkinabés (*Sidaway*, *Fasozine*) et guinéens (*Guineenews*). Citons aussi Madagascar avec *La Gazette de la grande Île* et *Newsmada* et le quotidien *Jeune Afrique* qui concerne l’ensemble des pays africains francophones.

3. Comme la base de données *Eureka* renvoie à un nombre élevé de quotidiens africains, ceux-ci seront détaillés dans la suite du paragraphe.

Au niveau quantitatif, les données indiquées dans le tableau 1 ci-dessus montrent qu'il s'agit d'un corpus extrêmement riche. En fait, une lecture rapide dévoile que souvent le syntagme « langue française » n'est défini par aucun commentaire mais intervient dans des dénominations (*Délégation à la langue française et aux langues de France, Office québécois de la langue française, Trésor de la langue française, Société de pneumologie de langue française*) ou en tant qu'attribut (« un auteur vivant de langue française », *Le Monde*, 16 juin 2012). Il s'ensuit que le nombre d'articles où la langue française fait l'objet d'un commentaire évaluatif correspond, pour chacune des sections mentionnées à la moitié environ des données signalées.

3. Axiologies et idéologies linguistiques

3.1. L(les)'idéologie(s) linguistique(s) en France : au-delà du monolinguisme

L'exploration des quotidiens français dans la période choisie montre que l'idéologie de la beauté et de la pureté de la langue française est encore bien ancrée dans l'imaginaire commun. L'étude des expressions ayant une valeur axiologique, selon la méthode indiquée par Kerbrat-Orecchioni (2002), met en évidence que le français est considéré de manière positive et décrit comme une langue universelle, attrayante et utile :

[...] je respecte cette langue qui est belle même si elle m'a fait pleurer. (*Le Figaro*, 27 septembre 2012)

On ne peut ignorer le caractère universel de la langue française qui attire et rassemble [...]. (*Libération*, 6 mai 2013)

Le français n'est pas seulement le porte-étendard de la diversité culturelle, c'est aussi la langue du développement. Elle est utile. (*Le Figaro*, 20 mars 2013)

Les axiologiques relevés traduisent, à notre sens, le projet des quotidiens examinés consistant à poursuivre la diffusion de l'idéologie linguistique historique articulée autour de valeurs positives de la langue française aux yeux de destinataires hétérogènes.

Cependant, l'évocation de ses qualités positives ne suffit pas à éloigner la situation de danger et de péril dans laquelle elle se trouve et qui est suscitée par le contexte social⁴. Nous pensons notamment au vif débat suscité par la loi Fioraso visant à angliciser les cours universitaires. Voici quelques-unes des réactions à la proposition de la ministre Fioraso :

4. Par ailleurs, ces quelques extraits permettent d'observer une continuité par rapport aux représentations relevées dans les années précédentes (Molinari, 2013).

En danger de mort, le français ? Sur France Info, le 31 mars, Michel Serres donne l'alerte. (*Le Monde*, 10 mai 2013)

Ce qui se joue là, affirment les auteurs, c'est rien de moins que « la disparition » de la langue française, et avec elle de toute une mémoire juridique, philosophique et littéraire. (*Le Monde*, 4 mai 2012)

« *Le français n'y est pas menacé de marginalisation, il est déjà marginal* », souligne-t-il, allusion aux inquiétudes de l'Académie française face à la loi Fioraso. (*Libération*, 24 mai 2013 ; en italique dans le texte)

Face au danger de disparition du français, la solution envisagée est le combat :

La défense de la langue est un combat qui ne cesse jamais. (*Libération*, 6 février 2013)

Battons-nous pour notre langue ! (*Le Monde*, 26 avril 2013)

Danger (de mort), péril, déclin, disparition, marginalisation, défense (renforcée), combat, protection sont les mots-clés employés le plus fréquemment pour décrire la langue française. Marqués par une connotation négative, ils renvoient au champ associatif de la guerre (Niklas-Salminen, 2005 : 129). Même là où la connotation est positive, on souligne la précarité de la langue française :

La langue française, chef-d'œuvre en péril ? (*Le Figaro*, 14 mars 2013)

Il s'ensuit que les qualités positives du français s'inscrivent dans une stratégie de combat visant à éviter la marginalisation et la disparition, provoquées notamment par la loi Fioraso :

La culture et la langues françaises sont des richesses dont le monde doit profiter. Leur rayonnement ne se fera pas par les tracasseries légales, mais par l'attrait de nos universités et de notre pays. (*Libération*, 21 mai 2013)

Le renvoi à l'Académie française conçue en tant qu'instrument de défense du français nous paraît particulièrement intéressant, en ce que l'Académie a toujours été le symbole de l'idéologie linguistique qui a forgé l'histoire de la langue française dans les siècles, à savoir le purisme :

« *La langue française, que certains disent menacée, est une terre de promesses et d'espérances, dit-il. L'Académie demeure, à mon sens, le meilleur moyen d'agir pour sa défense et son illustration.* » (*Le Figaro*, 12 novembre 2011 ; en italique dans le texte)

Or, bien que l'idéologie consistant à idéaliser une langue pure et homogène plonge ses racines dans un passé éloigné, il n'en reste pas moins qu'elle est encore un point de référence important pour la langue française, dont la vitalité est souvent mise en relation avec l'idéal du « bon usage ». La création d'une rubrique en ligne selon l'ancienne formule « dire, ne pas dire », conforme à la nature

prescriptive de l'Académie française, s'inscrit dans les nombreuses tentatives visant à renforcer la langue française :

Quand les Académiciens dialoguent sur le net. La rubrique « Dire, ne pas dire » sur le bon usage du français rencontre un bel accueil. (*Le Figaro*, 25 avril 2013)

Néanmoins, à l'époque actuelle, le rayonnement du français ne s'appuie plus simplement sur le bon usage mais aussi sur l'ouverture que lui offre la Francophonie, celle-ci étant présentée comme une ressource fondamentale pour sa survie face à la menace représentée par l'anglais. Voici un extrait tiré d'un article de *Libération* où l'universalité de la langue française et sa capacité d'attraction sont associées à l'internationalisation garantie par l'espace francophone :

Les adhésions récentes à l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), d'universités issues de pays émergents et non historiquement francophones comme la Chine, l'Inde ou encore le Brésil, montrent l'attractivité de la langue française et l'importance de la francophonie comme espace de partenariats internationaux.

Présent dans les systèmes d'enseignement du monde entier, le français est la deuxième langue la plus apprise après l'anglais ; elle bénéficie de près de 120 millions d'élèves et un demi-million de professeurs de français à l'étranger. La langue française est un facteur d'attraction, pas un handicap.

On ne peut ignorer le caractère universel de la langue française qui attire et rassemble ; c'est une réalité mesurable. (*Libération*, 6 mai 2013)

Parmi les solutions visant à favoriser la survie du français, la francophonie est côtoyée par le multilinguisme :

La langue française est aussi un acteur majeur du multilinguisme par son statut de langue de travail ou de langue officielle dans beaucoup d'organisations internationales, par le nombre important de pays dont elle est langue officielle, langue d'enseignement ou encore apprise par tous les enfants scolarisés. (*Le Figaro*, 30 juin 2012)

Ces extraits permettent d'observer qu'un processus de diversification des idéologies linguistiques est en cours : si le recours à l'attitude prescriptive de l'Académie française est un pilier fondamental pour la défense du français, on n'envisage pas moins une ouverture que ce soit dans la direction de la francophonie ou dans celle de la coexistence avec d'autres langues.

Signalons, entre parenthèses, que les quotidiens *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro* consacrent aussi des rubriques à des problématiques de nature linguistique, favorisant de ce fait une prise de conscience de la part des lecteurs des spécificités de la langue française. *Le Monde* présente, de façon périodique, des approfondissements lexicaux où sont examinés des mots qui reviennent avec une certaine fréquence dans des domaines hétérogènes (c'est le cas de *carence* ou *accord*). Il s'agit de remarques étymologiques et/ou lexicographiques avec des renvois à des passages qui contiennent

les mots étudiés. De son côté, *Libération* accueille les cycles *Étrangetés littéraires* où sont présentées des curiosités étymologiques et *Expressions à la con* où l'on focalise les tics de langage à la mode (*y a pas de souci, changer de logiciel, comme ça*). Enfin, *Le Figaro*, dans la rubrique *Encore un mot*, explore les enjeux linguistiques (polysémie et phraséologismes notamment), mais aussi historiques et socio-politiques de quelques mots communs :

Froid : Mot jeté au beau milieu du sommet de Saint-Pétersbourg. Le G20 s'ouvre aujourd'hui, alors que les États-Unis et la Russie sont en froid.

L'adjectif nourrit depuis longtemps les métaphores : on dira d'une femme qu'elle n'a pas froid aux yeux quand on lui trouvera un regard de braise. [...]

Revenons aux relations américano-russes. Elles voient resurgir l'expression « guerre froide », au frigo depuis vingt ans. La voici, un peu défraîchie, qui plane sur Saint-Pétersbourg. On notera qu'il n'est pas absurde que le froid règne sur un sommet. Là n'est pas le problème. Obama et Poutine se regardent donc en chiens de faïence, matière dont le contact est de fait glacial. [...] Que doit-on penser de cette situation tendue autant que complexe ? Il est permis d'en avoir des frissons, ou des sueurs froides, et jusque dans le dos, en espérant cependant que cette chute de température affectera aussi la tête et le sang de nos deux responsables.

Paul Valéry dit quelque part qu'il faut juger à froid et agir à chaud. On souhaite que la réunion de Saint-Pétersbourg soit l'occasion de vérifier l'adage. Ce n'est pas sûr : on a vu des sommets internationaux ouverts par grand froid et clos par des discours à l'eau tiède. (*Le Figaro*, 5 septembre 2013)

Quoique ces rubriques ne contiennent aucun commentaire évaluatif au sujet de la langue française, il nous semble qu'elles favorisent la réflexion des Français vis-à-vis de leur langue et s'inscrivent, de ce fait, dans une stratégie de défense de la langue elle-même.

Au sujet de la protection du français, rappelons aussi la nécessité, soulignée à plusieurs reprises dans la presse, de francisation des immigrants : bien que le français ne fasse pas l'objet de descriptions axiologiques, dans plusieurs articles on insiste sur l'importance de la connaissance de la langue française, celle-ci étant considérée comme un élément indispensable pour une intégration réussie⁵.

3.2. L(les)'idéologie(s) linguistique(s) à l'extérieur de l'Hexagone

3.2.1. L'Afrique

Mais qu'en est-il de l'image du français conçu en tant que langue de prestige en dehors de la France ? L'exploration du corpus montre que l'idéologie dominante concernant la langue française à l'extérieur de l'Hexagone est perçue différemment selon les pays et cela en fonction des cadres historiques et socioculturels. Nous allons d'abord examiner le cadre africain pour glisser ensuite vers le Québec.

5. Voir à ce sujet *Le Figaro*, 1^{er} février 2012 ; *Le Figaro*, 20 octobre 2012 ; *Le Monde*, 1^{er} octobre 2012.

Malgré son hétérogénéité, due essentiellement à la diversité des contextes de départ, l'analyse du corpus de presse africaine rend compte de la relation controversée entre le français, langue coloniale, et les nombreuses langues nationales. Les éléments à valeur axiologique sont rares mais ils n'en méritent pas moins d'être pris en compte. En effet, au cours du dépouillement du corpus, nous n'avons relevé que trois adjectifs contenant une évaluation sur le français : *merveilleux*, *excellent*, *admirable*. Leurs enjeux sont d'autant plus importants si l'on prend en compte les contextes dans lesquels ils s'inscrivent. Tout d'abord, les trois adjectifs concernent le français au Sénégal, pays où le français a eu un rôle important sur le plan historique (Dumont, 2007). Ensuite, les énonciateurs auxquels les axiologiques sont attribués sont loin d'être neutres. *Merveilleux* est attribué à Senghor, ancien président du Sénégal, dont on connaît l'admiration à l'égard du français hexagonal :

L'un de ses signataires n'était d'ailleurs nul autre que le président sénégalais Léopold Sedar Senghor qui disait que « dans les décombres du colonialisme, nous avons trouvé cet outil merveilleux, la langue française », indique fièrement l'OIF. (*Le Quotidien*, 26 avril 2012)

En revanche, *excellent* et *admirable* sont prononcés par Cerquiglini lorsqu'il s'exprime au sujet du français parlé en Afrique :

Je trouve que les Sénégalais parlent un excellent français, une variante, une version du français. Le français se parle en versions et elles sont toutes valables. Le seul endroit où j'ai entendu une distinction du conditionnel « je chanterais » et du futur « je chanterai », c'est à Dakar. Donc ne parlez pas de fautes, je parle plutôt de compliments envers les Sénégalais qui parlent un français admirable. (*Le Soleil*, 11 février 2013)

Néanmoins, l'emploi de ces adjectifs relève d'un piège : si Cerquiglini semble légitimer la variété de français parlé en Afrique, il n'en est pas moins vrai que le français africain est considéré comme *admirable* là où il respecte une règle grammaticale et phonétique propre au français standard. L'idéologie du « bon usage » est donc encore un point de référence et un paramètre d'évaluation important du moins dans la perspective des autorités linguistiques françaises qui l'appliquent aussi en dehors du territoire hexagonal. Cependant, elle est contrebalancée par une tendance qui se déploie dans une autre direction et qui rend compte de la nécessité de réduire le pouvoir d'influence de la langue française au profit des langues nationales :

L'héritage et le legs de la langue française doivent être communs, et faire plus de places à nos langues nationales. (*Le Quotidien*, Sénégal, 26 avril 2012)

Sans pour autant vouloir « jeter la langue française aux “khakham”, ou aux orties comme on dirait en bon français », le recteur de l'UCAD a décrit un certain malaise des langues nationales africaines par rapport à l'attitude suffisante qu'entretiendraient les adeptes du bon français à la Molière. (*Le Quotidien*, 26 avril 2012)

L'équilibre entre ces deux pôles est difficile à atteindre : dès que l'éloignement du français augmente, on dénonce son abandon et on exhorte à « se réconcilier avec la langue de Césaire, Voltaire, Hugo, Rimbaud, Senghor... et les autres ! » (*Le Quotidien*, 26 avril 2013).

Cette ambiguïté, qui relève à notre sens de la double contrainte batesonienne (Bateson et Ruesch, 1988), se manifeste aussi dans la presse malgache, où d'une part l'on prône l'emploi des langues locales et de l'autre l'on souligne la difficulté de s'éloigner du français :

[...] notre langue est l'élément principal de notre identité culturelle. Dès lors, cette langue est constamment écornée si nous ne pouvons pas la parler en étant sur nos terres, même à des étrangers [...] Et moi, je suis journaliste malgasy, j'habite à Madagasikara, je travaille dans un organe de presse malgasy qui siège à Madagasikara, mes sujets d'articles concernent les Malagasy qui sont mes premières cibles, et pourtant je rédige mes articles en français !!! (*Madagascar Tribune*, 8 décembre 2012)

Entre le refus et l'acceptation du français hexagonal, une troisième voie s'ébauche : les langues africaines, en effet, parviennent souvent à apprivoiser le français, produisant ainsi une langue connotée, voire métissée. Ce brassage marque aussi le paysage linguistique marocain :

[...] la francophonie célèbre cette année la rencontre des langues arabe et française, leur capacité de s'embrasser et de tisser des ponts entre des civilisations, des peuples et des cultures à travers "les mots arabes semés au loin" et entrés en langue française tels les mots *hasard*, *fantasia*, *bazar* et *élixir*, entre autres. (*La Nouvelle Tribune*, 8 mai 2013)

Le côté créatif qui dérive de l'apport des langues africaines non seulement rend compte d'un éclatement de l'idéologie linguistique du purisme, mais est considéré comme légitime et comme une source de richesse et non pas comme un écart par rapport à la norme qu'il faut condamner. Signalons que la presse française aussi contient des évaluations positives à l'égard du français métamorphosé suite au contact avec les langues africaines, celles-ci étant considérées comme capables de le dynamiser :

Mais cet état des lieux sinistre est court-circuité par une langue (française) vive comme le colibri, jalonnée de « *gabonismes* » (tel « *plat de Lacoste* » pour une recette au crocodile) et autres proverbes qui mériteraient exportation (« *le pied qui a été mordu par un serpent a peur d'un bout de corde* »). (*Libération*, 4 juin 2013 ; en italique dans le texte.)

3.2.2. Le Québec

Par rapport au reste de la francophonie, le Québec mérite un discours à part, du fait de son histoire. Les représentations du français qui résultent du choix des axiologiques sont hétérogènes et contradictoires, du moins en apparence. Ce sont, encore une fois, leurs contextes d'apparition qui permettent de résoudre ces contradictions.

D'une part, le français est décrit comme une langue *belle, fertile et riche*⁶ :

Par contre, je me demande en quoi le fait d'écrire dans un menu de restaurant le mot « pasta » menace notre belle langue. (*Le Soleil*, 26 février 2013)

De l'autre, la plupart des axiologiques décrivent le français comme une langue *malmenée*⁷, *menacée* et *fragilisée* par l'influence puissante de l'anglais :

La langue française au Québec sera toujours menacée et fragilisée par cette mer anglophone qui l'entoure [...] le Québec, pour demeurer français, doit imposer à tous ceux qui l'habitent la langue de Molière et il n'a pas à afficher dans une autre langue que le français. [...] car la langue officielle du Québec est le français ; elle fait partie de notre identité et de notre culture. Toutes les lois qui veulent protéger cette réalité sont les bienvenues. (*La Presse*, 26 février 2013)

Cependant, l'anglais n'est pas le seul responsable du recul de la langue française. Pour certains, le déclin du français doit aussi être mis en relation avec la mauvaise qualité du français lui-même :

Mais est-ce possible que le déclin du français soit dû autant aux Québécois de « souche » eux-mêmes, qui utilisent soit un français faussement sophistiqué, soit un français tellement pauvre qu'il fait pitié. Et sans parler de l'absence relative d'un français correct, malheureusement ! (*Le Soleil*, 13 mai 2013)

Dans cette perspective, les adjectifs *fort*, *riche* et *attirant* ne renvoient pas au français tel qu'il est parlé, mais à un idéal de langue : c'est pour qu'il acquière ces qualités qu'il faut le protéger :

Comment avoir une langue forte si, en tant que nation, nous sommes faibles ? Une langue riche si, individuellement, nous la parlons pauvrement ? Une langue attirante si, comme société, nous ne sommes pas attrayants ? (*La Presse*, 1^{er} mars 2013)

Par ailleurs, non seulement le français parlé dans l'Hexagone n'est plus considéré comme un modèle à imiter, étant donné la présence massive d'anglicismes, mais la presse française ne contribue pas non plus à transmettre un français de qualité :

Libération, Marianne, Le Courrier International, Le Nouvel Observateur et tous les autres médias de l'Hexagone ne veulent rien entendre ou ne comprennent rien. Du haut de leur grandeur passée, ils s'imaginent encore les phares de la langue française. Ils se voient toujours les défenseurs de cette langue. Ils se permettent de donner des leçons aux autres francophones de la planète : l'accent des uns, l'intonation des autres sont folkloriques.

6. Voir *Le Soleil*, 20 juin 2013.

7. Voir *La Presse*, 22 janvier 2013.

Ils sont imbus du bien parler « pointu ». En fin de compte, ils sont tout simplement prétentieux. (*La Presse*, 3 janvier 2013)

Afin d'éviter la disparition du français, on envisage deux solutions. La première consiste dans l'application d'une politique linguistique bien structurée. Celle-ci, à son tour, est articulée sur deux plans. L'un prévoit l'application des lois linguistiques et, notamment, de la « loi 101 » ou « Charte de la langue française » :

Rappelons que la politique linguistique québécoise a d'abord été adoptée pour inverser le rapport de force entre le français et l'anglais afin de permettre aux francophones de langue maternelle de vivre pleinement dans leur langue au Québec. (*La Presse*, 24 janvier 2013)

L'autre, au contraire, refuse les mesures coercitives et propose d'autres solutions telles qu'une amélioration de l'enseignement, la francisation des immigrants et de nouvelles stratégies pour diffuser le français au travail (*La Presse*, 25 avril 2013).

La deuxième solution présuppose l'ouverture à l'ensemble de l'espace francophone et, par conséquent, au multiculturalisme :

Le XXI^e siècle porte ses propres enjeux. La lutte pour la sauvegarde du français passe maintenant par cet enjeu planétaire de préserver la diversité des langues et des cultures. C'est à travers ce discours renouvelé que nous pourrions retrouver notre cohésion et notre élan. Place à l'action collective ! (*Le Soleil*, 25 janvier 2013)

En conséquence, de manière plus marquée par rapport aux autres régions francophones, le Québec paraît s'éloigner de l'idéologie consistant à considérer le français hexagonal comme un modèle auquel se conformer, ce qui témoigne aussi d'une appropriation profonde de la langue française, ressentie comme une partie intégrante de l'identité québécoise. Il n'empêche que, au Québec aussi, les pratiques linguistiques sont évaluées en fonction d'une idéologie qui insiste sur la qualité du français québécois et sur le danger représenté par les anglicismes.

4. Langue et discours, révélateurs d'idéologies

Les marques axiologiques ne représentent que la stratégie la plus évidente de la mise en discours des idéologies linguistiques. D'autres stratégies, qui touchent notamment au tissu énonciatif, sont à l'œuvre. Nous pensons notamment aux prédiscours, c'est-à-dire à ces « cadres de savoir et de croyance qui informent directement les discours produits » (Paveau, 2006 : 21). Parmi les multiples manifestations des prédiscours, le lexicographisme et les appels aux pères sont les procédés mobilisés dans le corpus étudié. Modalité discursive consistant à proposer une définition sans aucun renvoi aux instruments lexicographiques officiels, le lexicographisme s'exprime notamment dans les structures du type *X est/c'est Y* et intervient notamment là où il est question de rappeler un fait

que l'on pose comme vrai. Dans la presse française, par exemple, il est employé une seule fois pour insister sur le caractère éternel et universel de la langue française :

La langue française est le support d'une civilisation mondiale et séculaire. (*Le Monde*, 16 mai 2012).

En revanche, les autres occurrences des lexicographismes insistent sur d'autres aspects du français et favorisent, de ce fait, l'évolution des représentations concernant la langue française :

Comme toute autre langue, le français est un organisme vivant qui s'enrichit d'emprunts, de néologismes, de métissages. (*Le Devoir*, 14 décembre 2013)

Le projet consistant à modifier les représentations du français implique aussi l'introduction de variantes structurelles. En soulignant l'ouverture du français aux autres langues et le brassage qui s'ensuit, *Le Monde* emploie le futur du verbe être :

La langue française ne sera bientôt plus une langue authentique, mais une sorte de pidgin. (*Le Monde*, 4 juin 2013).

En portant au premier plan le caractère international du français, le quotidien marocain *La Nouvelle Tribune* propose une autre variante où la structure *X est/c'est Y* est renversée et le verbe être sous-entendu :

Ils ont en commun comme un pays d'origine, une patrie partagée qui n'appartient à personne et qui est à tout le monde [*sic*] : la langue française. (*La Nouvelle Tribune*, 2 mars 2013)

En revanche, la presse sénégalaise, où le français est envisagé en tant que langue en mesure de véhiculer plusieurs cultures, remplace le verbe être par *comme*, employé dans sa valeur adverbiale (Hanse, 1996) :

« [...] partager la langue française comme langue d'échange et de découverte de la diversité des Cultures de la Francophonie. » (*Le Quotidien*, 15 juin 2013)

Dans le quotidien sénégalais *Le Soleil*, le retour à la structure classique du lexicographisme acquiert, à notre avis, une valeur symbolique : en effet, celle-ci est associée aux propos de Cerquiglini d'après qui la syntaxe du français garantit son maintien face aux variations des dimensions phonétique et lexicale :

Le français est une langue de grammairien. (*Le Soleil*, 11 février 2013)

Quant au Québec, le lexicographisme est une stratégie employée notamment pour souligner les liens entre langue française et identité québécoise :

Puisque la langue française et la culture sont les plus puissants vecteurs de notre identité collective, nous les portons sur des centaines de scènes. (*La Presse*, 22 juin 2013)⁸

Ou encore pour rappeler au public des lecteurs que le français est une langue officielle, langue de travail et d'enseignement :

Puisque le français est l'une des deux langues officielles du pays, il est important de respecter la dualité linguistique, et par conséquent le choix de ceux et celles qui veulent être éduqués en français. (*Le Droit*, 15 février 2015)

« [...] le français est la langue d'usage à l'Université Laval. Il est la langue normale d'enseignement et d'apprentissage, la langue de communication et la langue de travail. » (*Le Soleil*, 14 avril 2013)

Parmi les exemples relevés dans la presse québécoise, citons aussi la variante caractérisée par la présence de *devenir* (au lieu de être) conjugué au futur de l'indicatif afin de signaler un état auquel on aspire :

Le projet de loi stipule que le français deviendra « la langue normale et habituelle dans laquelle le gouvernement, ses ministères et les autres organismes de l'Administration s'expriment et celle utilisée pour s'adresser à eux ». (*La Presse*, 12 avril 2013)

Pour ce qui concerne l'appel aux pères, « chaque communauté a ses pères d'élection », nous rappelle Paveau (2006 : 159). Les études sur le nom propre prouvent que celui-ci transmet tout un ensemble de valeurs qui se rattachent aux dispositifs culturels à l'œuvre dans la communauté de référence. Les noms propres évoquent l'histoire culturelle du groupe et illustrent, de ce fait, la circulation des discours (Charaudeau, 1992 ; Paveau, 2006 : 171). Les nombreux renvois à Senghor, Abdou Diouf ainsi qu'à d'autres écrivains francophones admis à l'Académie française (Amin Maalouf, Dany Laferrière) ou ayant reçu le célèbre prix Goncourt (Fouad Laroui) encouragent une représentation du français désormais inscrit dans l'espace francophone et ouvert à la pluralité.

L'étude du tissu énonciatif implique aussi la prise en compte de l'identité des énonciateurs, c'est-à-dire des sources et/ou des médiateurs des idéologies en question. L'exploration de notre corpus a permis de relever deux typologies énonciatives, apparemment opposées entre elles. La première exploite la correspondance entre les déictiques et les diverses communautés qui interviennent dans le discours. Chaque corpus, en effet, exhibe un « nous » qui renvoie à une communauté spécifique en opposition avec la communauté hexagonale :

8. Le verbe être est parfois remplacé par *constituer* : « Le français, rappelle le CSLF, constitue à la fois un véhicule et un indicateur de notre identité collective » (*Le Droit*, 8 mars 2013).

Il ne faudrait quand même pas être accompagné d'un interprète dans nos prochains voyages en France. Faudra-t-il être bilingue français-anglais si nous visitons l'Hexagone ? (*La Presse*, 30 janvier 2013)

Le « nous » identifie ici la communauté québécoise et contribue à poser une frontière nette entre le Québec et la France. Parfois, les référents du pronom « nous » sont explicités, de manière à éviter toute ambiguïté :

Et nous sommes de plus en plus nombreux au Québec à vouloir exercer notre droit de vivre et de travailler en français sans que cela soit possible. Ce « nous » inclut des Québécoises et Québécois de toutes origines. (*Le Soleil*, 5 décembre 2012)

Cependant, dans certains passages, les référents des déictiques en question changent, ce qui relève de la volonté de créer de nouvelles identités groupales. Dans le corpus québécois, par exemple, l'on assiste à un glissement énonciatif tant et si bien que le « nous », qui indique d'abord la communauté québécoise, s'étend et parvient à renvoyer à l'ensemble des francophones, ceux-ci étant définis par l'emploi de la même langue :

Dans le cadre de la Semaine de la Francophonie en 2005 j'avais demandé à quelques-uns de mes amis d'ailleurs (Belgique, France, Suisse) de faire une courte réflexion sur « la langue de chez nous » : notre langue, leur langue, celle qui nous unit à l'intérieur de la grande famille francophone. Je me permets de reprendre leurs conclusions. (*Le Devoir*, 30 janvier 2013)

L'on retrouve ici un *nous englobant* qui fait « entendre la voix d'une instance unifiée dans l'anonymat de laquelle se fondent tous les membres individuels » (Amossy, 2010 : 161) et qui contribue, de ce fait, à la création d'une nouvelle communauté élargie. Ce « nous » englobant traduit le projet de l'énonciateur de créer une identité collective. Dans cette perspective, c'est à l'ensemble des francophones que s'adresse Abdou Diouf lorsqu'il s'exclame :

« Nous devons être des indignés linguistiques ! » (*Le Figaro*, 4 juillet 2012)

C'est encore à la communauté francophone dans sa complexité que renvoient les considérations suivantes :

« C'est comme si nous étions les seuls au monde à douter que notre langue soit un atout fondamental de notre économie », a lancé Lionel Zinsou, influent banquier franco-béninois. Le français ne peut rester une « langue en conquête » s'il y a un « déclin relatif » de l'économie au sein des pays francophones. (*Jeune Afrique*, 10 juillet 2012)

« Partager la même langue est un privilège, mais nous devons pouvoir nous rencontrer », explique Fatou, une jeune Sénégalaise. (*Jeune Afrique*, 11 juillet 2012)

La deuxième modalité énonciative concerne le procédé d'« effacement énonciatif », consistant à gommer, du moins en apparence, « toute source énonciative identifiable » (Vion, 2001 : 334) et qui participe d'une stratégie visant à l'objectivation. Considérons les extraits suivants :

Le français n'appartient pas à la France. C'est une langue aussi marocaine que canadienne, libanaise ou suisse. (*Jeune Afrique*, mai 2012)

« Vous reprochez aux Sénégalais de parler ouolof, sérère, diola, mandingue, peul, soninké ? Non ! N'empêche que la langue de l'administration, de tous les jours pour la gouvernance, c'est la langue française. » (*Jeune Afrique*, 10 octobre 2012)

Le recours au présentatif *c'est* pose l'existence d'un objet de discours et introduit un élément nouveau, en position rhématique ; il « ouvre sur un univers de discours » et « invite le lecteur à procéder à une lecture projective » (Rabatel, 2000 : 55). En même temps, il inscrit les propos dans un cadre apparemment objectif, qui ne peut être remis en question et établit, de ce fait, un lien fort avec le coénonciateur, invité à adhérer aux représentations évoquées ou construites par le texte (Rabatel, 2000 : 58). L'emploi du présentatif indique la volonté de désobjectiver le sujet dont il est question, de l'imposer comme une évidence, contre laquelle il n'est pas possible de prendre position. Dans le premier exemple, l'énonciateur souligne le caractère international du français ; dans le deuxième, on rappelle le rôle du français au Sénégal.

Parfois, les procédés que nous venons de mentionner se croisent : c'est le cas du discours du président F. Hollande :

« [...] parler la langue française, c'est parler la langue de la liberté, c'est parler la langue de la dignité, c'est parler la langue de la diversité culturelle. C'est votre langue, c'est notre langue, nous l'avons en commun. Diffusons-la, portons-la et faisons en sorte que ceux qui la parlent aient une chance de plus que les autres.

Nous ne demandons pas d'écraser d'autres langues. Ici la langue française ne chasse aucune autre langue. Elle n'écrase rien, elle permet tout. Voilà pourquoi nous voulons partager ce bel idéal de la francophonie.

Vous avez aussi besoin, non seulement d'échanges humains, culturels, linguistiques ; vous avez besoin aussi d'échanges – je l'ai dit – d'infrastructures, de transports. » (*Jeune Afrique*, 15 octobre 2012)

Le discours du président Hollande est construit sur l'alternance entre des procédés d'effacement énonciatif et de construction identitaire. Tout d'abord, par le biais d'un discours non embrayé, l'énonciateur inscrit ses propos dans un cadre objectif. Rappelons toutefois, comme le signale Amossy, que la « désinscription de la subjectivité » attire l'attention dans la mesure où elle invite « à s'interroger sur la figure du locuteur qui se livre à un tel gommage » (Amossy, 2010 : 110-111). Ensuite, l'énonciateur se manifeste et se présente comme appartenant à une communauté. Là aussi, l'on observera une

transition : l'adjectif « votre », lequel renvoie en effet à des identités communautaires présentées de manière séparée est rapidement remplacé par « notre », qui traduit le projet d'une extension de ces identités en une identité collective (*diffusons-la, portons-la, etc.*), sans que cela entraîne une dilution de chaque groupe (le « vous », en effet, ne disparaît pas). Le discours de Hollande appartient à la catégorie des discours où l'énonciateur prend la parole afin de projeter non pas (ou non seulement) sa propre image, mais celle du groupe au nom duquel il parle (Amossy, 2010 : 156). Le projet du locuteur de fonder une identité collective basée sur le partage de la langue française est au premier plan.

5. Idéologies linguistiques : quel avenir ?

L'étude des idéologies linguistiques à travers un corpus de presse française et francophone permet d'ébaucher quelques considérations conclusives.

Premièrement, nous avons constaté que l'idéologie du purisme parvient à traverser les siècles. Dans la presse française notamment, l'idéologie linguistique articulée autour des concepts de clarté et de pureté est encore bien vivante et constitue un point d'ancrage fondamental. Cependant, si – comme le rappelle Chaurand – dans le passé celle-ci était liée aussi à une esthétique de la communication (Chaurand, 1995), actuellement le purisme est plutôt conçu comme un instrument de défense du français.

Néanmoins, en dépit de ce regard tourné vers le passé, l'on reconnaît que, face à la menace de l'anglais, l'ouverture à l'ensemble de l'espace francophone est incontournable. L'idéologie du « bon usage » est remise en question dès lors qu'on sort des frontières hexagonales. L'Afrique, par exemple, rend compte d'une attitude contradictoire : si d'une part le charme exercé par le français hexagonal est encore fort, on souligne d'autre part l'importance des langues locales et de leur apport au renouvellement de la langue française. De même, au Québec, l'on insiste sur la protection de la langue française tout en s'éloignant de l'idéal du français hexagonal considéré comme modèle à imiter. Afin de sauver la langue française, on encourage à suivre les indications dérivant de la politique linguistique et à s'ouvrir à l'espace francophone. Deuxièmement, les stratégies linguistiques et discursives mises en place (axiologiques, prédiscours et enchevêtrement de plans énonciatifs divers) permettent d'observer deux phénomènes : d'une part, le lien entre les idéologies linguistiques et les communautés en jeu ; de l'autre, leur dynamisme. Les extraits examinés sont marqués en effet par la tension entre attachement au passé et besoin de changement.

Notre analyse aboutit donc à un double questionnement. Le premier porte sur l'évolution de l'idéologie linguistique en jeu : l'ouverture à peine esquissée dans le corpus exploré atteindra-t-elle la légitimation sociale dont elle a besoin pour se concrétiser ou bien y aura-t-il un retour à l'idéologie du purisme ? Le deuxième concerne le phénomène de la variation : doit-on admettre que l'ouverture envisagée des trois côtés (français, africain et québécois) à l'égard du plurilinguisme implique une acceptation, voire une légitimation, du phénomène de la variation ?

Références

- Amossy, Ruth (2010), *La présentation de soi : ethos et identité verbale*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Bateson, Gregory et Jurgen Ruesch (1988), *Communication et société*, Paris, Seuil.
- Boyer, Henri (2003), *De l'autre côté du discours : recherches sur les représentations communautaires*, Paris, L'Harmattan.
- Charaudeau, Patrick (dir.) (1988), *La Presse : produit, production, réception*, Paris, Didier érudition.
- Charaudeau, Patrick (1992), *Grammaire du sens et de l'expression*, Paris, Hachette éducation.
- Chaurand, Jacques (1995), « La "qualité de la langue" au Moyen Âge », dans Jean-Michel Eloy (dir.), *La qualité de la langue ? Le cas du français*, Paris, Champion, p. 25-35.
- Chiss, Jean-Louis (2010), « Quel français enseigner ? Question pour la culture française du langage », dans Olivier Bertrand et Isabelle Schaffner (dir.), *Quel français enseigner ? La question de la norme dans l'enseignement/apprentissage*, Paris, Éditions de l'École Polytechnique, p. 11-18.
- Colombat, Bernard, Jean-Marie Fournier et Christian Puech (dir.) (2010), *Histoire des idées sur le langage et les langues*, Paris, Klincksieck.
- Costa, James, Patricia Lambert et Cyril Trimaille (2012), « Idéologies, représentations et différenciations sociolinguistiques : quelques notions en question », dans Cyril Trimaille et Jean-Michel Eloy (dir.), *Idéologies linguistiques et discriminations*, Paris, L'Harmattan, p. 249-266.
- Dumont, Pierre (2007), *La francophonie autrement : héritage Senghorien ?*, Paris, L'Harmattan.
- Gajo, Laurent (1997), « Représentations du contexte ou représentations en contexte ? Elèves et enseignants face à l'apprentissage des langues », *Tranel*, n° 27, p. 9-27.
- Gajo, Laurent (2000), « Disponibilité sociale des représentations : approche linguistique », *Travaux neuchâtelois de linguistique*, n° 32, p. 39-53.
- Galazzi, Enrica et Chiara Molinari (dir.) (2007), *Les français en émergence*, Berne, Peter Lang.
- Hanse, Joseph (1996), *Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne*, Louvain-la-Neuve, De Boeck-Duculot.
- Houdebine, Anne-Marie (1993), « De l'imaginaire des locuteurs et de la dynamique linguistique : aspects théoriques et méthodologiques », *Cahiers de l'Institut Linguistique de Louvain*, n° 19.3-4 (*L'insécurité linguistique dans les communautés francophones périphériques, Actes du colloque de Louvain-la-Neuve, 10-12 novembre 1993*, sous la dir. de Michel Francard), p. 31-40.
- Houdebine, Anne-Marie (dir.) (2002), *L'imaginaire linguistique*, Paris, L'Harmattan.
- Kerbrat-Orecchioni, Catherine (2002), *L'énonciation : de la subjectivité dans le langage*, Paris, Colin.

- Mannoni, Pierre (1998), *Les représentations sociales*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Molinari, Chiara (2013), « La langue française en France et au Québec : la presse comme source et réceptacle de représentations », *Repères Do.Ri.F.*, n° 2 (*Autour du français québécois : enjeux (socio-)linguistiques et identitaires*, sous la dir. de Chiara Molinari et Paola Puccini), disponible sur http://www.dorif.it/ezine/ezine_articles.php?id=78. [Page consultée le 10 mai 2015.]
- Niklas-Salminen, Aïno (2005), *La lexicologie*, Paris, Armand Colin.
- Paveau, Marie-Anne (2006), *Les prédiscours : sens, mémoire, cognition*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle.
- Paveau, Marie-Anne et Laurence Rosier (2008), *La langue française : passions et polémiques*, Paris, Vuibert.
- Petitjean, Cécile (2010), « La notion de représentation linguistique : définition, méthode d'observation, analyse », dans Henri Boyer (dir.), *Pour une épistémologie de la sociolinguistique*, Limoges, Lambert-Lucas, p. 293-300.
- Rabatel, Alain (2000), « Valeurs représentative et énonciative du "présentatif" c'est et marquage du point de vue », *Langue Française*, n° 128, p. 52-73.
- Silverstein, Michael (1979), « Language Structure and Linguistic Ideology », dans Paul R. Clyne, William F. Hanks et Carol L. Hofbauer (dir.), *The Elements: A Parasession on Linguistic Units and Levels*, Chicago, Chicago Linguistic Society, University of Chicago, p. 193-247.
- Véron, Eliséo (1988), « Presse écrite et théorie des discours sociaux : production, réception, régulation », dans Patrick Charaudeau (dir.), *La Presse : produit, production, réception*, Paris, Didier Érudition.
- Vion, Robert (2001), « "Effacement énonciatif" et stratégies discursives », dans Monique De Mattia et André Joly (dir.), *De la syntaxe à la narratologie énonciative*, Paris, Ophrys, p. 331-354.
- Watts, Richards J. (1999), « The ideology of dialect in Switzerland », dans Jan Blommaert (dir.), *Language Ideological Debates*, Berlin/New York, Mouton de Gruyter, p. 67-103.
- Woolard, Kathryn A. (1992), « Language ideology : Issues and approaches », *Pragmatics*, vol. 2, no 3 (*Language ideologies*, sous la dir. de Bambi B. Schieffelin, Kathryn A. Woolard et Paul Kroskrity), p. 235-249.
- Woolard, Kathryn A., « Introduction : Language Ideology as a Field of Inquiry », dans Bambi B. Schieffelin, Kathryn A. Woolard et Paul Kroskrity (dir.) (1998), *Language ideologies : Practice and theory*, New York/Oxford, Oxford University Press, p. 3-49.



TITRE: DALLA QUESTIONE DELLA LINGUA ALL'AGGRESSIONE LINGUISTICA: LE IDEE SULLA LINGUA NEI GIORNALI ITALIANI DELL'ULTIMO DECENNIO

AUTEUR(S): FABIO ROSSI, UNIVERSITÀ DI MESSINA

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 173-95

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/8002](http://hdl.handle.net/11143/8002)

DOI: 10.17118/11143/8002

Dalla questione della lingua all'aggressione linguistica: le idee sulla lingua nei giornali italiani dell'ultimo decennio

Fabio Rossi, Università di Messina

fab . ros67 @ alice . it

Riassunto: L'articolo è suddiviso in tre parti. Nella prima, dall'esame di brani dalla *Repubblica* e dal *Corriere della sera* si osserva in che modo i giornali trattano questioni linguistiche. Nella seconda, si esemplifica il fenomeno della discriminazione mediante l'analisi di alcuni etnonimi (*siciliano, calabrese, milanese, torinese, ecc.*). Nella terza parte, si analizza un interessante strumento lessicografico del settimanale *L'Espresso: Slangopedia*, sui gerghi giovanili. A tenere insieme questi tre temi è il rapporto tra *media* e ideologia linguistica, nell'intento di stimolare la ricerca futura a investigare sull'identità linguistica degli italiani, attraverso la stampa periodica, come riflesso dell'identità culturale. Se ne ricava che la società italiana non sembra più in grado di riflettere criticamente sulla propria lingua: in molti articoli, infatti, spicca il tono aggressivo e forse discriminatorio nei confronti di chi si allontana da uno standard spesso male interpretato.

Parole chiave: giornali; italiano standard; variabilità; dialetto; discriminazione; gergo; identità

Abstract: This paper is divided into three sections. In the first one, some articles from *la Repubblica* and *Corriere della sera* will be analyzed to show how newspapers deal with language issues. In the second section, the phenomenon of discrimination will be illustrated through the analysis of some ethnonyms (*siciliano, calabrese, milanese, torinese* and so on). In the third section, an interesting lexicographical tool in the magazine *L'Espresso* will be discussed: *Slangopedia*, a dictionary of Italian slangs. The relationship between mass media and linguistic ideology brings together these three sections and aims to encourage future research to investigate, through the newspapers, the Italian linguistic identity as a reflection of the Italian cultural identity. In the conclusive remarks, it will be shown that the Italian society no longer seems able to critically reflect on its own language: in many articles, in fact, an aggressive and discriminatory tone is unleashed against those who do not use the linguistic standard.

Keywords: newspapers; standard Italian; variation; dialect; discrimination; slang; identity

1. Introduzione¹

Il presente contributo è strutturato in tre parti. Nella prima, si darà conto del ruolo dei giornali nel trattare questioni relative alla lingua italiana e agli italiani regionali. Nella seconda, si esemplificherà il fenomeno della discriminazione mediante l'analisi degli etnonimi utilizzati dai giornali. Nella terza parte, infine, si analizzerà un interessante strumento lessicografico collegato al settimanale *L'Espresso*. A tenere insieme questi tre temi è il rapporto tra *media* e ideologia linguistica, nella convinzione che quest'ultima possa reperirsi non soltanto nelle riflessioni dei grammatici e dei linguisti di professione, ma anche nelle considerazioni dei giornalisti e dei lettori (nel senso, ormai consolidato, dunque, della cosiddetta *linguistica popolare* o *laica*: cf. Sgroi, 2010) e che faccia parte integrante, pertanto, del più ampio quadro dell'identità culturale di una società.

La natura volutamente eterogenea dei tre temi qui esposti si deve all'intento di questo articolo di porsi come stimolo alla ricerca futura a investigare su simili argomenti, piuttosto che come punto di arrivo su dati ancora in via di elaborazione e oggetto di riflessione.

Nella prima e nella seconda parte del lavoro, ho attinto ad articoli dai due principali quotidiani italiani (scelti proprio in quanto rappresentativi, in virtù dell'ampia tiratura, della temperie culturale della Penisola): *la Repubblica* e *Corriere della sera*, con particolare riferimento agli anni 2012 e 2013.

Ho preferito concentrarmi su raccolte di dati di prima mano e sul commento degli articoli più significativi tra quelli individuati, adottando quindi un'ottica nettamente sbilanciata su aspetti pratici (e basati su *corpora* costruiti *ad hoc* e dunque analizzando un campione limitato di dati), piuttosto che di inquadramento teorico, per due motivi:

1. Il tema dell'identità e dell'ideologia linguistica veicolate dai *media*, assai florido e maturo all'estero, è in Italia praticamente sconosciuto. Per questo motivo, ritengo che un'attenta riflessione teorica debba forse ancora attendere e seguire un ampio lavoro di raccolta di dati.
2. Utili riferimenti metodologici e inquadramenti teorici sul tema dell'ideologia linguistica trattato fuori d'Italia possono essere reperiti in molti dei contributi raccolti in questa stessa sede; un rinvio ad essi sarà più utile di una ripetizione.

Più che a conclusioni certe, pertanto, il presente studio condurrà alla formulazione di molte domande e ipotesi, con lo scopo di incentivare approfondimenti futuri su questi temi. In quest'ottica andrà inteso l'andamento talora discorsivo e interlocutorio, piuttosto che deduttivo e analitico, delle riflessioni che seguono.

1. Sono grato a Maria Grazia Sindoni per i suggerimenti. Avverto che tutti i siti internet citati nel presente articolo sono stati regolarmente consultati fino al 10 febbraio 2014.

Partiamo da una doppia citazione dal *Quaderno 29* (l'ultimo, del 1935: per la datazione dei quaderni gramsciani cf. Mordenti, 1996: 581; su Gramsci, e in genere sulle ideologie linguistiche del primo Novecento, cf. ora Demartini, 2014: 181-184 et passim) di Antonio Gramsci, che ci accompagna direttamente dentro la questione dell'ideologia linguistica, ovvero la questione italiana della lingua:

Manzoniani e «classicisti». Avevano un tipo di lingua da far prevalere. Non è giusto dire che queste discussioni siano state inutili e non abbiano lasciato tracce nella cultura moderna, anche se non molto grandi. In realtà in questo ultimo secolo la cultura unitaria si è estesa e quindi anche una lingua unitaria comune. Ma tutta la formazione storica della nazione italiana era a ritmo troppo lento. Ogni volta che affiora, in un modo o nell'altro, la questione della lingua, significa che si sta imponendo una serie di altri problemi: la formazione e l'allargamento della classe dirigente, la necessità di stabilire rapporti più intimi e sicuri tra i gruppi dirigenti e la massa popolare-nazionale, cioè di riorganizzare l'egemonia culturale. Oggi si sono verificati diversi fenomeni che indicano una rinascita di tali questioni: pubblicazioni del Panzini, Trabalza-Allodoli, Monelli, rubriche nei giornali, intervento delle direzioni sindacali, ecc. (Gramsci, 1996: 129)

Poco sotto Gramsci scriveva:

La così detta «questione della lingua». Pare chiaro che il *De Vulgari Eloquentia* di Dante sia da considerare come essenzialmente un atto di politica culturale-nazionale (nel senso che nazionale aveva in quel tempo e in Dante), come un aspetto della lotta politica è stata sempre quella che viene chiamata «la questione della lingua» che da questo punto di vista diventa interessante da studiare. Essa è stata una reazione degli intellettuali allo sfacelo dell'unità politica che esiste in Italia sotto il nome di «equilibrio degli Stati italiani», allo sfacelo e alla disintegrazione delle classi economiche e politiche che si erano venute formando dopo il Mille coi Comuni e rappresenta il tentativo, che in parte notevole può dirsi riuscito, di conservare e anzi di rafforzare un ceto intellettuale unitario, la cui esistenza doveva avere non piccolo significato nel Settecento e Ottocento (nel Risorgimento). Il libretto di Dante ha anch'esso non piccolo significato per il tempo in cui fu scritto; non solo di fatto, ma elevando il fatto a teoria, gli intellettuali italiani del periodo più rigoglioso dei Comuni, «rompono» col latino e giustificano il volgare, esaltandolo contro il «mandarinismo» latineggiante, nello stesso tempo in cui il volgare ha così grandi manifestazioni artistiche. Che il tentativo di Dante abbia avuto enorme importanza innovatrice, si vede più tardi col ritorno del latino a lingua delle persone colte (e qui può innestarsi la questione del doppio aspetto dell'Umanesimo e del Rinascimento, che furono essenzialmente reazionari dal punto di vista nazionale-popolare e progressivi come espressione dello sviluppo culturale dei gruppi intellettuali italiani e europei). (Gramsci, 1996: 131)

I dibattiti intorno a una lingua, dunque, specialmente se assumono la forma dei trattati (o anche solo delle grammatiche e dei dizionari), hanno, secondo Gramsci, una forte natura ideologica e politica, in

quanto i concetti di unità/varietà, norma/uso, comunicazione pubblica/privata, lingua di un popolo/ lingue di altri popoli non possono che legarsi ai più profondi concetti di identità/alterità, spirito nazionale, rapporti di potere tra classi sociali, ecc.

2. Il dibattito linguistico nei quotidiani italiani

Allontanandoci per ora dagli scritti dei linguisti, che cosa succede nei massimi quotidiani italiani oggi, a proposito dei dibattiti linguistici? Diciamo subito che emerge con chiarezza una certa inversione di tendenza, rispetto ai decenni scorsi. Certo, è difficile portare evidenze numeriche. Per gli anni 1962-63 e 1972-73 siamo abbastanza fortunati, poiché disponiamo dello spoglio di Carrafiello (1977)², dal quale si ricava una notevole mole di articoli, nella principale stampa quotidiana italiana dell'epoca, d'argomento linguistico, attorno ai seguenti temi principali: forestierismi (soprattutto l'inglese) e dialetti (soprattutto il napoletano). Seguono poi, più o meno in ordine decrescente e molto meno frequenti, i seguenti temi: nomi (forma, significato, ecc.), lingue speciali e gerghi, didattica dell'italiano, neologismi, pronuncia (radiotelevisiva), televisione e radio, verbi, aggettivi, accenti, cinema, ecc.

Abbastanza numerose sono state, nel passato, le rubriche linguistiche nei vari quotidiani (di talune si parla anche in questa sede), che invece, oggi, sembrano ridotte a due soli casi notevoli: *Lessico e nuvole* di Stefano Bartezzaghi (in forma solo scritta), nella *Repubblica* (dal 1° febbraio 2013), tuttora in corso, e *3 minuti 1 parola* (in forma audiovisiva) di Beppe Severgnini, nel *Corriere della sera* online (dal 31 gennaio 2011), conclusa il 13 giugno 2013, alla centesima puntata.

Un dibattito linguistico largamente seguito dalla stampa nell'ultimo decennio è stato quello attorno alla proposta di istituzione di un Consiglio Superiore della Lingua Italiana, dapprima nel 2001, ad opera del senatore di Forza Italia Andrea Pastore. Del caso, poi naufragato nel nulla, si è continuato a parlare con un certo fervore almeno fino al 2005 (cf. Arcangeli, 2004 ed altri interventi dedicati al medesimo tema nello stesso numero della collana *Lid'O*; cf. anche Serianni, 2005). L'ampia letteratura critica in merito alla questione ci solleva dal compito di riassumerla minutamente, se non per ricordare che, tra i compiti del Consiglio Superiore, avrebbe dovuto esserci anche l'«elaborazione di una grammatica “ufficiale” della lingua italiana» e la «compilazione di un dizionario dell'“uso”, da mantenere in costante aggiornamento» (Serianni, 2005: 60), compiti poi espunti dal testo della nuova proposta.

Da allora, di problemi legati alla grammatica, alla questione della lingua (in fondo mai sopita, in Italia) e soprattutto ai dubbi e alle proteste degli italiani che la parlano e la scrivono si continua a dibattere, moltissimo, in sedi più o meno specialistiche (dalla collana *Lid'O*, diretta da Massimo Ar-

2. Le storiche polemiche (di Pasolini, Calvino e altri) intorno alla cosiddetta «nuova questione della lingua» italiana, fiorite perlopiù negli anni sessanta del Novecento e di grande circolazione mediatica all'epoca, possono essere lette in Parlangeli (1971).

cangeli per Bulzoni, al foglio *La Crusca per voi*, dell'omonima Accademia fiorentina) e in rete: dal blog *Il linguista* della *Repubblica* online³, a migliaia di dibattiti tra naviganti⁴, per arrivare a veri e propri siti professionali, da quello della Treccani⁵ a quello di Carocci⁶, animato, tra gli altri, da chi scrive. Per menzionare altri *media*, si può ricordare la trasmissione *La lingua batte*, di Giuseppe Antonelli, su Rai Radio 3. Anche l'editoria legata a pubblicazioni di grammatica spicciola, per dir così, è sempre più florida, segno di notevole interesse da parte del grande pubblico. Eppure di questi temi si parla molto di meno, oggi rispetto a ieri, nei quotidiani e nei settimanali nazionali, nei quali, a ben guardare, quasi tutte le volte che i concetti, e le relative parole semplici o complesse, di *lingua italiana*, *dialetto*, *grammatica* o simili vengono evocati, lo si fa perlopiù a scopo denigratorio, aggressivo o demolitorio dell'altro, avallando peraltro triti, quanto spesso imprecisi, stereotipi (su denigrazione e stereotipi cf. Pistolesi, 2007, 2008; Rossi, 2011 e Redattore Sociale, 2013). È come se, insomma, i giornali italiani avessero consegnato ad altri *media* la funzione di intervenire, in modo un po' più approfondito, sulle questioni linguistiche. Perché? Un normale segno dei tempi? Ma vediamo prima di tutto qualche esempio di quella che ho definito *aggressione linguistica*, tratto da articoli raccolti tra la primavera 2012 e l'autunno 2013 nella *Repubblica* e nel *Corriere*.

Cominciamo con un articolo della *Repubblica* del 12 settembre 2012⁷:

(1) Un continuo botta e risposta. Nel mirino dei leghisti è finito il deputato Udc Angelo Cera che, dopo un intervento molto duro contro i leghisti concluso con l'invito a lavarsi il muso prima di parlare del Sud, è stato fatto oggetto di attacchi che insistono soprattutto sulla necessità che il parlamentare pugliese faccia un bel corso di dizione e impari la lingua italiana prima di intervenire in aula. Il tutto condito da insulti che sono volati da un banco all'altro, dal classico «terrori» all'altrettanto classico «polentoni». Meno classico il «siete la Magna Grecia» nel senso che state «a magnà» le risorse del paese, sempre di matrice leghista.

3. <http://linguista.blogautore.repubblica.it/>

4. A partire da <http://it.answers.yahoo.com>.

5. <http://ww.treccani.it>

6. <http://www.scrivereinitaliano.it>. Si veda anche il neonato (marzo 2015) DICO – Dubbi sull'Italiano Consulenza Online, creato e amministrato da chi scrive e da Fabio Ruggiano in seno all'Università di Messina (e dunque di fatto il primo sito linguistico agganciato ad un'università italiana): <http://www.unime.it/dico>.

7. Tutti gli articoli di seguito citati si intendono prelevati dalle pagine online di *repubblica.it* e *corriere.it*. Quando questo saggio era già in bozza, è stato pubblicato Aresti (2014), utile rassegna di articoli d'argomento linguistico nella *Repubblica* e nel *Corriere della sera* dal 2009 al giugno 2013. Da una rapida scorsa agli argomenti e ai toni di questo materiale, mi pare emergano scarse variazioni sui soliti temi, più o meno superficialmente trattati: dannosa influenza dell'inglese e dei nuovi media, morte del congiuntivo, strumentalizzazione, in chiave leghistica, dei dialetti. Recentissimo (febbraio 2015) è anche il notevole interesse mediatico suscitato dall'iniziativa, di Annamaria Testa, «Dillo in italiano», contro l'abuso di anglicismi nella lingua (soprattutto politica) italiana: tutti i dettagli dell'iniziativa e i collegamenti ai numerosi articoli giornalistici ad essa legati si possono leggere in *nuovoutile.it*. Chissà che quest'inedito interesse dei giornali a un simile tema non inauguri un'inversione di tendenza rispetto alla generale indifferenza della stampa attuale alle questioni linguistiche.

Ecco ora invece un articolo del *Corriere della sera* del 20 dicembre 2012:

(2) Ma li De Martino si è arrabbiato e ha cominciato a dirmi che non potevo rivolgermi alla sua collega in questo modo e, dopo essere scivolato su un congiuntivo, mi ha detto che gli facevo perdere anche la correttezza della lingua italiana. Io non avevo fatto niente, stavo solo spiegando cose che già dissi alla dottoressa Pagano.

Ho riportato non a caso due brani l'uno sulla pronuncia (o dizione) l'altro sul congiuntivo, perché pressoché tutti gli articoli d'ambito linguistico da me raccolti in *Repubblica* e nel *Corriere* tra il 2012 e il 2013 ruotano attorno a questi due stereotipi (la morte del congiuntivo e l'imbarbarimento della fonetica italiana a causa dei dialetti o, più raramente, delle lingue straniere), utilizzati quasi sempre per delegittimare un avversario perlopiù politico (della pletora di riferimenti sul congiuntivo, basti ricordare Della Valle e Patota, 2009 e Sgroi, 2013).

Un altro paio di esempi su temi analoghi. *Corriere della sera* del 4 luglio 2012:

(3) Egregio Direttore, pur di dipingermi nei panni del Fantozzi che sbaglia i congiuntivi, il *Corriere della Sera* on line adotta disinvoltamente il linguaggio insensato del Fracchia. Non ha infatti alcun significato la frase che il quotidiano on line mette assieme allo scopo di accreditare il mio presunto errore di congiuntivo. In tutta evidenza, non ho inteso pronunciare alcun «segui», bensì un «segni», (verbo segnare): leggendo il testo degli appunti scritto a mano, la n, come a volte accade, è stata scambiata per una u. Ne risulta che la frase, mondata dalle interpretazioni fracchiane, sia semplicemente e coerentemente questa: «Tuttavia non ci precludiamo la speranza che l'esito del vertice europeo segNi l'atteso cambio di rotta...». E' evidente che il segua, o il «segui» attribuitomi, non avrebbe avuto alcun senso: l'esito di un vertice, infatti, non può seguire alcunché, semmai è da questo risultato che possono prodursi delle conseguenze. Non credevo di avere alle mie spalle tanto solerti «correttori», fulminei nel cogliere ogni incertezza di dizione per trasformarla in orrori grammaticali. Ammetto, tuttavia, di non meritarmi la simpatia dei media, dopo la mia presa di posizione contro i finanziamenti di denaro pubblico alla carta stampata. Mi fa specie, tuttavia, che a darmi lezioni di grammatica siano i membri di un ordine professionale che, a differenza di quello a cui ho l'onore di appartenere, non richiede neppure il possesso della laurea come titolo minimo e necessario ai fini dell'iscrizione. D'altro canto, comprendo le necessità della stampa di creare e rinverdire lo stereotipo del padano ignorante. Io stesso vivo ancora di rendita per una circostanza attribuitami da anni a prova provata di asineria: quel «sarò breve e conciso» che dissi all'indomani della mia elezione a sindaco di Lecco. Confesso: non di mio strafalcione si trattò, bensì della felice espressione pronunciata, molto tempo prima, da Diego Abatantuono nel suo «Eccezzionale veramente». Pensavo che la battuta e l'espressione scherzosa risultassero evidenti: ma a qualcuno, le cose vanno sempre spiegate a posteriori.

Corriere della sera del 25 giugno 2013:

(4) Rivolgendosi a Cécile Kyenge, il parlamentare leghista ha alluso al fatto che la ministra all'Integrazione «ogni tanto fa torto alla lingua dei nostri padri». Senza rendersi evidentemente conto di aver appena commesso un torto linguistico ben più grave, affermando fra l'altro che «chi in questo Paese ci è nato e ci nascerà», dove quei due «ci» sarebbero stati sottolineati con la matita blu da qualunque insegnante di grammatica italiana. Ma se si dovesse star dietro alle improprietà espressive (e non solo grammaticali) dei politici aderenti al Carroccio si rischierebbe di far notte.

I due articoli appena citati, pur nella diversa tipologia sotto avvertita, sono interessanti anche per altri motivi. Il primo dimostra quale importanza sia attribuita dai *media* agli errori di lingua, se il politico di turno (per la cronaca, il senatore leghista Lorenzo Bodega) risponde con un'aggressività pari a quella subita, per scongiurare, evidentemente, la sanzione sociale che gli italiani riservano a chi si macchia del reato di lesa maestà del congiuntivo.

Il secondo articolo, di là dalla comprensibile deprecazione del razzismo del deputato di turno (per la cronaca, l'onorevole leghista Massimo Bitonci), svela invece l'eccessivo purismo del giornalista: a ben guardare, a parte la scusabilissima dislocazione a sinistra, l'enunciato «chi in questo Paese ci è nato e ci nascerà» non sembra certo da stigmatizzare (se non nel contenuto).

Naturalmente sono ben conscio del fatto che, in un'eventuale continuazione di questa ricerca, sarebbe opportuno distinguere tra diversi tipi testuali: l'articolo scritto da un giornalista è differente dalla lettera al giornale, come il primo è diverso dalla cronaca linguistica (di cui peraltro in questa sede non mi occupo) del linguista di professione. Tuttavia, se lo scopo è, nel presente contributo, quello di concentrarsi sull'ideologia linguistica attraverso interventi di linguistica laica, credo sia legittimo, almeno preliminarmente, mettere sullo stesso piano i diversi articoli, indipendentemente dagli autori che li hanno scritti.

A volte l'accusa di abusare della grammatica e della lingua italiana è totalmente generica e priva di esempi, usata soltanto come arma di delegittimazione dell'altro:

(5) Sui provini del Grande Fratello, Matteo Garrone ci ha pure fatto un film, *Reality*, vincitore del Grand Prix al festival di Cannes. Come dargli torto: da Nord a Sud, un nugolo di ragazze scosciate, sedicenti studenti universitari, trombeur de femme o presunti tali, toraci depilati, padri di famiglia annoiati, macchiette di ogni tipo, ma soprattutto gente che la grammatica non sa manco cosa sia. (*corriere.it*, 6 giugno 2012)

Talora, l'accusa di cattiva conoscenza dell'italiano sfuma in osservazioni velatamente razzistiche:

(6) Ore 23.05: risponde un signore decisamente gentile e decisamente ignaro della lingua italiana (segno inequivocabile della collocazione del call center, come d'uso, da qualche parte fra Tirana e Dushanbe). (repubblica.it, 12 agosto 2012)

Come già detto, non è facile, in questi casi, dare evidenze numeriche del fenomeno. Tuttavia, si può rilevare che, in 50 occorrenze del sintagma «lingua italiana» in *repubblica.it*, procedendo cronologicamente a ritroso dal 1° ottobre 2013, 4 sono di chiara natura polemica o aggressiva. Se si considera che la gran parte delle occorrenze è non marcata in quanto totalmente referenziale (come quando si pubblicizzano corsi in *lingua italiana*, o indicazioni in *lingua italiana*), l'incidenza del fenomeno è di un certo rilievo. Lo stesso calcolo, per lo stesso periodo, fatto nel *corriere.it* porta al numero di 3 occorrenze. Riportiamo soltanto un caso, dei sette raccolti, da *Repubblica* del 18 agosto 2013, che mostra un Beppe Grillo scatenato contro gli eufemismi del politicamente corretto (evidentemente, da lui erroneamente scambiato col «parlare civile»: cf. *Redattore sociale* 2010):

(7) Chi dovesse esclamare, magari a pieno diritto, «paese di merda» sarebbe sanzionato, ma se avesse detto «Questo è il Paese che amo» sarebbe un perfetto candidato per la presidenza del Consiglio. Mentre parli devi continuamente e seriamente valutare se ogni parola che stai per pronunciare può urtare la sensibilità di qualcuno: un gruppo religioso, un'istituzione, una comunità, un'inclinazione sessuale, un'infermità, un popolo. Per non avere problemi devi limitarti ai saluti «Buongiorno e non mi faccia dire altro». Un immigrato clandestino è un rifugiato alla luce del sole. Razzi non è ignorante, non ha una perfetta padronanza della lingua italiana.

3. Unitarietà contro molteplicità

Stando al tono di questi articoli, si pretenderebbe spesso che la lingua fosse più unitaria, quasi monolitica (come avrebbe voluto il Consiglio Superiore della Lingua Italiana, con i suoi grammatica e dizionario ufficiali), di quanto non sia e non possa mai essere. I giornalisti (e i non linguisti in genere), molto spesso, sembrano non rendersi conto che l'unitarietà (geografica e sociale), in fatto di lingua, è sempre un valore relativo e negoziabile, e che il confine tra norma (pure esistente e codificata nelle grammatiche) e uso è spesso, e soprattutto oggi, più fluido di quanto non si creda. Ce lo ricorda Giovanni Nencioni, in un suo memorabile intervento del 1984:

Si sa bene in effetti che l'Italia, anziché di una lingua nazionale non solo unica ma unitaria, come il francese, l'inglese e il russo, dispone tuttora di una complessa mescolanza di lingua letteraria e dialetto, in cui si possono individuare sottounità regionali e una pluralità di registri considerabili come varianti sociostilistiche della medesima lingua; e che la stessa lingua letteraria è piuttosto un insieme di scelte stilistiche che una unità organica, un insieme entro il quale le grammatiche puristiche cercavano di isolare un nucleo privilegiato, producendo

una strutturazione riflessa ed elitaria che solo mediatamente e lentamente poteva condurre ad una unificazione di ampiezza nazionale. La stessa forte spinta verso un italiano medio scritto e parlato, e veramente comune, venuta negli anni recenti dalla comunicazione di massa, pur producendo una progressiva riduzione delle varietà areali e il progressivo aumento delle isoglosse lessicali e morfosintattiche panitaliane (di quelle fonetiche non c'è per ora da fare conto), e quindi l'appiattimento dello spessore diacronico della lingua dei giovani, non vale ancora a conseguire quel livellamento sincronico che presentano il francese e l'inglese correnti. A tutt'oggi rendersi consapevoli della realtà linguistica italiana non si può senza fare della storia, né si può affrontare il problema di una norma valida non più per un ristretto gruppo d'italiani, ma per tutta la società italiana che parla e scrive, senza cogliere la diacronia che fermenta nella eterogenea sincronia dell'italiano odierno e ne intride i processi dinamici. (Nencioni, 1989: 223-224)

Il tono aggressivo, demolitorio dell'altro e cinico degli articoli di giornale sopra menzionati, ben lungi da qualunque pacato dibattito linguistico, o politico, non può non ricordare le parole che Giacomo Leopardi, come non mai profetico, spese nel suo *Discorso sopra lo stato presente dei costumi dell'Italiani*, nel 1824, a proposito del cinismo degli italiani: «Le classi superiori d'Italia sono le più ciniche di tutte le loro pari nelle altre nazioni. Il popolaccio italiano è il più cinico di tutti i popolacci» (Leopardi e Cordero, 2011: 29). In Italia il civile conversare è sostituito dall'insulto reciproco, dalla denigrazione e dall'autodenigrazione: «Le conversazioni d'Italia sono un ginnasio dove colle offensioni delle parole e dei modi s'impara per una parte e si riceve stimolo dall'altra a far male a' suoi simili co' fatti» (Leopardi e Cordero, 2011: 33). Tale violenza verbale, sintomo di deriva morale, è frutto di un'anomalia del tutto tipica della società italiana – secondo Leopardi – a raffronto con le altre nazioni mondiali: l'anomalia di una civilizzazione imperfetta. Alla cancellazione delle proprie radici culturali e delle illusioni date dai miti e dalle virtù degli antichi, non è corrisposta, in Italia, la creazione, tipica invece di altre civiltà, di un armamentario di valori generati dalla ragione e dal progresso, i quali garantiscono la convivenza civile, il senso dell'identità e l'attaccamento alla patria propri delle nazioni moderne. Manca, in Italia, quella che Leopardi definisce la «società stretta» (Leopardi e Cordero, 2011: 15ss.), vale a dire in sé coesa e legata a forti valori etici e culturali condivisi. Tale mancanza fa sì che gli italiani siano cinici e costantemente avversi gli uni agli altri, privi di ambizione e di senso morale, incapaci di cooperare, di riconoscersi in ideali comuni e dunque di giungere ad un reale progresso. Il discorso, come si vede, anticipa alcuni temi che saranno sviluppati poi nella canzone *La ginestra*, di dodici anni successiva al *Discorso*⁸.

Quella che trapela, negli articoli sopra riportati, è non soltanto una forte dose di aggressività, ma anche una sorta di transizione metaforica (o metonimica), da parte dell'aggressore (politico o giornalista che sia), dalla forma ai contenuti. Ci si lamenta della decadenza della forma, quando invece si tratta di decadenza dei contenuti, del pensiero, degli ideali, ecc. È un po' quel che succede ai mille

8. Altri intellettuali ottocenteschi, prima e dopo il Leopardi, hanno ben inquadrato il problema dell'arretratezza civile, culturale e morale degli italiani: cf. Bollati (2011).

catoni opinionisti della linguistica (senza essere linguisti; questi ultimi, a partire da Luca Serianni, com'è ben noto, son molto meno puristi dei non addetti ai lavori⁹) che demonizzano la televisione, i giornali, internet, gli sms, ecc., accusando tali mezzi di rovinare la buona lingua italiana piuttosto che le idee e i valori veicolati da quegli stessi mezzi. Abbiamo già visto sopra un esempio del genere (*Corriere* del 6 giugno 2012), nel quale si accusavano i ragazzi dei reality d'esser «gente che la grammatica non sa manco cosa sia», quando, forse, il vero bersaglio non era tanto la grammatica, in fondo non così disastrosa, quanto, semmai, i contenuti dei loro discorsi.

Oppure basti un esempio come il seguente, nella sua disarmante genericità:

(8) È incredibile pensare che ancora ci sia qualcuno in lista d'attesa per un corso di calligrafia, in questi tempi cupi per la lingua italiana, quotidianamente angariata dal mordi e fuggi dei tasti degli smartphone. (repubblica.it, 29 agosto 2013)

O il vieto moralismo di un articolo come questo:

(9) LA POLITICA, in modo subdolo e veloce, è riuscita ormai a contaminare ogni cosa nel nostro modo di vivere, persino il pensiero e la lingua che utilizziamo. E non pare si tratti di una bella contaminazione. È questa la ragione per cui, per Graziella Priulla, acuta autrice del volumetto *Riprendiamoci le parole*, è improrogabile che si compia un drastico intervento di depurazione del lessico che, in modo più o meno consapevole, abbiamo imparato ad utilizzare, probabilmente abbagliati e certamente confusi dai significati fuorvianti ad esso arbitrariamente attribuiti. Negli ultimi decenni le nostre parole hanno subito angherie inimmaginabili e incassato colpi bassi ad opera della politica, e poiché «le parole sono come le persone: fragili e preziose» molti vocaboli della lingua italiana non possono che mostrare i lividi come esito della sofferenza e del peso delle sevizie patite. Adesso non è più lecito aspettare, è giunto il tempo di correre ai ripari avviando un periodo di serio e duro risanamento perché il linguaggio è un bene che appartiene a tutti noi, che sa gratificarci, ed è per questo che abbiamo il dovere di riappropriarcene. Il volume riporta un interessante elenco delle parole e delle espressioni che sono state maggiormente abusate, rimpinzate di accezioni inadeguate, schiaffeggiate e indegnamente mortificate in questo lungo periodo buio. (repubblica.it, 29 luglio 2012)

Varrà giusto la pena di ricordare, *en passant*, come, a detta dei linguisti e dati alla mano, in realtà la lingua italiana, sia scritta sia parlata, non abbia mai goduto di tanta salute (nel senso di ampia e trasversale circolazione), nella sua storia, quanto quella di oggi (cf. Rossi e Ruggiano, 2013: 11-13 e relativi riferimenti bibliografici). Non bastano certo gli emoticons, gli anglicismi e qualche abbreviazione a intaccarne il sistema. D'altra parte, il tono oracolante e accorato degli scriventi, negli articoli sopra

9. Basterebbe, tra i moltissimi riferimenti possibili, anche soltanto l'intervista di Francesco Erbanì a Luca Serianni (*E l'italiano? Sta bene, grazie*), in *repubblica.it* del 20 settembre 2007. Ovviamente non è possibile ignorare l'obiettivo impoverimento degli italiani d'oggi (rispetto ad altre popolazioni mondiali) sul terreno dell'alfabetizzazione, come trapela, drammaticamente, dalla recenti indagini dell'OCSE (cf. *infra*, nota 14). I termini della questione, tuttavia, esulano dai compiti del presente articolo.

citati, non fa che confermare l'incapacità dei giornalisti italiani di mantenere «la giusta distanza» (per citare il titolo di un bel film di Carlo Mazzacurati, del 2007) tra il fatto e il commento e, soprattutto, tra l'autore e la realtà da lui osservata (secondo quanto dimostrato da Loporcaro, 2005).

4. Fatta l'Italia...: la provenienza geografica come elemento discriminatorio

L'aggressione e la discriminazione finora esibite assumono sembianze meno riconoscibili, ma non per questo meno pericolose, in un altro fenomeno caratteristico della nostra stampa nazionale. Mi riferisco all'abitudine di molti giornalisti di specificare spesso, con solerzia talora eccessiva, la provenienza geografica o le origini degli indiziati, anche quando questa informazione non arricchisce in alcun modo le conoscenze del lettore. Per meglio dire, aggettivi etnici quali *siciliano*, *napoletano* o *calabrese* sembrano accompagnare persone o cose anche in contesti negativi (reati), a differenza di etnonimi quali *lombardo*, *milanese* o *torinese*, limitati quasi esclusivamente a contesti neutri o positivi (successo, benessere, ecc.). Un fenomeno analogo, e decisamente più studiato, è quello che riguarda la discriminazione degli stranieri, al punto da costituire uno dei punti di forza della *Carta di Roma*, «il codice deontologico su migranti, richiedenti asilo, rifugiati e vittime della tratta» (Redattore Sociale, 2013: 84-85), in vigore dal 2008, nata dall'impulso dell'Alto commissariato delle Nazioni Unite per i rifugiati. La *Carta di Roma* chiede, tra l'altro, di «evitare di rivelare l'origine etnica o la nazionalità di migranti, richiedenti asilo o rifugiati se arrestati o colpevoli di reati, qualora tale informazione sia irrilevante ai fini della notizia» (Pistoiesi, 2008: 231; sulla discriminazione etnica dell'altro cf. anche Pistoiesi, 2007; Stoppiello, 1999; Orrù, 2015a, b).

Decisamente meno noto (manca, se non vado errato, bibliografia specifica in merito), ma non per questo poco frequente né meno grave, l'analogo fenomeno discriminatorio ai danni degli italiani meridionali, come risulta evidente da articoli come i seguenti (i corsivi sono miei, d'ora in avanti):

(10) Ancora un arresto per stalking in provincia di Firenze. Questa volta le manette sono scattate per un 45enne *siciliano* residente a Scandicci, fermato martedì scorso mentre ancora si aggirava sotto casa della donna. (repubblica.it, 30 gennaio 2014)

(11) Una ventina di villette, di proprietà della Green Life, la società che fa capo a Ciro Smiraglia (*napoletano* trapiantato a Roma) sono state sequestrate dalla Guardia di Finanza e dalla polizia sulle alture di Cogoleto. (repubblica.it, 4 febbraio 2014)

(12) Da sabato pomeriggio, i militari guidati dal capitano Cataldo Pantaleo hanno effettuato una decina di perquisizioni in quelli che erano i luoghi in cui l'uomo – un 50enne dall'accento *meridionale* – era solito trovarsi. (repubblica.it, 21 gennaio 2014)

(13) I rapinatori uomini erano due entrambi con accento *meridionale* – spiega il proprietario Angelo Dalla Tor – sono entrati e uno di loro ha saltato il bancone aggredendo mia figlia. Non appena mi sono girato per aiutarla l'altro mi ha preso alle spalle. (corriere.it, 10 gennaio 2014)

Siamo davvero sicuri che il riferimento alla provenienza o all'accento dei colpevoli, o presunti tali, sia un dato essenziale, nell'economia della notizia?

La forza dello stereotipo è talmente dirompente che anche un esempio di contesto positivo, come il seguente, lascia trapelare il pregiudizio discriminatorio: tutti i meridionali, e in particolare i napoletani, sono disorganizzati e confusionari, pertanto se X è flemmatico e ha «grandi doti di organizzatore» è l'eccezione che conferma la regola («quasi un ossimoro»). Si sta parlando di Giuseppe Castagna, nuovo amministratore delegato della Banca Popolare di Milano:

(14) Nessuno se lo ricorda al centro di una scenata o mentre alza la voce – anche se qualcuno gli attribuisce una certa testardaggine – e tutti gli riconoscono grandi doti di organizzatore; quasi un ossimoro, per un *napoletano* che dopo una vita al Nord mantiene ancora la dolcezza della cadenza *meridionale*. Insomma, è un manager tranquillo e riflessivo, portato naturalmente alla mediazione anche se come molte persone miti ha grandi impuntature private, racconta chi lo conosce. (repubblica.it, 20 gennaio 2014)

Qualche altro esempio significativo:

(15) I banditi intanto non si fermano. Tornano in azione all'una del 26 giugno a Langhirano, ai danni della Montepaschi di via Fanti d'Italia. Due i rapinatori all'interno dell'istituto – sempre armati di cutter – uno dei quali, come a Parma, scavalca il bancone e si fa consegnare 12.664 euro. Il bandito. per gli investigatori, è lo stesso che ha colpito in via Langhirano, al quale la Mobile, dopo uno scambio di informazioni con i colleghi di Matera, riesce a dare finalmente un nome. Si tratta di un *calabrese* residente a Catania, Egidio Famoso, 46 anni. A incastrarlo è la foto di Facebook, che permette alla polizia di identificarlo con certezza. Da lui si risale ai complici. Il primo a finire nella rete degli inquirenti è Emanuele Grasso, *catanese* classe 1988, in azione nella rapina del 26 giugno a Langhirano, proprio insieme a Famoso. Le manette raggiungono anche un terzo uomo, Vincenzo Florio, che i tabulati telefonici collocano a Parma in occasione del colpo dell'11 giugno in via Langhirano. (repubblica.it, 23 gennaio 2014)

(16) IL QUARTO UOMO – I tre sono trentenni residenti nell'alto Milanese, tra Inveruno e Magenta, e almeno uno dei tre ha importanti precedenti penali. Risultano disoccupati e sono conoscenti dei fratelli Cutrì. Avrebbero precedenti per detenzione di armi, droga e reati contro il patrimonio. In mattinata, a Napoli, i carabinieri di Varese hanno fermato un quarto uomo: si tratta di un pregiudicato di origini *napoletane* che da tempo abitava nel Milanese. (corriere.it, 6 febbraio 2014)

Nel primo articolo della coppia appena citata, si cita la provenienza di due uomini su tre (guarda caso meridionali). Visto che si è identificato anche il terzo (tal Vincenzo Florio), perché non specificare anche le origini di quest'ultimo (forse perché non meridionale?), o, meglio ancora, perché non omettere questo dato, ininfluenza, per tutti e tre? Analogamente, nel secondo articolo, perché dei quattro uomini sospettati di aver aiutato a fuggire il boss della 'ndrangheta Domenico Cutrì si riportano le origini soltanto di uno di loro, napoletano? E gli altri tre?

Il riferimento alle origini campane dello *stalker* (tanto cogente da determinare l'antonomastico *il campano* come ripresa anaforica), nell'articolo seguente, aggiunge davvero qualche elemento utile alla notizia?

(17) Un uomo di 34 anni, *di origini campane* ma da anni residente a Brescia, è stato arrestato a Milano dai carabinieri per persecuzione nei confronti di una donna. La vittima, la sera di domenica 19 gennaio, ha allertato l'Arma dopo aver visto sotto la sua abitazione il *campano* che aveva denunciato, per la prima volta, lo scorso dicembre in seguito ai suoi messaggi e chiamate continue, appostamenti e colloqui il più delle volte con toni minacciosi ed offensivi. (corriere.it, 20 gennaio 2014)

Sorge spontanea la domanda: e se l'uomo avesse avuto origini, che so io, liguri, l'avrebbero scritto?

L'etnonimo coinvolto nella ripresa anaforica si ha anche nell'esempio seguente, nel quale, per ben due volte, l'imputato viene stigmatizzato come *il disoccupato calabrese*:

(18) GLI SPARI DEL 28 APRILE – L'attentato che ora l'imputato vorrebbe cancellare risale al 28 aprile dell'anno scorso: sono circa le 11.340 quando Preiti fa fuoco sei volte contro il cordone di sicurezza dei carabinieri davanti a Palazzo Chigi. Quattro i militari colpiti: uno, appunto il brigadiere Giangrande, 50 anni, viene ferito in modo gravissimo. E subisce una lesione alla colonna vertebrale da cui non è ancora guarito. Uno choc per la Capitale: *il disoccupato calabrese* entra in azione mentre è in corso al Quirinale il giuramento del governo presieduto da Enrico Letta. Più tardi, arrestato, confida al pm Antonella Nespola: «Volevo sparare ai politici», [...]. Il giudice non ha tenuto conto della nostra consulenza tecnica, nella quale si è sottolineato come Preiti fosse affetto da una forte depressione e che questa patologia avesse inciso sulla sua volontà». Invece sia per la Procura, sia per il gup *il disoccupato calabrese* era lucido mentre sparava. Una tesi che i difensori intendono contrastare anche in secondo grado: «Preiti – sottolineano – ha perso il lavoro, poi il legame con la moglie e il figlio: è stato investito da un disastro umano e personale». (corriere.it, 21 gennaio 2014)

Ancora una volta le evidenze numeriche sono meno significative, forse, del commento puntuale caso per caso, soprattutto perché non è semplicissimo stabilire dei criteri omogenei di ricerca. Ho tuttavia voluto provare a cimentarmi con i soliti due *corpora* giornalistici maggiori, www.repubblica.it e www.corriere.it, ricercando i seguenti 10 termini (alla sola forma del maschile singolare): *siciliano*, *ca-*

labrese, napoletano, campano, meridionale, lombardo, milanese, piemontese, torinese, settentrionale. Mi sono limitato alle prime 50 occorrenze, procedendo a ritroso dal 5 febbraio 2014 per *Repubblica* e dall'8 febbraio 2014 per *Corriere*. Ho poi distinto le attestazioni, in base al contesto di riferimento, in «negative» (quando cioè l'aggettivo si accompagna a un colpevole o presunto tale) e (in un unico insieme) «non marcate» (per esempio il cognome *Calabrese*, o un *vino siciliano*) e «positive» (nel caso in cui si elogiava un personaggio meridionale o settentrionale). Avverto che, per economizzare i tempi dell'indagine (complicata anche dalla natura non molto flessibile dei motori di ricerca), non ho tenuto conto del fenomeno della ripetizione (vale a dire che, qualora il testo di un articolo venisse ripetuto più volte, ho comunque conteggiato anche l'attestazione ripetuta) né di quello della mancata visualizzazione delle attestazioni multiple di una stessa forma in uno stesso articolo (vale a dire che i motori di ricerca, all'interrogazione della forma *siciliano*, per esempio, rispondono visualizzando il termine una sola volta anche se compare più volte nel medesimo articolo). Per tutti questi motivi, sono ben conscio dei limiti di un'indagine siffatta, della quale, tuttavia, riporto di seguito i risultati (tabelle 1-4). Ricordo che i numeri si riferiscono alle occorrenze dell'etnonimo fino a un totale di 50 occorrenze conteggiate per ciascuna delle 10 forme.

Tabella 1: Occorrenze degli etnonimi in *repubblica.it*. Con + si intende «contesti non marcati o positivi», con - «contesti negativi»

SUD					
	<i>siciliano</i>	<i>calabrese</i>	<i>napoletano</i>	<i>campano</i>	<i>meridionale</i>
+	48	41	48	49	48
-	2	9	2	1	2
NORD					
	<i>lombardo</i>	<i>milanese</i>	<i>piemontese</i>	<i>torinese</i>	<i>settentrionale</i>
+	50	48	50	48	50
-	0	2	0	2	0

Tabella 2: Suddivisione di tutte le 500 (250 per il Nord, 250 per il Sud) occorrenze degli etnonimi (in contesti positivi e negativi) in *repubblica.it* in base all'area geografica

	SUD	NORD
+	234 (93,6%)	246 (98,4%)
-	16 (6,4%)	4 (1,6%)

Tabella 3: Occorrenze degli etnonimi in *corriere.it*. Con + si intende «contesti non marcati o positivi», con - «contesti negativi»

SUD					
	<i>siciliano</i>	<i>calabrese</i>	<i>napoletano</i>	<i>campano</i>	<i>meridionale</i>
+	50	35	48	49	49
-	0	15	2	1	1
NORD					
	<i>lombardo</i>	<i>milanese</i>	<i>piemontese</i>	<i>torinese</i>	<i>setentrionale</i>
+	50	50	50	50	50
-	1	1	1	1	1

Tabella 4: Suddivisione di tutte le 500 (250 per il Nord, 250 per il Sud) occorrenze degli etnonimi (in contesti positivi e negativi) in *corriere.it* in base all'area geografica

	SUD	NORD
+	231 (92,4%)	250 (100%)
-	19 (7,6%)	0

Il 6,4% delle volte che compare un etnonimo legato all'Italia meridionale nella *Repubblica*, esso è d'ambito negativo, mentre ciò accade soltanto l'1,6% delle volte con gli etnonimi relativi all'Italia settentrionale. Nel *Corriere* i dati sono ancor più polarizzati: il 7,6% delle volte che compare un etnonimo legato all'Italia meridionale, esso è d'ambito negativo, mentre ciò non accade mai con gli etnonimi relativi all'Italia settentrionale. Mi pare, anche e soprattutto dalla qualità degli esempi sopra commentati, che l'uso non innocente degli aggettivi etnici da parte della nostra stampa quotidiana sia evidente. Come si vede, la forma più colpita è l'etnonimo *calabrese*: usato negativamente il 18% (su 50 occorrenze) delle volte da *Repubblica*, il 30% dal *Corriere*.

Sono ben consapevole, giova ripeterlo, dei limiti di simili conteggi (tra l'altro, su numeri così esigui le percentuali non sono molto significative), che in effetti non hanno alcuna pretesa di completezza, bensì vogliono soltanto costituire un aggancio numerico (richiedente approfondimento e rilievi più puntuali su *corpora estesi*) per futuri spunti di riflessione. È altresì ovvio che l'uso di etnonimi non ha sempre e soltanto valore discriminatorio, ma in parte riflette la situazione effettiva di un'Italia storicamente divisa in un Nord benestante e un Sud povero, con tassi di disoccupazione a due cifre e tassi di criminalità (stando ai dati dell'ISTAT) più elevati che nel resto d'Italia. Ma questa situazione (peraltro anch'essa, come tutto, soggetta a vaglio critico) potrebbe essere riferita (con lo stesso necessario vaglio critico) anche ad alcune fasce di stranieri presenti in Italia, sulle quali, come già detto, tuttavia l'attenzione all'evitamento degli etnonimi ha suscitato e suscita ampio dibattito internazionale, invece assente, in Italia, sugli etnonimi interni. È anche ben probabile che la frequente specificazione dell'origine dei colpevoli o dei sospettati sia un dato presente nelle note d'agenzia stampa, pigramente riprodotto dai giornalisti. Ma, ancora una volta, andrebbero vagliati caso per caso sia l'effettiva

utilità della precisazione (nelle agenzie come negli articoli), sia, soprattutto, il bilanciamento (tenuto conto delle proporzioni dei dati reali cui sopra si è accennato) di tali precisazioni sulla provenienza meridionale e settentrionale.

Va infine precisato che la modalità stessa della comunicazione giornalistica fa un uso preferenziale di contesti negativi (i quali «fanno più notizia») rispetto a quelli positivi. Questo farebbe dunque pensare a uno sbilanciamento verso l'uso negativo di tutti gli etnonimi. Tuttavia, dai nostri dati emerge chiaramente una prevalenza di contesti negativi associati agli etnonimi meridionali. E, per chiudere il circolo, nessuna notizia è neutra: non conta tanto *dove* si delinque di più, bensì *come* viene presentato quel dato e di quali precisazioni viene arricchito.

Siamo, con il caso degli etnonimi, sul terreno degli usi ideologici della lingua, più che sulla meta-riflessione linguistica. E infatti questa sezione del presente articolo mantiene tutta la sua funzione parentetica. Mi sembra altresì interessante porre il problema della discriminazione linguistica nel più ampio dibattito sulle ideologie linguistiche.

Che gli italiani non siano mai stati accoglienti gli uni con gli altri, a proposito della convivenza tra varietà regionali diverse, ce lo ha sempre dimostrato quello specchio inclemente dell'identità nazionale che è la commedia all'italiana. Innumerevoli i casi esemplari (sul Totò dialettofobo, per esempio, cf. Rossi, 2002: 64-66); bastino qui le seguenti battute tratte da *La grande guerra* (1959) di Mario Monicelli. Così il futuro soldato Gassman (milanese) si rivolge al soldato Sordi (romano): «Romano, eh? [...] L'italiano in fanteria, il romano in fureria». Più volte il Busacca (Gassman) ribadisce il suo razzismo antimeridionale, per esempio durante le esercitazioni belliche, rivolgendosi al sicilianissimo (di Oristano, ma sempre doppiato in siciliano, a partire dai *Soliti ignoti*) Tiberio Murgia, apostrofato con: «Romano! Da Parma in giù, tutti romani, e camorristi anche!». E, poco dopo, in riferimento al fatalismo di un soldato pugliese: «Quello che vi frega, a voi altri popoli non emancipati e che mangiate il sapone, è il fatalismo rinunciatario». Per arrivare, a metà film, al duetto Gassman-Sordi, che declinano entrambi l'offerta di sparare per primi al soldato austriaco: «Sei un pelandrone, sei! Altro che miope! Come tutti i romani». «Appunto. Spara tu che sei milanese.»

Scivolamento nella facile stereotipia (come a dire: «voi meridionali siete tutti uguali, ma se c'è qualcuno diverso è l'eccezione che conferma la regola») e razzismo inestirpabili, pare, nella storia e nel presente degli italiani, prontamente cristallizzati dal grande schermo (e, come abbiamo visto, abbondantemente avallati dai nostri mezzi di informazione, con minor senso critico rispetto al cinema), il quale adombra il realistico caos della varietà linguistica per poi subito fuggirne (a favore di mescidanze compromissorie con l'italiano standard, e prima fra tutte quella romanesca), «cercan[do] la rassicurazione dello stereotipo?» (Comand, 2010: 44; cf. anche Rossi, in stampa).

Peraltro la sovraesposizione filmica del romanesco continua a suscitare, anche nei mezzi di stampa, qualche insofferenza. Il giornalista Aldo Cazzullo, tra gli altri, considera troppo minoritario e discriminatorio l'uso fatto dai *media* visivi dei dialetti settentrionali, a tutto vantaggio del romanesco

e di quelli meridionali. Prendendo spunto dall'ultimo film di Paolo Virzì, *Il capitale umano* (2013), che, contrariamente all'opinione di molti, il giornalista non considera «un film contro il Nord», bensì «un film severo sull'Italia di oggi» e un «capolavoro di uno tra i migliori registi europei», egli scrive, peraltro:

[...] l'industria cultura [sic] italiana, e in particolare la televisione e il cinema, è troppo romanocentrica, e sovente è segnata da un pregiudizio antinordista. Se senti un'attrice parlare, fuori dal set – e sempre più spesso pure sul set –, parla in romanesco. Se c'è un veneto o un piemontese in un film, è sempre un pirla. *Colpi di fulmine*, il cinepanettone del Natale 2012, è stato girato in Trentino, presumibilmente con i soldi del Trentino: l'unico trentino in scena recita appunto la parte del ciula. E se il Sud è raccontato ora in chiave familista e consolatoria da artisti comunque di sicuro talento come Rocco Papaleo o Checco Zalone, ora con un taglio di apparente denuncia ma in realtà di compiaciuta ammirazione per la violenza camorrista, il racconto del Nord cede facilmente allo stereotipo negativo. (Cazzullo, 2014)

5. Un'eccezione alla regola: *Slangopedia*

Passiamo ora a una vistosa eccezione a quanto visto finora, vale a dire all'utilizzazione, da parte della stampa, di argomenti metalinguistici a scopo più denigratorio che di approfondimento culturale. Si tratta del dizionario di gergalismi giovanili, in continuo arricchimento da parte degli utenti, denominato *Slangopedia*, amministrato da Marina Simonetti per le pagine online dell'*Espresso*¹⁰. *Slangopedia* conta, fino alla mia ultima analisi del 26 luglio 2013, 1304 voci, tutte autovalidate dagli utenti, alfabeticamente ordinate e taggate (con qualche eccezione ed errore) per provenienza geografica e ambito semantico (evidente il riferimento a *Urban Dictionary*¹¹). Il fatto che manchi un'elaborazione scientifica dei dati inviati dagli utenti e che manchino dei criteri sociolinguistici di raccolta del materiale stesso pongono forti limiti all'operazione. Spesso, infatti, le definizioni, e ancor più le ricostruzioni etimologiche, dei singoli lemmi lasciano molto a desiderare. Tenuto conto di ciò, tuttavia, l'opera costituisce un *corpus* lessicale di indubbio interesse, soprattutto perché l'ambito d'uso (la lingua dei giovani italiani) rende non semplice il reperimento di materiale altrettanto ampio e diversificato (praticamente da tutte le regioni italiane, nonché dalla Svizzera). Elaborando tutti i dati presenti in *Slangopedia* (secondo la mia riscrittura ed elaborazione personale del lemmario, che tenta di rettificare almeno in parte gli errori del *tagging* del sito), si ottengono i seguenti risultati. Ecco la distribuzione areale dei 1304 lemmi (ovviamente, molti termini hanno più *tags* areali e tematici o sono privi di *tag*):

10. <http://temi.repubblica.it/espresso-slangopedia/2009/05/26/cosa-ce-dentro-la-slangopedia/>

11. <http://www.urbandictionary.com/>

NORD (incluso Canton Ticino): 631

Lombardia: 216

Emilia Romagna: 123

Veneto: 76

Piemonte: 70

Liguria: 69

Friuli: 47

Trentino: 12

Valle d'Aosta: 1

Canton Ticino: 17

CENTRO: 290

Lazio: 167

Toscana: 93

Umbria: 18

Marche: 12

SUD (inclusa Sardegna): 259

Campania: 83

Sicilia: 63

Puglia: 48

Sardegna: 22

Calabria: 18

Abruzzo: 15

Molise: 2

Basilicata: 8

Questa, invece, la distribuzione semantica dei temi più rappresentati:

- droga: 173; 65 termini indicano lo «spinello» o la «canna»
- sesso: 85
- look: 73; 18 termini indicano il «tamarro» (cioè «persona priva di gusti nel vestire, dai modi rozzi e provinciali, decisamente out socialmente, antonimo di *cool*, *figo*, *fighetto*, *pariolino* e simili»)

- scuola: 56; 34 termini indicano «marinare la scuola»
- alcol: 55 (attestati prevalentemente al Nord)

Dal punto di vista geografico, si conferma la maggior tendenza al gergo da parte del Nord, più volte rilevata, anche se in misura meno netta rispetto al previsto, dal momento che, contrapponendo il Nord all'insieme del Centro-Sud (Sardegna inclusa), il rapporto è 631 a 549. Sfatata definitivamente, direi, la paura pasoliniana per la morte dei dialetti, oggi grazie al cielo più vitali di qualche anno fa, tra i giovani¹². Per quanto riguarda i temi, spicca lo straordinario rilievo della droga (che si sarebbe immaginato, e sperato, come ancorato più al passato che al presente) e la pressoché totale assenza di termini legati alla politica.

Naturalmente, questa aperta sulla *Slangopedia* non è che una piccola finestra sulle tendenze in atto nel rapporto tra lingua italiana e dialetti e anche sull'autopercezione dei parlanti (da cui l'aggancio al tema dell'ideologia linguistica) sugli usi non standard, o al limite dello standard, nell'Italia di oggi. Il tema, si capisce, necessiterebbe di ben altro approfondimento, impossibile in questa sede.

6. Conclusioni

Certo, le conclusioni semantiche dello spoglio di *Slangopedia* non sono confortanti, sempre tenuto conto dell'esiguo numero dei lemmi e degli informatori e anche dello scarso vaglio critico delle fonti. Ovviamente, dopo aver puntato l'indice sulla transizione metaforica dalle forme ai contenuti, non vogliamo commettere noi lo stesso errore: è un problema (ammesso che lo sia) di contenuti (val più la droga della politica) e non di forma. Il nostro tendenziale sconforto, comunque, ci riconduce, ciclicamente, al Gramsci e al Leopardi sopra citati.

Le metariflessioni sulla lingua non sono mai fine a sé stesse, bensì rivelano sempre molto sull'ideologia delle società che le producono, come ci ha insegnato Antonio Gramsci. Se questo è vero, che interpretazione dare alle aggressioni antidialettali sopra riportate, non meno che alle esaltazioni leghistiche contro una lingua unitaria? Alle crociate giornalistiche procongiuntivo non meno che ai propositi della grammatica unica dell'italiano? E allo stantio moralismo sulla decadenza dell'italiano per colpa di internet, della televisione e dei telefoni cellulari? Il tutto a fronte dei colpi inferti dalla nostra classe politica all'insegnamento scolastico e universitario, fino al recentissimo Decreto Carrozza sulla programmazione universitaria 2013-2015, che incoraggia (seguitando i propositi di Gelmini e compagni) la creazione, in Italia, di corsi universitari interamente in lingua straniera¹³. Sarà davvero molto difficile, almeno per chi scrive, non abbandonarsi al pessimismo leopardiano nel considerare la società italiana odierna, non meno di quella ottocentesca, come tra le peggiori fra quelle esistenti:

12. Uno studio aggiornato sul gergo giovanile del Sud è Rati (2013), utile anche per le osservazioni sugli odierni usi del dialetto. Cf. anche, oltre al classico Radtke (1993), Fusco e Marcato (2005) e Jačová (2012).

13. Articoli 2 e 3 del Decreto: cf. http://www.istruzione.it/allegati/DM_PROGRAMMAZIONE_2013-2015_FIRMATO.pdf.

«Certo la società che avvi in Italia – scriveva il Recanatense – è tutta di danno ai costumi e al carattere morale, senza vantaggio alcuno» (Leopardi e Cordero, 2011: 33).

In altre parole, e per concludere, la secolare questione della lingua sembra morta, oggi (almeno nei quotidiani considerati, giacché di lingua, come abbiamo visto, in rete e in contesti specialistici si continua a dibattere moltissimo), non certo perché non ci sia più nulla da dire sull'italiano (che, anzi, la crescente circolazione della nostra lingua presso parlanti stranieri, lo scollamento mai sanato tra lingua della burocrazia o delle leggi e lingua comune e gli sconcertanti risultati degli ultimi rilievi OCSE 2013¹⁴ ribadiscono, semmai, l'urgenza di un'accorta politica linguistica), bensì perché la società italiana non sembra più in grado di riflettere su sé stessa (quantomeno nei *media* scritti tradizionali), ovvero sul proprio primario strumento di aggregazione, cioè la lingua. Mancando una «società stretta» (per riprendere la felice espressione leopardiana), e venuto meno anche il desiderio di costruirla, difetta anche la capacità metariflessiva, che cede dunque il passo alla mera e improduttiva aggressività fine a sé stessa o alla chiacchiera estemporanea online.

Sempre dall'assenza di una società stretta deriva, naturalmente, il bassissimo senso di appartenenza nazionale degli italiani, riflesso, oltre che dall'insofferenza per gli accenti regionali, anche dall'uso talora tendenzioso degli etnonimi da parte dei giornalisti. Non manca, certamente, chi tenta di opporsi a tale deriva. Come il seguente lettore che così commenta un articolo del *corriere.it* (del 16 gennaio 2014), e le reazioni degli altri lettori, a proposito della decisione di far avvenire nel porto di Gioia Tauro il trasbordo delle armi chimiche provenienti dalla Siria:

(19) Ho provato a scorrere i commenti ... e mi è venuto il mal di mare ... da calabrese mi sento minoranza in questo Stato che se ne è sempre sbattuto di noi (che abbiamo tutte le colpe del mondo ... ma dovremmo essere italiani sempre e non solo quando conviene a chi cerca voti, a chi deve smaltire i rifiuti tossici e nocivi delle ridenti – una volta – industrie del nord, a chi deve imporre un rigasificatore che non serve ai calabresi, a chi vuole appiopparci una centrale a carbone a Saline che non serve ai calabresi, a chi manda le navi cariche di «avanzi tossici» del ricco nord da affondare a largo delle boste calabresi, ecc. ecc. ecc.). Se fossimo italiani, e non razzisti o ricchi contro poveri, o istruiti contro sottoacculturati, non diremmo che visto che i Calabresi hanno la 'ndrangheta non hanno titolo ad opporsi ad una decisione simile, o che i calabresi dovrebbero opporsi ai politici corrotti ed agli 'ndranghetisti (io lo faccio, come la gran parte dei miei conterranei, tutti i giorni rispettando le leggi e le regole del vivere civile, pagando le tasse, aiutando il mio prossimo, ecc. ecc. ...). Se fossimo italiani, un popolo, e col sale in zucca ci chiederemmo: ma perchè proprio da noi? Perchè proprio in Italia? E perchè sperimentare per la prima volta la distruzione in mare proprio qui? ... Ma preferiamo blaterare cosicché anche la brava massaia meneghina si sorbirà il suo bel pescetto pescetto pescato

14. I dati sulle competenze di base (leggere e far di conto) di 24 paesi sono stati resi noti l'8 ottobre 2013 dall'OCSE (Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico). Per una prima discussione critica dei dati cf. <http://nuovoeu-tile.it/litalia-vuoto-delle-competenze>.

nel mare calabro saturo e ammorbato di veleni mortali. (corriere.it, 17 gennaio 2014; non ho corretto i refusi)

Bibliografia

- Arcangeli, Massimo (2004), «Sulla proposta d'istituzione di un Consiglio Superiore della Lingua Italiana», *Lingua Italiana d'Oggi (LId'O)*, vol. I, Roma, Bulzoni, p. 1-8.
- Aresti, Alessandro (2014), «Questioni intorno alla lingua italiana nella stampa quotidiana nazionale», in Marco Gargiulo (ed.), *Lingua e cultura italiana nei mass media. Uno sguardo interdisciplinare*, Roma, Aracne, p. 105-142.
- Bollati, Giulio (2011), *L'italiano. Il carattere nazionale come storia e come invenzione*, Torino, Einaudi.
- Carrafiello, Felitta (1977), «Questioni linguistiche nella stampa quotidiana italiana», in Raffaele Simone e Giulianella Ruggiero (ed.), *Aspetti sociolinguistici dell'Italia contemporanea. Atti dell'VIII Congresso Internazionale di Studi [della Società di Linguistica Italiana]*, 2 voll., Roma, Bulzoni, p. 593-631.
- Cazzullo, Aldo (2014), «Il cinema ce l'ha con il Nord», *Corriere della sera*, supplemento *Sette*, 3 febbraio 2014, disponibile su www.corriere.it.
- Comand, Mariapia (2010), *Commedia all'italiana*, Milano, Il Castoro.
- Della Valle, Valeria e Giuseppe Patota (2009), *Viva il congiuntivo!*, Milano, Sperling & Kupfer.
- Demartini, Silvia (2014), *Grammatica e grammatiche in Italia nella prima metà del Novecento. Il dibattito linguistico e la produzione testuale*, Firenze, Cesati.
- Fusco, Fabiana e Carla Marcato (ed.) (2005), *Forme della comunicazione giovanile*, Roma, il Calamo.
- Gramsci, Antonio (1996), *Letteratura e vita nazionale*, a cura di Valentino Gerretana, 3ª edizione, Roma, Editori riuniti. [1ª ed., 1975.]
- Jačová, Zora (2012), «Una varietà senza storicità. Il linguaggio giovanile in Italia», *Studia Romanistica*, vol. 12, n° 2, p. 31-50.
- Leopardi, Giacomo e Franco Cordero (2011), *Discorso sopra lo stato presente dei costumi degli italiani seguito dai pensieri d'un italiano d'oggi*, Torino, Bollati Boringhieri.
- Loporcaro, Michele (2005), *Cattive notizie. La retorica senza lumi dei mass media italiani*, Milano, Feltrinelli.
- Mordenti, Raul (1996), «Quaderni del carcere di Antonio Gramsci», in Alberto Asor Rosa (ed.), *Letteratura italiana, Le opere*, vol. IV (*Il Novecento*), II (*La ricerca letteraria*), Torino, Einaudi, p. 553-629.
- Nencioni, Giovanni (1989), «Perché non ho scritto una grammatica per la scuola», in Giovanni Nencioni, *Saggi di lingua antica e moderna*, Torino, Rosenberg & Sellier, p. 222-226.
- Orrù, Paolo (2015a), «Racist Discourse on social networks. A discourse analysis of Facebook posts in Italy», *Rhesis. International Journal of Linguistics, Philology, and Literature*, vol. 5, n° 1, p. 113-133, disponibile su www.diplist.it/rhesis.

- Orrù, Paolo (2015b), *Razzismo quotidiano. La rappresentazione dello straniero nella stampa italiana (2000-2010)*, tesi di dottorato, Cagliari, Università degli studi di Cagliari.
- Parlangeli, Oronzo (ed.) (1971), *La nuova questione della lingua*, Brescia, Paideia.
- Pistoiesi, Elena (2007), «Identità e stereotipi nel discorso conflittuale», in Elena Pistoiesi e Sabine Schwarze (ed.), *Vicini/lontani. Identità e alterità nella/della lingua*, Frankfurt am Main, Peter Lang, p. 115-130.
- Pistoiesi, Elena (2008), «La banalità dell'altro: dallo stereotipo all'insulto etnico», in Stefania Taviano (ed.), *Migrazione e identità culturali*, Messina, Mesogea, p. 227-238.
- Radtke, Edgar (1993), *La lingua dei giovani*, Tübingen, Niemayer.
- Rati, Maria Silvia (2013), *In Calabria dicono bella. Indagini sul parlato giovanile di Reggio Calabria*, Roma, Società Editrice Romana.
- Redattore Sociale (ed.) (2013), *Parlare civile. Comunicare senza discriminare*, Milano, Bruno Mondadori.
- Rossi, Fabio (2002), *La lingua in gioco. Da Totò a lezione di retorica*, Roma, Bulzoni.
- Rossi, Fabio (2011), «Gli stereotipi filmici e pubblicitari dell'italiano all'estero», in Maria Bonaria Urban et al. (ed.), *Le frontiere del Sud. Culture e lingue a contatto*, Cagliari, CUEC, p. 45-61.
- Rossi, Fabio (in stampa), «Lingua», in Roberto De Gaetano (ed.), *Lessico del cinema italiano*, 3 voll., Sesto San Giovanni, Mimesis.
- Rossi, Fabio e Fabio Ruggiano (2013), *Scrivere in italiano. Dalla pratica alla teoria*, Roma, Carocci.
- Serianni, Luca (2005), «Ancora sul Consiglio Superiore della Lingua Italiana», *Lingua Italiana d'Oggi (LId'O)*, vol. II, Roma, Bulzoni, p. 55-66.
- Sgroi, Salvatore Claudio (2010), *Per una grammatica laica. Esercizi di analisi linguistica dalla parte del parlante*, Torino, Utet.
- Sgroi, Salvatore Claudio (2013), *Dove va il congiuntivo? Overo il congiuntivo da nove punti di vista*, Novara, UTET Università.
- Stoppiello, Sabrina (1999): «Nomi e immagini dell'«altro». Un'analisi multidimensionale della stampa», *Migration Studies*, vol. XXXVI, n° 135, p. 417-442.



TITRE: ACADEMIA Y HABLANTES FRENTE AL SEXISMO LINGÜÍSTICO: IDEOLOGÍAS LINGÜÍSTICAS EN LA PRENSA ESPAÑOLA

AUTEUR(S): CARMEN LLAMAS SÁIZ, UNIVERSIDAD DE NAVARRA

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 196-215

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/7995](http://hdl.handle.net/11143/7995)

DOI: 10.17118/11143/7995

Academia y hablantes frente al sexismo lingüístico: ideologías lingüísticas en la prensa española¹

Carmen Llamas Sáiz, Universidad de Navarra
cmllamas@unav.es

Resumen: Este trabajo analiza el modo en que la prensa española se hizo eco del debate en torno al sexismo lingüístico tras la publicación en marzo de 2012 del Informe de la RAE titulado “Sexismo lingüístico y visibilidad de la mujer”. El estudio se centra en las ideologías lingüísticas expresadas por Academia y hablantes en dos de los principales periódicos de España, *El País* y *ABC*; concretamente, se presta atención a los argumentos con que las distintas voces sustentan su opinión acerca del lenguaje sexista. Los ejes sobre los que gira el debate y se construyen discursivamente ideologías lingüísticas son, principalmente, a) el empleo del masculino genérico, b) el sentimiento de inclusión o exclusión en la lengua por parte de las mujeres y c) la consideración sexista de la lengua y de sus hablantes.

Palabras clave: ideologías lingüísticas; lenguaje sexista; análisis del discurso; discurso público

Abstract: This paper analyses how the Spanish press echoed the debate on linguistic sexism after the publication by the Spanish Royal Academy (RAE), in March 2012, of a Report entitled “Linguistic Sexism and visibility of women”. The study focuses on language ideologies expressed by RAE and speakers in two major newspapers in Spain, *El País* and *ABC*; particular attention is paid to the reasons argued by those different voices in order to sustain their opinion on sexist language. The axes around which the debate is organized and language ideologies are discursively constructed are mainly a) the use of generic male, b) the feeling of inclusion or exclusion in language by the women and c) consideration of sexist language and its speakers.

Keywords: language ideologies; sexist language; discourse analysis; public discourse

1. Este trabajo se inscribe en el Proyecto de Investigación “Discurso público: estrategias persuasivas y de interpretación”, desarrollado por el grupo GRADUN (Grupo Análisis del Discurso. Universidad de Navarra) en el seno del ICS (Instituto Cultura y Sociedad) de la Universidad de Navarra; y en el Proyecto “Metodología del Análisis del Discurso: propuesta de una lingüística del texto integral”, subvencionado por el Ministerio de Ciencia e Innovación (ref. FFI2010-20416).

1. Introducción

La prensa es un poderoso medio de difusión de actitudes valorativas que los hablantes muestran hacia las lenguas, en general, y hacia su propia lengua, en particular (v. DiGiacomo, 1999: 105). Las lenguas se evalúan con frecuencia y se consideran buenas o malas, modernas o anticuadas, impositivas o democráticas, sexistas o igualitarias, etc. Obviamente, aceptando también diferentes grados de valoración entre los polos. En todas estas actitudes se mezclan componentes afectivos y mentales, que, a su vez, pueden incluir propuestas de cambio lingüístico (v. Silverstein, 1985).

En general, los textos son un medio imprescindible para estudiar las ideologías lingüísticas, tanto desde un punto de vista discursivo como metadiscursivo:

The study of language ideologies [...] involves examining the texts and practices in which languages are represented – not only spoken and written but also spoken and written *about*. It is from these representations that language users learn how linguistic phenomena are conventionally understood in their culture (Cameron, 2003: 448).

Johnson y Milani (2010: 3) resaltan igualmente la importancia de determinados textos para el estudio de las ideologías lingüísticas; de hecho, en su opinión, una aproximación a este objeto de estudio “cannot be fully achieved without a close scrutiny of the texts, practices, and politics of *mass media-tion*”. En este sentido, el presente artículo se centra en las reacciones de las que la prensa se hizo eco tras la publicación de un informe de la Real Academia Española sobre el sexismo lingüístico y la visibilidad de la mujer en la sociedad. El tema generó gran polémica por las posturas encontradas entre quienes sostenían que la lengua española es *sexista*, *machista* o *discriminatoria* y quienes, como la Academia, afirmaban que esos adjetivos no tienen fundamento desde el punto de vista lingüístico – sin perjuicio de que, al hablar sobre una lengua, sea preciso considerar aspectos de carácter social.

Las distintas maneras de entender la relación entre la lengua y el uso que los hablantes hacen de ella sirven, en general, para conformar algunas ideologías lingüísticas:

[e]l hecho lingüístico total, el dato para la ciencia del lenguaje, es irreductiblemente dialéctico por naturaleza. Es una interacción mutua e inestable de formas de significación que están contextualizadas en situaciones de uso interesado por los humanos, y que está mediada por el fenómeno de la ideología cultural (Silverstein, 1985: 220).

Por lo que respecta al sexismo lingüístico, tener en cuenta esta interacción entre forma y contexto permitiría una comprensión abarcadora del tema; en otros términos, la perspectiva discursiva o pragmática daría cuenta de los distintos factores que intervienen en la configuración del género gramatical pero también en la producción e interpretación lingüísticas (v. Pérez García, 2007; Vigara Tauste, 2009; Márquez, 2013). Sin embargo, como se mostrará a través de los ejemplos, las opiniones

presentadas en la prensa tienden a ofrecer una visión ciertamente simplificada de esta realidad, alejándose de puntos de vista integradores sobre el tema:

por ejemplo, puede considerarse al género no como categoría absoluta, sino como categoría mixta o pluridimensional, distinguiendo entre género propio de los sustantivos que designan seres inanimados y el de aquellos con referencia animada, especialmente personal. Igualmente, se puede sostener la vinculación entre género y sexo sin llegar a defender un isomorfismo entre estructuras lingüísticas y distinciones extralingüísticas (Márquez, 2013: 10).

En cualquier caso, cabe destacar que el informe de la Real Academia sobre el sexismo lingüístico presentaba una postura que no era nueva, sino que seguía “la línea de lo que se defiende en obras recientes como la *Nueva gramática de la lengua española* de 2009, el DRAE [...] o el *Diccionario pan-hispánico de dudas*” (Azofra Sierra, 2012a); sin embargo, la publicación tuvo un enorme eco en la prensa y en los días posteriores vio la luz un importante número de noticias, artículos de opinión y reportajes en los que, habitualmente con una fuerte carga valorativa, se aludía al tema del sexismo lingüístico. Como se ha apuntado al inicio de este artículo, la prensa es en la actualidad un medio decisivo para la difusión de opiniones de los hablantes hacia la lengua e, incluso, para la generación de determinadas ideologías lingüísticas.

Así, en los siguientes epígrafes nos ocuparemos, en primer lugar, del propio informe de la RAE, de las opiniones que defiende y de los argumentos que las sostienen; en segundo, de la caracterización del corpus y de la metodología empleada; y, por último, nos detendremos en los diversos textos periodísticos con el objetivo de mostrar las voces a las que la prensa da cabida y el modo en que se presentan las ideologías lingüísticas en torno al sexismo lingüístico.

2. Fundamentos y alcance del informe de la RAE sobre el sexismo lingüístico

El 4 de marzo de 2012 la prensa dio a conocer un informe del académico Ignacio Bosque titulado “Sexismo lingüístico y visibilidad de la mujer”². En él se llevaba a cabo una revisión crítica de diversas *guías de lenguaje no sexista* publicadas hasta esa fecha en España por instituciones diversas como universidades, sindicatos y comunidades autónomas. Este informe fue suscrito por una parte importante de la RAE, aunque no por la totalidad de sus miembros³. Por otra parte, cabe destacar que no todas las guías que hasta ese momento habían visto la luz se incluyeron en el informe⁴.

2. El informe puede consultarse en la web de la Real Academia Española, en el *Boletín de información lingüística de la Real Academia Española (BILRAE)* y lleva fecha de 1 de marzo de 2012.

3. En concreto, al final del documento se señala que el informe “ha sido suscrito por todos los académicos numerarios y correspondientes que asistieron al pleno de la Real Academia Española celebrado en Madrid el jueves, 1 de marzo de 2012”. Se incluye asimismo el nombre de todos ellos.

4. Entre otras, no figuran la *Guía de comunicación no sexista* del Instituto Cervantes (2011), la *Guía para un discurso igualitario en la Universidad de Alicante* (s.f.), elaborada por Marimón y Santamaría o la *Guía para el uso no sexista del lenguaje*

El debate acerca del llamado “sexismo lingüístico”⁵ se ha abordado desde perspectivas como la gramatical y la pragmático-discursiva, pero también desde un punto de vista social y sociológico. La bibliografía sobre el tema es ingente y no pretendemos aquí abarcarla en su totalidad⁶; sin embargo, es preciso destacar que el informe de la RAE se centra fundamentalmente en aspectos de carácter gramatical, mientras que la prensa recoge opiniones que no se ciñen exclusivamente a este ámbito e incluyen aspectos de diverso tipo (desigualdades económicas y sociales, relaciones de poder, sentimientos de exclusión, etc.). Dado que la prensa parte del documento de Ignacio Bosque, presentaremos a continuación algunos datos de carácter gramatical tratados por la bibliografía sobre el tema. El objetivo es doble: de un lado, se trata de situar los fundamentos y el alcance del informe de la Real Academia Española y, de otro, se pretende confrontar este documento con las distintas instancias discursivas que en la prensa se adhirieron a la postura académica, la rechazaron abiertamente o la criticaron de una manera u otra. En esta misma dirección, analizaremos brevemente algunas publicaciones de carácter lingüístico que, también como reacción al informe, vieron la luz en el mismo periodo de tiempo en que se sitúan los datos de prensa.

En un trabajo reciente titulado *La evolución del género gramatical masculino como término genérico*, Rodríguez Fernández (2009; v. asimismo Márquez, 2013: 10-11) considera que existen dos posturas contrapuestas en torno al sexismo lingüístico: la de la gramática funcional, que defiende la existencia de un *masculino genérico* que abarca, desde un punto de vista gramatical, el masculino y el femenino (v., por ejemplo, Roca, 2005a y b); y la de la *crítica feminista del lenguaje*, que considera que el masculino no recibe en ningún caso este tipo de interpretación en el uso de la lengua. Esta última postura, mantenida por diversas instancias en el discurso de la prensa, considera que las lenguas son el reflejo de una estructura social de tintes androcéntricos que discrimina a la mujer⁷. La crítica feminista del lenguaje se enmarca en los denominados *estudios de género (gender studies)*⁸, que a su vez suelen servir de punto de partida para las propuestas de cambio lingüístico de las guías del lenguaje no sexista. Dichas propuestas pueden agruparse como sigue (Azofra Sierra, 2012a):

en la *Universitat Autònoma de Barcelona* (2011), con propuestas para el catalán y el castellano, cuya autoría corresponde a Marçal, Kelso y Nogués.

5. Emplearemos generalmente esta denominación dado que, al ser utilizada con mayor frecuencia por la Real Academia Española, es la que más se repite en la prensa; no obstante, en la bibliografía se manejan otras como “discurso sexista”, “lenguaje sexista”, “uso sexista del lenguaje”, “lenguaje igualitario”, etc.

6. Pueden hallarse interesantes análisis y numerosas referencias bibliográficas en papel y en formato electrónico en los trabajos de Martínez García (2008), Rodríguez Fernández (2009), Vígara Tauste (2009), Azofra Sierra (2010) o, más recientemente, en Lledó Cunill (2013) y en Márquez (2013).

7. *Language and woman's place* de Lakoff (1975) es la obra que da inicio a esta línea de estudio. Entre las publicaciones más recientes cabe destacar la editada por Holmes y Meyerhoff (2003).

8. Los diversos significados del término género son la base de algunas de las discusiones sobre el sexismo lingüístico que la prensa recoge. Desde una visión exclusivamente lingüística, se insiste en distinguir, de un lado, el significado de sexo biológico y, de otro, el de género gramatical o sexo semántico (v. Roca 2005a y b).

1. Uso de desinencias para marcar el género femenino en todas las profesiones y cargos (*la concejala, la jueza, la médica, etc.*).
2. Empleo, en diversa medida, de dobles (determinantes, nombres, determinantes y nombres) que abarquen el femenino y el masculino (*todos y todas, los ciudadanos y las ciudadanas, etc.*).
3. Preferencia por términos que hagan referencia a una colectividad (*la ciudadanía, el profesorado, etc.*).
4. Utilización de la arroba como nueva desinencia que incluya el femenino y el masculino (*tod@s, amig@s, etc.*).

Por otra parte, entre quienes defienden la existencia del masculino genérico, es posible hallar posturas divergentes: hay quienes creen que debería usarse en cualquier ámbito, género o estilo y quienes sugieren que la lengua ofrece distintas posibilidades que cabe elegir en función de la situación comunicativa. De este modo, los desdoblamientos (*estimadas amigas y estimados amigos o los y las estudiantes*, por ejemplo) serían recomendables al comienzo de un discurso o de una carta, así como en determinadas lenguas de especialidad como la administrativa o la jurídica, lenguas que Moreno Cabrera (2012) denomina *lenguas cultivadas* y que, en palabras de este autor, “reflejan la cultura, la ideología o la política de las sociedades que las proponen, desarrollan o modifican”.

Moreno Cabrera (2012) considera oportuno, en cualquier caso, distinguir competencia y actuación, ya que, en su opinión, las recomendaciones de las guías se ceñirían exclusivamente al uso de la lengua, no a la competencia lingüística, que sería únicamente uno de los componentes que entran en juego en la actuación. Para este autor, y este es uno de los argumentos más recurrentes en las opiniones que la prensa plasma, no existe una gramática sexista, pero sí puede haber un discurso sexista⁹.

El informe de la RAE, por su parte, defiende el empleo del masculino genérico, al tiempo que critica expresamente el planteamiento y las propuestas de las guías de lenguaje no sexista. Así, Bosque (2012) señala lo siguiente:

- Los lingüistas no han participado, en general, en la confección de las guías de lenguaje no sexista (GLNS); además, contienen recomendaciones que contravienen la norma del español (§ 2)¹⁰.
- La existencia de discriminación hacia la mujer en nuestra sociedad o de comportamientos verbales sexistas, que son premisas verdaderas, no deben llevar a la conclusión de que la gramática ha de explicitar sistemáticamente la relación entre género y sexo (§ 3).

9. Roca (2012), sin embargo, cree que el último fin de las GLNS, sea este declarado o no, es la introducción de cambios en el discurso habitual de los hablantes, entre ellos, el empleo de dobles del tipo *los alumnos y las alumnas*. De este modo, el hablante de español podría llegar a considerar que el masculino es siempre un género marcado.

10. El número de los epígrafes corresponde al que se señala en el documento de Bosque (2012).

- Aunque está firmemente asentado en el sistema gramatical español, las GLNS no suelen reconocer la existencia del masculino genérico. No obstante, es lógico aceptar, por estar totalmente extendida, la formación de pares morfológicos en los nombres de profesiones y cargos (§ 5 y 6).
- Las GLNS no ofrecen, en general, soluciones a cuestiones lingüísticas (§ 7).
- Las propuestas de las guías no concuerdan con la lengua común, por lo que se sobrentiende que los cambios sugeridos han de afectar exclusivamente a determinados lenguajes (§ 8).
- Por último, la postura de la RAE se resume del siguiente modo (§ 11):

No creemos que tenga sentido forzar las estructuras lingüísticas para que constituyan un espejo de la realidad, impulsar políticas normativas que separen el lenguaje oficial del real, ahondar en las etimologías para descartar el uso actual de expresiones ya fosilizadas o pensar que las convenciones gramaticales nos impiden expresar en libertad nuestros pensamientos o interpretar los de los demás.

El informe fue objeto inmediato de críticas, a las que, como se verá *infra*, la prensa dio cabida por extenso; sin embargo, también fue apoyado en los propios diarios y en un manifiesto redactado por varios lingüistas¹¹. Asimismo, no podemos dejar de mencionar aquí el soporte que dio la red a otros tantos análisis, estudios, comentarios, entrevistas, conferencias, etc., sobre el tema¹². Como se verá, la discusión generada, sin ser nueva, dio lugar a diversos planteamientos ideológicos en los que, como todo lo que afecta a la lengua, confluyeron aspectos lingüísticos, sociológicos y psicológicos.

3. Análisis de la prensa y metodología

Para el estudio se han tomado todos aquellos textos publicados entre el 4 y el 19 de marzo de 2012 en las ediciones digitales españolas de *El País* y *ABC*. Los términos de búsqueda han sido *lenguaje sexista*, *lenguaje no sexista* y *sexismo lingüístico*, tanto si funcionaban como etiquetas en las versiones en línea de los periódicos como si se trataba de sintagmas en los propios textos. El corpus lo componen 31 textos (14 de *El País* y 17 de *ABC*).

El trabajo constituye la continuación de una investigación previa, centrada en el mismo corpus, en el que se analizaron y clasificaron, según la *Teoría de la valoración* (Hunston y Thompson, 2000; White, 2002; Martin y White, 2005), aquellos términos que expresaban actitudes lingüísticas hacia la lengua, los hablantes, las instituciones, etc., en el ámbito del *afecto*, la *apreciación* y el *juicio* (v. Lla-

11. Este manifiesto, titulado “Acerca de la discriminación de la mujer y de los lingüistas en la sociedad” y disponible en línea, fue redactado por Antonio Fábregas, María Carmen Horno Chéliz, Silvia Gumiel Molina y Luisa Martí.

12. Queremos al menos mencionar algunas de estas reacciones, disponibles todas ellas en línea, que circularon por la red en los días posteriores a la publicación del informe de Bosque: Bengoechea (2012), Demonte (2012), López Díez (2012), Mendivil (2012) y Reyes (2012).

mas Saíz, 2013). Al término de aquel estudio, se creyó conveniente ahondar en la función discursiva de dichas actitudes así como en las instancias que las pronunciaban¹³: ¿a qué voces da cabida la prensa sobre el tema del sexismo lingüístico?, ¿qué opiniones se defienden?, ¿quién considera la lengua *sexista*, *machista*, *inclusiva*, etc.? En la prensa española las posturas sobre este tema, así como la argumentación implícita en el discurso del propio periodista, conforman un panorama complejo de ideologías lingüísticas que desbrozaremos en las siguientes páginas. La ideología puede entenderse, de un modo amplio, en el sentido planteado por Verschueren:

[...] constelación de creencias e ideas del sentido común, a veces normativas, relacionadas con algún(os) aspecto(s) de la “realidad” (social). La naturaleza de sentido común de las creencias y las ideas se manifiesta en el hecho de que son raramente cuestionadas, dentro de un grupo específico de gente en una sociedad o comunidad dada, en un discurso relacionado con la “realidad” de la que se trata a través de varios géneros de discurso. El que no sean cuestionadas significa que las creencias y las ideas son a menudo (aunque no siempre y no exclusivamente) llevadas a cabo implícitamente antes que formuladas explícitamente. Las redes construidas retóricamente o apoyadas ideológicamente sirven para enmarcar, dar validez o legitimar actitudes y acciones en el ámbito en el que son aplicables (Verschueren, 2002: 371-372).

Ahora bien, aun pudiendo extender esta comprensión amplia de la ideología a los aspectos lingüísticos, conviene tener en cuenta que la concepción de las ideologías lingüísticas tiende a ser más restrictiva. Para Silverstein (1979, citado por Kroskrity, 2012: 140), estas son “conjuntos de *ideas* sobre el lenguaje que son articulados por los usuarios como una racionalización o justificación de estructuras y usos lingüísticos percibidos” (la cursiva es mía). Por su parte, Cameron (2003: 447) insiste en la necesidad de entender las ideologías lingüísticas como *representaciones* del lenguaje más que como creencias o actitudes. Si bien, como veremos, estas últimas pueden llevarnos a las primeras. Por otra parte, las ideologías de carácter lingüístico abarcan diversos temas relacionados tanto con la identidad individual como con la identidad social de las personas que se expresan en una determinada lengua, el español en este caso. Así, el sexismo lingüístico como ideología se manifiesta en la prensa en esta doble vertiente individual y social de las lenguas.

Desde el punto de vista metodológico, se han tomado las distintas representaciones lingüísticas halladas en los textos y se han analizado los argumentos, explícitos o implícitos, que las sustentan. Asimismo, se ha señalado en cada caso la instancia que defiende una determinada ideología: persona individual, organismo, institución, colectivo, etc., y si dicha ideología se presenta de modo aislado, unida a otra representación similar o contrapuesta a otra(s), de tal modo que da lugar a una estructura contraargumentativa.

13. V. Johnson y Milani (2010) para el estudio de todos los actores sociales que expresan una determinada ideología lingüística y a los que la prensa da voz.

4. Ideologías lingüísticas en la prensa española

La prensa refleja, principalmente, tal y como vimos *supra*, dos posturas encontradas en torno al sexismo lingüístico: por una parte, la de quienes defienden modificar determinados procedimientos lingüísticos con el fin de hacer más visible la presencia de la mujer en la sociedad y, por otra, la de quienes prefieren respetar la norma de la lengua y el uso del masculino genérico, excepto en aquellos casos de términos referidos a profesiones (Azofra Sierra, 2012a). En ambas posturas encontramos lo que Cameron (1995) denomina “doble discurso”, ya que las afirmaciones sobre cómo debe ser una lengua expresan el deseo de controlar e imponer un orden en dicha lengua, pero al mismo tiempo presentan un anhelo por ordenar y controlar otras esferas.

Aunque es cierto que de fondo está la discusión sobre el masculino genérico como componente del sistema de la lengua, en la prensa española encontramos una comprensión amplia del sexismo lingüístico en la dirección que apunta Márquez:

Si adoptamos una perspectiva de análisis pragmalingüística, consideraremos que el sexismo ha de explicarse teniendo en cuenta tanto el sistema de la lengua como el contexto de uso y, por tanto, las circunstancias sociales e históricas actuales presentes en la mentalidad de los hablantes (Márquez, 2013: 56).

Así, las distintas opiniones a las que los periódicos dan voz consideran elementos de carácter gramatical que componen la estructura de una lengua pero, en mayor medida, aspectos comunicativos, culturales y sociológicos. En general, se observa un debate en el que se pone sobre la mesa la opinión de una instancia, la Real Academia, a la que otras voces adhieren o refutan. Desde el punto de vista formal, las distintas opiniones se presentan, de un lado, en forma de citas directas o indirectas en las noticias o reportajes; de otro, en una primera persona en los artículos de opinión. Veamos a continuación cuáles fueron las líneas principales por las que discurrió el debate en el discurso de la prensa y sus actores más destacados, así como los argumentos aducidos con mayor frecuencia por las distintas partes.

Una de las principales discusiones fue la que se generó en torno a la pertinencia o no de aceptar *el uso del masculino genérico para designar a los dos sexos*. La prensa tiende a presentar dos posturas encontradas: la defendida por la RAE en su informe y la recogida en las guías para un lenguaje no sexista. Si se ahonda en el modo en que este debate queda plasmado periodísticamente, interesa analizar con qué argumentos se defiende cada punto de vista o, más exactamente, a qué argumentos tienen acceso quienes leen la prensa con el fin de hacerse una opinión sobre esta cuestión.

Debido a que el corpus se tomó a partir de la difusión del informe de la RAE en la propia prensa, la idea de aceptar el uso del masculino genérico para designar a los dos sexos, así como los argumentos que justifican este empleo, es la que aparece de manera más recurrente. Así, por ejemplo, en (1) el periodista hace suya la voz de la Academia y presenta de manera negativa a las personas respon-

sables de las guías, señalando que se sienten molestas por el uso genérico del masculino. Se justifica la postura de la RAE a favor del empleo del masculino genérico por estar firmemente asentado en el sistema gramatical español y en el de otras lenguas. El argumento es, pues, lingüístico, fuera de cualquier otra consideración.

La contraargumentación se compone de tal modo que el marcador discursivo *a pesar de que* introduce con mayor fuerza el argumento de la RAE y presenta como injustificada la posición de las guías. Más adelante, la misma noticia mantiene esta dirección argumentativa: se muestra entrecomillada la opinión del académico Ignacio Bosque, quien hace hincapié, de nuevo por medio de estructuras refutativas introducidas por *pero*, en la insostenibilidad, la arbitrariedad y el sinsentido de propuestas como la de forzar las estructuras lingüísticas. Aunque aquí se ofrece un fragmento, la noticia aparecida en *ABC* da voz principalmente a los argumentos aportados por el informe, no a los de las personas responsables de las guías, que están presentes en el texto, pero sin voz:

(1) A los responsables de estas guías *les molesta de forma especial el uso genérico del masculino* para designar a los dos sexos, *a pesar de que “está firmemente asentado* en el sistema gramatical español” y de otras muchas lenguas, y recomiendan, por ejemplo, decir “la ciudadanía”, en lugar de “todos los ciudadanos”; “las personas becarias”, en vez de “los becarios”, o “personas sin trabajo” y no “parados” [...]. Ante los argumentos de los lingüistas, los responsables de las guías podrían decir que sus recomendaciones proceden de “su sensibilidad ante la discriminación de la mujer en el mundo moderno”. *Pero ese argumento “es insostenible, puesto que califica arbitrariamente de sexista al grupo – absolutamente mayoritario – de mujeres y hombres con una sensibilidad diferente”, afirma Bosque. [...] Bosque tiene claro que el propósito último de las guías de lenguaje no sexista es loable* porque quieren “contribuir a la emancipación de la mujer y a que alcance su igualdad con el hombre en todos los ámbitos del mundo profesional y laboral”, *pero no tiene sentido “forzar las estructuras lingüísticas* para que constituyan un espejo de la realidad” ni “impulsar políticas normativas que separen el lenguaje oficial del real”. (*ABC*, 4 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)¹⁴

En otra noticia de este mismo medio, se insiste igualmente en la debilidad de los argumentos que arremeten contra el empleo del masculino genérico. De nuevo, la voz del académico Bosque es la que predomina como argumento de autoridad, frente a otras opiniones que, al parecer de la Academia, son insostenibles o están poco justificadas:

(2) *La RAE considera “insostenible” la conclusión de estas guías* de que “el léxico, la morfología y la sintaxis de nuestra lengua han de hacer explícita sistemáticamente la relación entre género y sexo, de forma que serán automáticamente sexistas las manifestaciones verbales que no sigan tal directriz, ya que no garantizarían “la visibilidad de la mujer”. [...] *Las guías proclaman, “de manera poco justificada” (RAE dixit), la discriminación en las expresiones nominales*

14. Se marcan en cursiva aquellos términos o expresiones a los que se hace referencia en el análisis de los textos periodísticos presentados.

construidas en masculino con la intención de abarcar los dos sexos. (ABC, 5 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

La opinión mantenida por el informe de la RAE es compartida por distintos autores a los que los periódicos dan voz. En un reportaje elaborado por el periodista Winston Manrique Sabogal para *El País*, se traen a colación los argumentos de quienes defienden el contenido del informe, como se aprecia en los siguientes fragmentos. En ellos se alude al sentido común de los hablantes y a la Academia como autoridad que dicta unas normas que facilitan la comunicación. Las indicaciones de las guías se ven como una imposición política que, de un modo intrusivo, manipulan la lengua:

(3) [Ana Caballé, escritora y profesora de la Universidad de Barcelona] muestra su gratitud por el informe de Ignacio Bosque por haber llamado la atención sobre un fenómeno “*que va en contra del sentido común de los hablantes*”. *Se han puesto los puntos sobre las íes*.

Indudablemente, recuerda César Antonio de Molina, director de la Casa del Lector y exministro de Cultura, “la lengua es un ser vivo, que añade, quita, inventa y es la Academia la que se dedica al estudio de esto, por lo tanto, *hay que acatar sus normas* porque sino [sic] viviríamos en una selva”. [...]

Para la escritora Elvira Lindo, “todo el mundo en España entiende que nuestra lengua diferencia entre sexo y género, por tanto, *hay sustantivos de apariencia masculina en los que sabemos que están incluidas también las mujeres*. *Forzar otra manera en el habla es ni más ni menos una imposición política*, que nada tiene que ver con las reglas filológicas ni con el uso natural del habla. [...] Creo que nuestro país aún tiene mucho camino por recorrer en este sentido, pero *censurar y manipular la lengua de los ciudadanos es ridículo e intrusivo*. Son los políticos los que generalmente popularizan todas estas tonterías”. (*El País*, 5 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

Frente a la postura de la Academia, muy crítica con la fundamentación de las opiniones contrarias, los periódicos dan también cabida a otras instancias discursivas que ven en el empleo del masculino genérico un modo de excluir a la mujer como referente de determinados términos en el discurso. En el siguiente pasaje, por ejemplo, la opinión de la Academia se contrasta con la de Inés Alberdi, catedrática de sociología y autora de uno de los artículos de opinión de *El País* publicado el día 5 de marzo. En él, Alberdi señala que la lengua española *oscurece* y olvida la presencia de la mujer en cualquier colectivo¹⁵:

(4) En sus argumentos contra las guías se refiere [la RAE] casi exclusivamente a una de las cuestiones que estas señalan, *la necesidad de hacer manifiesta la presencia femenina en cualquier colectivo* al que nos estemos refiriendo, niñas y niños, padres y madres, *cuestión que la lengua española oscurece a través del uso del genérico masculino*. [...] Este es quizá el aspecto más difícil de revisar *si queremos que el español no olvide a las mujeres*, pero hay

15. Véase este ejemplo en relación con el fragmento (8), en el que se maneja esta misma metáfora al hablar de la *invisibilidad* de la mujer en el discurso.

muchos otros. [...] No se trata tanto de señalar con el dedo a los que abusen del genérico masculino, como tratar de enseñar a todos a hablar con mayor rigor y respeto a la igualdad de género. (Inés Alberdi, “Pero, ¿dónde estaba la RAE?”, *El País*, 5 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

La discusión sobre el uso del masculino genérico en español suele girar en torno al concepto de *inclusión* de la mujer en el discurso¹⁶. Este término, así como su contrario y los derivados de ambos, se maneja con llamativa mayor frecuencia en los argumentos que sobre la cuestión presenta *El País* que en los ofrecidos por *ABC*. La relación es de 3 a 1. Para quienes apoyan las tesis defendidas por el informe, el masculino siempre tendrá un carácter genérico y, por tanto, en su empleo la mujer siempre habrá de sentirse incluida; sin embargo, en el polo contrario, se presentan las voces de mujeres que se sienten excluidas si en el discurso los términos masculinos se emplean de modo genérico. Se aprecia así que en estos casos no importa tanto el punto de vista gramatical como el social y comunicativo; esto es, la percepción que tanto mujeres como hombres, aunque especialmente las primeras, puedan tener ante el uso de la lengua¹⁷.

Por otra parte, este sentimiento de inclusión o exclusión lleva a caracterizar la propia lengua española como no inclusiva. En los siguientes fragmentos es posible reconocer estas actitudes lingüísticas en boca de diferentes personas. En (5), un artículo de opinión en el que Amparo Moreno, catedrática de Historia de la Comunicación, habla de este sentimiento de inclusión a partir del empleo del masculino, se distingue con claridad que la aceptación de un punto de vista gramatical no niega una perspectiva más pragmática del lenguaje, en la que tienen cabida otros elementos que atañen a la interpretación de los discursos. Esta doble perspectiva se construye mediante una estructura contraargumentativa con *pero*:

(5) Por mi parte, la lectura atenta de numerosos textos me condujo a constatar que el masculino, tal como lo utilizamos en los debates públicos académicos, políticos y periodísticos, no abarca a las mujeres y tampoco a todos los hombres porque solo considera humano el arquetipo viril.

Por eso *las mujeres nos podemos sentir incluidas en los masculinos*, porque estamos donde queremos estar. *Pero algunas los evitamos*, conscientes de que afectan al objetivo de la cámara que utilizamos, reducen el enfoque sobre los seres humanos, dejan fuera parte de las

16. El hecho de que el masculino tenga la posibilidad de funcionar como genérico no implica que siempre tenga esa interpretación. Márquez (2013: 125) cree que se da una referencia genérica si se cumplen dos requisitos: a) el hablante tiene la intención de hacer una referencia no específica: universal (a ambos sexos) o prototípica (a cualquiera de ellos) y b) la realidad extralingüística muestra como posible la aparición de ambos sexos (ambos o cualquiera de ellos) en el ámbito referencial de que se trate. Para esta autora, “históricamente, se ha usado el masculino ‘teóricamente’ universal para hacer referencias específicas. Y es ese uso abusivo del masculino ‘genérico’ y no el uso extensivo en sí mismo el que es denunciante”.

17. Precisamente a esta cuestión se refería Moreno Cabrera (2012) en sus *Reflexiones críticas* sobre el informe de la RAE. El autor afirmaba que aunque no existe una gramática sexista, sí puede haber un discurso sexista.

relaciones sociales, borran matices, crean la ilusión óptica de que vemos lo universal y nos llevan a confundir lo particular con lo general. Y buscamos otras imágenes y palabras adecuadas a unas sociedades plurales y complejas que queremos cambiar para hacerlas justas y equitativas. (Amparo Moreno, “Sexismo lingüístico: de la punta del iceberg al glaciar”, *El País*, 13 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

En el siguiente ejemplo (6), Milagros del Corral, exdirectora de la Biblioteca Nacional, afirma no sentirse excluida de ninguna forma gramatical. Esto es así porque, al contrario de la posición defendida por Moreno en el discurso anterior, esta autora considera que el sentimiento de inclusión o exclusión de la mujer en determinadas formas lingüísticas proviene de la confusión entre biología y gramática. Esto es, desde una perspectiva estrictamente gramatical, los sentimientos de inclusión o exclusión no se consideran bases sólidas sobre las que construir la opinión. De hecho, cambios en el uso de la lengua como los propuestos por las guías son considerados por la autora “un sinsentido”:

(6) Digo, pues, no a la discriminación de la mujer en cualquiera de las muchas modalidades en que ésta aún se produce. Y mi *no* es un *no* rotundo.

Sin embargo, esta reciente costumbre de pervertir nuestra maravillosa lengua castellana me parece un puro sinsentido. *Nunca me he sentido excluida de forma gramatical alguna, singular o plural*, ni creo que los hombres se sientan discriminados al ser aludidos, en singular y en plural, como artistas, periodistas, trapezistas, etcétera. Sin duda aquí se ha producido un error, aunque haya sido con la mejor intención. Aquí se ha confundido sexo con género, biología con gramática, gimnasia con magnesio. (Milagros del Corral, “No veo qué ganamos las mujeres”, *El País*, 5 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

Por su parte, Elvira Lindo, escritora y columnista de *El País*, resta importancia al sentimiento de inclusión o exclusión en el uso del masculino. En su opinión, no puede ser la base sobre la que discutir acerca de la discriminación de la mujer en la sociedad:

(7) No quiero que sindicatos, centros laborales dependientes de un ministerio o comunidades autónomas, etcétera, presionen a trabajadores o aspirantes a utilizar el lenguaje de determinada manera. Son tan fundamentales los aspectos que las mujeres deseamos mejorar que, francamente, *estar incluida en un plural masculino que se entiende como genérico me importa bien poco*. (Elvira Lindo, “Quiero”, *El País*, 7 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

Por último, en algunos textos periodísticos se alude al concepto de *inclusión* no desde el sentimiento de quien habla sino desde la constatación de que la lengua española no es inclusiva y no hace visibles a las mujeres porque no las representa. El lenguaje y el habla, entendidos aquí como una unidad, son para Carmen Plaza una actitud y un comportamiento social, que pueden dar o quitar protagonismo a las mujeres:

(8) La desigualdad entre mujeres y hombres está enraizada en las actitudes y comportamientos sociales, afirma Carmen Plaza, directora general para la Igualdad de Oportunidades del Ministerio de Sanidad y Servicios Sociales e Igualdad. “Uno de ellos es la representación social de las mujeres y el lenguaje es una forma de representarlas. Siempre se ha defendido *la necesidad de que las mujeres se hagan visibles, también en el habla. Nombrarlas es una manera de asignarles un lugar en la sociedad, de darles el protagonismo que a lo largo de los últimos años han ido adquiriendo. De ahí la necesidad de usar un lenguaje que se ha llamado inclusivo, siempre desde el respeto a la gramática*”. (*El País*, 5 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

En el fragmento del periodista Antonio Astorga que se reproduce a continuación se repite el argumento de la inclusión de la mujer en el lenguaje en dos discursos diferentes, el de la consejera andaluza de Igualdad y el del sindicato Comisiones Obreras. La consejera habla de la necesidad de “caber” en el lenguaje; mientras que desde CC.OO. se pide a la RAE que promueva un empleo inclusivo e igualitario de la lengua española:

(9) Otros aludidos acuchillaban al amanecer y al atardecer el informe de la RAE. La consejera andaluza de Igualdad, Micaela Navarro replicaba que “*en la Gramática de la RAE tenemos que caber todos y todas*”; Comisiones Obreras remitía una carta, firmada por Carmen Bravo, a Ignacio Bosque demandando a la RAE que promueva “*un uso de la lengua más inclusivo desde el punto de vista del género y más igualitario desde la práctica democrática del lenguaje*”. (*ABC*, 6 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

En otras ocasiones, se presenta en los textos un parecer contrario no tanto al contenido del informe de la RAE como a la actitud impositiva hacia la lengua que esta institución pudiera tener. Es el caso del siguiente artículo de Manrique Sabogal en *El País*, en el que se citan unas palabras de Javier Marías, escritor y académico:

(10) “Es que el lenguaje es lo único que tenemos todos, lo que tiene cada uno para seguir hablando, comunicarse, expresarse. El lenguaje es lo más democrático que existe”, reflexiona Javier Marías, escritor y académico que en muchas ocasiones se ha referido a este tema incluso en sus libros. Por todo eso, agrega Marías, “*lo sentimos como algo irrenunciable y no aceptamos manipulaciones ni dirigismos de ninguna índole ni procedencia. Ni de la Academia ni de instituciones ajenas. Los cambios que vengan serán acordes con su evolución natural. El dirigismo de la lengua no tendrá éxito porque cualquier imposición en ella la vemos como una intromisión intolerable en nuestro [sic] habla y en nuestro pensamiento; como un atentado a nuestra verdadera libertad*”. (*El País*, 6 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

El sentimiento de inclusión no es el único que se trae a colación en el debate sobre el sexismo lingüístico en la prensa española. El desprecio, la ofensa o la pasión, entre otros, se toman como argumentos para justificar determinadas posturas. Así, por ejemplo, la humillación y la ofensa se

presentan en la prensa como actitudes que determinados colectivos sienten hacia el *Diccionario de la Real Academia Española* (DRAE) y, por ende, hacia quienes componen la institución que lo ha confeccionado:

(11) El Diccionario de la Real Academia Española (DRAE) es para muchos un memorial de agravios. Asociaciones de pacientes, organizaciones feministas, partidos políticos y militantes homosexuales se declaran *humillados y ofendidos* por el libro. (ABC, 5 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

Desde el punto de vista discursivo, y en el marco de la Teoría de la valoración, es importante destacar lo que a este respecto apunta White (2002): al expresar el afecto ante los objetos, sucesos o ante las personas, el autor del discurso quiere compartir una actitud emocional y provocar en el receptor una respuesta empática. Esta empatía, como ya señalaba la retórica clásica, puede funcionar de marco para lograr el acuerdo ideológico, que es lo que está en juego en la discusión acerca del sexismo lingüístico. A diferencia del caso anterior, en (12) la expresión del afecto posee carácter autoral. El catedrático de lengua española y miembro de la Real Academia pide, a través de una primera persona del plural inclusiva, que la discusión sobre el sexismo lingüístico se desdramatice, es decir, pide que el debate no se sustente en ningún tipo de sentimiento sino en razones de tipo lingüístico, como expone a continuación:

(12) *Desdramaticemos* las cosas. No es el masculino el único elemento no marcado del sistema gramatical. Igual que en español hay dos géneros (en otras lenguas hay más, o hay solo uno), hay también dos números, singular y plural (en otras hay más, o solo uno), y el singular es el número no marcado frente al plural. Así, del mismo modo que el masculino puede asumir la representación del femenino, el singular puede asumir la del plural. (Pedro Álvarez de Miranda, “El género no marcado”, *El País*, 7 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

En efecto, como puede comprobarse en los casos que siguen, la discusión en torno a los temas lingüísticos, entre los que se incluye el del sexismo, puede articularse en torno al afecto pasional:

(13) Por qué la lengua levanta *pasiones*

Pasión. Mucha *pasión*. Eso es lo que más ha ido incorporando la lengua castellana o española a su ADN y al de sus hablantes a la hora de referirse a ella. Ese es el verdadero hilo que la recorre a lo largo de sus mil años con quienes la utilizan y a quienes sirve [...]. (*El País*, 6 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

(14) Un tema [el del sexismo lingüístico] que ha trenzado las diferentes *pasiones* que suelen despertar las cuestiones relacionadas con el idioma [...]. (*El País*, 12 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

Así pues, a tenor de lo expuesto, es posible afirmar que el debate sobre el lenguaje sexista se articula en el discurso de la prensa principalmente sobre dos ejes: el de la aceptación o rechazo del masculino genérico y el del sentimiento de inclusión o exclusión en la lengua por parte de las mujeres. Un tercer eje muy importante, y que subsume los dos anteriores, es el de la consideración sexista o no sexista de la lengua española. El adjetivo *sexista* se aplica siempre de manera explícita a la lengua y de modo explícito e implícito a los hablantes de español. En el siguiente texto, las palabras de la escritora y articulista Rosa Montero, que se reproducen literalmente, consideran explícitamente sexista tanto al lenguaje como a la sociedad:

(15) Rosa Montero lo ha escrito admirablemente: “Es verdad que *el lenguaje es sexista, porque la sociedad también lo es*”. Lo que resulta ingenuo, además de inútil, es pretender cambiar el lenguaje para ver si así cambia la sociedad. Lo que habrá que cambiar, naturalmente, es la sociedad. (*El País*, 7 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

Evidentemente, existe una diferencia entre acusar a un hablante de sexista y calificar la lengua de sexista. Esta distinción entra de lleno precisamente en el problema que plantea la discusión acerca del sexismo lingüístico. Así, en el análisis del discurso periodístico es importante distinguir si el adjetivo *sexista* se aplica indistintamente a lengua y hablantes o si este juicio posee un referente claro. El adjetivo *sexista* aplicado a la lengua es muy frecuente en todos los textos del corpus. En general, se pone en boca de quienes han elaborado las guías, pero igualmente en el de otras instancias que tienen la impresión de que el lenguaje puede considerarse sexista:

(16) Trece páginas contiene la guía de lenguaje no sexista de la Unidad de Igualdad de la Universidad de Granada (UGR). Compuesta por trece páginas, se presentó como “un vehículo ante las dudas que puedan surgir” y con la intención de que sirva para “*fomentar la eliminación del lenguaje sexista* todavía muy presente en nuestra sociedad y en la comunidad universitaria de Granada”. (*ABC*, 7 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

(17) La lengua es hija de la historia y por ello no debe sorprendernos que *la española sea tan sexista*. Casi todas las lenguas lo son e incluso el inglés, que tiene mayor flexibilidad para adaptarse a los tiempos actuales, permite usos que reflejan la superioridad de lo masculino en nuestra cultura. (Inés Alberdi, “Pero, ¿dónde estaba la RAE?”, *El País*, 5 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

(18) [E]l lingüista y catedrático de la Universidad de Alicante Félix Rodríguez, autor del *Diccionario gay-lésbico* (Gredos), sostiene que el DRAE rezuma homofobia cuando “se equipara pederastia y homosexualidad”. “*El castellano académico sigue siendo* (aunque cada vez menos) *una lengua sexista, machista y homófoba en la medida que sus hablantes lo son*, pues la lengua siempre es un reflejo de la sociedad”. (*ABC*, 4 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

(19) Las portavoces de la Comisión de Igualdad en el Congreso del PP, PSOE, CiU e IP señalaban a la RAE que “*el lenguaje debe evolucionar como la sociedad y abandonar tintes sexistas*”. (*El País*, 6 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

Estos cuatro ejemplos dejan entrever una determinada ideología lingüística al relacionar la lengua con la sociedad o con la historia y presentar a la primera como un reflejo del desarrollo histórico-social. La lengua es sexista porque la sociedad lo ha sido durante siglos. En realidad, son textos en los que los argumentos más lingüísticos presentados en los primeros ejemplos no parecen interesar.

Por último, se ha encontrado un texto en el que la lengua se representa como configuradora del pensamiento, tal y como expresa en una noticia la secretaria de igualdad de un sindicato. Tomando esta afirmación como ley de paso, se concluye que el pensamiento de la población es sexista dado que la lengua española lo es:

(20) No en vano “el lenguaje es el elemento que más influye en la formación del pensamiento en el ser humano, lo que deriva en la construcción de esquemas mentales, estereotipos y conceptos abstractos con los que nos desenvolvemos en la vida diaria”, explica Nuria Manzano, secretaria de Igualdad UGT-Madrid. Por lo tanto, *un habla sexista influirá en tener un pensamiento sexista*. Deja claro que “no es posible justificar la utilización de un lenguaje sexista en las tradiciones. Cuando las tradiciones son injustas hay que cambiarlas”. (*El País*, 5 de marzo 2012; las cursivas son nuestras)

5. Conclusiones

En el presente trabajo se han destacado algunas de las ideologías lingüísticas – entendidas estas como representaciones de una lengua (v. Cameron, 2003) – que la prensa plasma y difunde en noticias y artículos. La investigación ha partido de un corpus de textos periodísticos en torno al sexismo lingüístico que, a pesar de no ser excesivamente amplio, ha logrado poner de relieve ideologías de diversa naturaleza acerca del lenguaje y las lenguas. En primer lugar, la identificación por parte del hablante entre la palabra y su referencia, que estaría en el origen de la aceptación o rechazo del masculino genérico. No siempre se acepta, como se ha mostrado en los ejemplos, que un término masculino desde el punto de vista gramatical pueda tener una referencia a ambos sexos o a cualquiera de ellos.

Por otra parte, la lengua se concibe, en palabras de algunas instancias a las que da voz la prensa, como “una actitud y un comportamiento social”. Esta actitud y este comportamiento pueden tener un carácter inclusivo o exclusivo hacia las mujeres. Hablar de un modo considerado sexista no incluye a las mujeres en el discurso, por lo que estas se sienten desplazadas dentro de un determinado comportamiento social – igual que pueden sentirse no incluidas en otro tipo de actividades. En este sentido, hallamos aquí un doble discurso: existe una concepción de la lengua como una acción

social que puede cambiarse, al tiempo que este posible cambio en lo lingüístico afectaría a otras esferas sociales.

Por último, el lenguaje se representa, especialmente para los lingüistas, como un sistema en el que funcionan abstracciones del tipo masculino y femenino, mientras que para un buen número de hablantes, al menos por lo que se colige de las instancias a las que la prensa da cabida, la lengua no es una abstracción, sino una realidad que se percibe en el hablar. Esta conceptualización coincide, no obstante, con un presupuesto comúnmente aceptado por los lingüistas: el habla es la realización de la lengua y la lengua no es sino la generalización y sistematización de los actos de hablar (v. Coseriu, 1981: 77).

Así pues, se comprueba que hay ocasiones, como la de la discusión en torno al sexismo lingüístico, en que la prensa ofrece múltiples ideologías lingüísticas defendidas por diversas instancias sociales. Evidentemente, el estudio sobre dichas ideologías en prensa ofrece, desde un punto de vista prospectivo, otras posibilidades como la comparación entre las ideologías aquí esbozadas y otras que pudieran revelarse en épocas o situaciones diferentes o la investigación más exhaustiva del origen de algunas de las representaciones lingüísticas ampliamente extendidas entre los hablantes, algo que supera con creces el objetivo planteado al inicio de estas páginas.

Bibliografía

- Azofra Sierra, Maria Elena (2010), “Sobre el género gramatical y sus implicaciones sociológicas”, en Montserrat Huguet y Carmen González Marín (eds.), *Historia y pensamiento en torno al género*, Madrid, Dykinson, p. 267-294.
- Azofra Sierra, Maria Elena (2012a), “Género gramatical y sexismo lingüístico (I)”, disponible en <http://morflog.hypotheses.org/482>. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- Azofra Sierra, Maria Elena (2012b), “Género gramatical y sexismo lingüístico (II)”, disponible en <http://morflog.hypotheses.org/541>. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- Bengoechea, Mercedes (2012), “La sociedad cambia, la Academia, no”, disponible en <http://blogs.elpais.com/mujeres/2012/03/el-informe-de-la-rae-el-error-humano-y-la-evolucion-de-las-lenguas.html>. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- Bosque, Ignacio (2012), “Sexismo lingüístico y visibilidad de la mujer”, disponible en http://www.rae.es/sites/default/files/Sexismo_linguistico_y_visibilidad_de_la_mujer_0.pdf. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- Cameron, Deborah (1995), *Verbal Hygiene*, Londres/Nueva York, Routledge.
- Cameron, Deborah (2003), “Gender and Languages Ideologies”, en Janet Holmes y Miriam Meyerhoff (eds.), *The Handbook of Language and Gender*, Malden (MA), Wiley-Blackwell, p. 447-467.
- Coseriu, Eugenio (1981), *Lecciones de lingüística general*, Madrid, Gredos. [Título original: *Lezioni di linguistica generale*, Torino, Boringhieri, 1973. Versión española de José María Azáceta y García de Albéniz, revisada y, en parte, reelaborada por el autor.]
- Demonte, Violeta (2012), “Las academias no hacen falta para la unidad del idioma”, disponible en <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=146959>. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- DiGiacomo, Susan M. (1999), “Language ideological debates in an Olympic city: Barcelona 1992-1996”, en Jan Blommaert (ed.), *Language ideological debates*, Berlín, Mouton de Gruyter, p. 105-142.
- Fábregas, Antonio, Maria Carmen Horno Chéliz, Silvia Gumiel Molina y Luisa Martí (2012), “Acerca de la discriminación de la mujer y de los lingüistas en la sociedad”, disponible en <http://manifiestolinguistica.weebly.com>. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- Holmes, Janet y Miriam Meyerhoff (2003), *The Handbook of Language and Gender*, Malden (MA), Wiley-Blackwell.
- Hunston, Susan y Geoffrey Thompson (eds.) (2000), *Evaluation in text: authorial stance and the construction of discourse*, Oxford, Oxford University Press.
- Instituto Cervantes (2011), *Guía de comunicación no sexista*, Madrid, Aguilar.
- Johnson, Sally y Tommaso M. Milani (2010), *Language ideologies and media discourses: texts, practices, politics*, Londres/Nueva York, Continuum International Publishing Group.

- Kroskirty, Paul V. (2012), “El habla utilizada en la kiva de los tewas de Arizona como manifestación de una ideología dominante”, en Bambi B. Schieffelin, Kathryn A. Woolard y Paul V. Kroskirty (eds.), *Ideologías lingüísticas: práctica y teoría*, Madrid, Catarata, p. 139-163. [Título original: *Language ideologies: Practice and theory*, Oxford, Oxford University Press, 1998. Traducción de Susana Castillo, Lorena Hernández, Vítor Meirinho y Laura Villa.]
- Lakoff, Robin (1975), *Language and woman's place*, Nueva York, Harper & Row.
- Llamas Saíz, Carmen (2013), “La actitud ante la lengua en el discurso de la prensa española: léxico y argumentación a propósito del sexismo lingüístico”, en Carmen Llamas Saíz, Concepción Martínez Pasamar y Manuel Casado Velarde (eds.), *Léxico y argumentación en el discurso público actual*, Fráncfort del Meno, Peter Lang, p. 187-208.
- Lledó Cunill, Eulàlia (2013), *Cambio lingüístico y prensa: problemas, recursos y perspectivas*, Barcelona, Laertes.
- López Díez, Pilar (2012), “Dice la RAE que está por la igualdad entre hombres y mujeres: sobre el Informe *Sexismo lingüístico y visibilidad de la mujer*”, disponible en <http://www.muji.es/red.net/spip.php?article1952>. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- Marimón Llorca, Carmen e Isabel Santamaría Pérez (s.f.), *Guía para un discurso igualitario en la Universidad de Alicante*, Alicante, Vicerrectorado de Relaciones Internacionales.
- Marçal, Heura, Fiona Kelso y Mercè Nogués (2011), *Guía para el uso no sexista del lenguaje en la Universitat Autònoma de Barcelona*, Barcelona, Servicio de Publicaciones de la Universitat Autònoma de Barcelona.
- Márquez, María (2013), *Género gramatical y discurso sexista*, Madrid, Síntesis.
- Martin, James R. y Raymond P. White (2005), *The Language of Evaluation: Appraisal in English*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Martínez García, José Antonio (2008), *El lenguaje de género y el género lingüístico*, Oviedo, Ediciones de la Universidad de Oviedo.
- Mendivil, José-Luis (2012), “No permita que el sexo de los árboles le impida ver el género del bosque”, disponible en <https://zaragozalinguistica.wordpress.com/2013/03/20/no-permita-que-el-sexo-de-los-arboles-le-impidan-ver-el-genero-del-bosque>. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- Moreno Cabrera, Juan Carlos (2012), “Acerca de la discriminación de la mujer y de los lingüistas en la sociedad: reflexiones críticas”, disponible en <http://infoling.org/repositorio/MORENOSEXISMO.pdf>. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- Pérez García, Ángela (2007), “Sexismo lingüístico: una aproximación a los estudios y métodos”, en Pilar Fernández Martínez y Amalia Pedrero González (eds.), *La mujer y la sociedad de la información: ¿existe un lenguaje sexista?*, Madrid, Fragua, p. 177-205.

- Reyes, Pedro (2012), "Lenguaje sexista y RAE", disponible en <http://www.nuevatribuna.es/opinion/pedro-reyes/lenguaje-sexista-y-rae-el-rbol-que-no-permite-ver-el-bos-que/20120306123348071470.html>. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- Roca, Ignacio (2005a), "La gramática y la biología en el género del español (1ª parte)", *Revista de la Sociedad Española de Lingüística*, año 35, nº 1, p. 17-44.
- Roca, Ignacio (2005b), "La gramática y la biología en el género del español (2ª parte)", *Revista de la Sociedad Española de Lingüística*, año 35, nº 2, p. 397-432.
- Roca, Ignacio (2012), "Algunas reflexiones críticas sobre *Acerca de la discriminación de la mujer y de los lingüistas en la sociedad*", disponible en http://stel.ub.edu/linguistica-ub/webfm_send/55. [Sitio consultado el 20 de marzo de 2014.]
- Rodríguez Fernández, María (2009), *La evolución del género gramatical masculino como término genérico: su reflejo en la prensa española*, Madrid, Fundamentos.
- Silverstein, Michael (1985), "Language and the culture of gender: at the intersection of structure, usage and ideology", en Elisabeth Mertz y Richard J. Parmentier (eds.) *Semiotic Mediation: sociocultural and psychological perspectives*, Orlando, Academic Press, p. 219-259.
- Verschueren, Jef (2002), *Para entender la pragmática*, Madrid, Gredos. [Título original: *Understanding Pragmatics*, London/New York, Arnold/Oxford University Press, 1999. Traducción de Elisa Baena y Marta Lacorte.]
- Vigara Tauste, Ana M.^a (ed.) (2009), "De sexismo, lenguaje, discurso y discriminación de género", en Ana M.^a Vigara Tauste (ed.), *De igualdad y diferencias: diez estudios de género*, Madrid, Huerga y Fierro.
- White, Raymond P. (2002), "Appraisal: the language of evaluation and stance", en Jef Verschueren, Jan-Ola Östman, Jan Blommaert y Chris Bulcaen (eds.), *The Handbook of Pragmatics*, Amsterdam, John Benjamins, p. 14-36.



TITRE: IDEOLOGIA LINGUISTICA DELLA STAMPA NELLA CAMPAGNA ELETTORALE PER LE POLITICHE DEL 2013

AUTEUR(S): FABIO RUGGIANO, UNIVERSITÀ DI MESSINA

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 216-234

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/8001](http://hdl.handle.net/11143/8001)

DOI: 10.17118/11143/8001

Ideologia linguistica della stampa nella campagna elettorale per le politiche del 2013

Fabio Ruggiano, Università di Messina
fruggiano@unime.it

Riassunto: Questo contributo si propone di indagare il ruolo che la stampa attribuisce al linguaggio che usa, quindi a sé stessa, nel processo dell'informazione. L'attribuzione di tale ruolo emergerà dall'analisi di articoli apparsi su giornali *on line* di rilievo nazionale. Di questi articoli, alcuni riportano giudizi, espliciti e impliciti, su vari usi linguistici nella comunicazione politica per la campagna delle elezioni politiche del 2013. Altri riusano lessico specialistico della politica. La tesi di fondo del contributo è che gli scopi comunicativi della stampa italiana non sono diversi da quelli dei politici: tanto i politici quanto la stampa si sforzano di convincere il pubblico facendo appello in vari modi alla sua emotività, a discapito della logica e della fattualità.

Parole chiave: comunicazione politica; campagna elettorale; politica e stampa

Abstract: This paper investigates the role the press grants to the language it uses in the process of information. The nature of this role will emerge from the analysis of articles published on online newspapers of national importance. Some of these articles report judgments, explicit and implicit, on various linguistic uses in political communication during the campaign for the general election of 2013; others reuse specialized political vocabulary. The basic thesis of the paper is that the communicative purposes of the Italian press are no different from those of politicians: both politicians and the press strive to convince the public in various ways by appealing to their emotions, at the expense of logic and factuality.

Key words: political communication; electoral campaign; politics and press

1. Introduzione

Il presente contributo si basa sul dibattito che si è sviluppato in Italia nel periodo dal 28 gennaio al 24 febbraio 2013, ovvero la campagna per le elezioni politiche 2013. La ricerca si spinge anche oltre, fino all'inizio del dicembre 2012, visto che, di là dall'inizio ufficiale della campagna elettorale, il gioco delle alleanze e le previsioni sulla legislazione successiva erano già iniziati settimane prima.

Il materiale è stato ricavato da diversi giornali *on line* di respiro nazionale¹, che in Italia rappresentano attualmente uno dei più diffusi canali di informazione². Sempre meno frequenti e frequentati sono, infatti, i contatti diretti tra l'elettorato e gli eletti, i comizi, le assemblee, le *convention*; mentre i *social network* sono finora stati usati da parte dei *leader* e dei partiti per rilanciare temi già discussi in televisione, con lo stesso linguaggio e con le stesse modalità. Come spiegano Antenore, Di Giammaria e Gennaro (2013):

Twitter si è ritagliato un ruolo ancillare nell'ecosistema dell'informazione politica ufficiale. Contestualmente [...], la piattaforma ha funzionato quale poderosa cassa di risonanza, spesso dissenziente, delle suggestioni provenienti dallo schermo televisivo senza riuscire, almeno sul fronte dei temi della campagna, a scalfirne l'agenda, anzi «assorbendone» in qualche modo la logica di funzionamento. (Antenore, Di Giammaria e Gennaro, 2013: 192)

Dal momento che l'indagine riguarda i principi ispiratori dell'attività giornalistica in Italia, e non le caratteristiche distintive dei *media*, i risultati sono stati considerati applicabili alla stampa in generale.

Sono stati selezionati soprattutto interventi di giornalisti a commento di dichiarazioni di politici, per rilevare in questi commenti le opinioni espresse sul linguaggio della propaganda. In alcuni casi, le opinioni non sono espresse in forma esplicita, ma emergono in seguito all'analisi linguistica degli articoli³. Il materiale è stato vagliato all'interno del quadro della linguistica testuale, a cui sono state associate categorie provenienti dalla *discourse analysis*, dalla pragmatologia e della sociologia della comunicazione, per evidenziare il legame tra produzione testuale e scopi comunicativi impliciti.

1. Le testate rainews24.rai.it, tg24.sky.it e rai1.rai.it, in quanto siti *web*, sono qui considerate alla stregua di giornali *on line*.

2. Al netto delle differenti abitudini legate all'età della popolazione, Human Highway/Liquida (2011) rivela che già nel 2011 *Internet* (giornali *on line*, aggregatori di notizie, *blog*, *social network*) era il mezzo più usato dagli italiani per l'approfondimento di notizie, superando tanto i giornali cartacei quanto la televisione. La televisione era ancora in testa come mezzo attraverso cui gli italiani avevano il primo contatto con le notizie. Questi dati sono in qualche modo confermati da Censis (2013), secondo cui nel 2013 i telegiornali sono ancora di gran lunga il mezzo di informazione più consultato (86,4% della popolazione), seguiti dai giornali radio e dai motori di ricerca (46,4%). Questi ultimi, non è da sottovalutare, restituiscono ai primi posti tra i risultati proprio pagine di giornali *on line*. Oltre ai motori di ricerca, secondo Censis (2013), risorse *web* molto usate sono i siti *web* di informazione (22,6%) e i siti *web* dei telegiornali (12,9%). Coloro che consultano direttamente i giornali *on line*, invece, sono il 20% della popolazione.

3. Le opinioni sulla lingua non devono essere per forza esplicitate, ma sono, piuttosto, «Representations, whether explicit or implicit, that construe the intersection of language and human beings in a social world» (Woolard, 1998: 3).

2. La comunicazione pubblica nei *media* e tra i *media*

Stando ai giudizi espressi sulla stampa, l'appello all'emozionalità a discapito dei contenuti sembra essere stato lo scopo comunicativo più decisamente ricercato dai politici nella campagna elettorale 2013. Le strategie più comuni per raggiungere questo scopo sono state: la frammentarietà della proposta politica, con la riduzione del discorso ad una serie di *slogan*, la vaghezza nell'esposizione dei punti del programma, declinata in vari modi, l'aggressività verbale. Rispetto a questi aspetti della comunicazione politica, i giudizi dei giornali sono stati di vario genere, di condanna, neutrali, elogiativi.

Un articolo non firmato, ilsole24ore.com (20 gennaio 2013), elenca varie espressioni ingiuriose, o comunque irrispettose, che i politici si sono scambiati durante la campagna:

(1) Berlusconi pifferaio, Monti mascalzone, Bersani Gargamella. A un mese dalle elezioni è una campagna piena di insulti.

In campagna elettorale la tensione, inevitabilmente, sale. E dal confronto allo scontro verbale il passo è breve. L'insulto, insomma, è sempre dietro l'angolo. [...]

Agli attacchi verbali tra i contendenti, gli elettori ci sono ormai abituati, da almeno quindici anni. E la tornata elettorale di questo 2013 non fa eccezione. Un contributo corposo alla campagna elettorale portata avanti a colpi di battute, colpi bassi, calembour e parolacce lo fornisce proprio il leader del Movimento 5 stelle. L'elenco è lungo e i bersagli non si contano più [...].

Ai livelli di Grillo, il Cavaliere non ci arriva, però l'ex premier non ha fatto mancare, in queste settimane di «tour» tra tv pubbliche e private, qualche regalo verbale agli avversari, tanto per mettere un po' di pepe alla campagna elettorale. [...]

Le sue stilette agli avversari conservano comunque un certo aplomb [...].

[...] ha detto Monti, che ha riservato al leader del Pdl un altro colpo basso, inferto con i guanti bianchi [...]

E a sette anni di distanza è ricomparso sulla scena il «coglioni» che il Cavaliere aveva graziosamente elargito nel 2006 a quegli italiani che votavano a sinistra. [...] E al pubblico in studio che ha cominciato a fischiarlo, ha concesso il bis: «I coglioni siete voi». L'ultima perla del Cavaliere è il «matto» con cui ha etichettato il suo bersaglio principale, Monti [...].

Tra i protagonisti di questa campagna elettorale c'è il leader di Sel Nichi Vendola [...]. [...] il consigliere comunale del Pdl di Vigevano, Andrea Di Pietro, ha sparato dal suo profilo facebook un «Vendola è viscido quanto la vaselina che usa» [*sic*].

Elegante anche l'affondo [...] un «vaffa» omofobo, condito con l'accostamento a Tony Blair [...]. In punta di penna, o meglio di «tastiera» [*sic*], anche l'invettiva di Giuseppe Ripa, assessore pidiellino al traffico a Lecce, che ha colpito il leader di Sel con un uno-due: «Signorina» e «gay disturbato». Poi, però, si è dimesso.

[...] rimanere ai margini del ring verbale sul quale se le danno di santa ragione gli altri contendenti. E non ci sarebbe niente di male, in fin dei conti: anche il leader più potente del mondo il presidente degli Stati Uniti Barack Obama, si è lasciato scappare qualche insulto nella campagna per le presidenziali (poi vinte) dello scorso anno [...].

Monti rivendica la svolta rispetto al passato e a enfatizzare politicamente il concetto ci pensa il presidente della Camera e leader Fli Gianfranco Fini [...].

A Porta a porta, infine, incrociano le lame il segretario del Pdl Angelino Alfano e il leader Udc Pier Ferdinando Casini [...].

L'articolo, dopo aver lasciato intendere che in campagna elettorale sia normale passare dalla dialettica all'insulto, inquadra l'elenco di insulti all'interno di una cornice costruita per essere in linea con il tono del tema trattato. Mi soffermo su tre tratti compositivi del testo, riconducibili allo stile brillante (Dardano, 1994: 218): l'ironia, la metaforizzazione dei concetti, la mimesi del parlato sul piano diegetico. I primi due sono strettamente legati, visto che molte metafore hanno una coloritura ironica.

Raggruppo le metafore secondo i domini del reale da cui sono tratte le immagini:

1. Lo *sport*, in particolar modo la *boxe* e la scherma, e la guerra («colpi bassi», «bersagli», «elegante affondo», «stiletate», «un colpo basso inferto con i guanti bianchi», «ha sparato dal suo profilo facebook», «in punta di penna, o meglio di tastiera», «ha colpito con un uno-due», «ring verbale sul quale se le danno di santa ragione», «incrociano le lame»);
2. Lo spettacolo, significativamente ad inquadrare Berlusconi («ricomparso sulla scena», «ha concesso il bis»);
3. La cucina («mettere un po' di pepe», «“vaffa” condito»);
4. Lo spazio («il passo è breve», «è dietro l'angolo»);
5. I beni materiali, anche questi ruotanti intorno a Berlusconi («regalo verbale», «aveva graziosamente elargito», «l'ultima perla»).

Il dominio di gran lunga più sfruttato è, dunque, quello dello *sport* e della guerra; si tratta dello stesso bacino da cui il discorso politico trae il grosso del suo materiale immaginario, come già rilevato da Gualdo e Dell'Anna (2004):

Metafore sportive e metafore belliche sono aspetti di una stessa realtà, poiché consegnano al destinatario del messaggio la comune immagine di opposizione tra fazioni, di gara, di vittorie e di sconfitte. In modo analogo le immagini della competizione sportiva e militare sono trattate dai media, che ricercano l'elemento notiziabile proprio nella dimensione agonistica, dove è difficile dire se si tratti di sport o di guerra. (Gualdo e Dell'Anna, 2004: 58-59)

Per quanto riguarda la mimesi del parlato, spicca per numero di occorrenze la struttura della dislocazione a sinistra: «agli attacchi verbali [...] gli elettori ci sono ormai abituati»; «un contributo corposo [...] lo fornisce proprio il leader»; «ai livelli di Grillo, il Cavaliere non ci arriva»; «a enfatizzare politicamente il concetto ci pensa il presidente». Agli esempi possiamo aggiungere anche questo, molto meno marcato: «tra i protagonisti di questa campagna elettorale c'è il leader».

Il lessico è a tratti ricercato e persino forbito (a parte le parole con cui sono costruite alcune metafore, *contributo corposo*, *calembour*, *stilettate*, *aplomb*, *colpo basso*, *inferto*, *graziosamente elargito*, *rivendica*, *enfatizzare*), per creare un contrasto con l'abbassamento del tono ottenuto tramite la sintassi. L'intreccio di alto a basso è anch'esso uno strumento dell'ironia.

L'apparente familiarità ottenuta tramite la mimesi del parlato, così come la forte carica ironica e metaforica, sono strategie che rivelano l'adesione di fondo, se non ai modi, sicuramente agli scopi del linguaggio oggetto dell'articolo: abbassare la complessità concettuale della comunicazione in favore dell'emotività diretta, accattivare, suscitare e mantenere l'interesse del pubblico, stimolandone la partecipazione irreflessa.

Gli artifici retorici, infatti, producono, come argomenta Loporcaro (2005: 71-72), un'impressione superficiale di familiarità e semplicità, ma nella sostanza sostituiscono il giudizio ai fatti. Aumentando l'ambiguità a discapito della precisione dei contenuti, i giornali allineano il proprio linguaggio a quello politico, che «has to consist largely of euphemism, question-begging and sheer cloudy vagueness. [...] Such phraseology is needed if one wants to name things without calling up mental pictures of them» (Orwell, 1946: 262)⁴.

Un'analisi articolata, questa volta del linguaggio del solo Mario Monti, è fornita da Simone Regazzoni (Regazzoni: 4 gennaio 2013):

(2) Il nuovo linguaggio del professore scatenato

E' lo stesso uomo. Eppure il Professor Mario Monti, che fino a ieri usava un linguaggio tecnico, sobrio e pacato, è oggi, come il Django di Tarantino, unchained, «scatenato», capace di dichiarare dagli schermi Rai durante la trasmissione Uno Mattina: «Tagliare le ali in genere è una brutta espressione, ma se intendiamo le ali estreme credo che sia una buona cosa». Una metafora forte ma vaga? No, piuttosto un attacco mirato. Tra le ali da «tagliare» ci sono sia quelle del Pdl, sia quelle del Pd, che Monti chiama per nome: Cgil, Vendola, Fassina.

[...] Ma Monti non si ferma qui, rincara la dose, chiedendo a Bersani di «silenziare» le frange estreme. Ancora un'espressione forte: perché chiede di ridurre al silenzio, di togliere la parola. Non è un caso che il verbo «silenziare» abbia anche un significato bellico, come ricorda il Devoto Oli: «Rendere inefficiente una postazione nemica».

4. «Deve essere costituito in larga parte di eufemismi, argomentazioni che danno per dimostrato ciò che intendono dimostrare e una mera fumosa imprecisione. [...] Questa fraseologia è necessaria se si vuole nominare le cose senza evocare un'immagine mentale.» (Trad. F. R.)

Ai vertici del Pd, vittima di una comunicazione che oscilla tra monotonia e comicità involontaria delle metafore bersariane, il linguaggio del New Monti, il Monti scatenato nelle vesti di leader di coalizione, deve essere suonato duro come il destro-sinistro con cui Ali, nella notte di Kinshasa, mandò improvvisamente al tappeto Foreman dopo un incontro passato a difendersi alle corde. Cambio di passo e di ritmo, inatteso e quanto mai efficace, quello di Monti; che, proprio come Ali, sembra ora colpire gli avversari «leggero come una farfalla pungente come un'ape» [...].

Occorre riconoscere a Monti una grande abilità comunicativa [...].

Monti ha dimostrato di saperci fare con un'arte che ogni buon leader, al di là della vuota retorica dell'autenticità, dovrebbe almeno saper maneggiare: l'arte di recitare [...].

Facendo eco al berlusconiano «scendere in campo», Monti ha detto di voler «salire in politica».

Perché la politica è cosa nobile: sta in alto; e che richiede sacrificio [sic]: la strada è tutta in salita [...].

Nel momento in cui Monti è salito in politica ha dimostrato di saper cambiare registro comunicativo e linguistico. La comunicazione elitaria ha assunto tonalità popolari. Monti ha abbandonato il registro d'élite, il discorso esclusivamente professorale e tecnico che comunicava competenza, distacco e obiettività – ma anche distanza dal popolo/pubblico – per creare un idioma che mescola sapientemente il discorso del professore con ironia e parlar franco. E questo permette di modificare la percezione della sua persona. Monti resta figura autorevole, dunque distante, ma mostra tratti di umanità, attraverso l'ironia, e capacità di appassionarsi, attraverso il parlar franco: e dunque si avvicina al popolo/pubblico. Parla anche al popolo/pubblico. [...]

Qualcuno potrebbe obiettare che questo modo di fare politica è la continuazione del berlusconismo con altri mezzi. In verità questa è la politica. In cui le cose, per dirla con un filosofo inglese del Novecento, si fanno anche, o soprattutto, con le parole.

L'articolo rinuncia all'ironia e alla riproduzione di moduli del parlato (a parte l'unico scivolamento lessicale *saperci fare*). Il parlar per metafore, invece, è qui usato con grande sapienza, coerentemente con il registro generale medio-alto. La citazione storica rimanda alla strategia dello *storytelling* (Salmon, 2008), ormai divenuta dominante nella realizzazione di campagne di *marketing* in tutti gli ambiti, compreso quello elettorale. Questa strategia rappresenta un formidabile strumento di mistificazione della realtà, attraverso la costruzione, attorno ad un personaggio o un evento reale, di una storia vera o verosimile, associata al personaggio o all'evento con un procedimento di tipo allegorico, del tutto soggettivo. La storia associata evoca valori che automaticamente, subliminalmente, vengono attribuiti al personaggio o all'evento in questione.

L'immagine del politico-pugile, già consolidata, come abbiamo visto, nella retorica tanto politica quanto giornalistica, assume qui la dimensione del racconto di uno degli incontri di *boxe* più famosi e citati della storia. Grazie all'associazione con l'incontro, Monti diviene Muhammad Ali, che, sfavorito contro un avversario molto più potente, George Foreman, vinse l'incontro grazie all'astuzia.

Il racconto instaura implicitamente alcune corrispondenze simboliche: le parole degli avversari sono violente ma prive di sostanza, così come i pugni di Foreman furono forti ma inefficaci; al contrario le parole di Monti sono misurate, quasi difensive, così come la tattica di Ali durante l'incontro fu di limitare i danni attendendo che l'avversario si stancasse. Gli avversari sembreranno avere la meglio per tutta la campagna, ma alla fine Monti/Ali rimonerà e vincerà. Tutto grazie al suo linguaggio.

Le qualità di questo linguaggio, nell'analisi del giornalista, sono: la precisione dei riferimenti («piuttosto un attacco mirato»), la capacità di recitare, l'ironia, il parlar franco. Per il giornalista, quindi, espressioni in codice come «tagliare le ali estreme» e «silenziare le frange estreme» sono attacchi chiari e precisi, nei quali è facile rintracciare il nome e il cognome dei personaggi politici oggetto del riferimento. Apprezzabile, inoltre, sarebbe la capacità di Monti di recitare, cioè di impersonare un ruolo, fingere, evidentemente per compiacere, in superficie, porzioni di elettorato che non si riconoscono nelle sue posizioni. *Recitare*, con un ragionamento a dir poco contorto, diviene addirittura sinonimo di *parlar franco*, mentre è chiaro che, nel giudizio del giornalista, Monti non ha cambiato le sue posizioni politiche, ma solamente il suo modo di presentarsi («ha dimostrato di saper cambiare registro comunicativo e linguistico»).

Del resto, argomenta alla fine il giornalista, la politica è il regno della parola, non dei fatti; come in teatro, il politico ha davanti a sé un pubblico, che deve portare dalla sua parte raccontando una storia convincente ed emozionante. E il giornalismo non è diverso, come dimostra la strategia dello *storytelling*, ma anche l'uso dell'allegoria del teatro e altri artifici sparsi nel testo, a partire dall'evocazione del *film* uscito nelle sale in quel periodo *Django unchained*, passando per l'ironico *new Monti*, finendo con l'*argumentum ad verecundiam* (Gualdo e Dell'Anna, 2004: 62) «per dirla con un filosofo inglese del Novecento». Quest'ultimo, in particolare, risulta usato scorrettamente, visto che non è fornita l'identificazione precisa del filosofo (probabilmente John Austin).

Un ampio ricorso allo stile brillante si nota anche nel seguente articolo, che commenta alcuni usi linguistici di Pier Luigi Bersani:

(3) Pier Luigi Bersani ha riconquistato il centro del ring mediatico. Grazie ad una metafora decisamente hard («I partiti personali sono il cancro della democrazia») è riuscito a ritrovare spazio nelle prime pagine dei giornali e sui social network, al punto che stamattina ha rincarato la dose, specificando che anche il professor Monti è coinvolto nel suo «j'accuse». Il leader del Pd aveva bisogno di una esternazione forte, che fosse capace di togliere il monopolio dei riflettori a Berlusconi e al tempo stesso «parlasse» al proprio elettorato. Il primo obiettivo l'ha sicuramente raggiunto, il secondo non è facilmente misurabile. Ma è l'assunto di partenza che, paradossalmente, chiama in causa chi ha scagliato la prima pietra.

I partiti personali, nella accezione bersaniana, sono anzitutto quelli che inseriscono il nome del leader nel simbolo elettorale. Ma se bastasse una «debolezza» come questa per prendersi l'accusa di essere un untore di cancri, anche il Pd non potrebbe sottrarsi: nel 2008 il Pd chiese

voti, esponendo il nome di Veltroni nel suo simbolo e allora non risulta che dentro il partito si fossero levate voci discordi.

Naturalmente non c'è nulla di più personalizzato (e di più democratico) della pre-investitura [sic] popolare di un leader attraverso lo strumento delle Primarie. Da questo punto di vista Bersani è il più «americano» dei leader in campo e, tra l'altro, è anche l'unico che esponga il proprio viso nei manifesti appesi su cartelloni, paline e autobus di tutta Italia. Con una identificazione forte tra partito e leader che, sinora, nessuno degli altri leader ha abbracciato. Neppure Berlusconi. Ovviamente il Cavaliere è l'espressione di declinazione tutta speciale del partito personale: un modello sudamericano di leadership solitaria, che in Italia ha ricevuto diversi riscontri elettorali e che il Pd ha tutto il diritto di avversare. Ma se Bersani allarga il tiro oltre Berlusconi, a quel punto non può non esporsi ad una controprova che lo riguarda. Personalmente. (Martini: 18 gennaio 2013)

Le metafore pescano da diversi ambiti del reale: ricorre il *ring* di Regazzoni (4 gennaio 2013) dallo *sport* (insieme a «allarga il tiro»); appare l'economia con «rincarare la dose» (a cui si può avvicinare «il monopolio dei riflettori»), la medicina, attirata dalla citazione dell'espressione di Bersani («untore di cancri»). Notevole l'aggettivo con cui viene definita la metafora citata di Bersani, *hard*: il significato denotativo della parola è noto solamente a chi ha una discreta conoscenza dell'inglese; comunemente, invece, in Italia esso è associato, connotativamente, ai film pornografici. A rendere ancora più elitario il linguaggio sono le citazioni letterarie («nel suo "j'accuse"», «chi ha scagliato la prima pietra») e i riferimenti geopolitici, in realtà fortemente stereotipici, dell'americanità di Bersani e della sudamericanità di Berlusconi.

Nella conclusione dell'articolo, alcuni segnali nella costruzione del discorso sembrano voler mascherare la debolezza dell'argomentazione: i segnali discorsivi *naturalmente* e *ovviamente* e il punto anomalo. Quest'ultimo, in particolare, è caricato di un forte valore illocutivo, difficile da decifrare completamente, sia in «nessuno degli altri leader ha abbracciato. Neppure Berlusconi», sia in «una controprova che lo riguarda. Personalmente» (nel quale è coinvolto anche il gioco di parole intorno al concetto di *personale*).

Il punto anomalo finale, del resto, si inserisce in un periodo perfettamente adatto alla citata descrizione di Orwell (che, però, era riferita al linguaggio della politica):

(4) Ovviamente il Cavaliere è l'espressione di declinazione tutta speciale del partito personale: un modello sudamericano di leadership solitaria, che in Italia ha ricevuto diversi riscontri elettorali e che il Pd ha tutto il diritto di avversare. Ma se Bersani allarga il tiro oltre Berlusconi, a quel punto non può non esporsi ad una controprova che lo riguarda. Personalmente.

Il lessico dello stralcio è fortemente marcato in diastrotia: «l'espressione di declinazione», «riscontri elettorali», «avversare», «allarga il tiro», «controprova». Esso si intreccia con la sintassi contorta del secondo periodo, nel quale nel periodo ipotetico è inserita una doppia negazione. Tutto per dire

che Bersani, polemico verso gli altri *leader* di partito per i loro atteggiamenti personalistici, ha degli atteggiamenti più personalistici degli altri *leader*.

Il seguente articolo manifesta un atteggiamento critico nei confronti degli usi linguistici dei politici. Osserviamo che anche in esso emergono un ragionamento contorto e diverse strategie dell'approssimazione:

(5) La parola è come la pallone in una partita di rugby al punto che il linguaggio risulta inarticolato, incapace di imbastire un discorso. Tanto impoverito, sbiadito da non poter più esprimere significati. Esso si manifesta soltanto con un alternarsi di pulsioni aggressive e di crolli di tensione. Affermazioni e negazioni.

Si arriva a questa obiettiva conclusione seguendo la nostra campagna elettorale [...].

Non c'è ombra di programma nel fiume di parole che arriva all'imminente elettore. Ma un rosario di battute accompagnate da espressioni scettiche, insultanti, sardoniche, ringhiose, sprezzanti, conniventi, ammiccanti, insomma promettenti [...].

E c'è chi sventola anche i vergognosi debiti dello Stato con le aziende private. Si giura che saranno infine saldati [...].

Il linguaggio politico italiano è sempre o spesso servito a nascondere ciò che è semplice e concreto dietro i giri di parole delle astrazioni generali. Italo Calvino, nelle note sul linguaggio politico, scriveva che il diavolo è l'approssimativo. Per lui, nelle genericità, nell'imprecisione di pensiero e di linguaggio, specie se accompagnati da sicumera e petulanza, si poteva riconoscere il diavolo come nemico della chiarezza, sia interiore, sia nei rapporti con gli altri. Il diavolo non era il complicato, ma l'approssimativo. La semplificazione a tutti i costi è infatti faciloneria. Riuscire a definire i propri dubbi, di fronte a problemi complicati, è molto più concreto che qualsiasi affermazione perentoria basata sul vuoto.

[...] ai demoni tradizionali che affollano il tempio della politica si sono aggiunti i mercanti, i guitti, e i giudici spogliatisi troppo in fretta della toga per scendere nell'arena elettorale. (Valli: 8 febbraio 2013)

Il giornalista sostiene innanzitutto che il linguaggio politico nasconde il semplice dietro giri di parole astratti e generali. Lascia intendere che in questo modo si ceda all'approssimazione, vero male di questo ambito della comunicazione; infine identifica l'approssimazione con la semplificazione a tutti i costi.

C'è nel ragionamento una difficoltà logica: il giornalista identifica l'astrazione prima con l'approssimazione e infine con la semplificazione. Semplificare, quindi, appare all'inizio come valore da difendere, messo a rischio dall'astrazione, ma diviene un disvalore alla fine. Il problema deriva dalla citazione, è il caso di dirlo, approssimativa, della autorità («Italo Calvino, nelle note sul linguaggio politico, scriveva [...]»): Calvino (1980), in realtà, identifica sì l'approssimazione con il diavolo, ma non difende affatto la semplicità in contrapposizione all'approssimazione, proprio perché conclude

che pretendere la semplicità su questioni che non sono semplici costringe ad essere approssimativi, generici, quindi menzogneri.

Oltre alla difficoltà logica, frutto di quello stesso difetto comunicativo che il giornalista voleva stigmatizzare, il giornalista usa anche alcune tecniche retoriche e testuali dell'approssimazione, e in particolare:

1. Il parlar figurato, che comprende similitudini («come la pallovale»), metafore («ombra di programma», «fiume di parole», «rosario di battute», gli aggettivi riferiti al linguaggio: «impoverito» e «sbiadito»), iterazioni («espressioni scettiche, insultanti, sardoniche, ringhiose, sprezzanti, conniventi, ammiccanti, insomma promettenti»), epiteti che alludono a persone reali senza nominarle («i mercanti, i guitti, e i giudici spogliatisi troppo in fretta della toga per scendere nell'arena elettorale»);
2. La forma impersonale («Si arriva a questa obiettiva conclusione», «Non c'è ombra di programma», «E c'è chi sventola», «si giura che»), la perifrasi avverbiale «sempre o spesso», il punto anomalo («crolli di tensione. Affermazioni e negazioni»).

3. Scelte lessicali dei politici e dei giornali

Alcuni termini che hanno avuto corso nella campagna elettorale 2013 sono rari o forestieri, dal significato oscuro o eufemizzante. I *media* hanno accolto e rilanciato questi termini, senza preoccuparsi di glossarli o di chiedere ai politici di spiegarli.

È certo prevedibile che i politici considerino la lingua come uno strumento con cui mascherare le proprie intenzioni, qualora sospettino che queste creerebbero scontento in parte dell'elettorato. Non altrettanto prevedibile, invece, è che i giornali mostrino di possedere lo stesso vocabolario dei politici, per quanto ambiguo e dissimulatore esso sia.

I seguenti esempi illustrano come i politici e i giornali condividano lo stesso lessico tecnico-specialistico; questa condivisione è messa qui in relazione con la coincidenza degli scopi comunicativi tra stampa e politici, come argomentato finora sul versante dell'organizzazione testuale.

Il termine *desistenza* (soprattutto in combinazione con *patto di*), nell'accezione specifica che qui interessa, ha una vita ormai ventennale. De Mauro (1999-2007: s.v.) lo registra così: «(TS) polit. in una tornata elettorale, rinuncia di una formazione politica a presentarsi in un determinato collegio per favorirne un'altra con la quale si è stabilito un accordo: *patto di d.*». L'accezione tecnico-specialistica del termine si è affermata dopo l'entrata in vigore delle leggi elettorali 4 agosto 1993 n. 276 e n. 277, note complessivamente come *Mattarellum*.

Come notano Dell'Anna e Lala (2004: 205), le occorrenze di questo termine, nel *corpus* giornalistico considerato dai due studiosi, calano notevolmente dal 2000 in poi, fino a toccare un minimo di 17 nel 2003. L'archivio di repubblica.it, da me consultato, contiene appena 22 occorrenze di *desistenza* in 9 anni, dall'1 gennaio 2004 all'1 gennaio 2013. Nei due mesi successivi, però, dal 2 gennaio al 28 febbraio 2013, *desistenza* raggiunge le 12 occorrenze.

Il termine ha un significato per niente trasparente. La pratica che indica, infatti, si suppone essere sgradita all'elettorato, sempre più infastidito dagli oscuri giochi di potere dei partiti. I *media* riportano il termine così com'è, senza glossarlo, senza chiedere spiegazioni, senza rilevarne l'oscurità. Le prime attestazioni nel contesto della campagna elettorale 2013 nell'archivio di repubblica.it risalgono al 14 gennaio e sono addirittura tre in un giorno⁵:

(6) Mentre Berlusconi si divide dalla Lega, infatti, Prodi «unisce» i Popolari e la sinistra. E allarga l'alleanza a Rifondazione, attraverso un patto di desistenza. Da lì in poi, il Cavaliere non accetterà più «faccia a faccia», per quasi 10 anni. (Diamanti: 14 gennaio 2013)

(7) Il «dossier» di Franceschini ha un nome: desistenza. È questa sostanzialmente la proposta lanciata dal capogruppo al movimento di Ingroia. Un'altra parola sfortunata nella storia delle coalizioni di centrosinistra. Segnò la prima vittoria di Prodi nel '96, con gli esiti successivi che si conoscono. Ma la posta in gioco è troppo alta e i segni premonitori vanno esorcizzati. (De Marchis: 14 gennaio 2013)

(8) La precisazione di Ingroia segue le dichiarazioni del sindaco di Palermo, Leoluca Orlando: «Dario Franceschini mi ha contattato questa mattina a nome del Pd e mi ha proposto un accordo di desistenza, cioè mi ha chiesto di non presentare le nostre liste in regioni chiave quali la Sicilia, la Campania e la Lombardia». (repubblica.it: 14 gennaio 2013)

L'unica precisazione sul significato del termine, nel terzo stralcio riportato, viene non da un giornalista, ma dallo stesso personaggio politico che l'ha usato, Leoluca Orlando. Notevole è anche l'atteggiamento del giornalista De Marchis, che non solo non spiega il significato della parola, ma aggancia alla stessa anche delle considerazioni storiche. Il riferimento alle elezioni del 1996 («Segnò la prima vittoria di Prodi nel '96, con gli esiti successivi che si conoscono») è difficilmente collocabile nel contesto dell'articolo; difficoltà aumentata dalla costruzione stessa del riferimento: l'affermazione che fu la desistenza a portare Romano Prodi alla vittoria nelle elezioni del 1996 appare, in effetti, troppo perentoria e affrettata. Il giornalista suppone non solo che chi legge conosca il significato tecnico di *desistenza*, ma anche che ricordi quale ruolo questa pratica ebbe nella campagna elet-

5. L'ultima occorrenza del termine (ma in senso figurato) precedente a quelle riportate è di ben tre mesi prima: «Oggi come ieri, è nell'attrazione esercitata da capipopolo dai nomi esoterici: Belzebù, Cavaliere, Celeste, e chissà come designeremo i prossimi. Calamandrei chiamò questo disgusto desistenza, contrapponendola alla tuttora necessaria resistenza. Non più eroica, ma pur sempre resistenza: "resistenza in prosa". È tardi per simile resistenza? Non è tardi mai per divenire adulti, e sovrani nella coscienza. Per difendere le mura della legge e le sue sentinelle, come si difendono le mura della città» (Spinelli: 17 ottobre 2012).

torale del 1996 (sempre che ne abbia effettivamente avuto uno). Infine non chiarisce quali «esiti successivi» dovrebbero essere conosciuti dal pubblico; evocato, si noti, con la forma impersonale *si conoscono*. La sostanza e la forma della citazione rientrano nel carattere del giornalista esperto, che ha una conoscenza dei fatti superiore a quella del lettore; una conoscenza che non va trasmessa o condivisa con il lettore, ma solamente sfoggiata.

Significativa per illustrare l'atteggiamento linguistico dei giornali quando trattano di comunicazione politica è anche la vicenda della parola *scouting*, prestito non adattato dall'inglese così definito da De Mauro: «L'attività di ricercare volti nuovi spec. per la televisione o il cinema |estens., chi svolge tale attività» (De Mauro, 1999-2007: s.v.).

Il termine è prelevato dal gergo dello spettacolo (e dello *sport*, se lo si vuole distinguere dallo spettacolo) da Pierluigi Bersani, segretario del Pd, e adattato per definire l'atteggiamento che il Pd avrebbe tenuto nei confronti dei futuri parlamentari 5 Stelle:

(9) ROMA – A Grillo dico che non si vince sulle macerie, sulle macerie sta bene solo chi ha i soldi. Se in Parlamento ci saranno i grillini ci sarà da fare uno scouting per capire se intendono essere eterodiretti o partecipare senza vincoli di mandato. Non è campagna acquisti ma li testeremo sui fatti. (repubblica.it: 19 febbraio 2013)⁶

È lo stesso Bersani a glossare il termine («Non è campagna acquisti»); la glossa, però, non spiega che cosa significa il termine, bensì che cosa non significhi. Il vero significato rimane sospeso. Anche qui il giornalista non chiede spiegazioni, sebbene il termine sia stabilmente usato solamente nel senso proprio indicato dal dizionario, come dimostra la ricerca nell'archivio di repubblica.it nel periodo dall'1 gennaio 2012 al 18 febbraio 2013. Delle 26 occorrenze risultanti, tutte hanno a che fare con la ricerca di talenti dello *sport* o dello spettacolo, non certo di politici disposti a cambiare partito, e solamente una, la seguente, è riconducibile al contesto della politica (il termine è virgolettato):

(10) E visto che Passera ha già molti dossier aperti – dall'Ilva all'Alcoa, dal decreto Sviluppo al patto sulla produttività – si è affidato per lo «scouting» a due fidatissime teste d'uovo. [...] L'altro dioscuro è Alessandro Fusacchia, che Passera ha nominato suo consigliere al ministero. [...] Ha girato per l'Italia ascoltando centinaia di imprenditori per il progetto «Restart Italia», è presidente della Rete per l'Eccellenza nazionale (Rena) e di sicuro la sua agenda si è riempita in queste settimane di conoscenze utili per allargare il network del suo ministro. (Bei: 13 ottobre 2012)

L'archivio di repubblica.it ci consente di seguire la vita di questa accezione del termine anche in seguito, ad elezioni avvenute. Fino a tutta l'estate 2013, l'unico ad usarlo, due volte, è il politico Beppe Grillo, citando quasi alla lettera la dichiarazione di Bersani. Il 27 ottobre il termine riappare, usato

6. Notevole nella dichiarazione anche il termine *eterodiretto*, altro tecnicismo non spiegato, dalla sociologia, che maschera una valutazione tanto ironica quanto negativa sull'autonomia di giudizio dei parlamentari 5 Stelle.

dal giornalista autore dell'articolo, nella stessa accezione di Bei (13 ottobre 2012): «Giancarlo Galan, presidente della commissione Cultura, al quale spetterà il talent scouting» (Lopapa: 27 ottobre 2013). Galan dovrà cercare nella società civile persone disposte ad entrare in politica in una nuova formazione epigona di Forza Italia. Il significato corrisponde a quello dato da De Mauro (1999-2007: s.v.), ma è applicato al contesto politico. Nel 2014 risultano due attestazioni dell'accezione tecnica, entrambe in discorsi di politici. Ad un anno di distanza, quindi, l'accezione tecnica del termine è ancora appannaggio dei soli politici, che la usano con intento eufemizzante, ma al contempo allusivo. I giornali, dal canto loro, l'hanno sempre registrata passivamente, senza mettere in evidenza la carica allusiva in essa nascosta.

I giornali sono andati ben oltre con un altro termine, l'aggettivo e sostantivo *impresentabile*. Questa la definizione del termine data da De Mauro: «Di qcs., che non può essere mostrato in pubblico, perché in disordine: *una casa i.* | di qcn., che non si può presentare in pubblico, perché mal vestito, disordinato e sim.: *vestito così sei i*» (De Mauro, 1999-2007: s.v.).

L'accezione tecnica usata dai politici e dai giornali, non ancora registrata dal dizionario, significa, *grosso modo*, «incandidabile perché coinvolto in vicende giudiziarie o in dinamiche politicamente e/o moralmente discutibili». Essa sarebbe di coniazione giornalistica, probabilmente di Marco Travaglio: l'attestazione più vecchia che sono riuscito a rintracciare è Travaglio (2001).

L'uso del termine, nell'accezione tecnica evidenziata, precede, quindi, la campagna elettorale qui osservata, né si interrompe con essa. Durante la campagna elettorale, però, il termine è circolato con insistenza (18 attestazioni nell'archivio di repubblica.it dal 28 dicembre 2012 al 28 febbraio 2013) in seguito alla promulgazione del decreto legislativo 31 dicembre 2012 n. 235 (noto come *Legge Severino*), ma anche a causa della pressione moralizzatrice esercitata dall'opinione pubblica (sospinta da alcuni *media* e da alcuni attori politici come il Movimento 5 Stelle).

L'accezione del termine contiene un implicito giudizio di condanna morale nei confronti dei soggetti così definiti, non scisso da una punta di ironia. Veicolare tale implicito è stato ritenuto vantaggioso dai politici, che hanno mutuato il termine per dissociarsi da decisioni del proprio partito o dagli schieramenti avversari. Solo due esempi:

(11) ROMA – Bisogna capire dove sta andando e che cosa vuole essere il Pdl. Io ho detto cosa non voglio: non voglio più un partito di plastica, non voglio impresentabili in lista, non voglio un partito che non discute e non condivide decisioni, non voglio un partito di colonnelli, non voglio i parlamentari scelti da cinque persone in una stanza. (ilmessaggero.it: 10 dicembre 2012)

(12) ROMA – Il liberista Oscar Giannino, con riferimento alla destra berlusconiana che giudica impresentabile e inaffidabile, cita il Mahatma Gandhi a proposito delle sfide impossibili: «Prima ti ignorano, poi ti deridono, poi ti combattono. Poi vinci...». (Martirano: 8 febbraio 2013)

Allo stesso modo l'implicito è stato sfruttato dai giornalisti, provocando ogni volta uno slittamento non segnalato del discorso dal piano informativo a quello argomentativo: definire *impresentabile* un politico, infatti, confonde l'incandidabilità stabilita per legge (ai sensi della Legge Severino) con il giudizio, opinabile, sulla condotta morale della persona, per di più costruito in modo ironico. Due esempi di uso brillante del termine: «Condannati e indagati in lista: ecco gli impresentabili di Bersani» (Fontana: 16 gennaio 2013);

(13) Situazione delicata, sono ore decisive, però la partita è aperta. Su un piatto della bilancia c'è il suo curriculum da «impresentabile» (l'ex sottosegretario nato a Casal di Principe 53 anni fa e imparentato con il boss Giuseppe Russo detto Peppe o Padrino, è imputato in due processi per «concorso in associazione mafiosa» e destinatario di due richieste di arresto non autorizzate dal Parlamento); sull'altro piatto ci sono almeno trentamila voti, c'è il controllo quasi militare di tessere e consenso del Pdl in Campania. (Roncone: 15 gennaio 2013)

Nel secondo estratto, il termine, virgolettato, è inserito all'interno della metafora sui piatti della bilancia, conclusa con l'aggettivo ulteriormente metaforico *militare*, che nasconde un riferimento in parte ironico, in parte fin troppo serio, vista l'elencazione appena fatta.

Il termine, usato in questa accezione, è usato con lo stesso scopo comunicativo dei politici: coinvolgere il pubblico sul piano emotivo, infarcendo il proprio discorso di opinioni non argomentate o mascherate come fatti, espresse in modo vago e ammiccante. Si ripropone, dunque, la questione della funzione che i giornali italiani attribuiscono al linguaggio nel momento in cui commentano l'attualità politica: essi indulgono evidentemente ad un uso linguistico finalizzato ad una funzione non informativa, ma nascostamente valutativa e partigiana.

4. Conclusioni

In questo intervento ho cercato di ricavare da commenti giornalistici (da giornali *on line*) sulla campagna elettorale 2013 alcuni tratti ideologici relativi alla lingua diffusi tra i giornalisti.

Dall'analisi è emerso che i giornalisti, mentre esprimono giudizi di vario genere sul linguaggio dei politici, mostrano, attraverso le strategie testuali adottate, di prefiggersi gli stessi scopi comunicativi dei politici: abbassare la complessità concettuale della comunicazione in favore dell'emotività diretta e della partecipazione irriflessa del lettore.

In altre parole, nell'ideologia linguistica dei giornali, il linguaggio non ha la funzione di rendere più chiare e precise le dichiarazioni dei politici, per loro natura approssimative e opinabili, ma serve ad aggirare la razionalità dei lettori, proprio come fa il linguaggio dei politici, coinvolgendoli sul piano emotivo con diversi strumenti retorici e testuali. Il ricorso allo stile brillante è, dunque, una scelta di ideologia linguistica, in quanto lo stile brillante mette in secondo piano la notizia in sé e sposta l'attenzione sul modo in cui la notizia è costruita.

Questo avviene o perché il giornale è allineato con un partito, di cui rappresenta un organo di propaganda, o perché il giornalista ama mostrarsi come esperto del sottocodice linguistico del politichese, puntando a stupire i lettori con la sua conoscenza, o a incuriosirli con costruzioni affabulatorie, oppure a imporre delle tesi attraverso meccanismi retorici, o persino a confermare le opinioni che i lettori già possiedono.

La ricerca ha avuto come oggetto anche articoli non strettamente di commento al linguaggio dei politici. In questi articoli sono stati rintracciati esempi di lessico tecnico-specialistico che i politici e i giornalisti si scambiano osmoticamente; un lessico eufemizzante, poco perspicuo, allusivo, che maschera i fatti e le opinioni e veicola implicature allusive. Anche su questo fronte si conferma che la funzione del linguaggio usato nella cronaca politica, all'interno dell'ideologia radicata nella stampa italiana sulla propria lingua, coincide con la funzione che i politici stessi attribuiscono alla propria lingua.

Uno sviluppo possibile per questa ricerca è l'indagine sui giudizi espressi da gente comune sugli usi linguistici (parole, espressioni, abiti comunicativi) dei politici. Questo tipo di indagine metterebbe in luce alcune caratteristiche delle ideologie linguistiche diffuse tra la gente comune, un oggetto finora poco considerato in Italia, ma che produce un impatto sociale di primaria importanza.

Bibliografia

Fonti primarie

- Bei, Francesco (2012), «I piani di Passera: lista civica collegata all'Udc, poi patto di governo con il Partito democratico», *la Repubblica.it*, 13 dicembre, disponibile su www.repubblica.it/politica/2012/10/13/news/road_map_passera-44434354/?ref=search. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- De Marchis, Goffredo (2013), «Bersani contro Casini: "Vuole comandare senza voti"», *la Repubblica.it*, 14 gennaio, disponibile su www.repubblica.it/politica/2013/01/14/news/bersani_casini-50487556/?ref=search. [Sito consultato l'8 ottobre 2014.]
- Diamanti, Ilvo (2013), «La video-politica di Silvio Munchausen», *la Repubblica.it*, 14 gennaio, disponibile su www.repubblica.it/politica/2013/01/14/news/mappe_video_politica-50487555/?ref=search. [Sito consultato l'8 ottobre 2014.]
- Fontana, Emanuela (2013), «Condannati e indagati in lista: ecco gli impresentabili di Bersani», *il Giornale.it*, 16 gennaio, disponibile su www.ilgiornale.it/news/interni/condannati-e-indagati-lista-ecco-impresentabili-bersani-875368.html. [Sito consultato l'8 ottobre 2014.]
- Giulietti, Beppe (2010), «Chi presenta gli impresentabili?», *il Fatto Quotidiano.it*, 13 ottobre, disponibile su www.ilfattoquotidiano.it/2010/10/13/chi-presenta-gli-impresentabili/71375/. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Ilmessaggero.it (redazione) (2012), «Meloni pronta a lasciare il Pdl: "Non trovo stimoli per rimanere"», *Il Messaggero.it*, 10 dicembre, disponibile su www.ilmessaggero.it/PRIMOPIANO/POLITICA/meloni_pronta_a_lasciare_il_pdl_laquo_non_trovo_stimoli_per_rimanere_raquo/notizie/237115.shtml. [Sito consultato l'8 ottobre 2014.]
- Ilsole24ore.com (redazione) (2013), «Berlusconi pifferaio, Monti mascalzone, Bersani Gargamella. A un mese dalle elezioni è una campagna piena di insulti», *Il Sole 24 Ore*, 20 gennaio, disponibile su www.ilsole24ore.com/art/notizie/2013-01-20/berlusconi-pifferaio-monti-mascalzone-173135.shtml?uuid=Ab8pfGMH. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Lopapa, Carmelo (2013), «L'ultima svolta di Berlusconi: "Possiamo candidare Marina"», *la Repubblica.it*, 27 ottobre, disponibile su www.repubblica.it/politica/2013/10/27/news/l_ultima_svolta_di_berlusconi_possiamo_candidare_marina-69542500/?ref=search. [Sito consultato l'8 ottobre 2014.]
- Lucarelli, Ottavio (2013), «Casini lancia una bordata al Cavaliere "Un buffone, roba da circo Togni"», *la Repubblica.it*, 20 febbraio, disponibile su <http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2013/02/20/casini-lancia-una-bordata-al-cavaliere-un.html>. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]

- Martini, Fabio (2013), «Le liste personali sono un cancro». Bersani e la tattica delle parole forti», *La Stampa.it*, 18 gennaio, disponibile su www.lastampa.it/2013/01/18/italia/politica/le-liste-personali-sono-un-cancro-bersani-e-la-tattica-delle-parole-forti-1SYZvryrEAIYpkgRRStbzJ/pagina.html. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Martirano, Dino (2013), «Gandhiano, liberista e dandy: il caso Giannino», *Corriere della Sera.it*, 8 febbraio, disponibile su www.corriere.it/politica/speciali/2013/elezioni/notizie/giannino-ritratto_0e031a88-71ba-11e2-8d40-790077d2d105.shtml. [Sito consultato l'8 ottobre 2014.]
- Mauro, Angela (2013), «Elezioni 2013. Bersani apre la “fase 2” della campagna elettorale: proposte per economia e lavoro. Nel weekend tappa in Piemonte, dove sarà anche Renzi. Ma i due si vedranno solo allo stadio...», *L'Huffington Post*, 7 febbraio, disponibile su www.huffingtonpost.it/2013/02/07/elezioni-2013-bersani-apre-fase-due-campagna-elettorale-proposte-economiche-lavoro-domani-altro-round-a-torino_n_2637807.html. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Pica, Paolo (2013), «Bersani: “Mps, se ci attaccano li sbraniamo. Ma non crediamo di aver già vinto”», *Corriere della Sera.it*, 26 gennaio, disponibile su www.corriere.it/politica/13_gennaio_26/dalema-mps-monti-monaci_88fd384e-67a2-11e2-8a76-cd5e3242e53f.shtml. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Rainews24.rai.it (redazione) (2013), «Bersani: non è Tangentopoli '92 ma la destra ci consegna catastrofe morale», 15 febbraio, disponibile su www.rainews24.rai.it/IT/news.php?newsid=174945. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Regazzoni, Simone (2013), «Il nuovo linguaggio del professore scatenato», *Il Secolo XIX*, 4 gennaio, disponibile su www.ilsecoloxix.it/p/italia/2013/01/04/APq2yLNE-professore_scatenato_linguaggio.shtml. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Repubblica.it (redazione) (2013a), «Ingroia: “Nessun patto di desistenza col Pd”. “Monti vuole togliere le tasse che ha messo”», *la Repubblica.it*, 14 gennaio, disponibile su www.repubblica.it/politica/2013/01/14/news/bersani_al_washington_post_con_monti_niente_favori_ma_patto_per_le_riforme-50515866/?ref=search. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Repubblica.it (redazione) (2013b), «Monti: “Berlusconi pifferaio magico, sulle tasse aveva illuso anche me” », 14 gennaio, disponibile su www.repubblica.it/politica/2013/01/14/news/monti_situazione_grave_colpa_di_chi_ha_governato_prima-50540745/. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Repubblica.it (redazione) (2013c), «Bersani: “Con grillini confronto in Parlamento. Spartizione Pd-Pdl? Ipotesi lunare”», *la Repubblica.it*, 19 febbraio, disponibile su www.repubblica.it/speciali/politica/elezioni2013/2013/02/19/news/bersani_con_i_grillini_faremo_scouting-52965563/?ref=search. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Rho, Roberto (2012), «Formigoni cancelli il listino della vergogna», *la Repubblica.it*, 15 gennaio, disponibile su www.ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2012/01/15/formigoni-cancelli-il-listino-della-vergogna.html?ref=search. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]

- Ronccone, Fabrizio (2013), «Cosentino e gli “impresentabili”. Papa e Labocchetta: va candidato. Con noi», *Corriere della Sera.it*, 15 gennaio, disponibile su www.corriere.it/politica/13_gennaio_15/cosentino-e-gli-impresentabili-papa-e-labocchetta-va-candidato-con-noi-fabrizio-ronccone_1488feac-5ede-11e2-8d79-cb6cdb3edff8.shtml. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Severgnini, Beppe (2013), «Con le battute non si governa», *Corriere della Sera.it*, 21 febbraio, disponibile su www.archiviostorico.corriere.it/2013/febbraio/21/CON_BATTUTE_NON_GOVERNA_co_0_20130221_26c3e03c-7bee-11e2-91ba-4fccd0ebf5fe.shtml. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Simili, Bruno (2013), «I grillini a Roma da attivisti a politici», *la Repubblica.it*, 3 febbraio, disponibile su www.ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2013/02/03/grillini-roma-da-attivisti-politici.html?ref=search. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Spinelli, Barbara (2012), «Una legge vera contro i corrotti», *la Repubblica.it*, 17 ottobre, disponibile su www.repubblica.it/politica/2012/10/17/news/legge_corrotti-44685169/?ref=search. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Tg24.sky.it (redazione) (2013), «Berlusconi: “Monti, Casini e Fini? Un trio sciagura”», 5 gennaio, disponibile su www.tg24.sky.it/tg24/politica/2013/01/05/berlusconi_videochat_rapporti_lega_mario_monti_trio_sciagura.html. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Tg1.rai.it (redazione) (2013), «Berlusconi: “io un po’ strega, sento che vinceremo”», 1 febbraio, disponibile su www.tg1.rai.it/dl/tg1/2010/articoli/ContentItem-5faa9eec-b68b-4443-a4f8-58b94910791a.html?refresh_ce. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]
- Travaglio, Marco (2001), «Sconsigli per le liste: le pagine gialle degli impresentabili», *MicroMega*, n° 2 (*L'Italia che rischiamo*), p. 55-70.
- Valli, Bernardo (2013), «Se le elezioni diventano un'asta», *la Repubblica.it*, 8 febbraio, disponibile su <http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2013/02/08/se-le-elezioni-diventano-unasta.html>. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]

Fonti secondarie

- Antenore, Marzia, Loris Di Giammaria e Serena Gennaro (2013), «TweeTelection. Tra salotti televisivi e arene digitali», in Mario Morcellini, Marzia Antenore e Christian Ruggiero (ed.), *Talk&Tweet. La campagna elettorale 2013 tra Tv e Twitter*, Maggioli, Santarcangelo di Romagna, p. 189-208.
- Calvino, Italo (1980), *Una pietra sopra. Note sul linguaggio politico*, Torino, Einaudi.
- Censis (2013), *L'evoluzione digitale della specie. Undicesimo Rapporto Censis/Ucsi sulla comunicazione*, Milano, Franco Angeli.
- Dardano, Maurizio (1994), «La lingua dei media», in Valerio Castronovo e Nicola Tranfaglia (ed.), *La stampa italiana nell'età della TV. 1975-1994*, Laterza, Bari, p. 207-235.
- Dell'Anna, Maria Vittoria e Pierpaolo Lala (2004), *Mi consenta un girotondo. Lingua e lessico nella Se-*

conda Repubblica, Galatina, Congedo.

De Mauro, Tullio (ed.) (1999-2007), GRADIT. *Grande dizionario italiano dell'uso*, Torino, UTET.

Gualdo, Riccardo e Maria Vittoria Dell'Anna (2004), *La faconda Repubblica. La lingua della politica in Italia (1992-2004)*, Lecce, Manni.

Human Highway/Liquida (2011), *Il nuovo sistema dell'informazione online. Editori tradizionali, Blog e social content*, disponibile su www.slideshare.net/liquida/levoluzione-dellinformazione-online. [Sito consultato l'8 marzo 2014.]

Loporcaro, Michele (2005), *Cattive notizie. La retorica senza lumi dei mass media italiani*, Milano, Feltrinelli.

Orwell, George (1946), «Politics and the English Language», *Horizon*, vol. 13, n° 76, p. 252-265.

Salmon, Christian (2008), *Storytelling. La fabbrica delle storie*, Milano, Fazi. [Titolo originale: *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, Éditions La Découverte, 2007. Tradotto dal francese da Giuliano Gasparri.]

Woolard, Kathryn A. (1998), «Introduction. Language ideology as a field of inquiry», in Bambi Schieffelin, Kathryn A. Woolard e Paul V. Kroskrity (ed.), *Language ideologies. Practice and theory*, New York/Oxford, Oxford University Press, p. 3-47.



TITRE: COMPTES RENDUS/RECENSIONI/RESEÑAS

AUTEUR(S): CÉCILE DESOUTTER (UNIVERSITÀ DI BERGAMO)

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 235-239

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/8039](http://hdl.handle.net/11143/8039)

Comptes rendus/Recensioni/Reseñas

Cyril Trimaille et Jean-Michel Éloy (dir.) (2013), *Idéologies linguistiques et discriminations*, Paris, L'Harmattan, coll. « Carnets d'atelier de sociolinguistique, 6 », 268 p. [ISBN : 978-2-336-29083-6]

Cécile Desoutter (Università di Bergamo)
cecile . desoutter @ unibg . it

Le numéro 6 des *Carnets d'Atelier de Sociolinguistique* (2013), coordonné par Cyril Trimaille (Université Stendhal-Grenoble 3) et Jean-Michel Éloy (Université de Picardie Jules Verne), propose une réflexion autour du thème complexe des idéologies linguistiques. Il réunit les contributions de chercheurs et chercheuses invités dans le cadre d'un atelier du colloque du Réseau francophone de sociolinguistique (Rennes, 16-18 juin 2009), à appréhender les idéologies linguistiques en les reliant aux phénomènes de discrimination. Les intervenants devaient ainsi s'interroger sur le rôle possible des idéologies linguistiques dans le développement des discriminations ; sur l'éventuelle place de ces dernières dans la définition des idéologies linguistiques ; sur la possibilité d'absence d'idéologie dans les regards sur les langues. Les contributions (au nombre de 11 plus l'introduction) tentent de répondre théoriquement et empiriquement à ces interrogations.

Compte tenu de la portée référentielle particulièrement vaste des notions objet du volume, Cyril Trimaille et Jean-Michel Éloy s'attachent dans leur introduction particulièrement étayée (p. 9-23) à circonscrire le terrain. Ils replacent ainsi l'étymologie du terme *idéologie* dans son contexte du 18^e siècle où il désigne une discipline, la Science des idées, en rupture avec la métaphysique, mais qui va se charger progressivement d'une connotation péjorative, en partie suite aux critiques de Napoléon Bonaparte. Au 20^e siècle, le terme *idéologie* finit par désigner l'ensemble des idées, des croyances et des doctrines propres à une époque, une société ou une classe (*Petit Robert*). Il devient ainsi un objet d'études transversal qui intéresse de nombreuses disciplines des sciences humaines et sociales, dont la sociolinguistique et l'analyse du discours. Trimaille et Éloy relèvent qu'en sociolinguistique francophone, la notion d'idéologie appliquée à des objets linguistiques ou langagiers ne renvoie pas à un corps théorique clairement balisé et qu'elle entre en concurrence avec des notions/concepts proches comme les représentations sociales ou l'Imaginaire linguistique. Ceci étant, ils notent un relatif consensus sur le fait que les idéologies linguistiques sont une sorte d'interface entre le langage, les langues (et leurs conceptions) et la société dans ses multiples dimensions institutionnelles ou non. Tenant donc en compte le fait qu'elles ne s'arrêtent pas au linguistique au sens strict mais touchent des objets divers, ils suggèrent de revoir la désignation du domaine en utilisant l'expression *Idéologies du langage, des langues et de la communication* (ILLC). Cet aspect est repris et approfondi

à la fin de l'ouvrage dans la riche contribution de James Costa, Patricia Lambert et Cyril Trimaille (p. 247-266) qui testent avec succès, dans un contexte scolaire francophone, le modèle d'analyse de la construction idéologique de la différence proposé par Susan Gal et Judith T. Irvine (1995). Les auteurs en concluent qu'il est nécessaire de distinguer les idéologies *linguistiques* des idéologies *langagières*, les premières tenant compte des langues et variétés linguistiques, les deuxièmes étant liées aux pratiques langagières et communicatives dans le cadre des discours. D'où leur suggestion de parler d'*identités linguistiques et langagières* (ILL). Les contributeurs ajoutent que ces deux catégories renvoient à des idéologies englobantes qui permettent la constitution de groupes particuliers et de distinction entre les groupes. Toujours dans ce chapitre conclusif, Costa *et al.* reviennent sur la question de la concurrence – ou articulation – signalée dans l'introduction, entre la notion d'idéologies et celle de représentations sociales. Reprenant Lipiansky (1991), les trois chercheurs mettent bien en évidence qu'elles ont toutes deux des fonctions cognitives, axiologiques et conatives mais qu'elles se distinguent en particulier par le fait qu'il s'agit de types de cognition de portées différentes. Ainsi, si les représentations sociales ont une fonction d'organisation et de maîtrise de l'environnement en tant qu'univers de connaissance (niveau micro), les idéologies en revanche combinent information et valeur et, dans une visée plus globalisante, cherchent à faire reconnaître l'ordre social qu'elles confortent comme légitime et naturel (niveau macro). Dans ce sens, Costa *et al.*, tout en étant conscients que les concepts se recoupent partiellement, retiennent néanmoins opératoire de conserver la distinction entre représentations sociales et idéologies pour rendre compte de différents niveaux d'organisation en discours et en interaction.

La deuxième notion en débat, celle de discrimination, pose pour sa part la question du marquage et des frontières, puisque toute opération de différenciation implique des processus de catégorisation. Dans l'introduction, Trimaille et Éloy rappellent que l'étymologie du terme – apparenté à *discerner* et *cribler* – suggère une distinction, un jugement d'appartenance ou non à un groupe. C'est toutefois dans la contribution de Médéric Gasquet-Cyrus, « La discrimination à l'accent en France : idéologies, discours et pratiques » (p. 227-246) que la notion est approfondie à partir de l'analyse des discriminations ou stigmatisations de l'accent régional en France. Le chercheur de l'Université de Provence, avant d'illustrer par de nombreux exemples comment l'accent régional peut connoter négativement le statut social d'un locuteur, distingue la discrimination de la stigmatisation, en notant que *discriminer* revient à séparer, mettre à part, tandis que *stigmatiser* revient à marquer (les stigmates) quelqu'un afin d'exhiber sa différence et de lui imposer un traitement négatif. Cette distinction permet à l'auteur de relever le fait que, sans qu'il y ait nécessairement stigmatisation avérée, de nombreux locuteurs méridionaux subissent des actes de discrimination indirecte en raison de leur accent qui est considéré comme écart, voire déviance par rapport à une norme.

Compte tenu de ce qui précède, les contributions présentées dans l'ouvrage abordent la question du lien entre ILL et discriminations sur des terrains la plupart du temps plurilingues. Une grande partie d'entre elles ont pour cadre le système éducatif, ce qui tend à montrer, outre le fait qu'il s'agit d'un terrain d'étude privilégié des chercheurs, que les ILL y sont très prégnantes malgré la vocation

intégratrice de l'école et du système éducatif en général. Toutes s'appuient sur des matériaux empiriques, issus d'observations directes ou indirectes, pour chercher à saisir les discriminations aux plans discursif, factuel ou performatif. On relève d'emblée cette dimension performative dans les discours de signalement d'enfants en danger analysés par Frédéric Pugnière-Saavedra, « La langue comme dynamique d'insertion scolaire et sociale » (p. 25-45). En faisant un relevé des pratiques langagières stigmatisées dans les dossiers de signalement produits par les travailleurs sociaux, l'auteur montre comment celles-ci constituent des marqueurs empreints de considérations idéologiques qui, ajoutés à d'autres données, contribuent à déclencher la procédure administrative de signalement et peuvent peser dans la décision prise par le juge sur l'avenir de l'enfant.

Les discours concernant l'enseignement des langues régionales ou minoritaires à la crèche ou à l'école primaire font l'objet de trois contributions qui évoquent entre autres les idéologies sous-tendues par les discours de réhabilitation de ces langues et les difficultés dans la mise en place des programmes. Dans « La fin d'une école monolingue ? Décolonisation, idéologies linguistiques et réforme de l'enseignement : le cas de la Nouvelle-Calédonie contemporaine » (p. 209-226), Véronique Fillol et Marie Salaün présentent la situation de l'enseignement en Nouvelle Calédonie où traditionnellement le système scolaire a conforté le français comme seule langue de scolarisation et est resté pour partie inaccessible aux Océaniens, alors que ces derniers représentent la majorité de la population scolaire. Aujourd'hui, dans le cadre du processus d'indépendance du Territoire en cours et du transfert de compétences de l'Etat aux instances locales, les nouveaux programmes scolaires locaux (2006) prévoient le passage d'une école monolingue à une école plurilingue dans laquelle, à côté du français, les langues kanak sont introduites comme langues enseignées et d'enseignement. Or, les diverses enquêtes menées par les auteures de la contribution révèlent que la mise en œuvre de cette réforme se heurte à des idéologies linguistiques contre le plurilinguisme qui restent très fortes tant dans l'école que dans la société néo-calédonienne. Les chercheuses estiment dès lors qu'il est indispensable de s'interroger sur les conditions dans lesquelles l'enseignement des langues-cultures autochtones peuvent favoriser les apprentissages et elles précisent que ces conditions renvoient à la fois à des pratiques (langues parlées à la maison, stratégies didactiques de l'enseignant, etc.) et à des représentations (complémentarité entre langue française/langue d'origine ?). L'article de Sébastien Quenot, « Orientation, interculturalité et équité dans l'enseignement bilingue français-corse » (p. 85-108) pose pour sa part la question du devenir de l'enseignement facultatif du corse à l'école primaire et analyse les principaux obstacles à sa diffusion équitable auprès du public scolaire originaire ou non de l'île. Parmi ceux-ci, il note en particulier le risque que l'offre facultative d'un enseignement bilingue amène à une filiarisation précoce ayant pour effet de reproduire les identités communautaires initiales et de distendre les liens sociaux entre les enfants des différentes communautés. Toujours à propos du corse, Alexandra Jaffé, dans « Idéologies linguistiques, pratiques éducationnelles et positionnement sociolinguistiques » (p. 149-168), montre que les idéologies linguistiques voient le jour, se développent et se modifient dans des actes de positionnement (ou *stance*), concept qu'elle a contribué à forger et définir dans le champ de l'anthropologie linguistique. Elle trace le lien entre *stance* et *idéologie(s)* à partir du discours d'une directrice de crèche bilingue en Corse. Jaffé met ainsi

en évidence les significations associées à la langue dans le discours de la directrice et les idéologies sous-tendues.

Encore au sujet de la transmission des langues, dans « De quelques différences dans les pratiques langagières de migrants en France et en Angleterre : un effet des idéologies dominantes ? » (p. 187-207), Jeanne Goanac'h se demande si les pays dans lesquels s'installent les migrants ont un effet sur la vitalité de la langue d'origine et la compétence de la langue du pays d'installation. Elle analyse ainsi les pratiques linguistiques de jeunes bilingues issus de l'immigration turque en France et en Angleterre en les comparant à celles de monolingues. Il ressort de ses observations que la pratique de la langue d'origine (turc) et la compétence dans la langue d'accueil (français ou anglais) ne sont pas sans lien avec l'idéologie linguistique des pays d'accueil : l'idéologie anglaise qui vise la reproduction des spécificités engendre de la différence aussi au niveau linguistique entre les natifs d'Angleterre et les minorités ethnolinguistiques, alors que l'idéologie française qui tend à nier les spécificités propres à chaque groupe ne produit pas de telles différences. La contribution de Luc Biichlé, « Le parcours d'une invisible par procuration » (p. 47-58), porte également sur un parcours d'intégration, cette fois celui d'une migrante en France, à partir de la biographie langagière rapportée par sa fille. Au-delà des faits, le témoignage passé par le filtre de la fille montre bien que, contrairement à la représentation courante qui veut que l'apprentissage de la langue du pays d'accueil soit « le » vecteur de l'intégration, le processus intégrationnel repose également sur d'autres éléments que les seules capacités linguistiques du ou de la migrant(e). C'est également aux processus d'intégration que s'intéresse Jeanne Meyer dans « Idéologie linguistique punitive ou comment le multilinguisme d'un locuteur francophone peut conduire à une discrimination langagière des migrants à Rennes » (p. 107-128). La contribution tend à montrer que l'idéologie « multilingue = français + anglais = vecteur d'intégration réussie » est véhiculée par des migrants, eux-mêmes plurilingues, mais locuteurs d'autres langues. Or, selon l'auteure, cette idéologie serait punitive en rendant relativement invisibles la plupart des langues de migration et ralentirait les efforts mis en place pour promouvoir d'autres formes de multilinguisme.

Deux contributions, très différentes l'une de l'autre, concernent la situation linguistique à Montréal. Dans la première, « L'idéologie hétéroglossique et l'identité dialogique » (p. 59-84), Kathleen C. Riley présente une enquête ethnographique menée à Montréal auprès de jeunes plurilingues (français, anglais et souvent une troisième langue). Elle relève que les locuteurs observés changent de code pour des raisons ludiques ou pragmatiques en transmettant des significations dialogiques et discursives. Elle interprète les pratiques langagières hybrides de ces jeunes comme le signe d'une nouvelle idéologie linguistique « hétéroglossique », qui s'éloigne de l'idéologie linguistique construite par leurs parents qui était marquée par un idéal d'homogénéité de l'identité. L'autre contribution relative au contexte montréalais provient de Elke Laur, « "Those who work in the bush" ou l'effet des lunettes idéolinguistiques utilisées dans une recherche qui a fait école » (p. 130-149). Il s'agit d'une réflexion sur les représentations des linguistes eux-mêmes, comme on aimerait en lire plus souvent. Elke Laure s'interroge en effet sur l'impact de la méthodologie et de la perspective du chercheur dans

les études sur les représentations linguistiques. Pour ce faire, elle prend pour exemple l'étude sur la perception du français et de l'anglais à Montréal (« Evaluational Reactions to Spoken Languages ») menée par Lambert *et al.* en 1960 et encore citée dans de nombreuses recherches. L'originalité de cette étude résidait alors dans le recours à la méthode du locuteur masqué, qui permet d'accéder de façon indirecte aux perceptions linguistiques d'un groupe d'individus, en lui faisant écouter des voix enregistrées qu'il doit ensuite associer à des traits de caractères présentés sur une échelle différentielle. Le groupe ignorait cependant que les voix correspondaient à celles de locuteurs bilingues alternant le français et l'anglais. De cette façon, il était possible de déduire que l'évaluation différente des voix en anglais et en français d'un locuteur ne pouvait être due qu'à la langue utilisée et non à la personnalité du locuteur puisqu'il s'agissait de la même personne. Or, Elke Laur démontre que les résultats, qui tendaient à évaluer de façon plus positive les locuteurs anglophones que les francophones, étaient en fait totalement biaisés par plusieurs éléments tenant entre autres à la méthodologie et aux catégorisations marquées idéologiquement des chercheurs. Elle en conclut que si les résultats problématiques et fallacieux de l'étude pouvaient apparaître à l'époque comme une série de maladroites, à l'heure actuelle le fait de les perpétuer correspond en revanche à une dérive déontologique et politico-linguistique.

Enfin, dans un autre article réflexif sur les idéologies linguistiques véhiculées par l'enseignant-chercheur, « Du gravier ou du savon dans la bouche » (p. 169-186), Sara Greaves et Marie-Laure Schultze s'interrogent sur leur propre rapport au monde en tant qu'enseignantes de littérature anglaise. Elles questionnent ce qui apparaît comme des évidences idéologiques du métier et dénoncent le décalage entre le niveau de langue attendu à l'université et celui maîtrisé par les étudiants qui entraîne par la force des choses des situations de discrimination. Face à cette situation, elles promeuvent le rôle des ateliers d'écriture comme lieu d'hospitalité inconditionnelle, dans lequel peuvent entrer tous les possibles linguistiques, les bien comme les mal formés sans crainte de jugement.

Cette sixième livraison des *Carnets d'Atelier de Sociolinguistique*, qui mêle des contributions de jeunes chercheurs et de chercheurs confirmés, présente en somme l'intérêt d'aborder par maintes entrées et approches méthodologiques la réflexion sur le lien entre idéologies linguistiques et discriminations. Nous ne doutons pas qu'elle pourra intéresser à la fois pour son apport théorique sur la question et pour la diversité, et parfois l'originalité, des analyses présentées.

Références

Gal, Susan et Judith T. Irvine (1995), « The boundaries of languages and disciplines : how ideologies construct difference », *Social Research*, vol. 62, n° 4, p. 967-1001.

Lipiansky, Edmond Marc (1991), « Représentations sociales et ideologies : analyse conceptuelle », dans Verena Aebischer, Jean-Pierre Deconchy et Edmond Marc Lipiansky (dir.), *Idéologies et représentations sociales*, Fribourg, Delval, p. 35-63.

Lambert, Wallace E., Richard C. Hodgson, Robert C. Gardner et Stanley Fillenbaum (1960), « Evaluational reactions to spoken language », *Journal of Abnormal and Social Psychology*, n° 60, p. 44-51.



TITRE: COMPTES RENDUS/RECENSIONI/RESEÑAS

AUTEUR(S): FRANCESCA SANTULLI (UNIVERSITÀ IULM, MILANO)

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 239-243

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/8041](http://hdl.handle.net/11143/8041)

Nicoletta Maraschio e Domenico De Martino (ed.) (2013), *Fuori l'italiano dall'università? Inglese, internazionalizzazione, politica linguistica*, Roma/Bari, Laterza, coll. «Percorsi, 151», 336 p. [ISBN: 978-8-858-10591-7]

Francesca Santulli (Università IULM, Milano)

francesca.santulli@iulm.it

Nel quadro della sempre più capillare diffusione dell'inglese in tutti i contesti economici, scientifici e culturali¹, l'ambito accademico occupa un posto di particolare rilievo, soprattutto a causa dell'estendersi del processo di anglicizzazione dal settore della ricerca e della comunicazione specialistica a quello della formazione. Anche alla luce delle esperienze già maturate, soprattutto nei paesi dell'Europa settentrionale, l'uso dell'inglese nell'università è diventato un problema transnazionale, oggetto di dibattito e di riflessione scientifica².

In questo più ampio contesto si inserisce il volume qui recensito, edito da Laterza, ma voluto e finanziato dall'Accademia della Crusca, che ne ha affidato la cura all'allora presidente Nicoletta Maraschio e al responsabile della sua linea editoriale Domenico De Martino. Pur affrontando una questione di grande rilievo sociale e al tempo stesso di specifico interesse scientifico, il testo nasce in risposta ad una esigenza specifica e si configura come un fortunato esempio di libro-testimonianza: da un lato, documenta di un dibattito che, in seguito ad un preciso episodio, ha assunto le dimensioni di una discussione molto più ampia e articolata; dall'altro, è segno tangibile dell'impegno dell'Accademia nelle questioni che riguardano l'uso e la promozione della lingua italiana nel mondo contemporaneo.

Punto di partenza di tutta la vicenda cui si riferiscono gli interventi raccolti nel volume è la decisione assunta nel dicembre 2011 dal Senato Accademico del Politecnico di Milano (PoliMi), che, approvando le linee guida per il piano di sviluppo dell'ateneo, dava il massimo rilievo all'obiettivo di internazionalizzazione e stabiliva che, a partire dal 2014, tutti i corsi di laurea di secondo livello e i dottorati si svolgessero esclusivamente in inglese.

La decisione scatenò immediatamente vivaci reazioni, sia a favore della posizione del PoliMi sia contrarie, e in questo panorama la Crusca si inserì con le opinioni dei propri membri, decidendo al tempo stesso di promuovere un dibattito più articolato, finalizzato ad una analisi esaustiva della questione, che non si risolvesse in una mera contrapposizione di opinioni opposte ma cercasse di

1. Il fenomeno, per la sua rilevanza sociale senza precedenti, è stato classificato come una forma di *imperialismo linguistico* (Phillipson, 1992, 2003).

2. Cf. tra gli altri, van Leeuwen et Wilkinson, 2003; Ninnes et Hellstén, 2005; Doiz, Lasagabaster et Sierra, 2013; van der Walt 2013. Si segnalano ancora, per la varietà dei contributi riferiti a diverse situazioni nazionali (inclusa quella italiana), il numero dell'*International Journal of the Sociology of Language* interamente dedicato al tema dell'inglese nell'università (Haberland et Mortensen 2012) e un recentissimo volume che affronta la problematica nel contesto europeo, integrando questioni ideologiche, politiche e applicative (Dimova, Hultgren et Jensen 2015).

stimolare la riflessione su temi di grande rilevanza non solo linguistica, ma istituzionale, politica, sociale, culturale. L'Accademia dedicò una sezione del proprio sito internet alla questione, pubblicando interventi di esperti e raccogliendo opinioni; organizzò quindi, il 27 aprile 2012, una tavola rotonda alla quale parteciparono rappresentanti di tutte le parti in causa (PoliMi, Ministero dell'Istruzione, esperti legali e linguisti italiani e stranieri).

Intanto la questione veniva dibattuta anche in sede accademica, grazie ad una petizione presentata da un centinaio di docenti del PoliMi che chiedevano una revisione del piano di sviluppo, e, a seguito della bocciatura di tale mozione nella seduta del 21 maggio 2012 del Senato Accademico, usciva dalle aule universitarie, migrando in quelle giudiziarie con un ricorso promosso dallo stesso gruppo di docenti del PoliMi davanti al Tribunale Amministrativo. L'inasprirsi del contrasto favoriva il moltiplicarsi delle prese di posizione in tutte le sedi pubbliche, con interventi di ampia risonanza mediatica.

In questo contesto si inserisce la decisione della Crusca di dar vita in tempi molto rapidi ad un volume sul tema, con l'obiettivo di portare all'attenzione di un pubblico più vasto il dibattito già avviato all'interno dell'Accademia e culminato nell'incontro del 27 aprile. Nasce così questo volume, affidato ad un editore che potesse garantirne una più capillare circolazione, nel quale però la discussione si estende ulteriormente e, partendo dalla restituzione dell'evento del 27 aprile, si allarga a comprendere le opinioni di altri accademici e di altri studiosi, nonché altre voci che intervengono ciascuna in modi diversi, persino attraverso i commenti pubblicati su un blog dedicato al tema. Ne risulta un quadro estremamente variegato, caratterizzato innanzi tutto dalla eterogeneità degli interventi – diversi per ampiezza, strutturazione, formazione degli autori, oltre che, ovviamente, per il punto di vista proposto e per gli argomenti utilizzati per sostenerlo.

La prefazione, affidata alla presidente Maraschio, sottolinea questo aspetto: la preoccupazione non è quella di costruire un volume organico e coeso, ma piuttosto quella di impedire che una questione cruciale in tema di politica linguistica si riduca ad una mera opposizione tra fautori e oppositori dell'anglicizzazione, con prese di posizione a rischio di manicheismo, oscillanti tra la promozione incondizionata dell'inglese veicolare e la difesa ad oltranza della lingua italiana. L'Accademia vuole, in questo volume, lasciare spazio all'opinione di tutti, non senza rinunciare a dare rilievo al ruolo degli studiosi e degli esperti – aspetto, questo, fondamentale, in considerazione del fatto che, in tema di lingua, tutti i parlanti si sentono (giustamente) autorizzati ad esprimere il proprio parere ma faticano (ingiustamente) a riconoscere la competenza specifica dei linguisti. E vuole, soprattutto, cercare spazi di azione e di mediazione, vie nuove per consentire di venire incontro alle esigenze del mercato internazionale senza rinnegare le specificità culturali e senza svendere il patrimonio linguistico della comunità.

Visto l'alto numero degli interventi è difficile ricostruire il quadro variegato che emerge dalle diverse, articolate opinioni. È facile però osservare che sicuramente prevalgono i pareri contrari alla decisione del PoliMi, sostanzialmente a causa dell'esclusività della scelta anglofona, che si traduce

in pratica nell'esclusione dell'italiano dai livelli più alti della formazione. Questo aspetto è costantemente evidenziato da quanti non approvano la scelta anglofona, mentre colpisce il fatto che molte considerazioni generali sul ruolo e la funzione specifica dell'inglese siano condivise da critici e fautori della politica del PoliMi. La necessità di promuovere autenticamente la conoscenza dell'inglese tra gli studenti italiani, l'importanza della dimensione internazionale sia nella formazione sia nel mercato del lavoro, sono dati innegabili, continuamente riproposti e tuttavia interpretati e valutati diversamente. Così, ad esempio, l'appello a favore di una università internazionale si traduce per alcuni nella adozione esclusiva di una lingua franca che possa fungere da veicolo di comunicazione ovunque, per altri in un concetto più articolato di multiculturalità che, pur senza rinunciare del tutto ad uno strumento linguistico comune, porta a difendere e promuovere le diverse specificità culturali e linguistiche.

Gli argomenti a favore della politica del PoliMi sono centrati sui concetti di internazionalizzazione e competitività: l'inglese agevola la mobilità di docenti e studenti, consentendo di attirare studenti stranieri e limitare la dispersione degli studenti italiani spesso inclini a concludere all'estero la propria formazione, offrendo loro la possibilità di usare nel contesto formativo una lingua che sarà poi essenziale per la collocazione sul mercato del lavoro. Alcuni interventi sottolineano la relazione tra l'adozione dell'inglese e l'innovazione della didattica e dei piani di studio, implicitamente evidenziando che un cambiamento di lingua non è un fatto meramente strumentale, privo di conseguenze culturali.

Le voci contro l'anglicizzazione totale, pur partendo come si è detto dal riconoscimento del ruolo cruciale dell'inglese e della competenza linguistica dei laureati, non possono fare a meno di evidenziare che la preminenza dell'inglese sulla scena internazionale non può tradursi nella eliminazione dell'italiano da un intero settore della formazione. La lingua è un fattore essenziale per la costruzione dell'identità nazionale ed è una componente fondamentale dell'eredità storica e culturale di un popolo, un bene che deve essere difeso. L'anglicizzazione si traduce in un duplice rischio: rischio per la lingua, che perde un intero dominio d'uso; rischio per i parlanti, che abbandonando la propria lingua materna possono avere difficoltà nello sviluppo e controllo delle strutture logiche e argomentative. I linguisti temono dunque che l'italiano si trasformi rapidamente in una lingua mutila e incompleta, mentre gli scienziati paventano il distacco tra la scienza e la società, con il conseguente isolamento di un'area altamente specialistica e chiusa alle esigenze della diffusione delle conoscenze nel più ampio contesto sociale.

Ovviamente, gli argomenti qui sintetizzati sono solo i più ricorrenti; la lettura dei singoli interventi (che possono essere selezionati a proprio piacere) consente di assumere diversi punti di vista, di valutare gli argomenti proposti e le loro contrapposizioni, di individuare le fallacie. Il dibattito può essere così ricostruito nella sua complessità e nelle sue diverse sfaccettature, non senza – nell'ultima sezione – alcune note decisamente insolite, come il gustoso racconto-dialogo proposto dallo scrittore Francesco Recami. L'obiettivo pare sempre di più quello di sottrarre la difesa della lingua alla competenza esclusiva di una sola istituzione, ancorché questa sia erede di una gloriosa tradizione

storica e dotata di riconosciuto prestigio. La Crusca, con questo volume, conferma il suo «nuovo» corso, la sua volontà di essere vicina agli usi reali della lingua e alle esigenze dei parlanti, a cui è riconosciuto pieno diritto di intervento. Gli accademici, e in generale gli esperti cui viene dato spazio nel dibattito, offrono solo spunti di riflessione più circostanziati, focalizzando l'attenzione sullo specifico tema linguistico e cercando di mettere in luce le aporie che derivano dalla confusione tra obiettivi diversi e talvolta dalla implicita accettazione di premesse che, ad un esame più attento, si rivelano decisamente opinabili (non è certo, ad esempio, che gli studenti italiani vadano all'estero per imparare l'inglese e che quindi, avendo corsi in inglese in Italia, rinuncino ad espatriare).

Significativa è la citazione di un efficace passo di Harald Weinrich con cui si conclude la «Premessa» di Nicoletta Maraschio; paragonando il monolinguisimo alle monoculture, il linguista riflette sul rapporto tra gli interessi dell'economia e quelli dell'ecologia, mettendo in luce i rischi che a lungo termine producono tutte le monoculture e, viceversa, i vantaggi della diversificazione:

Se di vogliono limitare gli effetti dannosi, si deve seguire anche in questo caso la regola d'oro di tutti i consulenti finanziari: diversificare! Questo è un buon consiglio dal punto di vista europeo, poiché proprio attraverso la sua cultura così varia e diversificata, l'Europa è diventata nel corso della storia il continente del logos: sarebbe fatale svendere con leggerezza questo pregio per un pugnello di vantaggi economici che giovano non si sa a chi. (p. XIV)

Al di là della sintesi e delle prospettive indicate nella «Premessa», è evidente che nel dibattito qui testimoniato non si scontrano solo due opposte politiche linguistiche, ma anche due modi di concepire la lingua profondamente diversi: intesa ora come mero strumento di comunicazione che deve caratterizzarsi per efficacia, semplicità e generalità, ora invece come fenomeno complesso che non si esaurisce nel compito referenziale del *dire*, ma consente anche il *fare* e soprattutto l'*essere*, espressione di identità e strumento di costruzione del pensiero.

Bibliografia

- Dimova, Slobodanka, Anna Kristina Hultgren e Christian Jensen (ed.) (2015), *English-Medium Instruction in European Higher Education*, Berlin, Mouton De Gruyter.
- Doiz, Aintzane, David Lasagabaster e Juan Manuel Sierra (ed.) (2013), *English-Medium Instruction at Universities. Global Challenges*, Bristol, Multilingual Matters.
- Haberland, Hartmut e Janus Mortensen (ed.) (2012), *Language and the International University*, numero tematico dell'*International Journal of the Sociology of Language*, vol. 216.
- Ninnes, Peter e Meeri Hellstén (ed.) (2005), *Internationalizing higher education. Critical explorations of pedagogy and policy*, Dordrecht, Springer.
- Phillipson, Robert (1992), *Linguistic Imperialism*, Oxford, Oxford University Press.
- Phillipson, Robert (2003), *English-only Europe? Challenging language policy*, London/New York, Routledge.
- van Leeuwen, Charles e Robert Wilkinson (ed.) (2003), *Multilingual approaches in university education*, Maastricht, Universiteit Maastricht/Valkhof Pers.
- van der Walt, Christa (2013), *Multilingual higher education. Beyond English medium orientations*, Bristol, Multilingual Matters.



TITRE: COMPTES RENDUS/RECENSIONI/RESEÑAS

AUTEUR(S): JUAN ANTONIO ENNIS (UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA – CONICET)

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 245-250

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/8042](http://hdl.handle.net/11143/8042)

José Del Valle (ed.) (2013), *A Political History of Spanish: The Making of a Language*, Cambridge/New York, Cambridge University Press. [ISBN: 978-1-107-00573-0]

Juan Antonio Ennis (Universidad Nacional de La Plata – CONICET)

juanennis@conicet.gov.ar

Dar cuenta de la aparición de un volumen como el presente en el contexto de una revista destinada al estudio de las ideologías lingüísticas en el ámbito de habla romance supone, en primer lugar, la necesidad de señalar un verdadero acontecimiento. La historia política del español dirigida por José del Valle ofrece una perspectiva amplia y sugestiva a todo aquel que quiera pensar la historia de la lengua más allá de los límites fijados en los orígenes de la lingüística moderna para ella, entramada en la historia, como objeto y acaecer político. El subtítulo otorga precisión a la descripción de los alcances del volumen, no sólo por el contraste ofrecido con el género y la disciplina circunscriptos en la noción de “historia de la lengua”, donde el adjetivo “político” del título repercute en el nombre elegido. El *making of* introduce la agentividad política allí donde acostumbramos ver la “evolución” impersonal de un ente más o menos naturalizado en su historia, y el guiño cinematográfico que transporta nos habla también del peso específico de un tiempo; tampoco se trata de la fórmula intemporal o universal del desarrollo histórico (cómo se hace una lengua), sino de la amplia y representativa especificidad de un caso: cómo se hizo una lengua, la española. Y no se trata tampoco del único camino posible para contar esa historia, como insistirá Del Valle en su introducción, y advierte la mayúscula delicadeza inicial del título: es *una* historia, *A political History*, no *la* historia.

El libro se encuentra dividido en cinco partes, la primera de las cuales, titulada “Theoretical Underpinnings”, está compuesta exclusivamente por el ensayo introductorio a cargo del editor del volumen, que sitúa en diversos aspectos la amplitud y simultánea precisión del enfoque asumido, así como las características precisas de la construcción del conjunto. El capítulo introduce la perspectiva asumida por el libro en cuanto a la organización del objeto en su dimensión temporal, dando en sus primeras líneas una señal clara de la radical seriedad de la apuesta que este proyecto representa: esta historia del español no comienza con el Cid, las jarchas, las glosas o los visigodos, sino con su intérprete, Ramón Menéndez Pidal, cuya empresa filológico-política es enfocada en el inicio de las reflexiones teóricas del editor para repasar las lecturas previas de la historia política del español, pasando luego por los aportes de la sociolingüística, los estudios de política y planificación lingüística, hasta el enfoque glotopolítico en cuya elaboración teórica tanto han trabajado Del Valle y Arnoux. Definiendo la empresa afrontada como un proyecto de historia glotopolítica, Del Valle indica el lugar central otorgado al metalenguaje, recorriendo un espacio aún novedoso que permite arrojar nueva luz sobre la relación dialéctica entre lengua y contexto (p. 15). La historia política del español se concibe aquí como un terreno de disputas, en el que la definición del objeto queda en suspenso y tensión desde el comienzo, y se va problematizando a partir de las sucesivas intervenciones, que inscribirán una cronología y geografía precisas, que perseguirán líneas de fuerza a lo largo de una historia que no da por sentada su contraparte, que no se piensa sólo como complemento, sino fundamentalmente

como contrapunto de las historias de la lengua tradicionales. Así, accediendo a su objeto como un “artefacto político construido discursivamente”, que como tal lleva en sí las “huellas de la sociedad en la cual se produce y de las tradiciones discursivas involucradas – y frecuentemente invocadas – en su creación” (p. 18), se toman en cuenta tanto las representaciones que arrastra como la dimensión performativa de su producción.

El capítulo 2, a cargo del propio José del Valle, Alberto Medina y Henrique Monteagudo, bajo el título de “Introduction to the making of Spanish: Iberian perspectives”, abre la segunda sección con una apuesta teórica fuerte dentro del campo de la lingüística hispánica, en tanto desde el primer párrafo define la posición del libro y la consecuente periodización asumida para la historia de la lengua española que viene a proponer como apoyada en las tesis de Roger Wright, cuyo polémico *Late Latin and Early Romance* estableciera en los 80 una perspectiva sobre este punto según la cual el foco debía ponerse no tanto, o no exclusivamente, sobre la evolución de determinadas formas lingüísticas, sino antes sobre los modos de conceptualización de la lengua en una sociedad dada: “our project opens the historical arch at the time when Spanish seems to have emerged as an object of discourse”, poniendo en claro la consciencia que tienen de la radicalidad de esta apuesta: nuestra decisión, dirán, se funda en la teoría de Roger Wright, así que su validez dependerá de la validez de la misma teoría (p. 23). En este sentido, las políticas del multilingüismo peninsular en la Edad Media se convertirán en objeto central de las preocupaciones del artículo en cuestión.

La sección comienza así con el capítulo de Roger Wright, “The prehistory of written Spanish and the thirteenth-century nationalist zeitgeist”, en el cual su autor – sin dudas la voz más autorizada para escribir una historia política del español medieval – ofrece un riguroso repaso y actualización de sus conocidas tesis acerca de la emergencia de las lenguas romance como tales a partir de la separación conceptual del latín propiciada por las reformas dadas inicialmente en la Francia carolingia y adoptadas luego, en torno al siglo XIII, en los reinos ibéricos.

El capítulo 4, “Language, nation and empire in early modern Iberia”, a cargo de Miguel Martínez, se propone desmontar una serie de *topoi* críticos acerca de la relación entre lengua e imperio en la temprana modernidad ibérica a partir de la revisión de las tradiciones historiográficas que aseguran su reproducción. Los dos tópicos centrales, en este sentido, son los del prólogo a la Gramática de Nebrija (“que la lengua ha sido siempre compañera del imperio”) de 1492 y el discurso de Carlos V en 1536 en Roma al ser proclamado emperador, a partir de cuya revisión Martínez despliega un entramado de precisiones históricas que le permite proponer de manera consistente y no como un mero gesto voluntarista la compleja conectividad de la relación entre lengua, imperio y nación en la historia política del español, más allá de la unicidad teleológica y monocorde de los relatos acostumbrados para esta historia.

En el quinto capítulo, Kathryn Woolard presenta un análisis del debate en torno a los orígenes del español en el siglo XVII, que da buena cuenta de la necesidad de examinar los matices de la historia política de la lengua para poner en evidencia la complejidad profesada en la teoría, “para descubrir, antes que presuponer, las políticas de un texto en su propio tiempo y lugar” (p. 61). Así, el debate entre Aldrete y López Madera va más allá de la pretendida mayor o menor validez “objetiva” que pueda otorgársele en el presente a cada posición, sino que las mismas implicaban causas y consecuencias relativas no sólo al ámbito filológico, sino también a las políticas del imperio, las discusiones religiosas y morales al interior y más allá de la Península.

En el capítulo 6, Alberto Medina aborda el lugar de la implementación del estándar como tecnología lingüística asimilable a las nuevas tecnologías del poder desplegadas por el absolutismo dieciochesco. En ese marco, la institucionalización del español a través de la fundación de la Real Academia y las políticas lingüísticas, debates e intrigas políticas en torno a la misma son estudiadas en términos de las tensiones características del siglo XVIII entre la Iglesia y la monarquía, en cuyo marco “el objetivo último de la RAE podría ser descrito como el intento exitoso de manufacturar una ‘mala conciencia’ lingüística, la secularización de una estrategia disciplinaria religiosa al servicio de un nuevo modelo de Estado y nación” (p. 91-92).

En “The officialization of Spanish in mid nineteenth-century Spain: the Academy’s authority”, Laura Villa emplea una mirada etnográfica sobre el archivo de la historia de la estandarización del español en el siglo XIX, donde las disputas por la ortografía y la gramática en el ámbito de un mercado escolar en proceso de expansión y afianzamiento encuentra a la RAE posicionándose como la autoridad lingüística monolítica de España, posición puesta en crisis entonces por las Sociedades de Maestros. De este modo, la autora otorga un especial énfasis al desvelamiento de la naturaleza eminentemente política de los debates y decisiones en torno a los instrumentos lingüísticos dedicados a la difusión y regulación de la lectoescritura.

El último capítulo de esta segunda sección corresponde a Henrique Monteagudo, y toma a su cargo el examen de las políticas lingüísticas relativas a la hegemonía del español en la Península en este breve pero decisivo periodo en su historia. “Spanish and other languages of Spain in the Second Republic” da cuenta de las influyentes posiciones de las dos figuras intelectuales más relevantes en asuntos lingüísticos en la época, y al mismo tiempo los más acérrimos defensores de la hegemonía monolingüe castellana, Miguel de Unamuno y Ramón Menéndez Pidal, en el marco de los debates en torno a la oficialidad de las distintas lenguas regionales, que en la constitución republicana de los 30 sientan en buena medida las bases para las políticas promovidas por la de 1978 con respecto a la oficialidad de las demás lenguas de España y la obligatoriedad general del castellano como factor aglutinante de la nacionalidad.

La tercera sección del volumen, “The making of Spanish: Latin American and Transatlantic perspectives” se abre con un capítulo introductorio a cargo de Elvira Narvaja de Arnoux y José del Valle. Signada por la diversidad y la multiplicidad ideológica, esta sección se propone recorrer distintas

instancias de la historia política del español en América Latina, poniendo el foco, como se señala en estas páginas, “sobre segmentos del panorama histórico en los cuales tanto las políticas lingüísticas como las diversas formas del discurso metalingüístico revelan tensiones en la organización de regímenes de normatividad destinados a legitimar el rol político del español frente a otras variedades lingüísticas” (p. 126).

El primer recorte de esta sección se concentra en el Perú colonial, donde Paul Firbas explora las relaciones entre lengua, religión e imperio a partir de la experiencia española con el poliglotismo americano y las políticas implícita o explícitamente lingüísticas llevadas adelante por el proyecto imperial en sus primeros tiempos. Su investigación sobre el archivo colonial de las ideologías lingüísticas es consecuente con la advertencia inicial acerca de la necesidad de comprender estas más allá de las meras intervenciones explícitas de la Corona sobre la lengua en la conquista y la colonia y de atender a los rasgos específicos de la experiencia imperial española, y arroja luz sobre la relación entre las políticas de expansión y unificación política y religiosa y las políticas e ideologías lingüísticas en los siglos XVI y XVII.

Elvira Narvaja de Arnoux, en “Grammar and the state in the Southern Cone in the nineteenth century” ofrece un estudio glotopolítico original y riguroso sobre un conjunto de gramáticas de las primeras décadas tras la independencia y en la primera etapa de la organización nacional en las Provincias Unidas del Río de la Plata, como instrumentos necesarios para la unificación lingüística, que aparecía como verdadero prerrequisito para lograr los objetivos sociales, económicos y políticos de los nuevos estados-nación americanos en la construcción de ciudadanía en sus primeras etapas.

Seguidamente, en “The politics of lexicography in the Mexican Academy in the late nineteenth century”, Bárbara Cifuentes persigue las alternativas de los primeros años de la Academia Mexicana de la Lengua, entre las tensiones generadas por la impronta hegemónica del proyecto español de academias correspondientes, en el establecimiento de nuevas pautas y desafíos para el estudio y registro lexicográfico del español a ambos lados del Atlántico.

En el capítulo 13, Juan Valdéz desarrolla un breve repaso de la historia glotopolítica de la República Dominicana, centrado sobre todo en la primera mitad del siglo XX (y en la labor de dos figuras intelectuales de peso decisivo: el historiador Américo Lugo y el filólogo Pedro Henríquez Ureña), donde la agitada vida política de este estado caribeño juega sus representaciones de lengua e identidad nacional entre los dos discursos maestros del hispanismo y el panamericanismo. Lengua y política resultan inextricables, y la formación del nacionalismo dominicano a partir de la delimitación de una identidad frente a sus dos grandes otros – el vecino haitiano y el gigante norteamericano – explica el tránsito en Lugo del proyecto americanista inicial a la defensa cerrada del discurso transatlántico del hispanismo y el desarrollo en el trabajo ya basado en presupuestos científicos sólidos del segundo, de los fundamentos de la representación del español como símbolo de la alta cultura y de un paisaje homogéneo y monolingüe como horizonte de normalidad para la nación.

Graciela Barrios ofrece en el capítulo 14 un repaso de la formación del perfil lingüístico del Uruguay a partir de la compleja interacción de políticas y acontecimientos históricos desde la época colonial hasta avanzado el siglo XX, analizando un corpus de documentos públicos e institucionales de amplia circulación y gran influencia social, articulado en torno a dos episodios glotopolíticos ocurridos en momentos de crisis institucional: la proclamación del *Decreto-ley de Educación común* de 1877, bajo la dictadura de Latorre, y la fundación de la Academia Nacional de Letras en 1943, signada por las dictaduras de Terra y Baldomir. Ambos emprendimientos marcan la continuidad del doble objetivo de regular las lenguas minoritarias (migratorias o de frontera) y proteger al español como lengua nacional (p. 210).

Guillermo Toscano y García, en el capítulo 15, “Language debates and the institutionalization of philology in Argentina in the first half of the twentieth century”, da cuenta de los debates surgidos en torno a la fundación y labor del Instituto de Filología de la Universidad de Buenos Aires como espacio propicio para la institucionalización de los saberes y discursos sobre la lengua, debates que cuentan entre sus actores principales tanto a las autoridades del instituto – representantes de la escuela de Menéndez Pidal como Américo Castro, Agustín Millares Carlo, y sobre todo Amado Alonso – y los especialistas locales, de perfil y formación aún más bien amateur, como Arturo Costa Álvarez y Vicente Rossi.

El último capítulo de esta sección, “Linguistic emancipation and the academies of the Spanish language in the twentieth century: the 1951 turning point”, corresponde al propio José del Valle, y en él se da cuenta de las alternativas de un punto de viraje decisivo y poco atendido en sus dimensiones más polémicas como el congreso de academias de la lengua organizado en México en 1951.

La cuarta sección, “The making of Spanish: US perspectives” es introducida en el capítulo 17 por José del Valle y Ofelia García, abriendo el juego para las diversas facetas de la historia política del español en EE.UU., desde los estudios sobre las políticas, debates y tensiones entre el inglés y el español en la etapa territorial de Arizona (Elise DuBord, capítulo 18) y Nuevo México (Arturo Fernández-Gibert, capítulo 19), hasta los análisis sobre el lugar de las instituciones de la salud pública en la construcción ideológica del español en la Texas de comienzos del siglo XX – a cargo de Glenn A. Martínez – y de la “racialización oficial” del español a través de la categorización de los latinos en la historia de los censos poblacionales en los EE.UU., realizado por Jennifer Leeman.

Por último, en la quinta sección se reúne una serie de trabajos acerca de cómo se hizo el español más allá de Europa y América, con una introducción a cargo de Mauro Fernández y José del Valle y tres capítulos que abarcan tres áreas en diversos momentos históricos: Yvette Bürki estudia los debates ideológico-lingüísticos especialmente en la prensa escrita entre fines del siglo XIX y comienzos del XX, en torno al estatus del sefardí en el Imperio Otomano, en un momento en el cual la estructura multiétnica y plurilingüe que había hecho posible la supervivencia del judeoespañol comenzaba a modificarse sustancialmente; el trabajo de Susana Castillo Rodríguez versa sobre los cambios en los usos, funciones y representaciones lingüísticas en el español de Guinea Ecuatorial en dos períodos,

uno correspondiente al establecimiento de las misiones católicas (1848-1917) y el segundo al régimen colonial bajo el franquismo (1939-1958); finalmente, Mauro Fernández pasa revista sobre los avatares propios de la historia política del español en Filipinas.

Es de una dificultad rayana en lo imposible el mero intento de hacer justicia a un volumen de este tipo dentro de los apretados límites de una reseña bibliográfica. Con hacer justicia me refiero tanto a la debida al lector, informándole con el necesario equilibrio entre la síntesis y el pormenor acerca del contenido del volumen en su organización general y en cada uno de sus capítulos, como a la debida al libro mismo y cada uno de sus trabajos, que han puesto muy alto la vara del rigor y la originalidad, para terminar de dar forma a un libro que, para los interesados en la historia de la lengua, no puede calificarse menos que de imprescindible.

Bibliografía

Wright, Roger (1982), *Late Latin and Early Romance in Spain and Carolingian France*, Liverpool, Cairns.



TITRE: COMPTES RENDUS/RECENSIONI/RESEÑAS

AUTEUR(S): JAMES COSTA (UNIVERSITETET I OSLO)

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 251-252

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/8044](http://hdl.handle.net/11143/8044)

Johann Wolfgang Unger (2013), *The Discursive Construction of the Scots Language : Education, Politics and Everyday Life*, Amsterdam, John Benjamins, coll. « Discourse Approaches to Politics, Society and Culture, 51 », 178 p. [ISBN : 978-9-027-20642-8]

James Costa (Universitetet i Oslo)

james . costa @ iln . uio . no

L'ouvrage de Unger marque une étape particulièrement importante dans les travaux sur l'écossais (Scots), langue germanique parlée par près de deux millions de personnes en Écosse selon le recensement de 2011. Traditionnellement de nombreuses études ont porté sur l'ambiguïté du statut de l'écossais comme langue ou comme dialecte anglais, ou encore sur la phonologie de l'écossais dans un cadre variationniste. Le travail de Johann Unger quant à lui s'inscrit dans une tradition d'analyse critique du discours. Son objectif est de comprendre, à partir d'une étude de documents historiques et contemporains, de débats politiques mais aussi d'entretiens par focus groups comment l'objet « langue écossaise » a été – et est toujours – socialement construit, par qui, et quels intérêts ces discours servent et reproduisent.

Le livre est divisé en six chapitres qui suivent une introduction générale, dans laquelle Unger justifie son choix d'étudier l'écossais dans une dynamique engagée : c'est en effet parce qu'après avoir vécu longtemps en Écosse il s'est rendu compte d'un manque d'information sur la question linguistique écossaise dans le public, et parce qu'il estime qu'il existe encore un haut niveau de discrimination contre les locuteurs de l'écossais, qu'il présente son travail comme nécessaire. Dans le second chapitre, l'auteur revient sur les travaux menés sur l'écossais ainsi que sur une chronologie du développement historique de la langue, de son introduction sur l'île de Bretagne avec la colonisation anglo-saxonne au 6^e siècle à l'officialisation au 16^e siècle et au déclin après les Actes d'Union de l'Écosse et de l'Angleterre en 1603 et 1707. Il rappelle également les avancées récentes en termes de politiques linguistiques, dans l'enseignement en particulier. Le chapitre 3 est consacré à une réflexion théorique sur l'étude des politiques linguistiques du point de vue de l'analyse du discours. Son ancrage se situe dans la Critical Discourse Analysis (CDA), plus spécifiquement dans l'approche historique développée par Ruth Wodak, mais aussi dans l'héritage de Bourdieu – notamment pour son travail sur le marché linguistique. Unger détaille également le type de textes qu'il analyse et justifie sa focalisation sur quelques textes de politique éducative ou linguistique issus d'événements historiques clefs ainsi que son approche en termes de *focus groups*.

Le chapitre 4 est consacré à l'étude de discours *top-down*, principalement les documents de politiques linguistiques. Il se focalise sur deux textes clefs en éducation (sur la place de l'anglais et de l'écossais dans le curriculum national), un débat au Parlement écossais de 2001 et un texte de politique linguistique portant sur l'ensemble des questions linguistiques en Écosse (qui portent principalement sur le gaélique plutôt que sur l'écossais). Il montre comment ces textes sont liés les uns aux autres et quelles préoccupations ressortent de manière générale et construisent la langue d'une manière particulière : célébration de la langue, questions financières, statut de langue ou de dialecte, ressource culturelle et linguistique, langue de la famille, lien entre langue et littérature etc. Dans le chapitre 5, Unger analyse les entretiens conduits dans les *focus groups* en Écosse mais aussi avec des Écossais vivant en Angleterre. Ces entretiens l'amènent à conclure que si l'écossais est généralement positivement évalué par les participants, en lien avec un discours sur le multilinguisme et la diversité, la présence de la langue dans des registres « hauts », à l'écrit par exemple, les amènent à voir la situation comme artificielle, entraînant des discours contradictoires et reproduisant une logique diglossique qui existait déjà au 18^e siècle. Le chapitre 6 se concentre sur ces contradictions et analyse les défis qu'elles posent en termes de politiques linguistiques, à travers notamment l'étude de textes et débats plus récents, montrant à la fois un intérêt croissant de la part des institutions écossaises autonomes mais aussi une absence de moyens financiers. Le chapitre 7, qui clôt le livre, rappelle les trois macro-stratégies que l'auteur identifie comme saillantes dans la construction discursive de l'écossais comme langue : une construction centrée sur la discussion autour de son statut (langue, dialecte) ; l'importance du contexte : les enfants parlent écossais, mais l'école est-elle le lieu adéquat pour cette pratique ? Où l'écossais est-il légitime ? Et enfin les aspects culturels et historiques de la langue. En guise de conclusion Unger s'interroge sur les difficultés de combiner une approche politique visant à promouvoir une langue dans l'espace public dans un contexte où l'habitus général catégorise les mêmes pratiques au mieux comme dialecte, mais aussi comme accent ou comme tare dont il faudrait se défaire, du moins dans les usages prestigieux.

Le livre de Unger est particulièrement important pour les études portant sur la langue écossaise, et comme tel il a reçu un accueil très positif en Écosse. Il a d'ailleurs été récemment l'un des éléments centraux d'une performance théâtrale par Ishbel McFarlane (« O is for Hoolit ») sur la question linguistique à Glasgow et à Édimbourg. Mais il s'agit aussi d'un livre important pour qui s'intéresse à l'élaboration des politiques linguistiques des « objets langues » au statut incertain comme l'écossais, mais aussi comme nombre d'autres en Europe (limbourgeois, kven, meänkieli, mirandais, etc.). Si Unger montre bien l'ambiguïté des attitudes ancrées dans un habitus ancien face à des variétés linguistiques au statut contesté, il permet aussi de poser la question des intérêts sous-jacents à la construction d'un lecte comme « langue » : qui articule ces discours, au nom de quels projets, sous-tendus par quelles idéologies, et au bénéfice de qui ?